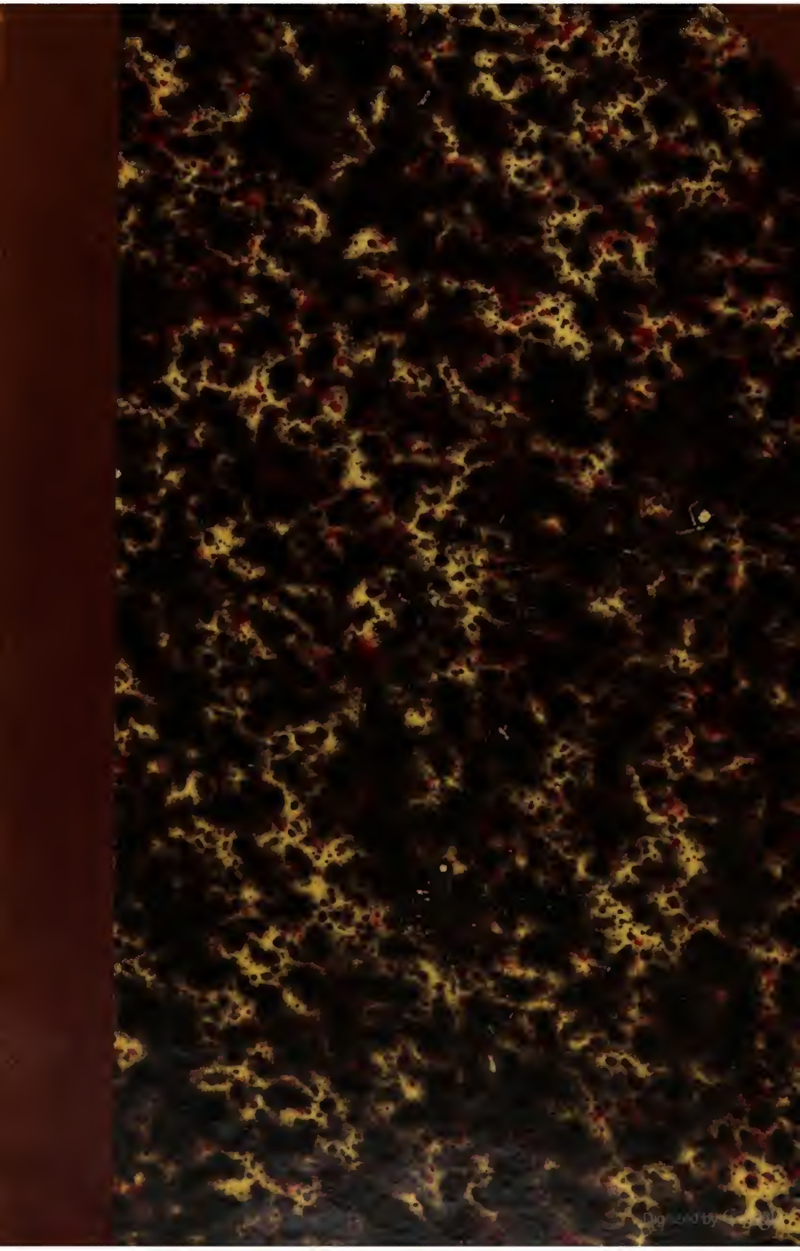




EX DONO
GIUSEPPE D'AYALA
MARQUIS DE VALVA
BIBLIOTHÈQUE CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE LAUSANNE


AVA 2003.1

MÉMOIRES

ET SOUVENIRS

DU

COMTE LAVALLETTE.

TOME PREMIER.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N° 14.

MÉMOIRES

ET SOUVENIRS

DU

[Antoine-Marie Chamans de]

COMTE LAVALLETTE,

AIDE-DE-CAMP DU GÉNÉRAL BONAPARTE,
CONSEILLER-D'ÉTAT ET DIRECTEUR-GÉNÉRAL DES POSTES
DE L'EMPIRE;

PUBLIÉS PAR SA FAMILLE ET SUR SES MANUSCRITS.

Seconde Edition,

REVUE ET CORRIGÉE.

TOME PREMIER.

(1789 — 1799.)

PARIS,
H. FOURNIER JEUNE, LIBRAIRE,
RUE DE SEINE, N° 14.

1831.



NOTICE

SUR LE

COMTE LAVALLETTE (1).

C'ÉTAIT quelques jours avant le 10 août; le roi Louis XVI passait en revue les gardes nationales de Paris, rassemblées au Carrousel; le monarque venait par la droite du front de bataille, d'un pas lent et mesuré, distribuant les encouragemens et les éloges, lorsque, de l'extrémité opposée de la ligne, un jeune soldat accourt, se précipite dans le rang qui faisait face au roi, en s'écriant avec enthousiasme: « Vive le roi! Vive Louis XVI! nous sommes

(1) Cette notice fut publiée quelques jours après la mort du comte Lavallette, dans la *Revue de Paris*, tome XII, 1re livraison, le 7 mars 1830.

« pour le roi jusqu'à la mort! » Louis XVI étonné s'arrête, remercie de la tête et du geste, puis demande le nom du jeune homme; — c'était Lavallette.

Bientôt la journée du 10 août mit à l'épreuve ce courage si impatient de se montrer : Lavallette eut le commandement d'un poste aux Tuileries ; il le défendit long-temps contre la fureur des insurgés, qui semblaient se multiplier sous le feu du château. Mais il fallut céder ; on apprit que Louis XVI s'était rendu dans le sein de l'Assemblée ; ce fut le signal du massacre. Lavallette, couvert de sang et de poussière, entraîné par quelques amis, échappa par miracle à une mort qui eût été glorieuse ; mais sa destinée ne devait pas s'arrêter là.

Cinq ans plus tard, le 19 fructidor, un jeune officier en brillant uniforme, portant au bras l'écharpe aux trois couleurs, se jetait précipitamment dans un cabriolet, auprès de la porte du Petit-Luxembourg ; un de ses camarades d'enfance passant par là le reconnut ; après les félicitations d'usage :

— Que deviens-tu? lui dit son ami.

— Je retourne en Italie au plus vite.

— Qui te presse si fort?

— Barras, qui menace de me faire fusiller dans vingt-quatre heures.

— Sauve-toi donc, car il est en veine.

— Qui le sait mieux que moi? J'ai voulu m'opposer aux sottises cruelles de cette nuit, ils me chassent ce matin; mais j'ai bonne conscience, et Bonaparte me protège.... Adieu, je pars; s'il plaît au ciel, nous nous reverrons!

Lavallette s'éloigna rapidement; le soir il avait quitté Paris.

Laissons-le brûler le pavé sur la route d'Italie, et remontant de quelques années, suivons le chemin qu'il a fait depuis le 10 août jusqu'au 18 fructidor, de volontaire royaliste devenu capitaine dans l'armée républicaine.

Il est hors de doute que la révolution de 89 était désirée par l'immense majorité des Français. Néanmoins, les violences qui signalèrent ses débuts avaient révolté toutes les ames honnêtes; ni les pillards des magasins Réveillon, ni les assassins de Foulon et Berthier, ni les hurleurs du 20 juin, ne représentaient les vœux et les

sentimens de la France; et le parti de Louis XVI sembla d'abord se grossir de tous les patriotes qu'indignaient de si coupables excès.

Dans cette disposition des esprits, la guerre étrangère éclata, précédée d'insolentes menaces; ce fut une puissante diversion aux embarras qu'éprouvait alors le parti républicain, maître de l'Assemblée législative; il s'en saisit avec habileté; et tandis que l'émigration des nobles enlevait au roi dans l'intérieur tous ses appuis naturels, tous ceux qu'une pitié généreuse et désintéressée avait d'abord ralliés pour sa défense couraient maintenant aux frontières, triomphaient à Valmy, à Jemmapes, en Savoie, avec Kellermann, Chartres et Montesquiou, et n'entendaient plus, dans ce bruit des camps et dans cette ivresse de la victoire, les cris de détresse de la royauté.

C'est ainsi que le trône s'écroula, faute d'appui.

Lavallette suivit, sous les drapeaux de la république, la foule de ceux qui, comme lui, sans fortune, sans nom, sans avenir, ne voulurent exploiter ni l'émigration, ni la terreur; c'est du sein des armées, neutres entre des

excès opposés, que devaient sortir plus tard toutes ces fortunes nouvelles, toutes ces renommées si pures et si chères à la France, parmi lesquelles allait briller Lavallette (1).

Son père, honnête marchand de Paris, lui avait fait donner au collège d'Harcourt une éducation distinguée, mais qui put sembler un moment trop au-dessus de sa position sociale : aussi, lorsqu'il fallut songer à l'établir, on ne trouva rien de mieux que de le vouer à l'état ecclésiastique ; car il n'avait point de goût pour un commerce de détail, et un tel mérite ne pouvait chômer dans une garnison. Il prit la soutane, obtint une charge de sous-bibliothécaire à Sainte-Geneviève, et s'ensevelit dans les livres.

Cependant la révolution s'annonçait par des symptômes qui ne purent échapper à Lavallette; son ambition s'émut à la pensée des événemens qui se préparaient.

Un jour, il remontait la rue Mazarine, don-

(1) Lavallette naquit à Paris en 1769, la même année que l'empereur Napoléon, son protecteur et son ami.

nant le bras à deux amis ; ils vinrent à parler d'avenir ; ce sont d'ordinaire propos de jeunes gens :

—Moi, disait Lavallette, vous me croyez bien tranquille, bien enterré dans mes livres ; eh bien ! je songe à faire fortune ; cette révolution me donne du cœur.

— Toi, mon ami, tu seras toute ta vie trotte-menu comme aujourd'hui, longeant les murs, de peur des voitures.....

— Laissons faire au temps, et ne répondons de rien ; j'aurai peut-être le haut du pavé à mon tour, et alors, mes amis, gare aux éclaboussures ! Tenez ! gageons que sur ce grand chemin qu'on nous ouvre, je marcherai plus vite que vous !

On convint des conditions du pari. Les deux camarades suivirent honorablement des carrières diverses ; mais Lavallette fit des pas de géant : à trente ans il avait gagné la gageure.

On sait les événemens de 89. Le jeune Lavallette n'était point engagé dans les ordres ; il prit un mousquet, et entra dans les milices nationales que Lafayette formait à la défense du

trône et du pays. En 92, il signa les pétitions royalistes des dix mille; mais sa conduite au 10 août l'ayant rendu suspect, il courut s'enrôler comme volontaire dans la légion des Alpes, et fit partie, sur les bords du Rhin, de cette armée de paysans et de bourgeois que la coalition rencontra, dès l'abord, entre ses hordes soldées et la France. Il servit avec une haute distinction pendant toute la campagne. Nommé d'abord adjoint du génie, il fut ensuite choisi pour aide-de-camp par le général Baraguay d'Hilliers. Mais quand le général revint à Paris pour y défendre Custines, que tout son dévouement ne sauva pas, persécuté lui-même, privé de sa liberté jusqu'au 9 thermidor, il ne put rien pour Lavallette.

Après le 9 thermidor, la révolution, fatiguée de proscrire, s'arrêta; elle avait assuré l'intégrité du territoire, mis hors d'atteinte les principes de la réforme; une seconde époque commençait; la révolution voulut faire reconnaître ses droits. Maîtresse de la France, sa destinée la poussait à la conquête de l'Europe; avec ces monarchies vieillies et opiniâtres, il lui fallait

traiter le sabre à la main, et répondre à des sophismes par des victoires.

La constitution de l'an III ouvrit cette seconde période toute militaire; la France passa du régime de la terreur à celui de la gloire: à ce moment parut Bonaparte.

A voir ce héros de vingt-six ans, avec son visage pâle et triste, son attitude fière et calme, son regard d'aigle, sa parole brève, ce geste rapide qui commandait l'obéissance, cette gravité de jeune homme qui imposait le respect aux vieux généraux de la république; à voir aussi cette armée pauvre et dévouée qui allait combattre sous ses ordres, ces jeunes lieutenans enthousiastes qui se pressaient à sa suite, cette terre d'Italie qui s'offrait comme une première et riche proie, on pouvait prédire que le premier acte de ce drame militaire, qui commence à Montenotte et finit à Waterloo, serait le plus poétique et le plus brillant.

Lavallette, accueilli d'abord, mais froidement, dans l'état-major du général en chef, dut conquérir à la pointe de l'épée l'estime de Bonaparte. Sur le champ de bataille d'Arcole, il reçut

du général le titre d'aide-de-camp et le grade de capitaine. Blessé dans la périlleuse mission du Tyrol, il fut complimenté par Bonaparte, qui lui dit, en présence de l'armée : « Lavallette, vous « vous êtes conduit en brave ; quand j'écrirai « l'histoire de cette campagne, je ne vous ou- « blierai pas. » Il a tenu parole. Cependant le jeune officier plaisait à son général par d'autres côtés que la valeur personnelle ; il avait une instruction solide, l'esprit observateur, une sagacité merveilleuse, de la mesure, un ton excellent. Bonaparte aimait les bonnes manières ; il distingua Lavallette.

Quelques mois après, il le choisit pour une mission délicate. Le général de l'armée d'Italie, retranché dans sa gloire, suivait pourtant avec anxiété le mouvement et les combats des partis qui s'agitaient alors en France ; dans ce conflit de tant de passions aux prises, il démêlait difficilement la vérité. Il envoya donc à Paris son aide-de-camp Lavallette, afin de connaître par ses rapports l'état des affaires. Un chiffre inventé par Bourrienne devait servir à leur correspondance.

Lavallette, jeune, obscur, ainsi lancé au milieu des hasards, des intrigues et des séductions de la politique, montra pourtant une prudence et une fermeté remarquables. Il vit toutes les sociétés de cette époque, et ne prit d'engagement dans aucune. Au Luxembourg, chez Carnot, dans les salons de madame de Staël, aux cercles d'Augereau, partout sa finesse découvrit le fond des partis sous l'enveloppe grossière ou polie qui les couvrait. Il vit le Directoire dans toute la gloire ridicule de sa représentation, et conserva toujours présent le souvenir de ces comédies jouées par des proscripteurs, chez qui le grotesque le disputait au terrible.

« J'ai vu, écrivait-il à un ami (1) en 1829, j'ai « vu les cinq rois vêtus du manteau de François Ier, « avec son chapeau, ses pantalons et ses den« telles ; la figure de La Réveillère, établie comme « un bouchon sur deux épingles, avec les gras et « noirs cheveux de Clodion ; M. de Talleyrand, en « pantalon de soie lie de vin, assis sur un pliant, « aux pieds du directeur Barras, dans la cour du

(1) L'auteur de cette notice.

« Petit-Luxembourg, présentant gravement à ses « souverains un ambassadeur du grand-duc de « Toscane, tandis que les Français mangeaient le « dîner de son maître, depuis la soupe jusqu'au « fromage ; à droite, cinquante musiciens et chan- « teurs de l'Opéra, Lainé, Lays, Regnault, et les « actrices, aujourd'hui tous morts de vieillesse, « beuglant une cantate patriotique sur la musique « de Méhul ; en face, sur une autre estrade, deux « cents femmes, belles de jeunesse, de fraîcheur « et de nudité, décolletées, dépouillées, s'ex- « tasiant sur la majesté de la pentarchie et sur le « bonheur de la république; elles portaient aussi « des pantalons de soie couleur de chair, et avaient « des bagues aux orteils. C'est un spectacle qu'on « ne reverra plus. Quinze jours après cette belle « fête, des milliers de familles proscrites dans « leurs chefs, quarante-huit départemens veufs « de leurs représentans, et quarante journalistes « obligés d'aller boire les eaux de l'Elbe, de Syna- « mary et de l'Ohio ! Il est curieux de rechercher « ce qu'étaient, à cette époque, la république et « la liberté. »

Lavallette n'avait aucun pouvoir pour s'op-

poser à ces violences; il protesta cependant, en refusant à Barras l'argent que Bonaparte avait promis sur les fonds de l'armée d'Italie; ce qui excita contre lui la fureur du Directoire et la brutale colère d'Augereau. Mais s'il n'empêcha pas le 18 fructidor, il contribua à former le jugement du général en chef sur ce coup d'état, frappé par un pouvoir violent et faible, oppresseur et méprisé, qui n'avait pas eu le courage d'être juste. Dès ce moment, le Directoire fut condamné dans l'esprit de Bonaparte; il vit bien que l'avenir échappait à la débile constitution de l'an III, et de ce jour, avant même que la paix de Campo-Formio fût signée, son génie à longue vue lui inspira le projet de la campagne d'Égypte.

Échappé aux menaces du Directoire, Lavallette vint retrouver le général en chef au château de Passeriano. Bonaparte ne laissa pas languir son zèle. Quelques jours après, Lavallette, l'écharpe au bras, le sabre à la main, entrait dans les murs de Gênes, coupable d'insultes envers des Français. Les portes du sénat s'ouvraient devant lui, et là, au milieu des patri-

ciens consternés et frémissans de colère, lui, la main levée et la voix haute, exigeait une réparation, et imposait au doge le sacrifice et le désaveu de l'influence anglaise.

Après la paix de Campo-Formio, Bonaparte traversa la Suisse pour se rendre à Rastadt; Lavallette fut de ce voyage triomphal, pendant lequel les peuples accoururent sur le passage du jeune vainqueur de l'Italie. Le général ne séjourna pas long-temps à Rastadt; fatigué des lenteurs de la diplomatie allemande, il quitta cette ville après y avoir laissé Lavallette chargé de ses pouvoirs secrets, et dans la position la plus délicate entre les défiances des plénipotentiaires du Directoire qui le détestait, et les politesses des ministres d'Allemagne qui caressaient en sa personne le nom et l'influence de Bonaparte.

Quelques mois après il fut rappelé. Ce fut alors que Bonaparte, n'osant demander à Barras une récompense pour Lavallette, lui fit épouser une jeune et noble fille de la maison Beauharnais, nièce de sa femme, et dont le père avait émigré. C'est ainsi que sa bienveillance pré-

parait à son ami une providence pour l'avenir, et alliait un nom plébéien au futur éclat de sa dynastie.

A peine marié, il fallut partir. Bonaparte transportait sa fortune en Égypte, pour ne point la commettre dans les intrigues mesquines de l'intérieur. A ses côtés, dans sa confiance, nous retrouvons encore Lavallette avec son dévouement de soldat, sa franche gaieté, son goût d'études solitaires sous la tente, son enthousiasme de poète pour cette expédition lointaine et aventureuse. Après la capitulation de Malte, il reçut mission d'accompagner jusqu'au fond de l'Adriatique le grand-maître et son état-major; au retour, il visita les forteresses de Corfou; il devait aussi porter des assurances pacifiques au pacha de Janina; mais ce dernier se battait alors sur les bords du Danube. Arrivé devant Aboukir, Lavallette vit l'infortuné Brueyx, embossé dans la rade, qui se préparait à une bataille, et déjà chantait victoire; il partit la veille du désastre, et après avoir essuyé une violente tempête à l'embouchure du Nil, il se rendit au Caire, et ne quitta plus le général en chef

que deux fois, pour accompagner à Alexandrie le citoyen Beauchamp, au plus fort de la peste qui ravagea cette ville, et pour assister Andréossi dans sa reconnaissance de Péluse (1).

Lavallette, admis à l'intimité de Bonaparte, à ses entretiens et à ses plaisirs, son compagnon de table et son lecteur ordinaire (2), partageait aussi ses dangers (3); il combattit auprès de sa

(1) Voir aux notes du tom. 1er la relation d'un voyage à Péluse.

(2) Bonaparte n'aimait pas les romans. Un soir pourtant il dit à Lavallette : « Voyons, monsieur l'enthousiaste, « lisez-moi cette fameuse lettre de Lameillerie ! » C'était au Caire et par une chaleur étouffante. Le lecteur, pour être à l'abri des insectes, se plaça sous la mousseline qui entourait le lit du général. Déjà couché, celui-ci s'agitait d'impatience à mesure que la lecture avançait; enfin il l'arrête : « C'est assez, Lavallette, voilà une passion par « trop bavarde ! » et il le congédia en lui souhaitant le bonsoir.

(3) Bonaparte avait emmené huit aides-de-camp en Égypte; quatre y périrent : Julien et Sulkowsky assassinés par les Arabes, Croisier tué à Saint-Jean-d'Acre, Guibert à Aboukir. Duroc et Eugène Beauharnais furent grièvement blessés. Lavallette fut à toutes les plus chaudes rencontres, et il échappa.

personne aux Pyramides, au Mont-Thabor; il traversa le désert à ses côtés; il le suivit au siège meurtrier de Saint-Jean-d'Acre. Ce fut une époque mémorable de sa vie, et sur laquelle ses souvenirs se reportaient avec complaisance. Ses amis se rappelleront sans doute ce récit du quatorzième assaut commandé par Kléber, qu'il aimait à répéter; ce semble une page enlevée d'un poème épique :

On avait entamé la courtine qui protégeait une vaste enceinte de la ville et le palais de Djezzar; les grenadiers de Kléber, ramenés dans les tranchées par une vigoureuse fusillade, demandaient à grands cris un nouvel assaut. Bonaparte hésitait; mais, pressé par ces braves, il donna le signal. Ce fut un spectacle grand et terrible! les grenadiers s'élancent sous une grêle de balles; Kléber, au port de géant, à l'épaisse chevelure, s'était posté, l'épée à la main, sur un revers de fossé, et animait les assaillans; le bruit du canon, les cris d'enthousiasme et de rage de nos soldats, les hurlemens des Turcs, se mêlaient aux éclats de sa voix tonnante. Cependant le général Bonaparte, debout dans la

batterie de brèche, suivait ce mouvement avec sa lunette posée sur les fascines; un boulet passa au-dessus de sa tête, et la commotion le renversa. Vainement Berthier l'engageait à quitter ce poste périlleux, il ne reçut pas de réponse; au même instant une balle vint frapper à mort le jeune et malheureux Arrighi, placé entre le général en chef et Lavallette; d'autres furent encore tués près de lui, sans qu'il fît un mouvement pour s'éloigner..... Tout à coup la colonne des assiégeans s'arrête. Bonaparte se précipite en avant de la batterie; il vit alors qu'à l'endroit où étaient parvenus les soldats, le fossé vomissait des flammes; une mitraille épaisse sortait de terre et renversait tout ce qui osait approcher; les troupes s'obstinaient pourtant avec une incroyable ardeur; Kléber furieux frappait sa cuisse de son épée; mais le général en chef, jugeant l'obstacle insurmontable, d'un geste ordonna la retraite.

Ainsi finit le siège de Saint-Jean-d'Acre. Bonaparte ayant quitté la Syrie, et ajouté à son immortelle campagne le bulletin d'Aboukir, remit à Kléber le commandement de son ar-

mée, et saluant la Corse au passage, accueilli sur le rivage de France par l'enthousiasme des citoyens, conduit en triomphe jusqu'à Paris, d'un souffle il renversa le trône vermoulu des directeurs; la France applaudit, surtout lorsque le jeune héros, porté sur le pavois consulaire par ses lieutenans, parut à ses yeux comme un arbitre et un sauveur. Lavallette avait suivi Bonaparte à son retour; il aida son général dans le coup de main du 18 brumaire.

Cependant la guerre continuait avec l'Autriche; le gouvernement français voulut avoir, à portée des évènemens, un homme capable de juger le moment favorable pour les négociations. Lavallette fut envoyé à Dresde, muni des pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix avec l'Autriche; mais le général Moreau fut, à Hohenlinden, le véritable négociateur de la France; la paix conclue, Lavallette revint à Paris.

Ici se termine sa carrière militaire et diplomatique. Le premier consul, préoccupé de son règne, qui déjà commençait sous couleur républicaine, voulut s'associer, dans l'administration de la France, tous ceux de ses compagnons

d'armes dont il avait éprouvé la fidélité, le zèle et le talent. Lavallette fut choisi des premiers. Nommé d'abord commissaire-général aux postes, cette charge, à l'établissement de l'Empire, fut convertie en celle de directeur-général, à laquelle Napoléon ajouta dans la suite les titres de comte, de conseiller-d'état et de grand-officier de la légion-d'honneur.

M. Lavallette se dévoua à sa place, son ambition se trouvait satisfaite. Aussi, lorsqu'en 1815 Napoléon lui proposa le ministère de l'intérieur, il préféra reprendre les fonctions qu'il avait remplies, dans des temps difficiles, avec tant de zèle et de succès. Il faut se rappeler en effet qu'il eut la tâche d'organiser le service des postes, à une époque où la France finissait au Rhin d'un côté, de l'autre s'étendait aux deux péninsules, et entretenait des armées dans toute l'Europe; il fut, pour ainsi dire, le centre d'où devaient partir et circuler dans ce vaste empire le mouvement et la vie; il maintint constamment, avec une louable ardeur, ces saintes relations du soldat avec la patrie, cet échange de gloire et d'enthousiasme entre l'armée et la cité.

Sa position élevée le rendit maître des secrets de famille; la politique n'osa lui faire une loi de les violer: « avec lui, l'épanchement et la fran-« chise ne furent jamais un danger (1) ».

Écartons le souvenir, étranger à cette notice, de tant d'événemens mémorables qui remplissent la durée de l'Empire; laissons s'écouler ce beau rêve d'un grand homme trop enivré de sa haute fortune; laissons M. Lavallette, pendant douze ans, gouverner les postes d'une main discrète et ferme, porter aux discussions du conseil-d'état les lumières d'un esprit juste et les inspirations d'une conscience droite, briller aux cercles d'une cour élégante et polie; et, au déclin de tant de grandeurs, lorsque le sol commence à trembler autour du trône, donner à l'Empereur de libres conseils d'amitié que rejette cette ame fière! le monde sait le reste.

Les événemens de 1814 rendirent le comte Lavallette à la vie privée; il n'en sortit qu'au 20 mars de l'année suivante, après le retour de

(1) Paroles du général Sébastiani sur la tombe de M. Lavallette.

Napoléon dans la capitale. On a voulu flétrir les motifs qui le rallièrent au trône impérial, lorsque l'armée entière avait reconnu l'Empereur, et au milieu de circonstances si enivrantes; ces motifs, il les avait puisés dans sa conscience; « on l'a accusé d'être parjure; lui, croyait avoir « été fidèle (1). »

Sa rentrée aux affaires fut signalée par un acte de modération dont il donna vainement l'exemple à ses ennemis. Un employé supérieur de son administration vint officieusement lui présenter une liste de suspects; M. Lavallette le laissa parler; quand le dénonciateur eut fini: « Monsieur, lui dit-il, avez-vous quelquefois re- « gardé en face la figure d'un honnête homme? » L'employé, interdit, balbutia quelques paroles embarrassées. « Eh bien! monsieur, apprenez « à me connaître! » Il prit la liste, et la jeta au feu.

M. Lavallette fut appelé souvent auprès de l'Empereur pendant les Cent jours; il le vit au conseil et dans son intimité; l'Empereur était

(1) Paroles du comte Montlosier.

résolu à ne plus faire la guerre que pour défendre le territoire. L'esprit de liberté s'était fait jour jusqu'à lui; sa table retentissait de protestations libérales qui l'embarrassaient; il dit une fois à M. Lavallette, dans le secret et l'amertume d'un entretien confidentiel : « Mais que « veulent-ils? la liberté de la presse? J'en donnerai « plus qu'ils n'en voudront peut-être; qu'ils me « laissent seulement sauver la France! » La France fut envahie de nouveau. La fortune de l'Empereur acheva d'expirer dans les champs de Waterloo.

C'est alors que commença pour le comte Lavallette une série de malheurs inouïs. Dans la sécurité que lui inspirait son innocence, il était resté à Paris. Il fut arrêté le 18 juillet, tandis qu'il était à table avec ses amis. On le mit au secret; la procédure commença; elle fut longue: elle était menaçante; le destin de Labédoyère, celui du maréchal Ney semblaient lui présager un sort funeste. Enfin, le 19 novembre, il parut devant les assises, comme accusé de complicité dans l'attentat du 20 mars précédent. Il se dé-

fendit avec une grande noblesse (1); mais après deux jours de débats, accablé sous le poids des passions implacables qui entraînaient la réaction et osaient demander des vengeances à la justice, il fut condamné à mort. Il entendit son arrêt avec calme, et dit d'une voix forte à ses amis éplorés : « Mes amis, c'est un coup de ca-« non! » Puis, se tournant du côté des nombreux employés de la poste qui avaient témoigné contre lui : « Messieurs de la poste », leur dit-il en les saluant de la main, « je vous fais mes « adieux ! »

Cette voix douce et ferme qui retentit à l'audience, au milieu de la consternation générale, put donner à croire qu'il était résigné; mais, rentré dans son cachot solitaire, ce vieux soldat sentit son cœur défaillir à la pensée du genre de mort qu'on lui préparait; il écrivit à un ancien compagnon d'armes, alors en crédit à la cour, pour obtenir d'être fusillé; un refus cruel fut l'unique réponse de son ami. Dès lors, le

(1) Le célèbre Tripier l'aida de ses conseils et lui témoigna le plus noble dévouement.

sentiment de cette injustice exalta son courage; il voulut accoutumer son ame à l'idée de cette mort qui l'épouvantait; il se fit raconter par ses geôliers les apprêts humilians du supplice, les affreux détails de l'exécution; il y revint à plusieurs fois, il s'obstina à tout savoir. Enfin, après avoir lutté quelque temps contre l'horreur de ces pensées sinistres qui remplissaient ses longues journées et agitaient son sommeil de rêves effrayans (1), il se sentit capable d'attendre

(1) Un songe surtout laissa dans l'esprit de M. Lavallette des impressions profondes, que l'âge même n'avait pas effacées. Voici comment il le racontait :

« Une nuit que j'étais endormi, la cloche du Palais, qui « sonna minuit, me réveilla; j'entendis ouvrir la grille pour « relever la sentinelle, mais je me rendormis à l'instant. « Dans mon sommeil, j'eus un rêve : — je me trouvais rue « Saint-Honoré, près de la rue de l'Echelle; une obscurité « lugubre s'étendait partout, tout était désert, et cependant « une rumeur vague et sourde s'éleva bientôt.... tout à coup « parut, dans le fond de la rue, et venant sur moi, une « troupe à cheval, mais d'hommes et de chevaux écorchés. « Les cavaliers portaient des flambeaux, dont la flamme « rouge éclairait des visages mis à nu, que traversaient des « muscles sanglans; leurs yeux enfoncés roulaient dans « de larges orbites; leurs bouches s'ouvraient jusqu'aux

la mort de sang-froid, et ne songea plus qu'à consoler sa famille et ses amis. « Pourquoi « pleurer, leur disait-il? un honnête homme peut « mourir assassiné; mais sa conscience le suit « sur l'échafaud. »

Cependant les jours s'écoulaient, la Cour de cassation avait rejeté le pourvoi du condamné; un recours en grace, présenté par madame Lavallette et vainement appuyé par le zèle courageux du duc de Raguse, venait d'être aussi repoussé; le jour de l'exécution était proche; tout l'annonçait au malheureux; les geôliers eux-mêmes ne l'approchaient plus qu'en tremblant

« oreilles, et des casques de chair pendante surmontaient « leurs têtes hideuses. Les chevaux traînaient leurs peaux « dans le ruisseau, qui débordait de sang jusqu'aux mai- « sons. Des femmes pâles, échevelées, se montraient « silencieuses aux fenêtres, et disparaissaient; des gémis- « semens sourds, inarticulés, remplissaient l'air, et j'étais « seul dans la rue, seul, immobile de terreur, et sans « force pour chercher mon salut dans la fuite. Cette ef- « froyable cavalerie passait ainsi au grand galop, passait « toujours, en lançant sur moi des regards épouvantables. « Elle défila pendant plus de cinq heures; enfin la file se « termina, et fut suivie par une immense quantité de voi- « tures d'artillerie, chargées de cadavres déchirés, mais

d'émotion et de pitié. La veille de ce jour suprême, la comtesse Lavallette pénétra dans la prison; elle s'était couverte d'une robe de mérinos richement doublée de fourrures, qu'elle avait coutume de porter au sortir du bal; elle avait dans son sac une jupe de taffetas noir. Arrivée auprès de son mari, d'une voix ferme elle lui annonce que tout est perdu, qu'il n'a plus de salut que dans la fuite; elle lui montre ces habillemens de femme, lui propose un déguisement; toutes les précautions étaient prises pour assurer l'évasion; la chaise à porteurs le recevrait au sortir de la prison; un cabriolet

« encore palpitans ; une odeur infecte de sang et de « bitume m'étouffait..... — quand tout à coup la grille « se ferma avec violence, et je me réveillai. Je fis sonner « ma montre, il n'était encore que minuit. Ainsi, cette « affreuse fantasmagorie n'avait duré que deux ou trois « minutes, le temps de relever la sentinelle et de refer- « mer la grille. Le froid était vif, la consigne très- « courte; et le geôlier confirma le lendemain mon calcul. « Cependant je ne me rappelle pas un seul événement « de ma vie dont j'aie pu apprécier la durée avec plus « de certitude, dont les détails soient mieux gravés dans « ma mémoire, et dont j'aie la conscience mieux af- « fermie. »

l'attendait sur le quai des Orfèvres; un ami dévoué, une retraite sûre, lui répondaient du reste. M. Lavallette l'écoutait sans paraître approuver un si hasardeux projet; il était résigné à mourir, il refusait de se sauver.

— Passe encore pour la tragédie, mais je ne veux pas figurer dans une pièce burlesque; on m'arrêtera sous ce travestissement ridicule; on me livrera aux risées de la populace!.... Et si je leur échappe, il faudra donc vous abandonner ici à l'insolence des valets de prison, aux persécutions de mes ennemis...?

— Si vous mourez, je meurs; sauvez votre vie pour sauver la mienne!

Le prisonnier céda à tant d'instances.

— Maintenant, il faut vous habiller, ajouta-t-elle, il faut partir; point d'adieux, point de larmes! vos heures sont comptées!

Et, la toilette achevée:

— Adieu, dit-elle; n'oubliez pas de baisser la tête en passant sous les guichets, pour ne point accrocher les plumes du chapeau.

Puis elle tira le cordon de sonnette, s'élança derrière un paravent; la porte s'ouvrit, le pri-

sonnier passa suivi d'une gouvernante de sa femme, et soutenu par sa fille. Arrivé auprès de la chaise, les porteurs n'y étaient pas; les soldats du poste s'étaient rassemblés pour voir madame Lavallette, et regardaient immobiles!..... Ce fut un affreux moment.... Enfin, les domestiques arrivèrent; la chaise partit; quelques minutes après, un cabriolet, entraîné de toute la vitesse d'un cheval, faisait retentir le pavé du pont Saint-Michel..... (1).

C'était le 23 décembre; M. Lavallette resta caché à Paris jusqu'au 10 janvier. Une singulière faveur de la fortune lui donna pour asile le toit même sous lequel vivait un de ses ennemis politiques (2), puissant par son nom, sa position et sa fortune. De la mansarde qu'il habitait, il entendit crier dans les rues les ordonnances de haute police qui prescrivaient des

(1) Tous ces détails et les suivans ne sont qu'un abrégé très-succinct du récit que M. Lavallette faisait quelquefois à ses amis, et qui paraîtra complet dans le second volume de ses *Mémoires*.

(2) C'est un secret qu'il a gardé jusqu'à sa mort, mais que ses *Mémoires* vont expliquer au public.

recherches contre sa personne; les barrières étaient fermées; la délivrance des passeports suspendue; des estafettes, porteurs de son signalement, couraient sur toutes les routes. Aux chambres, aux cercles des courtisans, ce fut un désespoir parmi ceux qui croyaient tout perdu si l'on ne remettait la main sur M. Lavallette. Paris se réjouissait cependant, tandis que la police, faussement accusée de connivence, brûlait de confondre la joie publique, et de répondre par un exploit digne de son zèle aux doléances des salons dorés et aux reproches retentissans de la tribune.

Parmi tous ces dangers, le comte Lavallette vivait protégé par des inconnus dont l'amitié courageuse l'aidait à supporter les angoisses de sa retraite. Ses journées s'écoulaient entre d'aimables entretiens et des lectures variées; un pistolet double, caché sous son chevet, comme un talisman de salut, assurait quelque repos à ses nuits. Cette vie dura quinze jours. Enfin, le 9 janvier 1816, à huit heures du soir, il se rendit à pied, avec un ami, chez le capitaine Hutchinson; et le lendemain, à l'heure où un

poteau fut dressé à la Grève pour son exécution en effigie, il partit, revêtu d'un uniforme anglais, avec le général Wilson, franchit les barrières dans un cabriolet découvert, et traversa la France jusqu'à Mons. Pendant ce voyage, M. Lavallette, qui ne savait pas un mot d'anglais, était obligé de tenir un mouchoir sur sa joue, comme s'il eût souffert d'une fluxion, pour n'avoir pas à répondre aux nombreux officiers anglais qui reconnaissaient son guide et l'arrêtaient sur la route. Une fois, à Compiègne, étant entré dans la salle commune, un commis-voyageur lui raconta toute l'histoire de son évasion, avec des circonstances ridicules, en répétant à chaque mot : « vous pouvez m'en croire, j'étais à Paris à cette époque. » Une autre fois, tout près de la frontière, un capitaine de gendarmerie demanda les passeports et les emporta ; celui de M. Lavallette était sous le nom du colonel Losack (1); le capitaine revint long-temps après, disant qu'il n'y avait point de colonel de ce nom

(1) M. Lavallette ne prit le nom de Cossar qu'arrivé en Bavière.

dans l'armée anglaise. Wilson lui répondit « qu'il « se moquait, qu'ils avaient été trop bons d'at- « tendre, » et faisant signe aux postillons, ils partirent au galop. Enfin, arrivé à Mons, son généreux guide devait le quitter ; M. Lavallette, plein d'une émotion profonde, pressant les mains du général, lui exprimait toute sa reconnaissance ; mais lui, gardant sa gravité, souriait seulement sans mot dire. Après une demi-heure de silence, il se tourna vers M. Lavallette et lui dit d'un grand sérieux : « Ah çà! mon cher ami, expli- « quez-moi pourquoi vous ne vouliez pas être « guillotiné? » M. Lavallette le regardait surpris, sans lui répondre. « Oui, ajouta-t-il, on m'a dit « que vous aviez demandé comme une faveur « d'être fusillé. »

— Mais c'est que le condamné est conduit dans une charrette, les mains liées derrière le dos ; puis, on l'attache sur une planche que l'on glisse sous le couteau...

— Ah! je comprends ; vous ne vouliez pas être égorgé comme un veau (1).

(1) Cette dernière anecdote est reproduite textuellement dans les *Mémoires*.

M. Lavallette traversa l'Allemagne, et bientôt après toucha le sol hospitalier de la Bavière; le roi l'accueillit avec un grand zèle, et le protégea contre le ministère français qui exigeait son extradition; la duchesse de Saint-Leu lui offrit sa maison; le prince Eugène lui prodigua toutes les consolations de l'amitié.

En 1822, des lettres de grace accordées par le roi Louis XVIII lui rouvrirent les portes de la France.

M. Lavallette semblait pouvoir compter alors sur quelques jours heureux; mais quand il arriva à Paris, au milieu des félicitations qui accueillirent son retour, une voix resta muette; c'était celle de sa femme! Depuis cette heure décisive où, avec une énergie si entraînante, elle commanda sa fuite et resta comme en ôtage à sa place, elle ne l'avait point revu; elle le vit reparaître sans émotion et sans larmes; le reconnut-elle seulement? L'infortunée! elle avait dépensé toute sa raison pour le sauver!

Cette dernière épreuve surpassait toutes les autres; M. Lavallette en fut accablé; « V. M. « m'a rendu des biens que j'estimais plus que la

« vie, écrivit-il au roi; mais la puissance royale « elle-même ne saurait égaler mon infortune « par ses bienfaits. » Son malheur lui traçait son devoir; il renonça au monde, où il avait laissé de si brillans souvenirs et de si fidèles amitiés; et, si l'on excepte le voyage qu'il fit à Londres en 1826, pour appuyer l'élection de Wilson, il se voua à une solitude complète; sa vie ne fut plus qu'un long dévouement. Le dirai-je? il rendit à sa femme, en soins de chaque jour, en pieuses et délicates attentions, presque autant qu'il en avait reçu; et quand la mort est venue le frapper, il a pu mourir tranquille; il avait payé sa dette.

L'étude fut la seule consolation de sa retraite; pendant toute sa vie il avait cultivé les lettres avec la passion d'un sage et la conscience d'un savant; au bivouac devant Mayence, à la table du général Bonaparte, dans les salons des Tuileries, il passa toujours pour un homme d'un esprit remarquable, pour le plus agréable des conteurs. Ses malheurs avaient multiplié pour lui les occasions d'études silencieuses et réfléchies; aussi, quand il revint d'exil, n'eut-il

qu'à se mettre à la suite du mouvement et des progrès de la nouvelle France; éloigné de sa patrie, il avait marché comme elle; il avait ses mœurs, sa patience forte, son espoir confiant dans l'avenir (1), son ardeur pour toutes les réformes utiles, son détachement de toutes les sottes illusions; une inconcevable jeunesse d'esprit le passionnait pour nos efforts de gloire et de liberté; aussi tous les âges l'estimaient, mais il plaisait surtout aux jeunes gens; les jeunes gens aimaient à l'entendre; tout le passé vivait dans ses souvenirs, avec sa vraie physionomie que n'altéraient ni l'enthousiasme ni le regret d'une si haute fortune. Une foule de mots heureux, d'anecdotes piquantes et imprévues, jaillissaient sans effort d'une mémoire riche et facile; son imagination donnait la couleur aux objets, mais la fiction répugnait à son esprit juste et positif; sa vive causerie, comme un livre amusant, retenait ses amis à ses côtés bien avant dans la nuit, et trompait le vol léger des heures.

(1) Il a manqué à M. Lavallette de vivre quelques mois

La mort est venue interrompre ces doux loisirs; elle a surpris, au milieu de ses livres, de ses travaux commencés, cet homme si bon, si modeste; la veille encore il rêvait d'études et d'amitié; sous les glaces de l'âge, son esprit avait conservé toute sa force; son cœur était jeune par l'ardeur de ses vertus.

Mais une pensée nous console.

Quelque imprévu qu'ait été le coup sous lequel il a succombé, le comte Lavallette est mort plein de jours, à la soixante-et-unième année de son âge, entouré de sa famille, au milieu des larmes de ses amis.

S'il eût péri en 1815, sous le glaive politique qui moissonna tant d'autres victimes, c'étaient quinze années de son existence tranchées d'un seul coup, non les plus heureuses sans doute! mais quelle mort l'attendait, et quelles funérailles! un échafaud en place publique, une charrette de mort transportant un corps mutilé, et, après les clameurs de la Grève, la solitude de Clamart.....

de plus; la révolution de juillet a donné gain de cause à ses espérances; elle eût comblé tous ses vœux.

Mais la victime échappe; l'exil la défend contre la mort; insensiblement les passions se calment, la fureur des ressentimens s'apaise; alors, au premier souffle, tout cet échafaudage de sanglante procédure s'écroule; la justice du souverain déchire une page funeste; l'homme de bien reprend sa place et son rang sous le même ciel qui brille pour ses accusateurs et ses juges; et quand sa dernière heure est venue, son ame quitte la terre entre les caresses et les bénédictions de ses enfans; la religion l'accueille; la patrie lui rend des honneurs; ses compagnons de tous les temps, ses amis de toutes les opinions, s'empressent autour de sa dépouille; le salut des braves retentit sur son cercueil, et la renommée répète à la France les adieux de l'amitié.

Mânes des condamnés politiques de tous les partis, frappés de la foudre au fort de la tempête, que le destin de Lavallette vous console! vous êtes tous réhabilités dans sa personne!

CUVILLIER-FLEURY.

AVERTISSEMENT.

Les événemens qui se sont passés depuis vingt-huit ans sous mes yeux et ceux même auxquels j'ai pris part ne m'auraient pas déterminé à en écrire le récit, si je n'avais pas été enveloppé d'une manière si éclatante dans la catastrophe qui a détruit le gouvernement impérial; mais j'ai pensé qu'il était de mon devoir de laisser à ma famille et à mes amis un témoignage irrécusable de ma conduite et de mon innocence; ce serait d'ailleurs mal reconnaître l'intérêt dont j'ai été honoré par tant de personnes recommandables, si je gardais un silence dont mes ennemis pourraient abuser pour justifier leurs persécutions.

Mon intention avait été d'abord de me borner à décrire les derniers événemens; mais, attaché pendant plus de vingt ans à l'empereur Napoléon, il m'a semblé que je ne devais point passer sous silence une partie du moins de son illustre histoire. M'était-il permis de dérober à la postérité les traits d'un héros dont elle ne cessera de s'occuper? En butte comme il est à tous les outrages de ses ingrats contemporains, il est de mon devoir de leur opposer la vérité. J'ai fait tous mes efforts pour ne pas me laisser séduire par le profond attachement dont je resterai pénétré jusqu'à la fin de ma vie pour un homme qui a été mon général, mon souverain et mon bienfaiteur. Ce ne sont pas cependant ses actions publiques, et surtout les guerres qui ont illustré sa vie que je prétends décrire : il lui reste encore des amis parmi les généraux qui ont partagé ses travaux et sa gloire; cette noble tâche leur appartient. Je peindrai l'homme privé : peu de per-

sonnes l'ont connu autant que moi, et les historiens qui chercheront des matériaux peuvent s'en rapporter à mon récit; je ne citerai que les faits qui se sont passés sous mes yeux : et si je ne m'abuse point, mon caractère sera pour eux une garantie suffisante.

J'ai cependant besoin de beaucoup d'indulgence : j'écris loin de ma patrie (1), dans une profonde solitude, souvent découragé par le malheur, n'ayant sous la main aucun des matériaux dont j'ai besoin pour retrouver les faits, les dates et les noms. Mais les impressions sont restées vives dans ma mémoire et dans mon cœur.

Beaucoup de personnes, en voyant mon nom à la tête de ces souvenirs, s'atten-

(1) Ces mémoires ont été écrits, en grande partie, en Bavière, pendant l'exil de M. Lavallette, dans ses divers retraites, sur les bords du lac de Starenberg, à Eichstadt, à Augsbourg. On s'apercevra toutefois, en lisant la fin, qu'ils ont été revus et terminés à Paris, ou plutôt à la campagne près de Sèvres. (*Note de l'éditeur.*)

dront peut-être à trouver beaucoup d'anecdotes et de scandale; elles seront trompées. J'ai rempli pendant treize années des fonctions délicates et qui m'ont découvert de tristes secrets du cœur humain, mais je ne flétrirai point ma mémoire en les livrant au grand jour. Ce n'est point avec des immondices qu'on élève des monumens durables.

Ma résolution et ma volonté sont que cet écrit ne paraisse pas pendant ma vie. Je n'ai pas l'intention d'échapper à la critique; mais une pudeur, que les gens de bien seuls pourront sentir, m'impose la loi de ne plus occuper le public de moi. J'ai payé chèrement ma triste célébrité, et j'ai besoin de repos plus encore que de consolation.

MÉMOIRES

ET SOUVENIRS

DU

COMTE LAVALLETTE.

CHAPITRE PREMIER.

Mon éducation et mes premiers goûts. — J'assiste au début de la révolution. — Pillage des magasins de M. Réveillon. — Convocation des états-généraux. — Prise de la Bastille. — Meurtre de Foulon.

Je suis né à Paris en 1769. Mon père, dont l'éducation avait été faite avec soin, et qui en sentait tous les avantages, veilla sur la mienne

avec une application constante ; j'entrai tard au collège, parce que ma santé était très-faible; j'en sortis en 1788, après y avoir travaillé pendant huit ans à me charger la mémoire de latin que je n'ai jamais bien su, et de grec que j'ai complètement oublié. J'avais pour confesseur un excellent homme, mais qui m'échauffa la tête pour préserver mes mœurs; il me mit entre les mains beaucoup de livres de piété, et il se plaisait à me faire apprendre par cœur les orateurs sacrés. Je pris un tel goût pour les sermons de Massillon et pour les oraisons funèbres de Bossuet, que ma vocation pour l'état ecclésiastique me parut décidée. Je tourmentai ma famille et j'en obtins l'autorisation de commencer mon cours de théologie; mais la première année suffit pour me dégoûter. Cette méthode d'argumentation exprimée en mauvais latin, cette manie de vouloir sans cesse prouver le pour et le contre, et de ne présenter aucune idée fixe sur quoi que ce soit, me firent prendre en aversion cette étude; je ne pouvais concevoir comment on avait besoin de tout ce fatras pour arriver à l'éloquence de la chaire. Je me décidai donc à entrer dans la carrière du barreau. Mon père vit avec plaisir ce changement dans mes idées, et il fut décidé

que je travaillerais chez un notaire et ensuite chez un procureur. La besogne du notaire m'ennuya plus encore que la théologie; j'y restai cependant près d'un an. Le praticien m'ouvrit ensuite son étude : heureusement c'était un homme d'esprit, appelé Dommanget; il n'aimait de sa profession que les bénéfices qu'elle lui rendait. Il avait une bibliothèque nombreuse et choisie, et comme je ne lui étais point à charge, il me laissait passer mon temps au milieu de ses livres; j'y fis de bonnes lectures, et j'y pris pour la littérature un goût qui ne s'est point affaibli. Je m'attachai particulièrement à l'histoire de France, dont je n'avais aucune idée. Le système d'instruction était étrange alors. Des milliers de jeunes gens abandonnaient tous les ans les collèges, après leurs études terminées, la tête remplie de maximes républicaines, l'esprit échauffé de toutes les vertus qui ont brillé dans les anciennes républiques, pénétrés d'un profond mépris pour les gouvernemens monarchiques, et cependant flétris d'une ignorance honteuse sur l'histoire de leur patrie. Le nom d'Henri IV ne nous a pas été prononcé une seule fois pendant mes huit années d'étude, et, je l'avoue, j'ignorais encore à dix-sept ans à quelle époque

et comment s'était établie la maison de Bourbon sur le trône.

Les événemens qui précédèrent le grand drame de 1789 me surprirent au milieu de mes livres et de ma ferveur pour l'étude. Je m'étais attaché à l'*Esprit des lois*; cet ouvrage me charmait par sa gravité, sa profondeur et l'élévation de ses pensées. Je voulus y joindre la lecture du code de nos lois, et Dommanget, à qui je le demandai, me montra en riant le code Justinien, les coutumes du royaume, les arrêts des parlemens et les ordonnances de nos rois, escortés de la foule immense des interprètes et des commentateurs; ce monstrueux amas d'in-folios m'effraya, et j'en conclus fort légèrement, avec beaucoup d'autres, qu'il valait mieux tout refaire que de se charger la mémoire de tout ce ténébreux butin. A mes graves lectures, j'ajoutai celle de tous les pamphlets politiques qui commençaient à être nombreux. Ce mélange fermenta dans ma tête, et je crus, en sage de vingt ans, que je ferais bien de joindre aux méditations du cabinet l'observation de toutes les scènes de désordre qui furent le prélude de la révolution.

Il y avait alors dans le faubourg Saint-An-

toine un riche manufacturier de papiers de tentures, appelé Réveillon : cet homme employait plusieurs centaines d'ouvriers ; ceux-ci, mécontens du refus d'une augmentation de salaire, et probablement poussés par des ennemis de leur maître, se révoltèrent, et prirent la résolution de le tuer et de saccager l'établissement qui les faisait vivre. Le désordre fut bientôt sans bornes, et le guet de Paris n'étant pas assez fort pour l'arrêter, une partie du régiment des gardes françaises marcha contre ces misérables. Je voulus voir ce spectacle de près, et je me trouvai entre les pillards et les troupes quand elles arrivèrent par divisions, et qu'elles firent feu. Beaucoup d'hommes furent tués, plusieurs arrêtés, et je crois qu'un d'entre eux fut pendu peu de jours après. Cette manière brutale de calmer le désordre m'indigna, et je n'allai pas loin pour apprendre que c'était l'usage des gouvernemens qui voulaient montrer de la vigueur, et qui aspiraient à se faire respecter ; qu'enfin il était plus commode de réprimer le crime par la force, que de le prévenir par la sagesse et la fermeté : cet usage dure encore. Les habitans de ce faubourg n'oublièrent pas cette expédition militaire, et j'ai de bonnes raisons de croire qu'elle a beau-

coup contribué à entretenir cet esprit de vengeance et de sédition qui a régné si long-temps dans cette partie de la population de Paris.

La résistance du parlement aux ordres du gouvernement avait excité beaucoup d'agitation dans les esprits. Les magistrats ne voulaient plus rendre la justice; les procureurs et les avocats ne voulaient plus suivre les affaires; tous les clercs du palais s'assemblaient en tumulte, et prenaient vivement parti pour le parlement. Les jeunes gens formaient un corporation qu'on appelait la Bazoche; ils avaient des chefs, une espèce de discipline et même un uniforme. Un de mes camarades me proposa d'aller les joindre, et quoique je ne fisse pas partie de cette milice, je consentis à l'accompagner. Nous les trouvâmes dans le jardin du Luxembourg, au nombre de quelques centaines, tous fort échauffés et disposés à se procurer des armes. Je m'avisai de proposer à plusieurs d'entre eux de tomber sur la garde du Théâtre Français, de lui enlever ses fusils, et d'aller ensuite attaquer le bataillon des gardes établi sur la place Dauphine. Ma proposition fut reçue avec enthousiasme et portée à tous les groupes. Quelques jeunes gens plus raisonnables, et qui probablement n'étaient là

que pour observer et contenir tous ces étourdis, demandèrent à voir l'auteur d'un si sage projet; l'un d'eux me toisa; ma taille exiguë le fit sourire, et il ne lui fut pas difficile de prouver l'extravagance d'une résolution qui ne tendait à rien moins qu'à nous faire assommer. Les plus échauffés cependant quittèrent le jardin pour aller à la place Dauphine. Les soldats étaient dispersés, et les armes en faisceaux. Nous nous regardions, les mains nous démangeaient, et je ne sais pas ce qui serait arrivé, si un brusque rappel de tambour n'eût rallié la troupe.

Ces scènes sanglantes et tumultueuses duraient depuis dix-huit mois, et le ridicule succès que le gouvernement avait obtenu dans le faubourg Saint-Antoine, lui persuadait que la force armée ferait réponse à tout. Les états-généraux étaient déjà rassemblés à Versailles, demandés par le parlement qui voulait embarrasser la cour et s'en venger, par les ministres qui ne savaient plus où donner de la tête, et par la majorité de la nation justement mécontente d'un gouvernement inhabile, et peut-être aussi ennuyée de l'uniformité de son repos. Les états-généraux sentirent promptement que la marche

et les préjugés de la cour seraient un invincible obstacle à la réparation du mal; ils voulurent un système de gouvernement dans lequel la nation fût comptée pour beaucoup, et les privilégiés à peu près pour rien. M. Necker, financier habile, philosophe et citoyen-né d'une république, les encouragea. Mais le roi, cédant aux représentations de ses courtisans et à son aversion secrète, chassa ce ministre.

Cette nouvelle arriva brusquement à Paris, le 12 juillet, au moment où tous les habitans étaient dispersés dans les promenades; elle jeta la confusion et la douleur partout, et bientôt les bustes de M. Necker et du duc d'Orléans sont promenés en triomphe dans les rues. Des orateurs se font une tribune dans le jardin du Palais-Royal, et attirent autour d'eux la foule. « Tout est perdu, disaient-ils; les états-généraux « vont être dissous. Vos plus zélés défenseurs sont « déjà forcés de fuir, et vous allez tomber sous « l'intolérable fardeau d'impôts accablans, et sous « les sanguinaires caprices d'un affreux despo- « tisme. » Ces discours produisirent une agitation que la présence des troupes suisses contribua beaucoup à augmenter. Le gouvernement voulut se servir du régiment des gardes pour dissiper

ce qu'on appelait des séditieux. Les soldats repoussèrent leurs officiers et se rangèrent du côté du peuple. Quelques escadrons du régiment royal-allemand se présentèrent, on les siffla; ils voulurent charger la foule, on leur tira des coups de fusils; et les Suisses campés dans le Champ-de-Mars furent éloignés. La populace, échauffée jusqu'à la fureur, se rua contre ses ennemis naturels; les employés de la ferme générale furent obligés de se cacher, et le feu fut mis aux barrières. Au milieu de ce désordre, une rumeur vague, et d'autant plus effrayante qu'elle était moins constatée, répandit partout que des brigands s'approchaient pour saccager la ville. C'était au moins une plaisanterie de bien mauvais goût. Mais ceux qui la firent, jugèrent bien les Parisiens en n'y mettant pas plus de façon. Effectivement la bourgeoisie, qui était restée spectatrice paisible de tout le tumulte, s'émut enfin, et le 14 juillet, plus de deux cent mille hommes s'étaient armés de tout ce qui leur était tombé sous la main. La nouvelle de ce soulèvement général épouvanta la Cour, et toutes les troupes de ligne disparurent des environs de la capitale.

Enfin le soleil éclaire le quatorzième jour de

juillet, époque à jamais fameuse, ère à jamais mémorable dans les fastes de la France, et que tous les peuples seront obligés de consigner dans leurs annales; car quel est celui d'entre eux dont l'existence politique et civile n'a pas été puissamment modifiée par la révolution?

La populace avait poursuivi le guet, les commis et les mouchards, c'était tout simple; mais comment une immense population put-elle croire qu'à la prise de la Bastille était attachée sa destinée, et comment se persuada-t-elle avoir tout vaincu quand elle s'en fut rendue maîtresse?

La forteresse de la Bastille avait été construite sous le règne de Charles V, à une époque où les armes à feu étaient à peine connues. Sa situation hors de la porte Saint-Antoine annonçait assez que le roi Charles V ne pouvait avoir eu le projet de s'en servir pour contenir la capitale. Il voulait, disait-on, y placer ses trésors; mais les distributions intérieures prouvaient qu'on avait eu pour but de faire une prison d'Etat. Cette prétendue forteresse se composait de cinq tours, élevées de cent vingt pieds environ, liées entre elles par de hautes et fortes murailles, et entourées de larges et profonds fossés; son entrée

était protégée par des ponts-levis, et, au 14 juillet, elle était commandée par un gouverneur et défendue par une soixantaine de Suisses vétérans; quelques vieux canons d'un faible calibre étaient établis sur les terrasses des tours. Cet appareil n'était pas bien formidable; mais une crainte qui tenait de la superstition était établie parmi le peuple: on en racontait des aventures merveilleuses. Depuis des siècles elle avait renfermé dans son enceinte inconnue les plus nobles victimes du despotisme. Quelques prisonniers, qui avaient été assez heureux pour en sortir, en avaient publié des détails épouvantables. Ces formidables tours, ces sentinelles vigilantes, qui ne permettaient à qui que ce soit d'y jeter en passant un coup-d'œil furtif, ces gardiens nombreux, effrayans par leurs regards, plus effrayans par leur silence, tout inspirait la terreur, ou irritait la curiosité. Cependant cette prison d'Etat n'était pas dangereuse pour le peuple; elle n'était destinée que pour les personnes considérables par leur naissance, et pour les gens de lettres qui s'avisaient de déplaire au ministère. Mais au besoin de satisfaire sa curiosité se joignait aussi le sentiment d'un noble instinct pour les victimes

nombreuses qu'on supposait y être renfermées, et toute la population de Paris voulut s'emparer de la Bastille. Une quantité considérable de fusils et quelques canons étaient renfermés à l'hôtel des Invalides ; on les indiqua à la multitude, qui s'en empara, et courut au pied des murailles de la forteresse, ayant les gardes françaises à sa tête. On tira quelques coups de canon qui ne firent pas grand mal aux murailles ; le gouverneur y répondit par quelques boulets qui se perdirent dans la rue Saint-Antoine : la terreur et bientôt la rage furent au comble. Le gouverneur n'avait ni munitions, ni troupes suffisantes, pas même des ordres précis pour se défendre. Il fit, dit-on, baisser le pont-levis pour recevoir une députation de patriotes qui venaient lui proposer de se rendre. Hulin, depuis général, qui faisait partie de cette députation, m'a raconté qu'en entrant dans la cour du gouverneur ses camarades et lui furent accueillis par des coups de fusils. Le gouverneur fut arrêté bientôt après le major suisse, et la Bastille fut prise. Ces deux officiers furent traînés jusqu'à la place de Grève, accablés de coups et de malédictions. J'étais sur cette place avec l'incomplet bataillon de mon district. L'infortuné major passa devant

nos rangs, c'était un homme d'une taille élevée et d'une figure vénérable: deux forcenés le tenaient à la gorge, et s'écriaient: *Voilà le scélérat!* Ce malheureux cherchait cependant à faire encore bonne contenance; mais la terreur et l'agonie étaient peintes sur son visage. A quelques pas de là, nous entendîmes une explosion d'arme à feu: c'était un coup de pistolet qui venait de terminer ses angoisses. Cet affreux spectacle me donna pour la licence du peuple une horreur et un dégoût qui ne se sont jamais affaiblis, et les scènes que je raconterai plus loin n'ont pas peu contribué à les augmenter.

Je compris cependant que des étrangers qui tuèrent des Français pouvaient être massacrés, dans la première chaleur du combat, par des vainqueurs féroces, qui n'avaient aucune idée des lois observées à la guerre; mais je n'ai jamais pu comprendre le meurtre de MM. Foulon et Berthier de Sauvigny. Le premier avait été, je crois, intendant de Paris, et le second était son gendre et son successeur dans cet emploi. Dans les provinces, un intendant était un homme considérable par ses fonctions et son influence; son caractère, son habileté ou son incapacité pouvaient exciter l'estime, et plus souvent la haine.

Mais à Paris, qui connaissait l'intendant de cette immense capitale, où tout abondait comme par magie? Dans un temps de disette, le peuple s'en prenait au prévôt des marchands, au lieutenant de police, peut-être au parlement; mais l'intendant était perdu dans la foule des gens riches. Ce n'était point enfin un magistrat, ni un homme connu de la multitude. Je peux assurer, sans crainte d'être démenti, que, dans la bourgeoisie et encore moins dans les basses classes, on ne connaissait ni le nom de l'intendant ni sa personne; tout au plus ses bureaux, où l'on allait payer l'impôt. Voilà cependant que tout à coup le bruit circule que l'intendant a dit et répété à haute voix: *Que du foin était suffisant pour nourrir la canaille de Paris.* MM. Foulon et Berthier s'étaient sauvés. De zélés patriotes courent après eux, les atteignent à plus de vingt lieues de Paris. On les y ramène, et une centaine de misérables les mirent à mort avec des circonstances d'une atroce barbarie. Je traversais la place de Grève pour aller à la Comédie Française; il pleuvait, et il n'y avait du tumulte que devant l'Hôtel-de-Ville. J'étais sur le parapet, lorsque je vis s'élever au-dessus de la foule une figure de vieillard à cheveux blancs: c'était l'in-

fortuné Foulon qu'on hissait en place du reverbère. Je retournai chez moi lire mon cher Montesquieu, et de ce moment je commençai à prendre en haine une révolution où l'on tuait les gens sans les entendre.

CHAPITRE II.

Organisation de la garde nationale.—Lafayette.—Bailly.—Journées des 5 et 6 octobre à Versailles. — Retour du roi à Paris.

Ce qui n'était le 14 qu'un soulèvement devint le lendemain une véritable révolution, dont les conséquences furent incalculables. La prise de la Bastille avait exalté toutes les têtes ; trois mille soldats disciplinés (les gardes françaises) formaient l'avant-garde d'une armée qui s'élevait à plus de cent mille hommes, parmi lesquels trente mille au moins étaient armés de fusils ; attaquer cette armée, ou la dissoudre, était

chose impossible. Le gouvernement, pris au dépourvu, fut donc obligé de consentir à son organisation et de confirmer le choix de M. de Lafayette pour son commandant-général. Le prévôt des marchands et les corps de ville avaient fui; on les remplaça par un conseil de la commune et par une mairie, magistrature depuis en usage dans plusieurs villes de France. M. Bailly fut élu. C'était un célèbre astronome et un habile écrivain. Les états-généraux l'avaient choisi pour leur président. Toute cette organisation fut terminée en trois jours, et le roi vint à Paris le 17 légitimer tous les excès par sa présence et ses paroles. Cette démarche fit connaître à ses amis ce qu'ils devaient en attendre, et à ceux de la révolution tout ce qu'ils pouvaient oser. La révolte avait été à son comble: des militaires, des hommes non jugés avaient péri dans l'exercice de leurs fonctions, et ce ne fut qu'en tremblant que le souverain s'expliqua sur de tels crimes.

Les provinces encouragées par cette démarche s'empressèrent d'imiter la capitale. Les courriers qui avaient porté la nouvelle de la révolution de Paris, annonçaient à leur retour celles de tous les pays qu'ils avaient parcourus. Les états-généraux, qui avaient imprimé le mouvement, le

reçurent à leur tour. Les deux premiers ordres furent obligés de se réunir au tiers-état. Les états prirent le nom d'Assemblée constituante, et cette assemblée commença dès lors à travailler à l'érection d'une monarchie dans laquelle la nation serait représentée par ses députés. Ainsi s'établit cette longue lutte entre de nouveaux intérêts et des passions sans frein. Toutes ces idées qui circulaient depuis trente ans dans la nation étaient étrangères au roi. Élevé dans les maximes et les habitudes de la monarchie absolue, il ne put voir sans effroi la marche de l'Assemblée; et s'il repoussa les mesures de violence qu'on le pressait d'adopter, il faut l'attribuer plus à la faiblesse de son caractère qu'au désir d'épargner du sang et à l'espérance que des chances plus favorables remettraient entre ses mains une autorité que des factieux venaient de lui arracher. Le seul parti raisonnable à prendre était de dominer l'Assemblée, qu'il ne pouvait plus dissoudre sans de graves inconvéniens, en allant plus loin qu'elle, et en donnant lui-même une constitution, qui aurait conservé une partie des privilèges de la noblesse et consacré les droits du peuple. M. Necker le lui proposa; il le rejeta, et tout fut perdu.

Le projet de quitter Versailles et de s'établir dans une place forte parut au roi plus avantageux; mais ce projet fut promptement connu et les patriotes s'en alarmèrent. Les habitans de Paris ne s'étaient pas seulement donné une organisation militaire, ils s'étaient aussi donné une organisation politique. Les soixante quartiers-généraux de bataillon étaient aussi soixante chefs-lieux de district qui avaient chacun son président, ses secrétaires et ses bureaux. Là, tous les oisifs de la bourgeoisie et de la populace allaient écouter des orateurs qui s'y formaient à cette manie de bavardage dont les effets furent si funestes, trois années plus tard. La nouvelle du projet de la fuite du roi s'y répandit rapidement. La population du faubourg Saint-Antoine fut bientôt mise en mouvement, une masse immense de peuple se rassembla devant l'Hôtel-de-Ville, disant qu'elle voulait marcher sur Versailles, et ramener le roi. M. de Lafayette refusa long-temps de se mettre à sa tête; mais enfin, réfléchissant qu'elle pourrait bien se passer de lui, il fit prévenir les chefs de la garde nationale, et les engagea à conduire à Versailles tous les citoyens raisonnables, pour s'opposer au désordre dont il ne pré-

voyait que trop les suites funestes. Beaucoup de gardes nationales, parmi lesquelles se trouvaient quelques compagnies incomplètes de mon bataillon, se rendirent à l'Hôtel-de-Ville, et je m'empressai de les joindre. Nous y trouvâmes une populace furieuse qui criait à la trahison et qui s'excitait à tous les excès de la rage et du meurtre. Ce torrent se mit enfin en mouvement et grossissait en avançant. Le commandant général le précédait, suivi de canons et de caissons, montés par des femmes ivres, rebut de l'espèce humaine. La garde nationale marchait ensuite, et les pelotons étaient sans cesse traversés par ces furieux.

Nous avions de l'humeur dans ma compagnie, et nous traitâmes si sévèrement ceux qui vinrent au milieu de nous, qu'ils n'osèrent plus nous approcher. La marche dura huit heures, et l'on n'arriva dans l'avenue de Versailles qu'à la nuit fermée. Si la cour avait voulu se décider à prendre un parti violent, le succès en était infaillible. La garde nationale ne s'élevait pas à plus de six mille hommes. Les bandits qui la précédaient et l'entouraient, étaient environ huit à dix mille, mais dans un tel désordre, qu'une charge de quelques escadrons aurait suffi pour tout dissiper, et quelques volées de canon

leur aurait ôté le goût d'y revenir; mais la cour manqua de courage, et le roi crut sa famille plus en sûreté dans un château mal gardé, que sur une grande route, entouré de troupes fidèles.

L'arrivée de cette multitude épouvanta le château, fit chanceler la troupe de ligne et satisfit l'Assemblée. Les membres qui avaient de l'influence sur ses décisions n'ignoraient pas les injures qu'on leur prodiguait à la cour, et le sort qui leur était réservé si le roi pouvait s'échapper. Les courtisans ne cachaient pas que le supplice le plus ignominieux attendait les membres qui commençaient à se distinguer dans cette lutte. Le séjour et la détention du roi à Paris furent donc résolus; mais probablement on ne s'attendait pas au cortége qui arrivait et surtout aux excès dont il se rendrait coupable. Nous fîmes *halte* sur la grande place en face du château. Le régiment de Flandre y était en bataille, la populace l'entoura; les femmes, le verre en main, amusèrent les soldats par ces propos grivois et ce langage des halles, dont la bonne compagnie ne s'est pas toujours montrée assez révoltée. La séduction était trop forte pour des soldats qui n'entendaient rien aux discussions politiques, et déjà trop d'exemples d'indiscipline avaient été

donnés pour qu'ils pussent résister; aussi les officiers firent de vains efforts pour les contenir. Le colonel ne sut ou ne put prendre un parti, car il n'avait point d'ordres précis. M. de Lusignan, qui les commandait, et que j'ai connu depuis, était un homme d'honneur; mais comment se tirer d'une position si délicate, quand, à cinquante pas de lui, le roi lui-même ne savait que faire? Le régiment fut donc entraîné, et il ne resta plus au monarque que les gardes-du-corps, les Cent-Suisses et son inutile cour. La garde nationale resta sous les armes jusqu'à une heure du matin, qu'on lui permit de chercher du repos avec un ordre de se préparer au premier rappel. M. de Lafayette était monté au château et avait cherché à rassurer la famille royale; il fut reçu avec une défiance et une froideur qui étaient bien permises, car, puisqu'il arrivait à la tête d'une troupe de bandits furieux, on pouvait croire qu'il était leur commandant. Il ne pouvait cacher que la population de Paris et même l'Assemblée constituante voulaient que le roi vînt s'établir à Paris. La cour devait donc se décider ou à partir, ou à résister, ou enfin à chercher un asile loin de la capitale. La discussion sur le parti à prendre s'établit-elle? je l'ignore. Il pa-

raît que le roi attendait ou des secours militaires, ou une résolution forte de l'Assemblée qui pût imposer à la multitude. Les secours que M. de Lafayette lui proposa pour le défendre, furent repoussés; il déclara que ses gardes lui suffisaient pour le protéger, et loin d'accepter les services de la garde nationale de Paris, qui était très-dévouée, il ne voulut pas même l'assistance de celle de Versailles, que commandait en second Alexandre Berthier (depuis le maréchal prince de Neufchâtel). Celui-ci m'a raconté qu'il avait été fort maltraité par les courtisans, et que, quoiqu'il fût très-dévoué au roi, on ne voulut plus entendre parler de lui, dès le moment où il eût accepté le commandement de la garde nationale.

Nous reçûmes à une heure l'autorisation d'aller nous reposer. Je me réfugiai chez un bourgeois qui m'ouvrit une chambre pour mon argent; cet homme était attaché à la maison du roi, je ne sais plus en quelle qualité; il se disait chaud patriote; et, si j'avais voulu croire tout ce qu'il me dit des habitans du château et même de la reine, je n'aurais eu rien de mieux à faire qu'à me mêler aux séditieux. Je lui demandai froidement d'où il tenait toutes ces infamies.

Ma question le déconcerta d'abord, puis il me répondit avec emportement : « Ce que je vous dis « est le bruit de tout Versailles ; cependant, si les « Parisiens les enlèvent, nous voilà tous à l'au- « mône. » Je lui tournai le dos, et je m'endormis jusqu'à six heures, où les tambours, battant la générale, me firent courir sur la place. Déjà le crime avait été consommé dans l'ombre ; les brigands étaient entrés, dit-on, par une porte secrète et faiblement gardée ; ils avaient tué les gardes-du-corps qui la défendaient, et poursuivi la reine jusque dans son lit, d'où elle n'avait eu que le temps de se sauver chez le roi. J'avoue que, dans ce moment de surprise et d'indignation, je me joignis à quelques-uns de mes camarades pour accuser hautement le marquis de Lafayette; nous étions venus, d'après son invitation, pour protéger la famille royale et assurer l'ordre public; comment nous rend-on spectateurs de crimes affreux? Comment ne nous a-t-on pas employés? Pouvait-on douter de notre dévouement? Certes, sur six mille que nous étions, la moitié au moins était suffisante pour défendre le château, et ce n'était pas cette canaille, mal armée, fatiguée par la route et par l'ivresse, qui nous en aurait im-

posé; mais il n'était plus temps, les victimes étaient immolées, et celles qui d'abord avaient été désignées étaient, pour ce jour, hors de leurs atteintes. Les gardes-du-corps s'étaient barricadés autour de l'appartement du roi; leur résistance avait découragé les assassins et donné le temps au général Lafayette d'arriver; il prit tous les militaires qui lui tombèrent sous la main, et les brigands remplirent la cour de marbre en faisant retentir l'air de leurs cris sauvages. Je suis resté long-temps indécis sur l'opinion que je devais avoir de sa conduite pendant cette nuit funeste. Tous les détails du procès qui a été intenté, peu de temps après, contre beaucoup de gens qui n'étaient peut-être pas coupables, ne m'avaient point satisfait. J'ai su la vérité plus tard, et madame de Staël l'a dite dans ses mémoires. Tout le malheur vient de la haine qu'on portait au marquis de Lafayette, de cette opinion stupide qu'on avait encore que la famille royale était sacrée pour la multitude, et qu'elle n'oserait la regarder en face, et surtout de cette présomption niaise de la noblesse, qui voulait conserver le privilège de défendre seule son souverain. M. de Lafayette avait offert avec chaleur de faire garder le château par des troupes

fidèles; je le dis avec confiance, il avait amené avec lui tout ce qui, dans la garde nationale, avait de l'ame, du courage et du dévouement pour le roi; mais il fut refusé froidement et avec ironie. Malgré ce refus et les insultes dont on l'avait accompagné, il ne s'abandonna pas à une sécurité criminelle : il visita les postes, et se montra partout jusqu'à minuit. Tout alors était tranquille; les hommes de la populace étaient répandus partout et endormis; à deux heures du matin, le plus profond silence régnait dans les cours, sur la grande place et dans les rues de la ville, et rien n'annonçait les crimes de la nuit; l'irruption dans le château a eu lieu un peu avant la pointe du jour. Toutes les dépositions établissent que les brigands sont entrés par une des portes de communication, qui était ouverte; les infortunés gardes-du-corps qui la défendaient ont fait leur devoir, puisqu'ils ont été tués à leur poste. Mais pourquoi cette porte ouverte, surtout si près de l'appartement de la reine? Le château est d'une étendue immense, les gardes-du-corps n'étaient pas assez nombreux pour le protéger efficacement; pourquoi donc n'en pas fermer toutes les issues? Enfin, pourquoi n'avoir pas augmenté la garde de

tout ce qui était dévoué? Comment dix mille épées n'ont-elles pas été tirées, au moment de l'attaque, par cette noblesse, si bruyante en paroles, et qui n'a jamais su défendre son roi, qu'elle regrette avec des plaintes si amères? L'émigration n'avait point encore commencé: il y avait à Paris, à Versailles et dans les environs, plus de vingt mille gentilshommes, dévoués d'honneur et d'intérêt au soutien du trône et à la vie du monarque, et cependant Louis XVI fut abandonné par eux dans cette journée annoncée depuis long-temps, combinée publiquement, disent-ils, et dont le but était, assure-t-on, le massacre de la famille royale. Je n'ai pas fini avec cette noblesse, et je la retrouverai encore à d'autres époques plus honteuses pour elle.

La populace, pressée dans la cour de marbre et vagabonde dans toutes les parties extérieures du château, recommença à exprimer sa volonté par des hurlemens effroyables; à Paris! à Paris! furent les premiers cris. On leur promit leur proie, et bientôt les cris ordonnèrent l'apparition de l'infortunée famille sur le balcon; la reine s'y présenta accompagnée de ses enfans; mais des menaces la forcèrent à les éloigner. Je m'étais glissé dans la foule, et pour la pre-

mière fois je vis cette infortunée princesse; elle était vêtue de blanc, la tête découverte et ornée de beaux cheveux blonds; immobile, et dans une attitude modeste et noble, elle me semblait une victime sous la hache. Le malheur dans toute sa majesté ne toucha pas les furieux; les malédictions redoublèrent, et l'infortunée ne put même trouver un appui dans son époux, car la présence du roi ne fit qu'ajouter à la rage qui possédait toute cette multitude. Enfin, les préparatifs du départ l'apaisèrent plus que les protestations; et, vers midi, cet effroyable cortège se mit en marche. On ne verra plus, j'espère, un tel spectacle. Je me suis demandé souvent comment la capitale d'un peuple si célèbre par la douceur et l'élégance de ses mœurs, comment la brillante ville de Paris pouvait renfermer la horde sauvage que j'ai vue ce jour-là, et qui a dominé si long-temps. Quand on parcourt Paris, on ne trouve, même dans les classes les plus grossières et les plus malheureuses, aucun trait, ce me semble, qui peigne la férocité et les plus viles passions dans leur hideuse énergie. Ces passions altèrent-elles les traits au point de leur ôter la physionomie humaine? ou bien l'effroi qu'inspire le criminel fait-il illusion à tel point

que nous ne voyions plus en lui que le masque de la bête féroce. Tous ces furieux, dansant dans la boue et couverts de fange, entouraient la voiture du roi. Les groupes qui le précédaient portaient au bout de longues piques les têtes sanglantes et échevelées des gardes-du-corps égorgés le matin. L'enfer seul peut avoir imaginé de placer une tête humaine au bout d'une lance : ces traits défigurés et pâles, les cheveux épars tout dégouttans de sang, cette bouche entr'ouverte, ces yeux fermés, image de la mort, et ce mouvement, ces salutations que les bourreaux leur imprimaient, horrible ironie de la vie, présentaient le spectacle le plus épouvantable que la rage ait jamais pu inventer. Un troupeau de femmes, laides comme le crime, importunes comme des insectes, parcouraient la foule en hurlant des chants barbares, et les gardes-du-corps, coïffés de bonnets de grenadiers, étaient embrassés et insultés par ces furies. Ce fut après huit heures de ce supplice que la famille royale arriva à la place de Grève, pour monter à l'Hôtel-de-Ville ; première station de la longue agonie qui devait se terminer, quelques années plus tard, par un horrible supplice.

Ainsi finit cette journée du 6 octobre, dans

laquelle on ne sait ce que l'on doit le plus déplorer, ou de l'imprévoyante faiblesse du roi, ou de la terrible nécessité qui força les représentans d'une grande nation à fouler aux pieds ce qu'il y a de plus sacré, les droits de l'humanité et la majesté du trône, pour accomplir ses grands desseins.

CHAPITRE III.

J'entre chez M. d'Ormesson, président au parlement.—Ses conseils et son influence.—Je deviens royaliste.—Affaire du marquis de Favras.—Conduite insensée de la noblesse.

L'impression que me fit cet effroyable spectacle, m'avertit que la nature ne m'avait pas appelé à jouer un rôle dans la révolution, et que je devais m'en éloigner avec soin. Cependant la vue de cette reine si indignement outragée, et l'épouvantable destinée qui se développait contre ses augustes enfans, échauffèrent mon cœur d'un dévouement qui devint plus vif chaque jour.

La situation de la famille royale m'était insupportable, et le succès des patriotes leur avait donné une présomptueuse exaltation qui me les fit prendre en haine. Je m'éloignai de ceux que je connaissais. A cette époque une heureuse circonstance me rendit à ma vie studieuse. Les couvens furent supprimés, et un ami de mon père me fit admettre au nombre de quelques personnes choisies pour faire le catalogue de la bibliothèque des moines. Peu de temps après, M. d'Ormesson de Noiseau, président au parlement de Paris, et qui venait d'être nommé bibliothécaire du roi, désira s'attacher un jeune homme instruit et laborieux; je lui fus présenté. Il m'accueillit avec une bonté qui m'enchanta. On lui avait dit que je savais un peu de grec; il était savant dans cette langue, et pour éprouver mon savoir, il ouvrit devant moi un Xénophon à deux colonnes latine et grecque; je rougis de confusion à l'aspect du redoutable livre; jamais le héros de la retraite des *dix mille* ne se trouva plus embarrassé. Je repris courage cependant en regardant le président, dont la douce physionomie inspirait la confiance; je lui avouai que j'avais fait de faibles études dans un collége sans renommée, que je n'avais point participé aux

triomphes de l'université, et que je n'avais expliqué que des fragmens de Démosthène, assez mal pour n'avoir pu être distingué dans le cours de mes études. Il sourit de ma franchise, et se mit à lire couramment le français sur le grec, en me priant de le suivre sur la version latine. Il poussa la bonne foi jusqu'à placer sa main entre les deux colonnes, pour me prouver qu'il ne se servait pas de la traduction. J'avais peine à le suivre; je n'en avais jamais tant vu, et je me récriai d'admiration. Il fut content de moi, peut-être un peu parce qu'il l'était de lui-même, et il voulut bien se charger de ma fortune. J'étais heureux, je m'enterrais une partie de la journée dans mes poudreux bouquins, mais presque tous les matins je passais quelques heures avec M. d'Ormesson. Cette fortune, dont il voulait prendre soin, ne s'élevait pas plus haut qu'à la place d'employé à la bibliothèque royale; mais c'était pour moi le comble du bonheur, et souvent depuis, dans la position la plus heureuse, il m'est arrivé de soupirer au souvenir de cette douce obscurité qui m'avait été promise. Nous étions alors bien loin de penser l'un et l'autre que le même échafaud nous était destiné; et, je le dis en conscience, tous les deux pour avoir

rempli nos devoirs. J'ai conservé de cet homme respectable un souvenir de reconnaissance et de douleur qui ne s'effacera jamais. Le nom de d'Ormesson m'a toujours fait tressaillir, et lorsque le hasard me plaçait devant une personne de sa famille, j'étais toujours tenté de l'aborder, de lui parler de son infortuné parent, et de solliciter son amitié. La généreuse bonté de M. d'Ormesson ne se bornait pas à vouloir s'occuper de mon avenir, il me donnait d'excellens conseils sur ma conduite dans ce monde; il me signalait tous les écueils avec une sollicitude paternelle. Il me parlait du roi en sujet dont la fidélité était portée jusqu'à l'exaltation; mais il gémissait sur cette fatale faiblesse qui le poussait dans le précipice, à travers des flots de sang. La pensée d'en verser une seule goutte le fait reculer, me disait-il, et ses plus fidèles amis périront tous sans pouvoir le sauver. On a dû le lui dire, mais on ne peut lui ouvrir les yeux; il faut donc se résigner et mourir. Nos entretiens n'avaient point d'autre sujet, et il me communiqua toute la chaleur de ses sentimens. Malgré mon horreur pour les scènes de désordre qui se renouvelaient chaque jour, j'avais cependant bien compris que la révolution

était une lutte entre les privilèges et la nation, que celle-ci devait retirer des succès, des avantages auxquels elle avait droit, qu'enfin, n'étant pas né dans la caste privilégiée, je pouvais rester étranger à ses intérêts et à ses débats; mais M. d'Ormesson fixa toutes mes pensées sur le déplorable sort du roi et de sa famille. Mon imagination s'alluma; je ne vis plus qu'un prince vertueux dans les fers, une épouse auguste et des enfans outragés avec barbarie; je me jurai dès lors de me jeter dans toutes les tentatives qui auraient pour but de les délivrer.

Je dois avouer d'ailleurs que le dégoût pour le bavardage de la révolution avait aussi beaucoup contribué à me rendre royaliste. Je suis loin de ne pas rendre justice entière aux talens si éminens de l'Assemblée constituante; je ne veux parler ici que des assemblées de ma section qui se tenaient presque tous les jours, et auxquelles je me trouvais souvent obligé d'assister comme garde national. Les bourgeois de Paris sont des gens fort estimables sans doute, et maintenant surtout qu'ils sont citoyens; mais il était impossible de ne pas être dégoûté de leur extravagant et niais bavardage, pour peu qu'on eût de bon sens et d'instruction. Cette manie d'assemblées

politiques et de longs discours était alimentée par cette multitude de gens du barreau qui abusaient jusqu'au ridicule de leur facilité à s'exprimer. Il y avait alors dans mon voisinage un avocat de quelque réputation nommé B***, dont la faconde était vraiment merveilleuse. Les délibérations ne pouvaient jamais avoir pour objet que des intérêts très-bornés; mais quand cet homme ouvrait la bouche, nous étions sûrs d'être inondés d'un déluge de citations et de sentences, souvent à propos de lanternes ou de l'échoppe d'une marchande d'herbes. Sa voix de Stentor ébranlait les voûtes, et quand il avait parlé pendant deux heures, et que le jeu de ses poumons était épuisé, c'étaient des cris, une admiration, une ivresse qui allaient jusqu'à la fureur. L'orateur se croyait alors Mirabeau, et les spectateurs, toute l'Assemblée constituante décidant du sort de la France. Ces gens-là ont fait école; ceux qui les écoutaient ont voulu pérorer à leur tour, et trois ans plus tard, ils ont fait égorger une partie de leurs professeurs, et tous ceux que ceux-ci leur avaient désignés comme dangereux ou ennemis.

C'était en 1790. Je montais souvent la garde au château. Je cherchais sur la physionomie du

roi des traces de douleur et de fierté. Je n'y trouvais, je l'avoue, que de l'insouciance; son énorme embonpoint, ses yeux sans expression, sa démarche dépourvue de toute dignité, déconcertaient un peu mon enthousiasme; mais il se ranimait à la vue de la reine et de ses enfans. Elle était femme, elle était mère; étrangère, elle avait été confiée à la loyauté française; que de titres pour inspirer un profond dévouement! Les torts même dont on avait cherché à la noircir, en les supposant véritables, devaient être excusés par une nation si légère alors qu'elle tirait vanité, même de sa corruption. Ce fut donc pour cette reine infortunée et pour ses enfans que mon cœur se sentit profondément ému de la plus tendre et de la plus respectueuse admiration. Madame Royale avait alors environ treize ans : la dignité de son maintien, la mélancolie répandue sur sa physionomie dans un âge qui touche encore à l'enfance, la piété profonde qui paraissait la fortifier dans son infortune, me touchaient jusqu'aux larmes. Je suivais ces princesses à la messe; je remontais rapidement dans la salle des Gardes pour les revoir encore; j'aurais donné ma vie pour elles. Tant de grandeur dans un tel abaissement, tant

d'innocence et de beauté menacées d'un avenir si cruel, auraient dû leur donner tous les Français pour défenseurs. J'en parlais partout avec une chaleur que je ne pouvais pas cependant faire partager à beaucoup de jeunes gens de mon âge.

Il me paraissait impossible qu'il n'y eût pas dans l'Assemblée constituante un parti actif pour sauver la famille royale. Je savais que M. de Clermont-Tonnerre était très-attaché à la reine; je lui écrivis plusieurs lettres pour lui peindre ma douleur, et pour le supplier d'employer mon jeune courage. Il est probable qu'il ne vit en moi qu'une tête exaltée qui pouvait le compromettre, il ne me répondit pas et je crois qu'il fit bien.

Depuis quelque temps, M. d'Ormesson se livrait moins dans nos entretiens; il avait voulu faire de moi un défenseur du roi; il fut, je crois, bientôt effrayé de mes progrès, car je ne lui cachais pas mes sentimens; et toute l'ardeur de mon ame, qu'il ne pouvait plus modérer, lui fit craindre que je ne le perdisse avec moi. Quand je lui demandais si l'on ne prenait pas enfin des mesures pour mettre la famille royale en sûreté, il invoquait le bénéfice du temps, ou se jetait dans des généralités que je ne comprenais pas.

Un jour, je venais de le quitter, lorsque j'appris avec tout Paris l'arrestation du marquis de Favras; il était à peine dix heures, on ne savait pas encore de détails sur le crime dont on l'accusait, et déjà pourtant on lisait le discours que Monsieur, frère du roi, avait prononcé à l'Hôtel-de-Ville. Ce prince avait demandé pendant la nuit que le conseil-général s'assemblât à huit heures du matin : là il renia M. de Favras, son ancien serviteur (1), celui qu'il avait mis en avant, celui qui n'avait agi que par ses ordres, celui avec lequel enfin il avait combiné la fuite du roi, celle de sa famille et la sienne; il y fit des protestations d'attachement au nouvel ordre de choses, à la constitution, et se déclara premier citoyen du royaume. Il livra ainsi son confident à toute la sévérité des lois et au supplice infame du gibet : l'indignation des royalistes égala leur consternation; les plus sensés d'entre eux sentirent que tout était perdu pour la cause royale, et qu'il n'y avait plus de moyens de salut pour le roi. Cette véritable trahison, qui ne peut avoir été conseillée que par la plus

(1) Il avait été attaché à Monsieur en qualité de capitaine des Cent-Suisses ou gardes de la porte.

honteuse lâcheté, jeta le découragement dans tous les cœurs des amis du roi. Que faire, disaient-ils, pour un prince qui souffre qu'on livre aux bourreaux ses défenseurs; qui, loin de tenter de les protéger, trouve contre eux des délateurs dans sa propre famille? De toutes les fautes de la cour, celle-ci est la plus impardonnable. On passe condamnation sur l'inexpérience, l'irrésolution, l'absence de toute fermeté; mais livrer ses amis par peur, les abandonner sans daigner faire un signe pour les arracher au supplice, quelle indignité! M. de Favras fut condamné à mort. J'étais de service sur le quai Pelletier, lorsque cet infortuné le traversa sur une charrette, la corde au cou et les mains liées sur la poitrine; le confesseur paraissait abattu comme si c'eût été lui que l'on conduisait à la mort. Favras, au contraire, par sa noble attitude, par son regard fier et animé, me rappela Samblançay, sur la mort duquel Marot a fait deux beaux vers : « Quand Samblançay, etc. » Il monta à l'Hôtel-de-Ville, il y dicta quelques nobles paroles, ne daigna pas compromettre celui qui l'avait si déplorablement renié, et marcha avec courage à la mort. Des misérables eurent la lâcheté d'applaudir au moment de son sup-

plice. Quelques jours auparavant, il avait demandé que M. Talon, avocat-général, vînt le voir. Il lui confia tous les détails de sa tentative et les ordres qu'il avait reçus du comte de Provence. — Avez-vous ces ordres par écrit? lui demanda le magistrat. — Non. — En ce cas, il ne vous reste plus qu'à recommander aux bontés du roi votre femme et vos enfans; il n'y a plus de ressources (1). Je ne pus contenir mon indignation sur l'étrange et odieuse conduite que l'on avait tenue dans cette affaire, et je ne la cachai pas surtout à M. d'Ormesson. — « Vous êtes « trop jeune et placé trop loin de la cour pour « bien juger ses motifs, me dit-il. En supposant que « M. de Favras eût reçu des ordres, la famille royale « pouvait-elle en convenir? La mort de cet homme « est un très-grand malheur, mais enfin il a dû « être sacrifié à la sûreté du roi; le devoir d'un « sujet est de mourir pour son maître; il meurt « victime de sa fidélité par un supplice infame; « mais Dieu le recevra dans sa grace, et le juge- « ment des hommes sera rectifié par la postérité. » Je respectais trop M. d'Ormesson pour lui

(1) J'ai appris à Dresde, il y a vingt ans, que la famille de cet infortuné vivait en Bohême dans l'indigence.

répondre ; mais il s'aperçut bien qu'il ne m'avait pas convaincu.

Il y a maintenant vingt-huit ans que M. de Favras est mort; j'ai relu tous les détails de son procès plus de vingt fois; l'âge, la connaissance des hommes, l'expérience et tous les événemens dont j'ai été témoin, rien n'a pu affaiblir ni modifier ma première impression; je suis encore complètement convaincu qu'il y a dans la conduite de ceux qui l'on sacrifié oubli total de probité, de saine politique, et, il faut le répéter, une abominable lâcheté. Par cette conduite, le roi fut dès-lors perdu sans retour; une partie de sa famille fut enveloppée dans une haine et un mépris dont on n'est pas revenu. Ce sentiment ne pénétra pas seulement les personnes attachées à la royauté par leur naissance et leur rang dans la société; mais il fut partagé par tous les citoyens honnêtes. Long-temps encore après, j'ai trouvé dans toutes les classes la même énergie d'indignation; et quand Louis XVIII est rentré dans la capitale, tous ceux qui n'ont pas été atteints par l'enthousiasme de la nouveauté, et ils étaient nombreux, avaient au fond du cœur et sur les lèvres le souvenir et le nom de l'infortuné Favras.

Cette entreprise, échouée et terminée si malheureusement, augmenta les méfiances du peuple, et servit merveilleusement le parti de la révolution; ceux qui croyaient encore que le roi voulait en consacrer sincèrement tous les avantages, furent détrompés; ses ennemis en profitèrent pour envenimer leurs accusations. Les libelles se multiplièrent avec une profusion et une rapidité qui détruisirent tous les moyens que la cour pouvait employer pour se défendre. La maladie de l'émigration commença vers cette époque; il était plus facile de se placer à Coblentz pour menacer, que de rester à Paris pour secourir le roi, ou de se réunir dans les provinces pour y commencer la guerre civile, dont les chances, au reste, auraient peut-être été douteuses à cette époque, surtout avec des gens qui ne pouvaient rejeter toutes les molles habitudes du luxe, et qui, sans s'en douter, portaient dans leur sein une partie des germes de la révolution, je veux dire l'indiscipline, l'insubordination, le mécontentement et le dégoût des innovations. La famille royale resta donc entourée de quelques centaines de gentilshommes, que leur service ou le sentiment du plus noble et du plus courageux dévouement retenaient encore; mais ce dévoue-

ment était accompagné de tant de haine contre les patriotes, et d'une présomption si folle, qu'il fut plus nuisible qu'utile à leur maître. La garde nationale, qui faisait le service au château, leur portait ombrage; leurs moqueries, leurs sarcasmes habituels, découragaient les honnêtes citoyens dévoués au roi : ils n'étaient pas sans doute à l'abri du ridicule, comme militaires; mais fallait-il les irriter, quand ils donnaient des preuves désintéressées de fidélité, et qu'on en pouvait tirer un si grand parti? Le général en chef de cette garde était surtout l'objet de leurs sanglantes satires; cela nous donnait de l'humeur, et je voyais en gémissant que beaucoup de braves gens, qui se seraient fait tuer pour le roi, prenaient le déplorable parti de l'abandonner. Je dois dire cependant que la famille royale était loin d'approuver ses prétendus amis : le roi et la reine étaient constamment polis avec la garde nationale; mais leur exemple ne fut point suivi, et leurs représentations même ne furent point écoutées. En voici une preuve dont les suites ont été fatales. M. le duc d'Orléans sentait depuis long-temps tout ce que sa position avait de faux et de peu digne de son nom et de son caractère; il désira se raprocher du roi et de la reine; une

négociation sagement conduite eut un succès complet. Il fut convenu que le premier prince du sang viendrait faire publiquement sa cour le jour de Pâques, je crois. Il y avait foule dans les appartemens; il parut au moment où l'on servait le dîner de la famille royale. A peine le vit-on, que des étourdis, qui se croyaient fort utiles, se mirent à crier hautement: *Prenez garde aux plats!* voici le duc d'Orléans! Un de ces messieurs crut faire un grand exploit en le touchant brutalement à son passage, et en ajoutant insolemment: *C'est un coup de pied.* Le prince, furieux de se voir insulté chez le roi, sortit brusquement, ne doutant pas que la reine ne l'eût attiré dans un piège odieux. Dès ce moment il se jeta dans la faction la plus exagérée; on en connaît les suites déplorables.

CHAPITRE IV.

Départ de Louis XVI pour Varennes et son retour. — Assemblée législative. — Commencement de la guerre. — Émeute du 20 juin. Illusions des royalistes. — Tentatives de M. Lafayette en faveur du roi. — Leur impuissance et sa fuite.

L'Assemblée constituante continuait cependant de travailler à l'œuvre de sa mauvaise constitution; mais elle fondait le système représentatif, bienfait qui nous a coûté si cher, et qui seul peut sauver la France. Tous les pouvoirs étaient venus se réfugier dans le sein de cette assemblée, depuis que le roi n'avait pas su les

conserver. L'opinion publique, souveraine capricieuse et jalouse, avait commencé son règne orageux. Louis, qu'elle éloignait du trône, sentant qu'il ne régnait plus, pensa qu'il retrouverait son sceptre et sa couronne là où son frère et le petit troupeau d'émigrés qui l'entourait essayaient, sous le joug de l'étranger, une attitude menaçante. Ne pouvant plus espérer de trouver des Français pour l'aider dans sa fuite, le roi confia son projet à un étranger, l'ambassadeur de Suède. Cette entreprise fut conduite avec une habileté et un dévouement dignes d'une plus heureuse issue. Le 21 juin, à huit heures du matin, Paris apprit avec un extrême étonnement que toute la famille royale avait disparu. Mais à ce premier sentiment succéda brusquement une indifférence si générale, et le parti de se passer du roi et de la royauté fut si prononcé, que la grande question de la république parut décidée. Cependant la honte d'avoir été dupes fit naître dans beaucoup de gens le désir de voir arrêter les fugitifs. On connaît les détails de l'arrestation à Varennes. Drouet le maître de poste, que j'ai connu long-temps après, m'a dit que le roi aurait passé sans obstacles s'il avait voulu monter à cheval au moment où il fut arrêté; que

lui, Drouet, était trop ému pour avoir en ce moment une volonté ferme; que d'ailleurs l'escorte était plus que suffisante pour contenir le petit nombre de curieux qui s'étaient assemblés autour de la voiture; qu'enfin plus tard encore, quand le tocsin en eut rassemblé un plus grand nombre, quelques mots prononcés en roi les auraient dispersés ou contenus. Mais il ne voulut pas, ou plutôt il n'osa pas. Que l'histoire serait sévère pour ce prince si son infortune eût été moins grande!

Sa rentrée à Paris offrit le plus triste et le plus imposant des spectacles. Une immense population s'était pressée sur son passage; cent mille hommes sous les armes bordaient la route et les Champs-Élysées jusqu'aux Tuileries; un sentiment de délicatesse autant que de fierté avait imposé silence à cette multitude. Un homme qui aurait été privé de l'organe de l'ouïe aurait cru voir une entrée solennelle, et cet appareil formidable était pour des prisonniers. C'était la seconde fois qu'ils traversaient, dans les angoisses, cette place décorée de la statue de Louis XV. Ils devaient encore s'y arrêter une troisième fois, pour y périr par la main du bourreau. La vue de cette famille brisait le cœur. On com-

mençait à s'épouvanter de cette incompréhensible destinée, et les ames timides s'en éloignaient comme de ces êtres marqués du sceau de la fatalité, et dont l'approche donne la contagion du malheur.

L'assemblée nationale prit le seul parti raisonnable qui lui restait, ce fut de suspendre les fonctions royales; et Louis XVI prit le plus mauvais, celui de vouloir encore être roi, lorsque sa fuite avait consacré sa résolution de ne pas vouloir exécuter franchement les lois nouvelles, et sa haine pour tout ce qui s'était passé depuis la révolution. Son retour forcé, et toutes les circonstances qui l'avaient accompagné, avaient détruit la majesté du trône et toutes les illusions sans lesquelles la royauté n'existe pas en France. Peu de temps après, la constitution terminée fut présentée à son acceptation, il la signa; et ici commence la longue série des actes qui lui ont été reprochés dans son procès. Tout est difficulté pour une ame faible. Mille dangers se présentaient à l'esprit du roi; et il faut avouer qu'il était encore plus malheureux par les gens qui l'entouraient que par ses dispositions personnelles. Une foule d'ambitieux assiégeaient les portes du palais. Le roi prit pour ministres, lui

qui n'avait pas foi à la constitution, des hommes qui voulaient exploiter à leur profit, et qui quelquefois luttaient contre la déraison publique, mais qui trop souvent la caressaient. On lui laissa cependant essayer, d'abord assez tranquillement, les faibles prérogatives de la royauté constitutionnelle. Il put former une garde pour la protection de sa personne; mais il lui donna pour commandant ses amis, ennemis de la révolution. La loi compléta cette garde de soldats et de sous-officiers travaillés par l'esprit révolutionnaire, et l'on y fit entrer en petit nombre des fils de citoyens placés là seulement comme échantillons de la bonne foi royale. Aussi la desunion dépassa bientôt l'espérance des républicains, et le roi d'ailleurs ne prit aucun soin pour s'attacher sa nouvelle garde : les attentions, la séduction des paroles, et tout l'artifice aimable avec lesquels on attire les hommes étaient inconnus depuis Henri IV à sa postérité. L'étiquette dédaigneuse méprisait de tels moyens comme un manège vulgaire; aussi je ne sais plus sous quel prétexte un décret de l'Assemblée législative prononça la dissolution de cette troupe, déjà élevée au nombre de plus de quinze cents hommes. Deux obscurs municipaux vinrent la tirer du

palais des Tuileries et s'en firent suivre jusqu'à l'École-Militaire, où elle mit tranquillement bas les armes : le lendemain il n'en restait plus traces. Cependant, par une singularité qui n'appartient qu'à l'histoire de notre âge, des rangs de ces soldats obscurs, qui venaient de passer sous le joug le plus honteux, sont sortis un maréchal de France (Bessières), homme éminemment distingué par son courage et par son fidèle dévouement à son maître, et un roi reconnu par tous les souverains de l'Europe, dont la vie fut illustrée par une si brillante valeur, et qui aurait mérité d'obtenir de belles pages dans l'histoire si, dans ses derniers jours, il n'avait pas flétri sa couronne par une odieuse ingratitude envers son bienfaiteur.

L'Assemblée constituante, fatiguée de ses longs combats, avait cru, par désintéressement autant peut-être que par découragement, devoir abandonner le champ de bataille : l'Assemblée législative lui succéda. Celle-ci trouva autour d'elle la haine de la royauté dans le peuple, la haine de la constitution dans le roi, le découragement dans les honnêtes gens, et une faction pleine d'énergie pour la république. L'Assemblée se partagea sous deux bannières. Le parti le plus nom-

breux et le plus riche en talens, ce qui est singulier, travailla à la destruction de la monarchie avec une ardeur et un aveuglement tellement déplorables, que ceux de ce parti qui vivent encore, n'ont jamais pu donner de motifs satisfaisans pour justifier une telle frénésie. L'Assemblée législative à son ouverture avait reçu le roi d'une manière indécente, et le livre de la constitution avec une solennité ridicule. Il ne faut qu'indiquer au peuple la route de la destruction et du mépris, il y marche à pas de géant; et dans cette circonstance il ne se trompa pas, car il prodigua toute sa haine au roi, et bientôt ensuite tous les ridicules à la constitution. Mais le roi était une victime en réserve, sans défense, et qu'on saurait bientôt retrouver pour la sacrifier. Avant tout il était nécessaire de détruire les lois fondamentales. On attaqua donc cette constitution dans son essence, dans les ministres chargés de l'exécuter, dans le roi chargé de la protéger. Depuis trois ans on publiait des lois avec une profusion sans bornes: ces criées journalières leur avait ôté la gravité, qui est leur caractère le plus essentiel; aussi le mépris eut peu de chose à faire pour les prostituer. Restait encore le souverain, dépouillé, outragé, cet *ecce homo* qui avait tout

supporté sans lever les yeux devant une nation dont la première et la plus constante idole a toujours été le courage. Il fallait abattre ce roi, et jamais entreprise n'a été conduite avec une audace plus éclatante. Le nombre des outrages, leur gradation, leur diversité et jusqu'au terrible moment de la chute, tout fut calculé avec un sang-froid et une profondeur de combinaison qui n'ont aucun exemple dans l'histoire. Si l'heure fatale de la destruction a été reculée, il n'en faut pas faire un mérite aux efforts de la cour; les révolutionnaires voulaient tout prévoir, et il leur importait de couvrir d'ignominie la victime avant de l'abattre.

Les souverains de l'Europe pensèrent alors qu'ils ne devaient pas rester étrangers aux résultats de nos dissensions; non pas que la révolution de France les effrayât, car ils espéraient trouver son affaiblissement dans nos désordres. La puissance de cette nation brillante leur avait fait payer sa gloire si chèrement! sa civilisation même, qu'il avait bien fallu laisser pénétrer chez eux, blessait tant les amours-propres! Quand ils aperçurent enfin que les grandes questions de l'organisation sociale attaquaient les trônes, ils se décidèrent à prendre le parti d'opposer des

digues au torrent qui les menaçait. Deux d'entre eux se réunirent à Pilnitz chez l'électeur de Saxe, trop sage pour approuver leurs desseins, trop faible comme souverain pour pouvoir les repousser de ses Etats. On vit, à côté d'un empereur d'Autriche et d'un successeur du grand Frédéric, un prince français souscrire au démembrement de la France et à son déchirement, sans oser ou daigner dire un mot en faveur de sa patrie. La nouvelle de cet acte inouï, et qui ressemblait tant au déchirement de la Pologne, tomba dans Paris comme la foudre. La grande question de la guerre fut agitée dans l'Assemblée législative. Les discussions qui eurent lieu dans cette chambre obtinrent moins d'influence sur l'opinion que celles des Jacobins, où Robespierre commençait à dominer. Cet homme vota contre la guerre. Avait-il le pressentiment que la gloire militaire lui serait un jour fatale? craignait-il que les Français ne fussent battus; que les étrangers ne détruisissent la république qu'il voulait fonder, et ne le punissent des forfaits qu'il allait commettre? Cependant malgré sa faction la guerre fut résolue. C'était le parti le plus sage à prendre; car l'ennemi était bien décidé à la commencer, et la France, mal préparée, aurait perdu tous

les avantages de l'agression. Le roi nomma pour chefs de l'armée les généraux qui s'étaient prononcés pour la révolution, MM. Lafayette, Luckner, Montesquiou, Biron, de Broglie, Custines, Kellermann, Beauharnais, etc.

Mais déjà les Jacobins, puissance formidable, avaient parcouru un chemin immense en avant de ces patriotes de 1789. La république était le gouvernement favori de ceux-là, et ceux-ci en étaient restés à la monarchie constitutionnelle. La première action de la guerre fut honteuse. On voulut attaquer l'ennemi sur Mons : nos troupes furent repoussées avec un tel désordre, qu'on aurait été tenté de croire que c'était une affaire arrangée ou avec la cour, ou avec les Jacobins, si la loyauté des généraux eût été moins connue. M. de Dillon, l'un des commandans, fut massacré à son retour par les soldats, furieux de la honte dont ils s'étaient couverts. Mais à Paris les Jacobins jetèrent tout le blâme sur le roi, et persuadèrent à la masse du peuple qu'il était impossible que les troupes remportassent des victoires avec des généraux nommés par lui. Cela était vrai; car le monarque ne régnait plus : l'armée ne pouvait plus tirer sa force et son organisation de lui. Les chefs eux-mêmes, placés

dans une position détestable et pressentant un changement dans l'Etat, ne savaient plus pour qui ils combattaient. Le territoire sans doute devait avant tout être protégé; mais il fallait cependant savoir au profit de quel gouvernement. Les généraux faisaient tous partie de la noblesse; ils avaient voulu la liberté, mais dans une monarchie, et les doctrines des Jacobins devaient peu leur plaire. Ceux-ci se décidèrent à terminer toutes les incertitudes, en accélérant la chute du trône et l'établissement de la république.

J'ai dit plus haut que la garde nationale, véritable sauve-garde du roi, avait été découragée par la cour; elle fut ensuite intimidée par la faction des Jacobins. La destruction du trône et l'établissement d'une république, résolus et proclamés par des hommes furieux, que des torrens de sang à verser n'intimidaient pas, épouvantèrent les honnêtes bourgeois de la capitale. S'ils avaient été doués d'un peu d'énergie, si l'union eût régné parmi eux et s'ils s'étaient comptés, le trône aurait été préservé. Mais pouvait-on exiger que d'obscurs citoyens eussent en partage une prévoyance qui avait manqué aux hommes du plus haut rang, et qu'ils se fissent

tuer pour un souverain qui ne voulait pas se défendre? Ils se tinrent donc à l'écart, et les factieux, délivrés de cet obstacle, n'eurent plus d'ennemis à combattre que le régiment des gardes suisses. Le roi l'avait préféré pour sa protection à ses sujets, parce qu'il lui paraissait sans doute plus commode de solder des étrangers que de s'attacher des Français. Il ne fut pas difficile aux Jacobins d'échauffer le peuple contre les Suisses. Bientôt, par l'effet de leurs discours et de leurs écrits, la rage des Parisiens contre les Suisses égala celle des taureaux de l'Espagne contre la couleur rouge. « Pourquoi des paysans de la « Suisse forment-ils la garde du roi des Fran- « çais? Pourquoi ces hommes, si étrangers à nos « mœurs, à nos usages, à notre langue, se trou- « vent-ils entre le peuple et le roi constitution- « nel? N'y a-t-il donc plus de soldats français? « La garde nationale est suspecte à la cour; il lui « faut des étrangers pour gardes, en attendant « des étrangers pour triomphateurs. La famille « royale, les généraux, les puissances ennemies « sont liés par un pacte secret dont l'exécution « se développe chaque jour; la trahison est par- « tout, et si l'on ne prend bientôt des mesures, « la France entière, et surtout Paris, vont être

« mis à feu et à sang. Il n'y a pas un moment à « perdre. » Ces discours séditieux circulaient dans mille pamphlets, étaient répétés dans toutes les réunions de la populace avec cette énergie grossière si puissante sur elle; ils échauffaient des têtes ardentes qui depuis long-temps avaient perdu jusqu'au souvenir de l'ordre et de la soumission. Les Jacobins entrèrent donc en campagne; mais ils voulurent cependant commencer par un essai, et obtenir sans doute, au milieu de la fureur d'une sédition nouvelle, ce qui leur paraissait encore incertain dans une attaque réglée. Le 20 juin, la masse du faubourg s'ébranla et descendit sur le château des Tuileries, sous le prétexte d'exiger du roi la sanction de plusieurs décrets qu'il avait refusée. Le général Lafayette n'était plus à Paris; les chefs de division commandaient la garde nationale à tour de rôle; mais aucun d'eux n'avait d'influence. L'ordre qui fut donné aux citoyens de se réunir au château ne fut point exécuté, et la famille royale fut réduite à ses propres forces et à ses courtisans, qui ne parurent pas. Les factieux entrent au château, brisent les portes et pénètrent jusque dans l'appartement du roi, qui s'avance noblement vers eux. La vue du prince, son maintien

si calme déconcertent les premiers qui s'étaient avancés, et qui probablement étaient les plus déterminés. Ce premier moment sauva le roi et sa famille. Les cris et les imprécations de la foule qui suivait furent sans effet : le moment du massacre était manqué, et les chefs ne purent le retrouver. Il s'établit une espèce de dialogue bizarre entre le roi et ces hommes grossiers. Leur vanité fut flattée ; mais il ne put éviter l'ignominie du bonnet rouge : les cris de rage, les injures les plus atroces ébranlaient les voûtes. La reine était surtout l'objet des plus terribles menaces, et cette princesse était dans la salle. La condescendance du roi ne fut donc point une faiblesse : il faut gémir sur sa destinée, et considérer cette insulte barbare du bonnet rouge de même œil que la couronne d'épines placée sur la tête du législateur des chrétiens. Ce misérable triomphe satisfit les Jacobins ; ils firent écouler la foule, bien décidés à prendre des moyens plus décisifs.

La journée du 20 juin avait signalé le triomphe des factieux ; mais ouvrit-elle enfin les yeux à la cour et à ce parti royaliste qui prétend s'être montré toujours si courageux, et qui s'est toujours proclamé si puissant ? Si le roi avait encore des illusions, il ne pouvait les tirer que

des succès des ennemis de la France. Déplorable ressource! Mais il devait bien sentir que leur triomphe était son arrêt de mort. Quand une grande masse d'hommes, conduite par des chefs audacieux et habiles, a placé tous les excès et toutes les violences entre elle et la réconciliation, elle ne doit assurer ses succès que par des crimes. Il ne restait donc au roi que le parti le plus noble à prendre; c'était l'abdication; c'était de déposer tous les pouvoirs de la royauté, de quitter les Tuileries en plein jour, à pied, entouré de sa famille, de licencier sa garde, d'éloigner ses amis, et de mettre sa vie entre les mains des magistrats. Mais c'était une action grande, et ce prince n'en eut pas le sentiment.

Je sais qu'il est facile de raisonner d'après les événemens; mais ici la conduite était tracée par la position. Plus d'espérances, plus d'amis dévoués jusqu'à l'héroïsme, et il fallait que le dévouement actif s'élevât jusqu'à la mort; plus de pouvoir, car ses ennemis le tournaient contre lui; flétri sur le trône, il fallait enfin redevenir homme. Cette noble démarche aurait frappé tous les esprits : le peuple n'avait encore vu en lui qu'un roi vulgaire; mais ce roi se dépouillant de la pourpre, descendant du trône et

disant à la nation : « Je vous ai gouvernés pen-
« dant dix-huit ans avec modération ; vous m'en-
« levez la force nécessaire pour tenir les rênes
« de l'Etat, vous voulez une république, éta-
« blissez-la ; je cède à votre volonté. En aban-
« donnant le trône, je vous demande la vie de ma
« femme et de mes enfans. Quant à moi, je reste
« entre vos mains : vos outrages et vos supplices
« peuvent s'épuiser sur mon corps ; mais mon ame
« appartient à Dieu, vous ne pouvez ni l'affai-
« blir ni l'abaisser. » Ou je connais bien mal les Français, ou de tels accens les auraient profondément émus, s'ils ne les eussent ramenés. L'infortuné monarque voulut au contraire conserver un sceptre brisé dans ses mains ; l'on en connaît le résultat.

Parmi les personnes que je rencontrais dans la société, mon attachement à la cause royale me fit distinguer par un gentilhomme appelé le marquis de Verdière : c'était un vieillard d'un esprit vif et chevaleresque. De longs services dans l'Inde l'avaient élevé au grade de maréchal-de-camp ; il était sans fortune, et à soixante-cinq ans il venait à la cour solliciter des dangers pour son roi, avec la même gaieté qu'il en avait brigué dans les combats pour sa gloire. Cet ai-

mable vieillard m'avait pris en amitié, je le voyais tous les jours et surtout dans l'intervalle du 20 juin au 10 août. C'est par lui que j'ai pu me faire une idée de toutes les illusions d'enfans qui berçaient ces pauvres défenseurs du roi; ils avaient marché pendant trois années sous les outrages de leurs ennemis, et loin de fixer leurs regards sur un avenir inévitable, ils triomphaient quand un pamphlet bien âcre et assaisonné de bonnes plaisanteries, obtenait quelque succès. Le soir je le trouvais abattu, consterné; le lendemain il était rayonnant d'espérance. C'étaient des lettres reçues de Coblentz, qui annonçaient la marche de trois armées formidables; ou l'insurrection d'une province; ou quelques complots bien obscurs qui devaient éclater comme la foudre, et réduire les Jacobins en poussière. Même après le 20 juin, il croyait encore aux succès les plus décisifs: un immense parti se formait dans la garde nationale, les ministres le protégeaient, et la fédération du 14 juillet devait être le signal du triomphe du roi sur ses ennemis. Il arriva ce jour tant desiré, et il n'éclaira que de nouveaux outrages contre l'infortuné monarque.

Le peuple de Paris s'était engoué à cette époque

d'un député de l'Assemblée législative appelé Pétion. Cet homme faisait partie de la députation de l'un des départemens de l'ancienne Picardie. J'ai cherché vainement dans mes souvenirs, comment il était arrivé à la mairie de Paris : les écrits du temps n'ont conservé de lui aucune action, aucun discours, qui aient établi sa célébrité. Il est cependant probable que son parti lui a trouvé quelque talent, pour l'élever au poste éminent de premier magistrat de la capitale, à une époque où cette magistrature avait une influence si considérable même sur l'Assemblée. C'était un homme dans la maturité de l'âge, d'une taille élevée et d'une figure assez distinguée, avec des formes polies ; il avait de l'audace dans le caractère, et c'est probablement cette qualité qui détermina le choix de son parti. Peut-être aussi cette audace n'était-elle que de l'ambition placée dans un esprit borné : rien ne ressemble tant à du courage que l'ignorance du danger. Pétion était donc l'idole du peuple ; il succédait à M. Bailly, qui, peu de temps avant, avait employé toute la sévérité des lois contre les factieux qui s'étaient rassemblés au Champ-de-Mars pour y proclamer la république ; sur leur refus de se disperser, il déploya le drapeau

rouge, signal de l'exécution de la loi martiale, et fit tirer sur eux. Mais un maire qui caressait tous les caprices de la multitude, et qui s'était voué aux républicains, devait exciter un grand enthousiasme. Le jour du 14 juillet, Pétion parut à la tête de tout ce que Paris renferme de plus grossier et de plus turbulent. Plus de cent mille hommes portaient sur leurs chapeaux les mots écrits en gros caractères : *Pétion ou la mort*. C'était le mot d'ordre du jour, et comme la maxime fondamentale de l'épouvantable anarchie qui allait exercer ses fureurs.

Le roi fut traîné à cette cérémonie avec sa famille. Il put entendre encore une fois, et ce n'était pas la dernière, les accens de la haine et de la rage. Il se plaça dans le même palais, à la même fenêtre, où deux années avant, l'élite de la nation s'était rassemblée devant lui, pour lui rendre un hommage de vénération et de reconnaissance, qui alors était sincère. Sans doute la prévention avait dû, dès ce moment, écarter de l'esprit du roi les illusions qu'un peuple fidèle lui prodiguait, et cette nouvelle représentation si sombre, ne devait être pour lui que la conséquence de la première; mais qu'elle était différente pour les hommes qui suivaient avec atten-

tion la marche des événemens! En 1790, un grand peuple, exalté par la liberté, puissant de la conscience de sa force et de ses droits, voulait fortement la monarchie fondée sur des lois; l'union la plus touchante semblait régner entre le peuple et le souverain. Les orages de juillet et d'octobre 89, les désordres de quelques provinces, avaient profondément affligé; mais on les détestait; l'amour pour le souverain, et la haine de l'anarchie semblaient être une garantie sacrée qu'elle ne troublerait plus la France: au mois de juillet 92, au contraire, cette nation si généreuse, si unie, semblait avoir disparu devant une horde de barbares. Les accens de la fureur et de la vengeance avaient succédé aux sentimens les plus nobles. Ce monarque, idole de la nation, cette famille, son espérance la plus chère, étaient flétris sous les plus sanglans outrages; on la traînait dans les places publiques comme dans des lieux d'exécution. A cette cérémonie de la fédération, le roi fut obligé de traverser deux haies d'hommes furieux qui avaient l'insulte à la bouche et la rage dans le cœur, pour arriver au milieu de la plaine du Champ-de-Mars, et pour y jurer de nouveau le maintien d'une constitution qu'il avait signée malgré lui, et

qui avait déjà disparu sous les pieds des factieux.

M. de Lafayette, à la nouvelle de l'attentat du 20 juin, avait voulu soulever son armée et la conduire à Paris pour y protéger le roi contre les républicains; il s'aperçut bientôt que tout sentiment d'amour et même d'intérêt pour le monarque était éteint dans le cœur du soldat. On ne sentait déjà plus la nécessité d'un roi dans la constitution, ou plutôt on ne l'avait pas comprise. L'armée était devant l'ennemi; elle brûlait du désir d'effacer la honte de ses premiers revers, et d'affermir par des victoires l'indépendance nationale. Ce que M. de Lafayette ne put faire avec son armée, il eut la noble audace de le tenter tout seul. Il vint à Paris, parut à la barre de l'Assemblée, s'expliqua avec énergie contre les outrages dont on avait accablé le roi, contre le projet avoué de détruire la constitution, et contre l'anarchie qui allait jeter la France dans l'abîme. Cette noble démarche, quoique appuyée par la minorité de l'assemblée, n'eut aucun succès, et peu s'en fallut que M. de Lafayette ne fût mis en accusation. Il se présenta ensuite au château des Tuileries; il y fut reçu froidement. Loin de lui tenir compte de son dévouement, les préventions de la famille royale étaient si fortes, qu'on

assure que la reine déclara qu'elle aimait mieux périr que d'être sauvée par un tel ennemi. Le général quitta Paris en gémissant sur le sort du roi et de la France; il fut bientôt suivi par des émissaires de la municipalité, et peu de jours après son retour à l'armée il se vit forcé, après l'avoir mise sur un pied respectable de défense, d'aller chercher un asile dans les pays étrangers, où il ne trouva, contre le droit des gens, que des fers dans les cachots de l'Autriche.

CHAPITRE V.

Préparatifs de la journée du 10 août.—Ma compagnie se rend aux Tuileries.—Le roi se retire à l'Assemblée.—Attaque du Château.—L'Assemblée législative se dissout.—Girondins.

Cette entreprise de M. de Lafayette fit sentir aux Jacobins qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour l'accomplissement de leurs projets. La cour se tenait sur ses gardes; il n'était plus possible de tenter un assassinat: une attaque à force ouverte fut donc résolue, et le 4 août fut choisi. Mais soit que les conjurés ne fussent pas encore prêts, soit que ce jour fût indiqué pour

tromper la cour, l'attaque n'eut pas lieu. M. de Verdière ne quittait pas le Château de la journée, et en rentrant le soir il me faisait partager ses craintes sans pouvoir m'inspirer ses espérances. Des émissaires, me disait-il, sont répandus dans les faubourgs et jusqu'au milieu du club des Jacobins: on connaît tous leurs desseins. La garde nationale a maintenant pour commandant M. Mandar, ancien officier aux gardes-françaises; au premier ordre donné par lui, nous ne doutons pas du secours de vingt mille citoyens; tout ce qu'il y a d'hommes dévoués dans Pariset dans la noblesse se rendra au Château: le roi montera à cheval, et cette journée, marquée pour sa perte, sera celle de son triomphe. Je m'épuisais en raisonnemens pour lui prouver que la garde nationale ne marcherait pas; qu'elle avait perdu toute confiance en sa force; qu'elle était divisée d'opinions, et surtout découragée; qu'enfin les Jacobins l'épouvantaient. Je lui représentais que le chef de division Mandar était à peine connu, et n'inspirait aucune confiance; que trois ou quatre bataillons d'hommes courageux seraient insuffisans pour repousser les assaillans, composés de l'immense populace de Paris; qu'enfin les gardes suisses étaient en horreur, et que le

peuple irrité les écraserait de sa masse ; qu'il serait plus sage de s'entourer de cette troupe pour quitter Paris et pour s'approcher de la Normandie, et pour s'y faire protéger d'une cavalerie qui s'augmenterait à chaque pas. J'appuyais surtout sur la nécessité de partir des Tuileries pendant la nuit ; les Suisses étant maîtres du poste du Pont-Tournant, qui donnait sur la place Louis-Quinze, les premières heures de la retraite se passeraient tranquillement. Il n'y eut pas moyen de lui faire entendre raison : sans cesse il me citait les témoignages de courage et de fidélité déposés dans les pétitions de dix mille et de vingt mille citoyens qui, chaque jour et dans toutes les circonstances, manifestaient hautement leur amour pour le roi et leur haine vigoureuse contre les factieux. Ce ne sont que des signatures, lui disais-je ; les bourgeois ne tiendront pas au premier coup de canon. Vous ne savez pas ce que c'est que les lamentations des femmes et les cris des enfans. Les honnêtes gens s'enfonceront dans leurs lits en pleurant, et ils n'en sortiront pas. Je ne pus le convaincre, et il était le fidèle organe de tout ce qui entourait la famille royale. Le noble vieillard, au reste, n'en fut pas moins courageux ; il échappa comme par miracle

aux massacres du Château ; il se sauva à Coblentz. Peu de temps après il revint à Paris, et il y périt sur l'échafaud.

Enfin le 10 août fut décidément fixé par les conjurés. Le bataillon de Saint-Antoine, dans lequel je servais, n'était pas décidé à prendre parti dans cette journée, quoiqu'il eût pour commandant un royaliste décidé ; mais ma compagnie de chasseurs était commandée par Blève le fils, jeune architecte plein de résolution, et dans lequel notre confiance était entière. Il nous fit prévenir à deux heures du matin. La majeure partie de la compagnie se réunit à lui, et nous prîmes à quatre heures la route des Tuileries. Un triste spectacle nous fut offert le long du chemin. Des groupes nombreux d'hommes du peuple, armés de sabres, de piques, de pistolets, traversaient la rue Saint-Antoine pour se rendre au faubourg, et nous regardaient d'un œil menaçant, étonnés de nous voir prendre un autre chemin, et quelques-uns nous accablaient d'injures ; d'autres appelaient leurs voisins. Les femmes étaient aux fenêtres, ou embrassaient dans les rues leurs maris et leurs fils en pleurant. La sombre énergie de ces hommes était peinte sur leurs visages et dans tous leurs mouvemens.

Le silence le plus profond régnait sur les quais à mesure que nous avancions; le jour semblait reculer devant le spectacle impie qu'allait présenter une ville livrée à toutes les horreurs d'une guerre civile et du plus grand attentat.

Nous arrivâmes dans la cour des Tuileries un peu avant cinq heures du matin. Le Château à cette époque ne présentait pas le spectacle imposant qui en fait maintenant une des plus nobles résidences royales. Cette grande cour, séparée de la place dans toute sa longueur par une grille, était divisée en trois parties; des maisons et des murs encombraient chaque espace; à la place des grilles étaient élevées des masures occupées par des marchands, et la grande entrée n'était fermée que par une porte à deux battans. Peu après notre arrivée dans la cour du milieu, une compagnie d'artillerie de la section des Blancs-Manteaux y fit son entrée avec deux pièces de canon, aux cris de: Vive le roi! Les bataillons des Petits-Pères et des Filles-Saint-Thomas nous avaient précédés, et étaient en bataille dans cette cour. Nous nous réunîmes bientôt en nous prodiguant les plus touchans témoignages d'amitié, de fidélité au roi et de haine aux factieux.

A cinq heures, on nous annonça que le roi

allait nous passer en revue ; il parut bientôt, accompagné de quelques officiers de sa maison et d'une vingtaine de personnes en habits de ville, armées d'espingoles, de pistolets ou de fusils. Sa tranquillité froide et apathique faisait mal à voir dans une si terrible position. Il nous dit en passant quelques mots que nous n'entendîmes pas, et bientôt il remonta au Château. Cette insignifiante apparition fit une impression fort triste. Nous en fûmes distraits promptement par les grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, qui nous invitèrent à signer une proclamation en faveur du roi, faite par un de leurs officiers. Nous nous rendîmes dans une salle au rez-de-chaussée, qui depuis a servi d'antichambre à la section de l'intérieur du Conseil-d'État. Ce brave officier, blessé quelques jours avant par les Marseillais aux Champs-Élysées, s'était fait porter sur une civière aux Tuileries, et nous eûmes le plaisir de l'embrasser. Il me paraît difficile qu'il n'ait pas péri quelques heures plus tard. Je regrette bien vivement de n'avoir pu retrouver son nom.

Les émissaires envoyés au faubourg Saint-Antoine nous annonçaient de temps en temps que l'ennemi se mettait en marche et allait arriver :

nous étions bien déterminés à le repousser. Cependant un dévouement sans bornes à la cause du roi pouvait seul nous fermer les yeux sur notre petit nombre et sur l'extravagance de notre position. J'affirme comme vrai que nous n'étions pas trois cents hommes dans la principale cour, et qu'il n'y avait personne dans celles du pavillon de Flore et du pavillon Marsan. Les Suisses occupaient tous les appartemens du Château; et pour qu'il n'y manquât rien, le général en chef de cette armée si bien disposée, était un M. de Wittenghoff, vieillard plus que sexagénaire, qui parlait un français barbare, qui ne connaissait ni la France, ni Paris, qui marchait péniblement, et qui certainement n'avait pas la moindre idée, ni des ennemis qu'il avait à combattre, ni de la position qu'il avait à défendre. En vérité, si les Jacobins avaient été chargés des dispositions des assiégés et du choix du général en chef, ils n'auraient pas mieux fait.

L'approche de l'ennemi détermina le roi à se réfugier dans l'Assemblée législative. Un grenadier de la garde nationale vint nous raconter qu'il avait porté dans ses bras le prince royal sur la terrasse des Feuillans, et toutes les insultes que la famille royale avait essuyées dans sa mar-

che de la part de la populace, qui déjà remplissait cette partie du jardin. Peu après M. Rœderer, syndic ou président du directoire du département de la Seine, vint au milieu de nous, et nous invita, au nom de la loi, à ne pas attaquer, mais à repousser la force par la force. Son discours était fort sage, sans doute; mais qu'avions-nous à défendre? était-ce le Château et ses meubles? étions-nous un poste avancé? ou le roi, en abandonnant sa résidence pour se réfugier au sein de l'Assemblée, ne déclarait-il pas qu'il se livrait à elle, qu'elle était maintenant le souverain, et qu'elle seule par conséquent devait donner des ordres? Cette retraite du roi et le discours de M. Rœderer jetèrent le découragement et la confusion dans la garde nationale; les canonniers du bataillon des Blancs-Manteaux jetèrent leurs bricolles, mirent le pied sur la mèche, en déclarant qu'il n'y avait plus rien à faire puisqu'il n'y avait plus de roi à défendre.

Pendant cette scène j'étais placé en sentinelle à la porte de la cour, en face d'un Suisse, véritable machine, avec lequel il n'y avait pas un mot à échanger. Mais un aide-de-camp du général Wittenghoff s'approcha de moi, et je lui demandai ce que son général prétendait faire. Il

haussa les épaules, et me dit : « Je ne suis pas sûr « qu'il le sache bien lui-même, mais je crois que « notre position est mauvaise ; nous avons affaire « à des Marseillais ; je connais les hommes de la « Provence, et si on a le projet de les ménager, « nous sommes perdus. » Au moment où il achevait ces mots, des hurlemens nous annoncèrent l'arrivée de ces messieurs, et les portes cédèrent bientôt aux coups redoublés des poutres qu'ils employèrent pour les enfoncer. Tout ce qui était dans la cour se dispersa. Je suivis gravement mon compagnon suisse, qui s'en retournait au pas, d'après l'ordre qu'il en avait reçu, et nous entrâmes ensemble dans la salle des gardes.

Les Suisses étaient placés sur les deux branches du grand escalier et dans tous les appartemens, sur trois de hauteur, en face des fenêtres; les officiers cherchaient à les animer, mais leur voix altérée trahissait leur consternation et le désordre de leur ame. J'avais cru trouver des gardes nationaux dans le Château; étonné de n'y voir que des étrangers, je balançais sur le parti que je devais prendre, lorsqu'un officier suisse, me saisissant le bras, me conjura de l'accompagner jusque dans le jardin, où était sa compagnie; mon uniforme était une protection.

Nous descendîmes ensemble jusqu'au premier palier, en face de la porte qui conduit à l'ancienne salle du Conseil-d'État. Là nous trouvâmes le grand escalier barré par une espèce de poutre placée en travers, et défendue par plusieurs officiers suisses, qui disputaient poliment le passage à une cinquantaine de furieux dont l'habillement affecté ressemblait beaucoup à celui des brigands de nos mélodrames : ils étaient ivres, et l'accent de leur grossier langage, et leurs juremens bizarres, signalaient la ville de Marseille qui nous les avait vomis. On leur répétait que la famille royale était à l'Assemblée, qu'il n'y avait plus personne au Château, que les Suisses avaient reçu l'ordre formel d'en défendre l'entrée; mais la raison n'avait aucun pouvoir sur eux. — Nous voulons entrer, nous voulons visiter tous les appartemens; — et les cris de : Vive la nation ! se mêlaient à chaque instant au dialogue. Les soldats, au signal de leurs officiers, estropiaient aussi le cri de : Vive la nation ! en élevant leurs chapeaux sur les baïonnettes. Enfin les conjurés l'emportèrent ; la barrière céda à leurs efforts, ils se frayèrent un passage, et nous en profitâmes pour descendre. Nous étions encore sous le vestibule, qu'une fusillade bien réglée

partit des appartemens, et presque aussitôt la canonnade se fit entendre. Je suis bien convaincu que ce sont les Suisses qui ont commencé le feu; ma mémoire ne m'a pas un instant trompé sur cette circonstance. Au reste, elle est fort inutile à discuter; il est bien prouvé que les conjurés sont venus attaquer le roi, et que si les Suisses ont tiré les premiers, c'est que le projet était de commencer le combat, dont la cour espérait le succès. Mais alors il fallait que les Suisses descendissent, ou plutôt qu'ils marchassent sur l'ennemi et l'attaquassent dans les rues, avant qu'il pût se développer sur la place. Il paraît que le dessein avait été de le prendre en flanc, puisque des Suisses placés dans la cour de Marsan firent une sortie, et s'emparèrent même de deux pièces de canon; mais ils furent repoussés. Les premières décharges parties du Château avaient tué ou blessé beaucoup de monde, et la cour principale avait été promptement évacuée; mais la canonnade jeta le désordre et la consternation parmi les Suisses: ils quittèrent les fenêtres, l'ennemi reprit courage, traversa de nouveau la cour au pas de course, et se précipita dans les appartemens. Les malheureux Suisses ne surent plus se défendre: bientôt le plus horrible massacre commença, et

ne se termina qu'à la mort du dernier d'entre eux. On les poursuivait de chambre en chambre; les détours les plus obscurs, les cabinets les plus retirés, les cheminées même, dans lesquelles quelques-uns étaient montés, ne purent les sauver du massacre; on les jetait par les fenêtres, et leurs cadavres nus furent exposés aux risées barbares des femmes du peuple, comme à la Saint-Barthélemi ceux des protestans égorgés furent l'objet des infames plaisanteries des femmes de la cour. Deux heures suffirent pour exterminer douze cents soldats aguerris, bien disciplinés, et commandés par des officiers braves et dévoués. Trois ou quatre cents gentilshommes placés dans les appartemens qui touchent au pavillon de Flore, et destinés sans doute à attaquer l'ennemi par son flanc gauche, parvinrent à s'échapper heureusement par la grande galerie du Louvre. Ils attendaient l'issue du combat pour triompher.

Cette journée présente tous les caractères d'une bataille, et l'habileté autant que l'audace détermina le succès des révolutionnaires. La disposition des troupes royales était, comme je l'ai indiqué plus haut, dépourvue de tout bon sens. Il s'agissait du trône et de l'existence de la famille

royale, et c'est à un vieillard courlandais attaché au service de France, et à des Suisses, que l'on confie des destinées si précieuses! Dans cette capitale si populeuse, où tant de braves gens pouvaient secourir le monarque, on ne sait pas lui procurer plus de quatre cents défenseurs! Le roi pouvait du moins exalter sa troupe par sa présence et son courage; il l'abandonne au moment décisif pour aller se réfugier au milieu de ses plus cruels ennemis. Du côté des conjurés, le plan d'attaque était bien combiné; l'avant-garde était composée des Marseillais et d'hommes fanatisés qui bravaient le danger, et pour lesquels la mort était un glorieux martyre. L'armée était protégée par cinquante pièces de canon bien servies; ils avaient aussi des chefs déterminés. Parmi eux se distinguaient Westermann, Alsacien, qui depuis s'est fait dans la guerre de la Vendée une réputation fameuse; Rhagowsky, Polonais réfugié. C'était un homme instruit, et attaché à l'éducation des fils d'un des plus grands seigneurs de France. Forcé de quitter son pays, après y avoir combattu pour la liberté, il avait apporté dans sa patrie adoptive toute la haine qui l'animait contre les trahisons de son souverain. Louis XVI lui parut aussi coupable que Poniatowski, et il

semble que, dans cette journée du 10 août, il ait voulu venger la Pologne de l'indifférence coupable que témoigna pour elle le cabinet de Versailles à l'époque de ses premiers malheurs. Il périt dans cette journée à la tête de la colonne qu'il commandait.

Les boulets tombaient de tous côtés dans le jardin des Tuileries; je me réfugiai dans la salle du corps législatif. Quel spectacle! Le roi et sa famille étaient pressés dans une loge de journalistes, près du président: le roi, immobile, affectait le maintien d'un spectateur indifférent; la reine pressait doucement ses enfans contre son cœur, et de temps en temps paraissait étouffer ses sanglots dans son mouchoir. Dans la salle, des mouvemens d'effroi chez les uns, la fureur et la joie déguisées avec effort chez les autres; dans tous une agitation, une inquiétude qui ne leur permettaient pas de rester en place, et les discussions cependant continuaient avec une apparence de suite sur des objets étrangers à cette affreuse tragédie. Enfin la victoire fut annoncée par les vainqueurs eux-mêmes, jetant dans la salle les dépouilles du Château, et proclamant le massacre des vaincus aux cris féroces de *vive la nation! mort à tous les traîtres!* On avait exigé

du roi, au commencement du combat, qu'il signât l'ordre au bataillon suisse qui était à Courbevoie de ne pas avancer; et c'est encore une circonstance remarquable que ce bataillon n'ait pas été appelé pendant la nuit, puisqu'on voulait se défendre le matin.

Je quittai bientôt ce triste spectacle, et je me rendis chez le marquis de Verdière. L'infortuné vieillard n'était pas encore rentré; mais il arriva bientôt, mourant de désespoir et de fatigue. Il avait passé la nuit au Château, et ne s'était sauvé que par une espèce de miracle, à travers une des issues de la galerie du Louvre. Nous nous embrassâmes en fondant en larmes. Il sentit promptement qu'il n'y avait plus de ressource, et je le conjurai de dépasser les frontières à la hâte. Il voulait m'emmener; mais je lui déclarai que j'allais me rallier aux défenseurs de mon pays. « Votre cause n'est plus la mienne, lui dis-je, je ne « suis pas né gentilhomme; j'ai payé ma dette à mon « souverain, maintenant ma patrie me réclame; « je dois la défendre contre les étrangers qui veu- « lent se la partager, et je lui resterai fidèle. » Il n'avait plus d'illusions à me présenter; il céda, et nous nous séparâmes pour ne plus nous revoir. J'appris depuis qu'après avoir fait un péle-

rinage à l'armée des princes, où il fut mal reçu, parce qu'il arrivait trop tard, il revint à Paris; qu'il y fut dénoncé comme émigré rentré, et qu'il périt, comme je l'ai dit, sur l'échafaud.

Le lendemain du 10 août, le sort de la famille royale fut enfin décidé. Elle avait passé la nuit dans les cellules du couvent des Feuillans, auprès de la salle de l'Assemblée. On la fit monter dans une vaste berline, et on la conduisit en triomphe à la tour du Temple, le long des boulevards, en lui faisant traverser la place Vendôme, où l'on avait abattu déjà la statue équestre de Louis XIV. Je voulais jeter un dernier regard sur cette auguste famille avant son emprisonnement, et je me plaçai dans la foule au moment où elle descendit. Parmi les gens qui entouraient la voiture, je remarquai une horrible figure d'homme; la moitié de son visage était couverte par une barbe longue et épaisse; il était vêtu d'une espèce de souquenille qui devint peu après l'uniforme de la canaille jacobine; quoique son regard fût hagard et farouche, il paraissait embarrassé de la curiosité inquiète de ceux qui l'entouraient. Je demandai quel était cet homme; on me répondit: C'est Jourdan d'Avignon, Jourdan Coupe-Têtes. Je ne sais si l'on m'a dit la vérité, mais ce

ne pouvait être un capucin défroqué; il fallait donc que ce fût ce Jourdan, trop fameux par les massacres de la Glacière d'Avignon, ou du moins quelque misérable qu'une ingénieuse barbarie avait fait placer là, pour ajouter à l'effroi de la famille royale.

Peu de jours après le 10 août, l'Assemblée législative termina sa session, et décréta son remplacement par une autre assemblée. Les membres du parti de la Gironde, qui avaient le plus contribué à la chute du trône, se hâtèrent de se faire réélire.

Parmi les hommes de ce parti, quelques-uns ont conservé tant d'amis, qu'on ne peut le condamner légèrement. On vante encore la pureté de leurs intentions, leur probité rigoureuse, leurs talens éminens et leur indomptable courage. Je suis loin de leur refuser ces deux dernières qualités; mais dans quelle situation était la France à l'époque où ils sont entrés dans l'Assemblée législative, et qu'ont-ils fait pour le maintien de la constitution, que cette assemblée était chargée de protéger? N'était-il donc plus possible de la faire exécuter? Le roi était-il un obstacle invincible, ou la faction républicaine un ennemi dont on ne pouvait plus arrêter les

entreprises? Une lutte courageuse en faveur de la monarchie constitutionnelle n'était-elle pas un devoir sacré? Une résistance unanime, constante, héroïque, n'était-elle pas préférable à la déplorable et honteuse présomption de vouloir régner sur les débris fumans du trône et de la constitution? Je crains bien que l'histoire n'accuse le parti de la Gironde d'avoir été entraîné par cette funeste manie de briller à la tribune, et que les plus fameux d'entre eux n'aient été tourmentés par la vanité de lutter de succès avec les héros de l'Assemblée constituante, plutôt que par la noble ambition de sauver la patrie en suivant une ligne tracée.

Les vingt derniers jours du mois d'août ne furent pas perdus par les révolutionnaires; ils connaissent la maxime des victorieux, qu'il ne faut pas laisser un instant reposer l'ennemi après sa défaite. Aussitôt qu'ils eurent mis la famille royale au Temple, et qu'ils eurent massacré tout ce qui restait de Suisses à Paris et dans les environs, ils s'empressèrent de jeter en prison toutes les personnes soupçonnées d'attachement au roi. Ainsi les nobles, les prêtres, les domestiques du Château, jusqu'aux femmes, jusqu'aux enfans qui avaient eu quelques relations avec la cour,

personne ne fut épargné, et bientôt les prisons furent plus nombreuses que les salles de spectacle. Un malheur de plus vint mettre le comble à la rage des Jacobins et à la consternation générale. Les ennemis du dehors obtinrent des succès alarmans; le misérable manifeste du duc de Brunswick fit connaître à la ville de Paris l'affreux châtiment dont elle était menacée. Les places frontières, Longwy, Verdun, venaient d'être prises, et, par une politique à jamais honteuse et criminelle, les souverains qui venaient au secours de l'infortuné Louis XVI firent placer leurs bannières sur les remparts des places conquises, en ne laissant pas ignorer qu'elles ne seraient pas rendues. Le peuple français, outragé dans son indépendance, unit son énergie à la fureur des Jacobins, et la France fut sauvée au milieu de torrens de sang.

CHAPITRE VI.

L'ennemi s'approche.— Prise de Verdun. — Journées des 2 et 3 septembre. — Je quitte Paris et je m'engage. — Mes illusions et mon désappointement. — Arrivée du colonel d'Hilliers; il part pour l'armée du Rhin, d'où il m'envoie un brevet de sous-lieutenant.—Mort de Louis XVI.

La nouvelle de la prise de Verdun et de l'impossibilité d'arrêter l'ennemi arriva à Paris dans la matinée du dimanche 2 septembre, et vers cinq heures des municipaux, à cheval, portant un drapeau, parcoururent les rues en criant aux armes. Ils ajoutaient : « L'ennemi s'approche,

« vous êtes tous perdus ; la ville sera livrée aux « flammes et au pillage. Prenez les armes, courez « vous réunir à nos armées, et l'infame étranger « sera repoussé. Mais n'ayez rien à craindre des « traîtres et des conspirateurs que vous laissez « derrière vous ; ils sont sous la main des pa- « triotes, et la justice nationale, avant votre dé- « part, va les frapper de sa foudre. » Ces terribles paroles, répétées dans tous les carrefours, jetèrent l'effroi dans tous les cœurs. Que signifiaient ces mots : la foudre de la justice? Hélas! on l'apprit bientôt; le bruit circula deux heures après qu'on allait égorger tous les prisonniers. Je courus au chef-lieu de la section; j'y trouvai le greffier, M. Dutillet, qui me prit à l'écart et me dit : « Dans une heure, les prisonniers de l'hôtel « de la Force vont être massacrés. Je viens d'ob- « tenir de Tallien l'ordre de faire sortir madame « de Tourzel et sa fille : Blève, le capitaine des « chasseurs, m'accompagne; il nous faut une troi- « sième personne, me refuserez-vous? » J'acceptai la proposition avec transport. Il fut convenu que Dutillet entrerait dans la prison, que Blève et lui se chargeraient de ces deux dames; que je les accompagnerais, soit pour entretenir et distraire les importuns qui pourraient les arrêter pendant

la route, dans un quartier où ils étaient si connus, soit pour contribuer à les défendre si on les attaquait. On ne fit aucune difficulté pour faire sortir les dames; nous descendîmes la rue du Roi-de-Sicile, nous traversâmes audacieusement l'église du petit Saint-Antoine, où se tenait l'Assemblée. La nuit heureusement commençait à nous protéger; on ne fit aucune attention à nous, et mesdames de Tourzel trouvèrent dans la rue Saint-Antoine leurs amis, qui les mirent en sûreté. De retour chez Dutillet, nous délibérâmes sur les moyens de s'opposer aux massacres des prisonniers de la Force. Le sentiment d'une bonne action augmente le courage : faire battre la générale était chose impossible sans un ordre du commandant en chef; le temps pressait; d'ailleurs ce commandant était Santerre, l'un des chefs des Jacobins. Nous ne trouvâmes d'autre ressource que de courir chez ceux des gardes nationaux sur lesquels on pouvait le plus compter. J'en vis beaucoup dans l'espace d'une heure et demie, et je ne recueillis de mes ardentes prières que toutes les lâchetés que produisent la peur et l'égoïsme ; des hommes dans la force de l'âge et de la santé, chez lesquels j'avais cru reconnaître, avec un vif amour de la liberté, le sen-

timent de l'humanité et le respect pour les lois, ne purent être émus par la peinture des massacres dont ils allaient, pour ainsi dire, être les témoins. *Que faire?* fut le mot désespérant de tous ceux que je vis: je ne pus obtenir d'eux un noble mouvement de cœur. Les uns ne voulaient pas croire aux massacres; d'autres ne voulaient pas marcher sans un ordre de leurs chefs; quelques-uns enfin me dirent: « Les prisonniers sont « des conspirateurs qui ne méritent aucune pi-« tié; nos enfans partent pour l'armée, la guerre « civile éclatera, nous périrons victimes de notre « humanité: d'ailleurs on dit qu'il y aura des « juges, et les innocens seront épargnés. » Les efforts de mes deux compagnons n'avaient pas été plus heureux; nous nous séparâmes à neuf heures. Déjà les massacres étaient dans toute leur fureur. Moins connu que mes amis, je courus à l'hôtel de la Force. Il y avait, devant la porte du guichet qui donne dans la rue des Ballets, une cinquantaine d'hommes au plus: c'étaient les massacreurs; le reste était composé de curieux, plus exécrables, s'il est possible, que les bourreaux eux-mêmes; car ils n'osaient ni se retirer, ni prendre part à l'action, et cependant ils applaudissaient. J'avançai la tête, et, à la vue d'un

monceau de cadavres encore palpitans, je jetai un cri d'épouvante. Deux hommes se retournèrent, me prirent brusquement au collet, et, m'entraînant avec violence dans la rue en me reprochant mon imprudence, se sauvèrent à toutes jambes et me laissèrent seul dans l'obscurité. L'horreur de ce spectacle avait abattu tout mon courage, et je rentrai chez moi en pleurant de honte et de désespoir sur l'humanité si indignement outragée, sur le caractère français si déplorablement avili.

Tous les détails des massacres ont été consignés dans les mémoires du temps; je peux donc heureusement me dispenser de les renouveler ici: d'ailleurs je n'en fus point le spectateur. Ils durèrent pendant trois jours, et, je l'écris en rougissant, à cinq cents toises des prisons on feignait de ne pas savoir que des Français étaient massacrés par centaines; les boutiques étaient ouvertes, les plaisirs dans toute leur vivacité, l'oisiveté dans toute sa nonchalance; toutes les futilités, toutes les séductions du luxe, de la sensualité et de la débauche, exerçaient paisiblement leur empire. On jouait l'ignorance pour des horreurs auxquelles on n'avait pas le courage de s'opposer. Il y avait cependant une As-

semblée, organe et suprême protectrice des lois, des ministres chargés du pouvoir exécutif, une garde soldée et des magistrats. Tous ces infortunés qu'on massacrait avaient des amis, des parens, et leurs derniers regards n'ont pu se reposer sur ce qui leur était cher; ils ont péri après d'horribles angoisses, au milieu des tourmens les plus affreux. Il paraît qu'il périt douze cents personnes dans ces trois jours.

Tant de sang versé n'assouvit pas la rage des septembriseurs. Ils sentaient bien que le massacre de douze cents personnes allait porter l'épouvante et l'indignation dans toute la France et dans l'Europe entière: il fallait donc vaincre à tout prix. La fierté nationale et la mauvaise politique des ennemis les servirent merveilleusement. Près de soixante mille hommes partirent de Paris pour l'armée en moins de quinze jours. La jeunesse des départemens, animée par le patriotisme le plus généreux, n'attendit pas l'exemple de la capitale, et bientôt les armées furent triplées. Je n'osais m'enrôler dans un bataillon de volontaires; j'étais signalé chaque jour comme un ennemi de la patrie, c'est-à-dire des révolutionnaires. Les plus indulgens me blâmaient, j'étais une mauvaise

tête, un étourdi, qui s'était jeté par vanité dans un parti qu'il devait détester. J'avais d'ailleurs signé toutes les pétitions en faveur de la cour; je m'étais trouvé au Château le 10 août; il n'en fallait pas tant pour être condamné à mort. Ne sachant comment m'éloigner, j'allai consulter un de mes plus chers amis, Bertrand, si honorablement connu depuis par ses talens, son dévouement à l'Empereur, et qui est maintenant à Sainte-Hélène. Je m'étais lié avec lui chez le procureur Dommanget, où il étudiait la science du barreau. Il était destiné par sa famille à remplir un emploi de magistrat dans sa province; depuis la suppression des parlemens, ses études étaient sans but. Il fit mieux que moi : au lieu de se jeter dans les querelles politiques, il se confina pendant dix-huit mois dans une retraite pour étudier les mathématiques. Avec un esprit juste et une grande ténacité de caractère; il devait réussir. Il venait de se faire examiner; il était reçu, et il allait partir pour Châlons comme élève du génie. M'emmener avec lui était impossible; mais il me conseilla de m'enrôler dans un corps franc, et il me donna l'adresse du lieutenant-colonel d'Hilliers, chargé d'organiser la légion des Alpes. Quelques-uns de mes amis se trouvaient

dans la même situation : nous allâmes donc ensemble chez cet officier. Nous étions cinq, jeunes, bien élevés, jouissant de quelque fortune, animés du désir de nous battre, et avant tout de quitter promptement Paris. M. d'Hilliers nous reçut donc très-bien ; il nous donna des ordres de route, et le lendemain, 7 septembre, nous étions à cinq heures du matin sur la route de Fontainebleau, le sac sur le dos, le bonnet de police en tête, et bien déguisés par une espèce d'habit de matelot appelé carmagnole.

Qu'on me permette de m'arrêter un peu avant d'arriver à l'armée. J'ai besoin de jeter un regard en arrière sur ma conduite dans ces dernières années. Mon éducation avait été sévère. Les principes qui en faisaient la base étaient excellens en tout. Jusqu'à vingt ans le spectacle de la corruption avait été soigneusement écarté de moi ; mes parens, mes maîtres, tout ce qui m'entourait, ne m'avaient offert que des leçons et des modèles de la plus saine morale. A l'époque où toutes les questions politiques furent agitées, mon éducation me préserva des erreurs que la mode et les passions mirent alors en crédit. Le ridicule des orateurs de section me sauva de l'envie de les imiter. A la lecture de Montes-

quieu je joignais celle de Fénélon, Voltaire, Rousseau, Mably, etc. Mais l'autorité du premier m'imposait; j'aurais cru commettre une mauvaise action en m'écartant, même dans mes discours, de la réserve que cette lecture habituelle doit inspirer à un jeune homme. J'eus donc le bon esprit d'attendre un âge plus mûr pour manifester des opinions politiques, et de consulter pour ma conduite ma conscience et mon cœur. Ces deux guides me retinrent dans les bornes de la raison et la modestie. Enfin la révolution m'avait surpris à vingt ans; j'étais né d'ailleurs dans une classe trop obscure pour connaître tous les abus que cette révolution signalait. Je crois cependant avoir fait mon devoir en me prononçant pour la cause royale; et maintenant encore, je reviens avec complaisance sur ce sentiment. Cependant, depuis que j'ai connu les émigrés, je me suis demandé quelquefois ce que j'étais allé faire parmi ces privilégiés, qui comptaient le peuple pour rien, moi qui étais né dans le peuple; si, après la victoire, ils m'auraient su gré d'avoir combattu avec eux; si enfin, en supposant que la guerre civile eût éclaté, j'eusse fait une bonne action, déserteur de la cause sacrée de la liberté, en marchant contre mes con-

citoyens, et peut-être contre ma famille. Je n'ai pas attendu la nouvelle révolution opérée depuis quatre ans, pour décider une partie de ces questions contre moi. Je ne savais pas alors tout ce que l'expérience m'a fait connaître plus tard.

Nous arrivâmes à Auxerre le troisième jour de notre départ, enchantés d'avoir quitté Paris, mais pénétrés d'inquiétudes pour ce que nous y avions laissé de plus cher. La propagande avait traversé cette ville, et elle y avait laissé des traces sanglantes. Les habitans étaient dans la consternation, et pleuraient encore de jeunes ecclésiastiques, fils des citoyens les plus recommandables, qui avaient été massacrés. Nous logeâmes chez l'oncle de l'une de ces victimes, dont le cadavre avait été abandonné dans la fange d'un fumier pendant trois jours, sans qu'on permît à ses parens de l'enterrer. Nous jugeâmes qu'il ne fallait pas rester long-temps dans cette ville. Nous prîmes la route d'Autun, et nous arrivâmes le lendemain dans un village peu éloigné de Vermanton, situé au milieu des bois, et dont les habitans gagnaient leur vie à faire des sabots. Deux jours avant notre arrivée, un évêque et ses deux grands vicaires qui se sauvaient dans une berline, furent arrêtés par eux. Ils fouillèrent la

voiture, ils y trouvèrent quelques centaines de louis, et, pour se dispenser de les rendre, ils trouvèrent tout simple de massacrer ces infortunés; ce nouveau métier leur parut plus lucratif que l'autre, et ces honnêtes gens se tenaient à l'affût de tous les voyageurs. Notre habit de matelot promettait peu, mais nous portions la tête haute; notre air leur parut dédaigneux, et un petit bossu, greffier de la commune, s'imagina que nous pourrions contribuer à les enrichir. Les paysans, qui ne voulaient plus faire de sabots, et qui étaient affriandés par leur premier coup de main, applaudirent au bossu; on nous fit entrer dans la municipalité, espèce de halle, où la foule nous suivit; le greffier s'établit sur une large table, se mit à lire avec emphase, et en grossissant sa voix de chantre, tous nos passeports. Il commença: « Louis-Amédée-Auguste « d'Aubonne, André-Louis Le Clerc de La Ronde, « Marie Chamans de Lavallette; » le drôle ajouta la particule *de*, qui n'était pas dans le passeport. A cette kirielle de noms aristocrates, la rumeur commença, nous ne vîmes plus que des yeux ennemis, et le bossu s'écria qu'il fallait visiter nos sacs. La bonne récolte! j'étais le plus pauvre de la compagnie, et j'avais vingt-cinq louis en or.

Nous étions perdus, lorsque d'Aubonne, dont la taille était très-élevée, s'élança sur la table, et se mit à pérorer l'assemblée; il faisait de jolis vers, et cependant il savait tout le Vadé par cœur. Il commença par une bordée de juremens et de propos des halles qui surprit l'auditoire; bientôt il éleva son style, et leur prodigua les mots de patrie, de liberté, de souveraineté du peuple, avec une telle véhémence et d'une voix si éclatante, que l'effet devint tout-à-coup prodigieux, et qu'il fut interrompu par des applaudissemens unanimes; mais l'étourdi ne s'en tint pas là; il donna impérieusement l'ordre à Le Clerc de La Ronde de monter sur la table. Celui-ci, quoiqu'il ne fût pas bossu, était le plus grand mime que j'aie rencontré; c'était un homme de trente-cinq ans, ridiculement bâti, le visage noir comme celui d'un Maure, les yeux enfoncés et couverts de sourcils noirs et épais, le nez et le menton d'une largeur démesurée. D'Aubonne dit à l'assemblée: « vous allez juger si nous sommes des ré-« publicains de Paris, » et se tournant vers la compagnie, il dit à son camarade: « réponds au caté-« chisme républicain; qu'est-ce que Dieu, qu'est-ce « que le peuple, qu'est-ce qu'un roi? » l'autre d'un air contrit, d'une voix nazarde, et se tortillant

comme Arlequin, répondait: « Dieu, c'est la na-« ture; le peuple, ce sont les pauvres; un roi, c'est « un lion, un tigre, un éléphant, qui déchire, qui « dévore, qui écrase le pauvre peuple. » Il n'y eut plus moyen d'y tenir; l'étonnement, les cris, l'enthousiasme, étaient au comble; on embrasse les acteurs, on les presse, on les enlève, c'est à qui voudra nous avoir chez soi; il fallut boire; et l'embarras de quitter ces brutaux comme amis, devint aussi grand que la crainte avait été forte de leur échapper comme ennemis. Heureusement d'Aubonne sut encore nous tirer d'affaire. Il leur représenta gravement que nous ne pouvions nous arrêter, et que la patrie réclamait notre courage; enfin ils nous laissèrent aller. Chemin faisant, mes camarades me blâmèrent de n'avoir pas pris part à cette scène, et d'avoir conservé une gravité qui pouvait devenir suspecte à des gens qui avaient tant d'envie de nous faire un très-mauvais parti. Je n'avais rien à répondre; j'avais admiré leur présence d'esprit et leur gaieté; mais je ne valais rien pour ces folies: on ne peut forcer le naturel. Pendant leur comédie, je me rappelais un trait que j'ai lu, je crois, dans un ouvrage de l'abbé Le Bœuf, sur l'histoire de France au treizième siècle: un moine

d'Auxerre ou de Dijon répondait au supérieur des bénédictins de Paris, qui désirait le voir, qu'à son âge il ne pouvait s'éloigner de son pays, et faire un voyage si long et si dangereux. Hélas! à la fin du dix-huitième siècle le voyage était encore plus périlleux.

De ce repaire de brigands, nous allâmes à Autun. L'un d'entre nous avait des lettres pour un député de l'Assemblée législative; il n'avait pas été renommé à la Convention, et il n'osait plus reparaître chez lui. Sa famille était composée d'une femme respectable, spirituelle, et de trois filles charmantes. Notre séjour près d'elles pouvait les compromettre: nous continuâmes notre route. Là, comme partout, la terreur était au comble. Pas un mouvement, pas une tentative ne s'étaient élevés contre les entreprises des factieux; on se taisait, on s'éloignait pour ne pas se compromettre. Les plus honnêtes gens étaient dénoncés, les dernières classes du peuple effrayaient par leurs clameurs, et partout elles devinrent maîtresses, par la mésintelligence et le défaut de courage de ceux qui, ayant tout à conserver, n'avaient pas honte de reculer devant ceux qui n'avaient rien à perdre.

Enfin nous arrivâmes, le 19 septembre, à

Villefranche près Lyon, où la légion Montesquiou tenait garnison. Le commandant d'Hilliers nous avait fait voir l'uniforme; il nous avait vanté la discipline et la beauté du régiment. Nous devions recevoir l'accueil le plus flatteur de la part des officiers, tous jeunes gens bien élevés, et qui certainement vivraient en frères avec nous. Nous nous étions fait des idées ravissantes de notre nouveau genre de vie. En approchant de Villefranche, notre imagination échauffée nous faisait hâter la marche. Nous arrivâmes près de la ville, au bord d'une prairie fort étendue, à l'extrémité de laquelle nous aperçûmes quelques troupes qui manœuvraient. Soit illusion, soit mauvaise vue, mes camarades s'extasièrent sur leur belle tenue. Effectivement les fusils brillaient au soleil, et les lignes paraissaient d'une admirable régularité; pour moi, je ne voyais que des uniformes bizarres, ou plutôt les lambeaux de la misère; mais qu'on juge de notre consternation, lorsqu'en approchant, nous ne trouvâmes que quatre ou cinq cents malheureux tout déguenillés, et dont les officiers étaient seuls vêtus de cet uniforme élégant qu'on nous avait tant vanté. Nous allions nous retirer, et peut-être prendre le hasardeux parti de déserter,

quand un officier vint à nous, et nous demanda, dans un français fortement accentué d'allemand, si nous n'avions pas l'honneur de faire partie du corps. Je n'attendis pas la réponse de mes camarades, et je montrai ma feuille de route; ils furent obligés d'en faire autant, et aussitôt que les manœuvres furent terminées, l'officier nous fit placer à la queue de la troupe, et nous entrâmes dans la ville en emboîtant le pas comme de vieux soldats, bien honteux de nous voir en si mauvaise compagnie devant le beau sexe de Villefranche, qui nous regardait passer, et qui ne paraissait pas fort émerveillé de nous.

Cette légion encore incomplète, et qui n'eut ni une longue ni une brillante destinée, était composée des restes du régiment de Royal-Liégeois, qu'on avait réformé pour quelques fredaines, et de jeunes gens de bonne volonté qui, pour dix écus, s'étaient faits soldats. Tout ce monde s'ennuyait, ne voulait rien apprendre, et demandait à se battre pour s'amuser; mais l'adjudant, M. Ross, n'entendait pas raillerie. Je n'ai pas retrouvé depuis un homme qui portât si loin l'enthousiasme pour le catéchisme militaire et pour toutes les niaiseries de détail; il savait tout juste assez de français pour com-

mander sa troupe, composée en majeure partie de Flamands et d'Alsaciens. Après vingt-cinq années de service il était arrivé au grade d'adjudant-major, et cependant M. Ross n'était pas content. Depuis qu'il n'avait plus les coups de bâton pour auxiliaires, il se plaignait des fatigues du commandement. J'étais devenu son ami, parce qu'il m'avait vu exact, attentif et grave aux manœuvres. « Mon ami, me disait-il, la guerre « est toujours funeste aux armées; plus de disci-« pline, plus d'ordre, plus de subordination : mal-« heur au régiment qui quitte la garnison pour le « champ de bataille. Ah! si vous aviez vu le camp « de Verberie, le camp de Saint-Omer, quel beau « spectacle! les tentes bien alignées, les troupes « sous les armes à quatre heures du matin, les « habits propres, des manœuvres admirables, et « le soir, personne ne manquant à l'appel, et tout « le monde sous la main; maintenant, je com-« mande à des déguenillés! Que faire de tous ces « jeunes gens qu'on ne peut morigéner? Aussi « quelle guerre! tout cela ira à la diable; mais je « vais demander ma retraite. » Le brave homme effectivement se retira l'année suivante, et j'espère qu'il est mort assez tard pour s'étonner et se réjouir de nos triomphes.

Les premiers temps me furent bien pénibles; j'avais vécu dans une douce aisance à Paris, au milieu de ma famille dont j'étais chéri, dans la bonne société qui était aimable pour moi : maintenant il fallait vivre avec des soldats; les sergens voulaient bien me protéger; les officiers ne me regardaient pas. Le dégoût commençait à s'emparer de moi; heureusement je fis à temps de profondes réflexions sur ma position, et il me parut possible d'en sortir en me livrant avec ardeur aux devoirs qu'elle m'imposait. Je passais mes journées au café ou à lire des romans; j'abandonnai cette vie oisive; j'étudiai l'ordonnance militaire; je suivis avec exactitude tous les détails de l'instruction, et au bout de six semaines je fus nommé caporal. Ma position devint meilleure; j'obéissais encore à tous, mais du moins je commandais à quelques-uns.

M. d'Hilliers nous arriva. La troupe fut bientôt complètement habillée; et comme cet officier sortait du régiment d'Alsace, il nous soumit à une discipline si sévère et si exacte, qu'en moins de deux mois la légion put rivaliser avec les plus beaux corps de l'armée du Nord.

Ces devoirs prescrits pour chaque moment,

je les aimais, loin d'en être découragé. Les manœuvres de bataillon me donnèrent le désir d'apprendre les élémens de la guerre, et lus avec avidité quelques livres nouveaux qui venaient de paraître, *la Guerre de Poste*, de Cessac, *les Fortifications de Campagne*, par de Belair, etc. Mon colonel, qui avait pris de l'attachement pour moi, me donna des leçons de stratégie et de castramétation, et m'apprit à lire les cartes militaires. Je fus bientôt élevé au grade de sergent, et mes espérances ne connaissaient plus de bornes, lorsque le général Custines appela le colonel d'Hilliers à l'armée du Rhin pour remplacer le général Houchard, son premier aide-de-camp, qui était nommé au commandement de l'armée de la Moselle. Le départ de M. d'Hilliers fut un coup de foudre pour moi; mais il m'avait promis, ainsi qu'à mes camarades, de nous appeler à l'armée du Rhin. Il nous tint parole, et peu de temps après son arrivée à Mayence, nous reçumes des brevets de sous-lieutenans dans le 93e régiment d'infanterie de ligne.

Je reçus à Bourg l'ordre de me rendre à l'armée du Rhin, à l'époque où furent annoncés le jugement et la mort du roi. L'impression fut

profonde dans une ville où cependant les Jacobins dominaient, et où leurs vociférations ajoutèrent la consternation à la terreur que leurs menaces et leur conduite inspiraient déjà. Il faut consulter avant tout, pour avoir l'explication de ce terrible jugement, une brochure de M. de Châteaubriand, publiée au commencement de 1815, laquelle explique avec beaucoup de sagacité les motifs secrets qui déterminèrent tant de députés à voter la mort de Louis XVI. La municipalité de Paris dominait avec toute l'énergie d'une tyrannie sauvage et désespérée : elle voulait à tout prix la mort du roi, et menaçait hautement de massacrer toute la famille royale, qu'elle tenait seule en sa puissance. Beaucoup de députés crurent qu'il n'y avait pas d'autres moyens de sauver l'héritier du trône et sa famille, que d'offrir l'infortuné chef en holocauste à la fureur populaire. C'était une erreur, mais elle était excusable. Au reste, s'il est vrai que Louis XVI ait souscrit le traité de Pilnitz; s'il est vrai qu'il ait engagé tous les privilégiés à quitter la France et à s'enrôler sous les bannières de l'étranger; s'il est vrai qu'il ait été d'accord avec ses frères et leurs partisans dans les projets qu'ils avaient formés de délivrer Louis XVI par une guerre d'in-

vasion, quoiqu'il eût juré de maintenir et d'exécuter la constitution, je n'hésite pas à dire qu'il fut coupable; il ne pouvait plus régner. Mais la Convention n'avait pas le droit de le juger, et, en le faisant mourir, elle commit une faute bien impolitique. Comment ne vit-elle pas qu'en ôtant la vie à Louis XVI, elle donnait la couronne à Louis XVIII; qu'il fallait conserver le roi prisonnier, pour n'en pas donner un à l'ennemi; que ce roi, trop fameux par tant de faiblesse et par des vues si bornées et si fausses, devrait être soigneusement protégé; car, en le sacrifiant, on transportait son droit à son frère, établi au milieu de l'ennemi, dont l'esprit était supérieur à celui du roi, et dont le caractère, déjà si connu, devait avoir une influence si déplorable sur les destinées de la France? Mais la Convention, pressée par les événemens, exaltée par les ressentimens et par la journée du 10 août, composée en partie d'hommes sans expérience et frappés de la funeste manie de la célébrité, voulut imprimer aux esprits une sorte de terreur mêlée d'admiration, par une grande injustice, qu'elle appela un grand acte de justice nationale. Elle réussit; et si la haine de l'Europe, excitée par cet acte terrible, fondit en armes sur

la France, la France, furieuse, puissante de toute la rage de son gouvernement, écrasa les armées de l'Europe.

CHAPITRE VII.

J'arrive à Worms.—Trahison de Dumouriez.—Retraite de Custines. — Son rappel et sa condamnation.—Alexandre Beauharnais lui succède.—Pichegru.—Mission de Saint-Just. — Atrocités de Schneider.

Les jeunes gens seuls peuvent bien sentir tout le bonheur de porter une épaulette, mais surtout ceux qui sortent des rangs. C'est de la vanité, j'en conviens; mais elle fait des héros. Je n'étais pas destiné à le devenir; ce n'est pas ma faute, car jamais je n'ai éprouvé d'exaltation plus forte. Pendant la route, je me pénétrais de tous

les devoirs que j'allais remplir. Le mot de patrie me faisait battre le cœur; je trouvais beau de verser mon sang pour elle. La guerre était alors dans toute son activité. Je lisais les gazettes à chaque couchée, j'interrogeais mes hôtes, et quand j'apprenais que l'armée du Rhin s'était battue, je brûlais d'impatience, il me semblait que j'arriverais trop tard. Toutes les idées qui m'avaient tourmenté à Paris s'étaient effacées; le bonheur de combattre pour ma patrie animait toutes mes pensées. Je ne parle de ces impressions profondes, partagées par tous les Français, que parce qu'on cherche maintenant à leur en faire un crime.

J'arrivai à Worms dans la semaine sainte de 1793; le second bataillon de mon régiment y tenait garnison. Je me présentai à mon colonel, M. de Loriol. C'était un vieillard qui portait sur sa figure toute l'austérité d'un ancien major et tout le chagrin de commander à des officiers plébéiens. Il me reçut mal, m'assigna une compagnie, et me congédia brusquement. J'allai trouver mon nouveau capitaine. La réception du colonel avait été sévère; celle du capitaine fut impertinente. Il sortait du régiment du roi, dans lequel il avait servi en qualité de sergent. On

faisait apprendre un peu de mathématiques aux sous-officiers de ce régiment, pour les distinguer de leurs camarades des autres corps : c'était une singularité à joindre à toutes celles qui signalaient le régiment du roi. Ce pauvre homme se croyait officier depuis vingt ans. Il disait beaucoup de mal de ses camarades et de ses chefs, débitait beaucoup d'absurdités sur la guerre, qu'il n'entendait pas, et il serait peut-être parvenu à rendre ma situation fort malheureuse, si je n'avais pas trouvé un protecteur dans M. de la Poterie, mon lieutenant-colonel. Cet homme respectable m'engagea à venir le voir souvent, et me promit d'avoir soin de moi si je me conduisais bien. Il fut tué quelque temps après à la tête de son bataillon. Son souvenir m'a toujours été cher, et je n'oublierai jamais les bontés dont il m'a comblé.

Cependant les succès des armées commençaient à décliner. Nos conquêtes avaient été rapides, et nous étions menacés de les perdre. Dumouriez, après s'être joué de la Cour et des Jacobins, voulut tirer le roi de l'abîme et écraser ses ennemis. Sa présomption lui fit croire qu'il obtiendrait plus de succès que M. de Lafayette; mais le roi n'inspirait aucun intérêt à l'armée, qui ne

tenait à lui par aucun lien; et si elle n'avait aucune affection pour un gouvernement provisoire à peine établi, elle resta du moins noblement fidèle à sa haute destination de défendre le territoire et d'assurer l'indépendance de la patrie. Dumouriez perdit la Belgique, et fut obligé de chercher un asile dans les pays étrangers, après avoir commis deux actions honteuses : celle de pactiser avec l'ennemi de sa patrie, et celle de lui avoir livré les commissaires de la Convention et même son compagnon d'armes, le général Beurnonville. A l'armée du Rhin, l'ennemi revint aussi en force sur nous. Francfort fut évacué; nous nous retirâmes sur Mayence, et bientôt il fallut s'en éloigner. Le général Custines laissa pour commandant en chef le général Doiré, le colonel Meynier, commandant du génie, l'adjudant-général Kléber, chargé du camp retranché, et le commandant de la place, M. Aubert-Dubayet. Le général Blou reçut l'ordre d'évacuer la ville à la tête d'une colonne de quelques mille hommes, et la garnison de Worms fut chargée de prendre position pour protéger cette retraite. Le commandement des quatre bataillons qui formaient cette garnison fut confié à un jeune officier d'état-major : c'était Desaix, si célèbre

depuis par tant de beaux faits d'armes et par son caractère héroïque. Le général Blou, embarrassé dans sa retraite par une énorme quantité d'équipages d'administration et de personnes étrangères à l'armée, dont on voulait dégager la ville, ne put résister à des forces imposantes, et fut obligé d'y rentrer. Lui et ses troupes contribuèrent puissamment à faire payer cher à l'ennemi la soumission de cette place.

Le général Custines avait une belle position derrière la Queich : il ne s'y arrêta pas, et préféra se retirer derrière les lignes de la Lutter, s'appuyant aux montagnes des Vosges et au Rhin à Lauterbourg. En choisissant cette position si éloignée de Mayence, qu'on ne pouvait pas abandonner long-temps, le général en chef avait pour but sans doute d'obtenir un peu de loisir pour instruire et discipliner une armée jeune et sans expérience. Mais il fut blâmé par beaucoup de généraux, et particulièrement par Coquebert, l'un de ses aides-de-camp. Cet officier, d'un mérite très-distingué, lui était agréable non-seulement par des connaissances remarquables, même dans l'arme du génie, dont il sortait, mais encore par une franchise de caractère qui n'était pas sans âpreté. Deux jours après l'arrivée du

quartier-général à Weissembourg, Coquebert se présenta chez son général, et après lui avoir rappelé de nouveau les puissans motifs qui auraient dû lui faire préférer la position de la Queich, il lui dit durement qu'il courait des bruits fâcheux sur sa détermination contraire, et que le mot de trahison avait même été prononcé. Custines, furieux, saute sur ses pistolets, et les jetant sur la table: « Si je suis un traître, « lui cria-t-il, faites-moi sauter la cervelle. » Coquebert, frappé par le noble mouvement d'une ame si odieusement outragée, fut saisi de désespoir, et ne répondit à son général qu'en se tirant un coup de pistolet à travers le visage; il tomba, la mâchoire fracassée, mais il n'en mourut pas. Dans le procès qui conduisit le général Custines à l'échafaud, Coquebert fut appelé comme témoin, dans l'espérance qu'il renouvellerait son accusation; mais il se conduisit en honnête homme, justifia complètement son général, et s'accusa lui-même d'un accès de folie. Il fut employé depuis, et fut fait prisonnier à la bataille d'Hondschoote. Je l'ai vu depuis à Paris, et soit par suite des mauvais traitemens qu'il a reçus dans sa captivité, soit plutôt que cette tête, si remarquable autrefois par sa solidité, fût désorganisée

depuis long-temps, il est devenu complètement insensé, et il est mort dans une maisons de fous, quoiqu'on lui eût prodigué beaucoup de soins pendant plusieurs années.

Le départ du général Houchard laissa vacante la place de chef d'état-major-général de l'armée : Custines la donna au colonel d'Hilliers, qui fut nommé maréchal-de-camp, et qui me choisit pour son aide-de-camp. J'acceptai cet emploi avec une grande joie, parce que c'était un avancement, et aussi parce qu'il me donnait l'avantage inappréciable de m'instruire. L'armée alors ne s'élevait pas à quarante mille hommes. La composition des généraux était bonne : la plus grande partie d'entre eux appartenait à cette partie de la noblesse qui avait donné des preuves de fidélité à la patrie en la défendant contre les étrangers : ils en furent cruellement punis. La méfiance contre les nobles devenait chaque jour plus inquiète dans le nouveau gouvernement. L'armée avait près d'elle des commissaires de la Convention qui partageaient cette méfiance. L'étendue des pouvoirs dont ils étaient revêtus, leur en fit contracter promptement les abus. Le général en chef était obligé de leur communiquer et de débattre avec eux, non-seulement

ses plans, mais encore tous les détails de l'armée. Ils étaient la source de toutes les graces, et bientôt leur influence devint dangereuse et fatale à la considération du général en chef. Beaucoup de généraux supportaient avec impatience cette hauteur de proconsuls qu'ils affectaient avec eux, et souvent ils laissèrent échapper des plaisanteries offensantes.

Le caractère violent du général Custines repoussait souvent avec emportement des contradictions, que l'absence de toute convenance et de toute instruction militaire rendait insupportables. Sa situation devenait chaque jour plus difficile; il fallait cependant agir. La communication avec Landau n'était plus militairement établie. Le siège de Mayence était poussé avec vigueur. Custines fut nommé à cette époque commandant en chef de l'armée du Nord, à la place du général Dampierre, qui venait d'être tué. Il ne voulut pas quitter l'armée du Rhin sans l'avoir tirée de la mauvaise position où elle se trouvait. Il attaqua l'ennemi sur toute la ligne, mais sans succès. On a publié dans ce temps qu'il avait voulu faire battre son armée par le corps des émigrés : calomnie absurde ! à peine avons-nous vu cette troupe dans cette journée du

17 mai; la vérité est, que le général qui commandait la droite de l'ennemi à Lauterbourg, n'obéit point aux ordres qu'il avait reçus, ou qu'il les exécuta fort mal; l'ennemi qui, d'après le plan du général en chef, devait être tourné par sa gauche, n'étant point attaqué, se trouva en force devant le centre de l'armée commandée par Custines; une charge de cavalerie fut repoussée par la mitraille de deux pièces de canon masquées, et dans sa fuite, cette cavalerie entraîna quelques bataillons. Je ne fais mention de cette journée que parce qu'on en fit un chef d'accusation contre le malheureux Custines. Il nous quitta le lendemain pour se rendre à l'armée du Nord, où les préventions et la calomnie le suivirent. On le destitua bientôt après; il fut mandé à Paris, et il y périt sur l'échafaud. Sa condamnation fut un des premiers crimes de ce tribunal de sang, qui depuis a répandu le sang par torrens. Custines aimait la liberté, et jamais l'idée d'une trahison n'a approché de sa pensée. Les secours de la religion adoucirent l'horreur de ses derniers momens, et telle était l'espèce de fanatisme de ce temps, qu'un homme qui s'était toujours montré intrépide dans les dangers, fut accusé de pusillanimité, parce qu'en allant

au supplice il était accompagné d'un ecclésiastique.

Le général Custines avait son fils près de lui à l'armée du Rhin; ce jeune homme servait en qualité d'adjudant-général. Tous ceux qui l'ont connu l'aimaient pour toutes les qualités supérieures dont il était doué. Il accompagna son père à l'armée du Nord, ensuite à Paris; il le suivit bientôt sur l'échafaud. Il importe peu de savoir de quel prétexte on se servit pour condamner cet aimable jeune homme; les juges commençaient à fouler aux pieds jusqu'aux formes les plus sacrées. Son âge, son état, ses habitudes, le rendaient étranger à toutes les factions; sa piété filiale fut le seul crime qu'on put lui reprocher. Il a laissé un fils unique qui ne sera pas, j'espère, infidèle aux nobles qualités de son père et à la gloire de son aïeul.

Le général Alexandre de Beauharnais qui remplaça Custines avait aussi fait partie de cette Assemblée constituante, si féconde en hommes recommandables. Il n'avait ni les défauts de son prédécesseur, ni son habitude du commandement. Celui-ci était violent jusqu'à la brutalité, et quelquefois incapable d'entendre le langage de la raison; mais il était aimé du soldat pour sa

franchise et sa popularité. M. de Beauharnais avait un esprit très-cultivé, un caractère calme, aimant l'ordre, la discipline et le travail; il était d'une activité infatigable. Son coup d'œil était juste et prompt, et sa bravoure froide et brillante le fit aimer promptement de l'armée. Modeste et même un peu circonspect, réservé devant les troupes, leur parlant peu, il n'obtint pas l'enthousiasme du général Custines, qui aimait à les haranguer, qui connaissait les noms des simples soldats, qui les visitait au camp, dans les hôpitaux, et dont la brusque gaieté et les réparties étaient généralement citées.

Le général d'Hilliers fut aussi remplacé, et reçut ordre de se rendre à Paris, où bientôt on le jeta dans les cachots. Il eut pour successeur, comme chef d'état-major, le lieutenant-colonel Clarke, Irlandais d'origine, et qui, quelques années avant, était attaché à la personne de M. le duc d'Orléans. Cet officier commandait un escadron du 2e régiment de cavalerie à l'affaire du 17 mai. Il eut son cheval tué sous lui dans une charge, et, ne trouvant pas à se remonter, il prit un fusil et se plaça dans une compagnie de grenadiers. Cette action fut regardée alors comme très-courageuse, et il fut nommé colonel. M. de

Beauharnais le prit pour chef d'état-major-général, en lui faisant obtenir le grade de maréchal-de-camp. M. Clarke joignait au goût et à l'habitude du travail d'état-major toute la souplesse d'un homme qui veut parvenir, et cette espèce d'esprit de conduite dont on accuse les gens de son pays. Il ne resta à l'armée que jusqu'au 12 octobre. Il fut alors destitué et envoyé à Paris. C'est la seule campagne qu'il ait faite comme militaire. Il est mort maréchal de France. J'aurai plus d'une occasion de parler de lui; et quoique j'aie à m'en plaindre, j'espère que je n'altérerai point la vérité.

M. de Beauharnais s'empressa de marcher sur Mayence; quoique la résistance de l'ennemi devînt chaque jour plus opiniâtre, il parvint cependant à le repousser. Après cinq jours de combats, nous étions maîtres de Spire et de Frankenthal; encore deux jours, nous étions sous les murs de Mayence, lorsque la nouvelle de la capitulation de cette ville fut annoncée au quartier-général. Il fallut revenir derrière la Lutter.

La garnison de Mayence, au commencement du siège, n'avait encore que de la bonne volonté. Les généraux étaient audacieux et instruits; mais

les attaques des assiégeans furent si vives et si opiniâtres, et les assiégés, officiers et soldats, acquirent une instruction et une valeur si éclatantes, qu'en sortant de cette ville, ce corps était le plus formidable que la république pût opposer à ses ennemis.

Les Prussiens, pressés de s'emparer de cette barrière du Rhin, et s'occupant peu de savoir quel parti le gouvernement français pouvait tirer de ces troupes, se contentèrent de stipuler qu'elles rentreraient dans l'intérieur et qu'elles ne serviraient pas contre l'ennemi pendant un an. Cet article de la capitulation sauva la république et coûta cher à l'ennemi. La garnison de Mayence, commandée par l'intrépide général Kléber, courut en poste dans les départemens de l'ouest; on sait que les Vendéens en furent écrasés, et l'année écoulée, nous revîmes les débris de cette armée encore une fois sous les murs de Mayence.

De retour à Weissembourg, il fallait se préparer promptement à repousser les attaques d'un ennemi devenu formidable par la jonction de l'armée prussienne, et d'ailleurs libre dans tous ses mouvemens. Mais les commissaires de la Convention voulurent, avant tout, supprimer les dis-

tinctions qui existaient encore entre les troupes de ligne et les bataillons de volontaires nationaux. Cet amalgame était une opération délicate et dangereuse au moment d'une attaque décisive; les généraux en présentèrent tous les inconvéniens: loin de les écouter, on tint leurs représentations pour suspectes; et à cette époque, un décret de la Convention ayant prononcé la destitution et l'éloignement de tous les officiers nobles, l'armée du Rhin se trouva tout à coup dans une confusion déplorable et dont l'ennemi profita bientôt. Le décret frappait M. de Beauharnais: désobéir, était s'établir en révolte ouverte contre le gouvernement. Les commissaires lui proposèrent cependant d'attendre un ordre individuel et la nomination de son successeur; mais le Comité de salut public l'avait déjà désigné: son choix était tombé sur le général Delmas, jeune officier plein de mérite, mais d'une expérience bien faible alors pour un tel commandement, et surtout dans des circonstances si difficiles; il était d'ailleurs à Landau, et cette place venant d'être bloquée, son retour à l'armée était impossible.

Le général Beauharnais était désespéré de quitter l'armée; son ame élevée ne pouvait envi-

sager sans désespoir son éloignement du théâtre de la gloire, et des combats auxquels la patrie appelait tous les Français; son retour dans l'intérieur était d'ailleurs environné de dangers: il s'était prononcé constamment pour un gouvernement représentatif, et quoiqu'il sentît qu'il fallait soutenir cette république née au milieu des tempêtes, le système et les excès des Jacobins lui faisaient horreur. Enfin, les membres de l'Assemblée constituante étaient en butte aux persécutions; et la conduite la plus pure et la plus réservée était loin d'être une garantie du repos qu'il allait chercher dans la retraite la plus obscure. Je me trouvai dans son cabinet au moment où il exhalait ses plaintes et ses regrets dans le sein d'un ami fidèle, Lahorie, qui avait été son secrétaire, et qui était alors un de ses officiers d'état-major. Cet officier lui donnait le conseil d'attaquer l'ennemi, de livrer bataille, de se faire tuer enfin, plutôt que de se livrer à tous les outrages de ses ennemis de l'intérieur: le conseil était plus courageux que sage. Le général lui répondit: « Je dois avant tout penser à l'armée, à « ma patrie; je ne me fais point d'illusions sur « mon avenir, mais je ne veux pas avoir à me re« procher la perte de tant de braves gens, et toutes

« les suites funestes d'une défaite : peut-être l'ar-
« mée sera-t-elle commandée par un homme plus
« heureux ; d'ailleurs le décret qui prononce mon
« éloignement est formel. On ne me pardonnerait
« pas même une victoire, et l'obtenir maintenant
« me paraît impossible, nous avons à peine trente-
« cinq mille hommes en désordre, l'ennemi va nous
« en opposer quatre-vingts mille ; ma mort ne re-
« médierait à rien, il faut partir. » Le lendemain il quitta le commandement et il s'éloigna de l'armée.

Cette armée se trouva donc sans général en chef devant un ennemi formidable, et l'embrigadement s'opérait tranquillement. On fit peu d'attention à tout ce désordre. Quarante mille paysans levés en masse nous arrivaient sans armes, sans uniformes, remplis de bonne volonté sans doute, mais sans expérience et n'ayant jamais vu l'ennemi. Le choix du général en chef était embarrassant. On l'offrit d'abord au général Laudremont, commandant l'avant-garde ; mais il était gentilhomme, et quoiqu'il fût homme de mérite, on le rappela peu de jours après sa nomination. Il fallut donc chercher ailleurs, et un colonel, appelé *Corbin*, ne craignit pas de se charger de ce fardeau. Deux jours après sa nomination, les commissaires de la Convention,

pour le mettre plus à son aise, destituèrent et éloignèrent brusquement de l'armée treize généraux; le chef d'état-major, le commandant de l'avant-garde, des généraux de division, personne ne fut épargné. Cette folle mesure fut prise le 12 octobre 1793, et le 13, à quatre heures du matin, l'ennemi nous attaqua sur toute la ligne, nous enfonça, nous culbuta; à huit heures nous avions perdu les lignes, et nous étions en retraite sur Brompt dans le plus grand désordre. Heureusement nos quarante mille paysans s'éloignèrent assez vite pour ne pas embarrasser long-temps notre retraite. Ils avaient leurs foyers et leurs familles à défendre. A la seconde journée nous n'en vîmes pas un seul. Ils n'en sont pas moins devenus depuis de très-braves soldats, quand on les a rappelés; mais au moins on les mit en état de combattre avant de les présenter à l'ennemi. L'arrière-garde était assez bien commandée pour couvrir la retraite; elle se battit avec courage sur les hauteurs de Brompt pendant toute une journée, et elle donna le temps à l'armée d'arriver sur Haguenau. Là, les commissaires et le général en chef mirent en délibération s'il ne valait pas mieux se diriger sur Saverne, et abandonner Strasbourg à ses propres

forces. Heureusement, avant de prendre une résolution, on jugea nécessaire de consulter M. de Villemanzy, commissaire-général de l'armée. Il se contenta de déclarer que Strasbourg, ayant constamment fourni l'armée de vivres et de munitions; ses magasins étaient épuisés; que cette ville ne pouvait être mise en état de soutenir un siége avant quelque temps, et que si on l'abandonnait, il était à craindre qu'elle ne fût obligée de capituler. M. de Villemanzy fut fait prisonner à Haguenau, où il était resté pour veiller à l'évacuation des magasins de cette ville : l'opinion générale était alors qu'il s'était livré. Si cela est vrai, je crois qu'il fit bien; il aurait été arrêté en arrivant à Strasbourg, et vraisemblablement il aurait péri sur l'échafaud. Il passait pour être ennemi de la république : je n'en sais rien; mais il était homme bien élevé, il avait un haut mérite, et sa place était enviée. Cette observation décida le conseil à couvrir cette ville. Le quartier général alla s'établir à Schiltikeim, village situé à une lieue de la ville. L'armée fut étendue sur une ligne de plus de dix lieues, depuis la rive du Rhin jusqu'en avant de Saverne, et en attendant des ordres du gouvernement, le commandement en chef fut confié au général Michaud.

Ce choix provisoire était sage; le général Michaud était un homme prudent, qui sentait tous les dangers de la position, et qui s'appliqua à la rendre le moins mauvaise possible, en présentant à l'ennemi une apparence de force qui le rendit circonspect.

M. de Wurmser commandait les armées combinées contre nous. S'il avait eu un peu de résolution il nous aurait encore battus, et il se serait peut-être rendu maître de Strasbourg. Mais il croyait avoir beaucoup d'amis en Alsace; il s'imagina que le régime des Jacobins et ses intrigues lui jetteraient dans les bras toute la province. Il se trompait; on détestait encore plus les Autrichiens que les révolutionnaires, car on était Français en Alsace. Tandis qu'il tramait d'obscures intrigues, l'armée respira, et la frontière de l'est fut sauvée.

Enfin un général en chef nous fut annoncé; mais l'étonnement fut extrême quand nous entendîmes prononcer le nom de *Pichegru*. Ce général était complètement inconnu à l'armée. Après beaucoup de renseignemens, nous apprîmes qu'il avait un commandement obscur dans le département du Haut-Rhin; qu'il sortait de l'artillerie, où il avait servi en qualité de sous-

officier; et qu'il avait été peu de temps avant chef de division au ministère de la guerre. Ce nom de *Pichegru*, qui fut bientôt après célèbre en France et dans toute l'Europe, était prononcé avec dédain, et même avec une sorte de dérision, par tous les étourdis de l'armée. Mais peu de jours suffirent pour lui conquérir l'estime générale. Je faisais encore partie de l'état-major; je le vis un des premiers. C'était un homme de trente-cinq ans, d'une taille moyenne, et qui avait de beaux yeux pleins de feu et d'intelligence, le maintien militaire, et un calme imperturbable. Il commença par rétablir l'ordre dans l'armée, et par rectifier, autant que possible, tout ce que sa position avait de défectueux. Il rendit aux troupes la conscience de leurs forces, leur parla de leurs devoirs sans phrase, et leur promit des succès sans exagération. L'hiver était dans toute sa rigueur et les obstacles multipliés, mais communs aux deux armées. Les Prussiens et les Autrichiens vivaient mal ensemble; leurs chefs se détestaient; M. de Wurmser se montrait timide et irrésolu. Il fallait donc profiter de toutes les chances que nous offraient ces dispositions pour attaquer, et parvenir à débloquer la place de Landau. Nous reçûmes bientôt des

renforts, et Saint-Just, membre du Comité de salut public, arriva brusquement à l'armée. La conduite de ce jeune homme nous révéla l'existence d'un gouvernement terrible par son énergie, lorsqu'on ne croyait avoir qu'une assemblée turbulente et sans vues. Saint-Just fit de sévères réprimandes à ses collègues, et en éloigna plusieurs. Il se fit en même temps rendre compte des causes de la perte des lignes de Weissembourg, fit arrêter plusieurs généraux et huit ou dix chefs de corps. Le sort tomba sur les pauvres gentilshommes qui n'avaient pas encore quitté l'armée. Un tribunal de sang les condamna, et ils furent fusillés à la tête de l'armée. Cette cruauté était inutile, car il n'y avait point eu de trahison, et la perte des lignes était moins due aux généraux qu'aux mauvaises mesures des commissaires de la Convention; mais Saint-Just avait lu que les Romains s'étaient quelquefois bien trouvés d'employer une sévérité cruelle pour rétablir la discipline dans leurs troupes; et cet homme, qui se croyait le génie de Sylla parce qu'il en avait la froide barbarie, vint préluder à tous les massacres dont il devait couvrir la France quelques mois plus tard. Il crut cependant établir une compensation, en frappant le

président de l'atroce tribunal qu'il venait d'employer. C'était un misérable prêtre étranger, nommé *Schneider*, qui se faisait appeler le Marat du Rhin. Depuis plusieurs mois, revêtu des titres de président du tribunal et de général de l'armée révolutionnaires, il épouvantait l'Alsace de ses cruautés et de ses débauches; il parcourait toute la province suivi de juges, vrais bandits, et de soldats-bourreaux; une guillotine, attelée comme une pièce d'artillerie légère, l'accompagnait partout; et quand il arrivait dans une ville, pas un seul habitant ne pouvait espérer d'échapper; le sexe, l'âge, la beauté, l'éclat d'un nom ou de la fortune, tout était crime aux yeux de ce brigand. De tous les hommes féroces qui se sont signalés à cette époque, Schneider fut peut-être celui qui avait le plus de ressemblance avec Néron : la vue des supplices et du sang répandu lui causait une émotion qui ressemblait à la volupté. Les traits de barbarie de ce monstre sont empreints d'une originalité qui fait frémir; et l'on voudrait les révoquer en doute, si le témoignage unanime de cent mille habitans, et les faits matériels, n'étaient pas d'irrécusables preuves. Saint-Just le fit arrêter et l'envoya dans les cachots de Paris. Il y fut condamné, non pour

ses crimes, mais comme complice de conspirations de prison, qui n'existaient pas; tant la justice était outragée dans ces temps déplorables!

CHAPITRE VIII.

Ouverture de la campagne de 1794. — Nos succès. — Légion de Condé.—Jonction de l'armée du Rhin et de l'armée de la Moselle. — Discussions. — On sépare les deux généraux. — Je retourne à Paris auprès du général d'Hilliers. — Considérations sur l'armée du Rhin.

La campagne fut ouverte au mois de décembre. La droite et la gauche de l'armée étaient commandées par les généraux Saint-Cyr et Desaix; le général Hoche, qui était à la tête de l'armée de la Moselle, seconda nos mouvemens par des attaques vigoureuses et sans cesse renouvelées. Des

succès chèrement achetés, mais brillans, nous amenèrent sur les hauteurs de Brompt; ils nous firent aimer autant que respecter notre nouveau général en chef.

C'est à cette position de Brompt qu'il y eut un engagement de cavalerie contre le corps de Condé, et qui faillit nous livrer une partie de cette troupe, avec les trois princes qui la commandaient. Le duc de Bourbon y fut blessé; mais il parvint à se sauver, par le dévouement des braves qui l'entouraient, et aussi par un de ces effets du hasard dont l'influence modifie si puissamment tous les événemens. Un chef d'escadron du 9ᵉ régiment de dragons, appelé *Dieudonné*, s'était distingué par une valeur brillante sur ces hauteurs de Brompt, pendant la retraite; les commissaires de la Convention l'envoyèrent à Paris présenter deux étendards qu'il avait pris. Il fut reçu avec éclat par l'Assemblée, et il revint à l'armée un mois après, avec le titre de général de brigade. Dans cette journée, qui faillit être si fatale aux princes de Bourbon, Dieudonné commandait deux régimens; c'était trop pour son inexpérience; il ne sut pas les développer à temps, et les princes furent sauvés. On lui en fit un crime; il fut arrêté et renvoyé à

Paris, mais cette fois comme un traître : il périt sur l'échafaud.

La journée de Brompt nous donna sur l'ennemi une supériorité que nous ne perdîmes plus. Le général Hoche faisait des progrès sur la droite de l'ennemi; il parvint à tourner sa position près de Pirmasens, et peu de jours après, débouchant des montagnes, les deux armées françaises se rencontrèrent près de Weissembourg. L'ennemi, découragé, battit en retraite, et Landau fut débloqué. La réputation de Pichegru fut dès-lors établie; la noblesse de son caractère le fut également par un trait que je ne dois pas oublier : le général Desaix était d'une extraction noble; le décret qui prononçait l'éloignement des nobles, ne lui avait pas encore été appliqué. Les commissaires de la Convention balançaient à priver l'armée d'un officier habile, d'une valeur brillante, et adoré des soldats; cependant le Comité de salut public envoya jusqu'à trois fois l'ordre à Pichegru de le destituer; il n'en fit rien, et n'en parla même à personne : Desaix ne l'apprit qu'à la fin de la campagne. Cette généreuse désobéissance conserva aux armées, pendant dix ans, un des plus grands généraux qui aient illustré la France, et

l'un des plus beaux caractères que l'on puisse offrir pour modèle.

La réunion des deux armées, après de si grands succès, fut un beau spectacle : les généraux se félicitèrent de leurs efforts mutuels. Mais bientôt la discorde éleva parmi eux des dissensions plus dangereuses que ne l'avait été l'ennemi : chacun voulait s'attribuer tous les honneurs du succès, et l'amour-propre blessé aurait peut-être ensanglanté le champ de la victoire, si le gouvernement n'eût mis les rivaux d'accord en les séparant. Pichegru fut nommé commandant de l'armée du Nord. Le général Hoche fut envoyé à celle rassemblée près de Nice; il y était à peine arrivé, qu'il y fut arrêté, et jeté dans les cachots de la conciergerie, qu'il ne quitta qu'après le 9 thermidor. Le Comité de salut public lui fit expier ainsi sa gloire, et les torts de la fierté de son caractère.

L'armée du Rhin poursuivit ses succès pendant cette année (1794). Notre position sur la *Queich* fut assurée ; les Autrichiens avaient repassé le Rhin. Nous eûmes encore avec les Prussiens quelques combats brillans, et je me rappelle qu'à la fin d'une journée qui fut à notre avantage, dans les environs de Germesheim,

nous trouvâmes sur les portes d'un village dont nous nous emparâmes, ces mots écrits au crayon : *adieu, braves Français.* Peu de temps après, le traité de Bâle fut signé, et rendit amis deux peuples qui s'estimaient. La haine commune fut réveillée à une époque plus récente; et il faudra beaucoup de temps pour la calmer.

Au mois d'octobre l'armée vint s'établir devant Mayence pour contenir l'ennemi, et l'empêcher de déboucher par ce point. Les soldats se firent des cabanes sous terre avec beaucoup d'industrie. Protégés par des fortifications de campagnes, qui couvraient ce camp d'une espèce nouvelle, ils y passèrent un des plus longs et plus rigoureux hivers dont on ait conservé le souvenir. Le but qu'on s'était proposé en prenant cette position, fut rempli, du moins pendant six mois; mais il fut payé trop cher: au mois de janvier, la moitié de l'armée languissait dans les hôpitaux. En juin, l'ennemi rentra en campagne, et, ce qu'on aurait dû prévoir, il passa le Rhin derrière nous, tourna notre position, et nous força ainsi à revenir sur le Lutter. Le général Moreau vint prendre le commandement de l'armée du Rhin. L'histoire de cette campagne est connue, je n'en parlerai pas. Je quit-

tai l'armée quelque temps avant la retraite. Le général d'Hilliers venait de sortir de prison; il était nommé chef d'état-major de la première division militaire à Paris; il m'offrit de revenir près de lui reprendre mes fonctions d'aide-de-camp. J'étais heureux à l'armée, mais je désirais vivement revoir ma famille, et je partis.

Avant de quitter l'armée du Rhin où je ne retournai plus, qu'il me soit permis de lui faire mes adieux, en lui consacrant quelques lignes. Cette armée n'était pas la première par son importance ni par ses exploits. Chargée par sa position de couvrir l'Alsace, et de défendre la partie du Palatinat qu'elle avait conquise, elle y réussit par des succès souvent disputés, mais en définitive toujours heureux; et elle rendit un grand service à la France, car l'ennemi convoitait cette partie de ses frontières, qu'il n'aurait peut-être jamais rendue. La Lorraine est le berceau de la maison impériale, et les Allemands regardent l'Alsace comme un démembrement du territoire germanique, qu'il est de leur avantage et de leur honneur de réunir à la mère-patrie; même langue, mêmes usages, même croyance, et, par-dessus tout, le désir si vif d'affaiblir la France, et de pouvoir l'attaquer

jusqu'au cœur; ce projet n'est point abandonné.

L'armée du Rhin partagea avec les autres armées de cette époque l'avantage, unique dans notre histoire, d'être commandée par des généraux et des officiers presque tous sortis de ses rangs, et instruits au milieu d'elle. A la tête des plus habiles, se placent Kléber, Desaix et Saint-Cyr. Kléber était né à Strasbourg; il avait servi dans l'armée autrichienne avant la révolution; il vint à l'armée du Rhin comme chef d'un bataillon de volontaires du Haut-Rhin. C'était un homme d'une forte et gigantesque stature, qui rappelait les héros d'Homère; sa voix était éclatante et impérieuse, son ame s'élevait et s'échauffait à la vue du danger: instruit dans toutes les parties de la science militaire, il n'était pas doué de cette audace d'exécution qui a distingué d'autres généraux; mais il joignait à toute la prudence que donne une longue expérience les ressources qu'on peut tirer d'un sang-froid imperturbable et d'un coup d'œil sûr et rapide. De tous les généraux, Kléber est peut-être celui dont les soldats ont conservé le souvenir le plus flatteur, parce qu'il les aimait comme ses enfans, qu'il s'occupait sans cesse de leurs be-

soins, et qu'il les égayait même au milieu des dangers par des mots heureux, dont la tournure originale était encore plus piquante dans l'âpre accent de la langue de son pays.

Desaix, né en Auvergne, servait déjà comme officier depuis plusieurs années dans le régiment de Bretagne. Sa taille était élevée et sa figure singulière; de beaux yeux noirs pleins de feu accompagnaient un nez attaché au haut du front; ses lèvres épaisses et habituellement séparées laissaient voir des dents d'une éclatante blancheur; ses cheveux plats et noirs comme l'ébène ombrageaient son visage fortement coloré: son maintien était embarrassé sans gaucherie, et annonçait la timidité et l'inhabitude du monde; il ressemblait assez à un sauvage de l'Orénoque qu'on aurait vêtu à la française. Mais on s'accoutumait bientôt à lui; sa voix était douce, et lorsqu'on avait pu le tirer de sa réserve habituelle, il charmait par la variété de son instruction, et par la simplicité de ses manières : il n'avait aucun des défauts d'un homme accoutumé à vivre dans les camps : je ne lui ai jamais entendu prononcer un mot grossier; une expression indécente le faisait rougir. Comme il était d'une bonté facile et inaltérable, son état-

major menait joyeuse vie, et les jolies filles du Palatinat s'arrêtaient souvent à son quartier-général; il souriait à tous les plaisirs sans les partager, mais avec l'indulgence d'un père qui ferme les yeux sur les étourderies de ses enfans. Je ne me rappelle pas l'avoir vu une seule fois vêtu de l'uniforme de son grade: il portait habituellement un habit bleu sans broderies et dont les manches étaient tellement courtes, que nous prétendions, en badinant, qu'il lui avait servi à sa première communion. Souvent il montait à cheval sans épée lorsqu'il faisait la visite des postes. Une nuit, ayant ordonné l'attaque du couvent de Marienborn, près de Mayence, que l'ennemi occupait en force, il se trouva sans armes au milieu d'une infanterie surprise, qui se défendait à la baïonnette dans les vignes. Desaix s'aperçoit qu'il n'a pas d'épée, arrache un échalas, et continue à se battre comme s'il avait avait eu l'épée de Roland dans les mains. Savary, qui était alors son aide-de-camp, se jeta devant lui assez à temps pour lui sauver la vie, en tuant un grenadier hongrois, qui allait le percer de sa baïonnette.

Je ne dois pas oublier le général Saint-Cyr, quoiqu'il vive encore et qu'il soit puissant; mais

ceci ne doit paraître qu'après ma mort. Il était arrivé à l'armée simple capitaine dans un corps franc formé à Paris pendant le terrible mois de septembre 1792 : cette troupe, composée de mauvais sujets parisiens, c'est tout dire, se vantait hautement, dans la route, qu'elle allait mettre l'armée du Rhin au *pas*, c'est-à-dire qu'ils voulaient la rendre républicaine : nous n'étions, il est vrai, ni pillards ni fanfarons. Elle commit de tels excès, que le général Custines la fit entourer par sa cavalerie, honteusement désarmer et licencier. Saint-Cyr se trouva sans emploi. Il avait visité dans sa première jeunesse, comme artiste, l'Italie et la Grèce, et il dessinait avec facilité. Un jour il était occupé, près de Mayence, à faire un croquis de la position d'OEkheim, lorsque le général Custines, dont la vue était perçante, l'aperçoit de loin, fond sur lui de toute la rapidité de son cheval, et le voyant vêtu d'un uniforme qu'il détestait, il lui demande avec colère ce qu'il fait là, et lui arrache le papier des mains; mais trouvant la position exactement tracée, il l'interroge, paraît satisfait de ses réponses, et le nomme officier de l'état-major-général. Quelques mois plus tard, un peu avant notre désastre à Weissembourg, le hasard le servit en-

core mieux. Nous avions été repoussés dans les gorges d'Annweiller; les commissaires de la Convention, ne voyant que trahison partout, ne savaient plus à qui confier le commandement des troupes : Saint-Cyr traversait la rue sous les fenêtres du quartier-général; un officier l'indiqua aux commissaires comme un homme sur lequel on pouvait compter : on le fit monter, et, après quelques questions, on lui proposa de partir avec deux mille hommes et d'attaquer l'ennemi. Son nom de famille *Gouvion* fit cependant froncer le sourcil, c'était celui d'un ami de M. de Lafayette, et ancien major-général de la garde nationale de Paris; quoiqu'il eût été tué à l'armée, ses parens n'en étaient pas moins persécutés. Saint-Cyr battit l'ennemi, lui fit plusieurs centaines de prisonniers, et reprit la position. Trois mois après il était général de division; il commanda constamment le centre de l'armée, dont on l'appelait le bouclier. Après ces généraux célèbres paraissaient avec éclat une foule de jeunes gens, qui tous ont acquis une gloire qui devrait être durable : Sainte-Suzanne, Guyot, Boursier, Bellavesne, Ferino, Haxo, Dode, Nempde, Clémencel, Fririon, d'Astrel, et vous, infortuné Laborie, si recommandable par une

fermeté d'ame que dix années d'infortune n'ont pu vaincre, et qui reçûtes la mort en souriant; vous tous, mes anciens chefs, mes chers amis, que ne puis-je environner vos noms de tout l'éclat de vos brillans faits d'armes! vous contribuâtes puissamment à sauver la France; deviez-vous penser alors qu'un jour on vous en punirait par l'oubli ou la persécution!

Avec de tels chefs amis des soldats, et que la plupart d'entre eux avaient commandés comme officiers particuliers, la discipline était exacte, mais douce; chacun aimait son métier et le savait bien : les basses jalousies, les haines et les délations étaient inconnues. Les plus âgés des généraux avaient à peine trente ans, et comme la révolution les avait trouvés dans une condition médiocre, et à cette époque de la vie où la mollesse et toutes les habitudes de la corruption sont ordinairement sans influence, tous n'aspiraient qu'à la gloire, et ne la trouvaient belle qu'environnée de dangers. J'ai souvent entendu dans le monde révoquer en doute l'habileté de nos généraux, malgré les succès constans qui ont établi leur réputation : il est impossible, dit-on, d'apprendre si bien et si vite le métier le

plus difficile, et qui exige plus que tous les autres une réunion de connaissances qu'on ne peut acquérir qu'avec beaucoup de temps, et surtout avec le secours d'une éducation spéciale, qui a manqué à la plupart des généraux de la république. On ne sait pas assez que pour se rendre célèbre dans la carrière militaire, la première des qualités est une ame forte. Ce don de la nature, dont on fait si peu de cas et d'usage dans la vie civile, est cependant si nécessaire, qu'il eût sauvé la France, il y a peu d'années, si ceux qui influaient alors sur ses destinées en eussent été pourvus; cette qualité est la plus indispensable dans l'état militaire : la nature seule peut la donner, et elle en avait doué tous nos généraux célèbres. Ensuite il n'est pas vrai qu'ils aient été mal élevés; en me bornant à ceux de la première époque de la guerre, Pichegru, Bernadotte, Jourdan, Moreau, Kléber, Desaix, Saint-Cyr, Hoche lui-même, quoique élevé à l'école des enfans des gardes-françaises, avaient tous étudié avec fruit les principes de l'art militaire. L'éducation de la plupart d'entre eux avait été aussi soignée que celle de la noblesse; il faut aussi considérer que dans toute autre profession l'élève le plus passionné ne peut

donner plus de douze heures par jour à ses études, et les distractions sont fréquentes; à l'armée tous les instans sont consacrés à la science militaire. La passion de la gloire, celle de l'ambition, les charmes du commandement, l'affranchissement des devoirs et de l'oisiveté du monde, tout porte les militaires à ne parler que de leur métier, à s'en occuper sans cesse; la variété des événemens, leur rapidité, leur multiplicité redressent le jugement pour ainsi dire à chaque heure, enrichissent la mémoire, multiplient les exemples, et accumulent les progrès. Les fautes se développent au grand jour, leur punition ne se fait pas attendre, et comme elles frappent non-seulement le coupable, mais encore tous ceux qu'il commande, et tous ceux qui l'entourent, chacun devient solidaire pour son voisin, et tout le monde a le plus grand intérêt à bien faire.

La composition des troupes contribua aussi autant que leur valeur à nos succès; l'amour de la patrie, l'horreur du joug étranger, les avaient animées sous le toit paternel depuis 1789. Au premier appel, les citoyens avaient volé à la frontière; une foule de jeunes gens bien élevés, que la passion de la gloire et une noble ambition

avaient réunis sous les drapeaux, était une pépinière d'excellens officiers particuliers. Le chant guerrier appelé la *Marseillaise*, jetait dans tous les cœurs une émotion si profonde et un enthousiasme si puissant, qu'à ses premiers accens, les troupes se précipitaient sur l'ennemi avec une impétuosité à laquelle il était impossible de résister. Au Gaisberg, près de Weissembourg, l'ennemi avait couronné le plateau de cette élévation par trente pièces de canon, qui vomissaient la mort avec une épouvantable furie; les troupes s'avançaient lentement; quand elles furent au pied de la position, le chant guerrier se fit entendre: à l'instant, et comme emportés par un tourbillon, les bataillons franchissent l'espace, la position est emportée, les batteries en notre pouvoir et l'ennemi en fuite.

Tous les dangers et tous les maux que supportèrent les armées à cette époque, doivent exciter une admiration d'autant plus vive, qu'elles n'avaient pour compensation que l'amour de la patrie et l'ivresse de la gloire. Toutes les jouissances, même les plus modestes, nous étaient inconnues. Nous étions tous sans fortune. Les soldats ne recevaient en argent qu'un écu par mois, et les officiers de tout grade seulement huit

francs. Nos traitemens nous étaient payés en assignats, et cette monnaie, déjà dépréciée en France, était sans valeur dans l'étranger. Pendant le rigoureux hiver de 1794, je partageais avec sept de mes camarades une petite chambre de paysan, dans le village de Fintheim, près de Mayence; nous n'avions qu'un seul lit, dont la jouissance était tirée au sort chaque semaine; les autres couchaient sur la paille. Les assignats suffisaient à peine pour nous procurer de mauvais vin trois fois par mois. Nous savions que notre hôte en possédait une quantité assez considérable, et l'idée de le contraindre à nous en donner sans le payer n'est pas même venue à aucun d'entre nous. Mes compagnons étaient tous de jeunes officiers du génie; trois sont devenus des généraux célèbres dans cette arme, Haxo, Dode et Nempde; les autres ont été tués.

Je me suis arrêté long-temps avec cette brave armée du Rhin; qu'on me le pardonne; je lui dois les faibles qualités qui ont embelli ma vie, et la fermeté d'ame qui a décidé de ma destinée. Quand j'y arrivai, j'étais pénétré d'enthousiasme, et j'avais la volonté de bien faire; mais je ne possédais que des idées confuses de la guerre

et j'étais sans expérience. Je n'avais pas encore vu l'ennemi, et je m'inquiétais beaucoup du maintien que j'aurais à la première action. Je me trouvai d'abord un courage bouillant qui ne me laissait pas la tête libre, mais j'eus le bonheur d'être attaché à la division du général Desaix : le calme facile et imperturbable, la douce gaieté de cet excellent homme, au milieu du feu le plus meurtrier, me firent sentir qu'il n'y a pas de véritable valeur sans toutes ces qualités. Je m'examinai sévèrement, et je fus mécontent de moi : je ne savais pas maintenir mon cheval dans la ligne du boulet, je traversais trop rapidement les troupes qui se battaient, quelquefois je prenais des détours quand je pouvais aller tout droit ; j'eus honte de tous ces manéges, et je me travaillai si bien, qu'à la fin la mitraille avait perdu le droit de m'importuner : il me fallut du temps pour arriver à ce degré de tranquillité. Combien de fois suis-je retourné sur mes pas, pour me placer au milieu du feu et parmi les tirailleurs ! quand j'y étais resté long-temps, j'étais content de moi, cela est si doux ! Cette force morale a peu servi à mon avancement, mais elle m'a rendu digne d'être l'aide-de-camp du vainqueur de l'Italie, et elle a contribué à

m'acquérir son estime; elle m'a fait aussi soutenir la prospérité avec modération, et elle m'a puissamment aidé dans mes jours d'infortune.

CHAPITRE IX.

Paris en août 1794. — Constitution de l'an III. — Révolte des sections. — Bonaparte. — 13 vendémiaire.

J'arrivai à Paris vers le milieu d'août; lorsque je quittai cette ville en 1792, le peuple alors, affranchi du joug des lois, ivre de fureur et de ses abominables triomphes, jouissant avec un orgueil insensé d'une sauvage licence, toujours menaçant, toujours oppresseur, ne connaissait

plus de bornes à sa tyrannie. Quel changement après le court espace de trois années! La disette était affreuse, la misère au comble, et ce souverain déchu osait à peine se plaindre. Ce n'était plus qu'une vile populace sans énergie, rugissant encore sous la main qui la châtiait, mais n'ayant plus même la pensée d'une révolte. Tous les matins la ville entière présentait le déplorable spectacle de milliers de femmes et d'enfans accroupis sur le pavé, à la file, aux portes des boulangers, pour y recevoir en payant un morceau de pain. Plus de la moitié de Paris ne se nourrissait que de pommes de terre. Le papier monnaie était sans valeur, l'argent sans circulation : cette situation a duré près d'une année. Un spectacle plus étrange frappait encore les yeux de l'observateur : les infortunés qui avaient gémi dans les prisons, étaient rendus à la liberté, et comme ils avaient échappé au supplice, ils jouissaient de leur bonheur avec transport; les dangers auxquels ils avaient été exposés si long-temps excitaient un grand intérêt. Mais la vanité, si ingénieuse en France, en sut tirer parti; c'était à qui prétendrait avoir le plus souffert, et comme il était de bon goût d'avoir été persécuté, une foule de gens qui

s'étaient cachés, ou avaient acheté leur tranquillité à force de bassesses, se vantaient d'avoir gémi dans les prisons. Des milliers d'innocens avaient péri sur l'échafaud; mais si l'on s'en fût rapporté aux récits de la haine et de la vanité, la moitié de Paris eût emprisonné ou massacré l'autre moitié. A cette époque, le désordre de la société était porté à son comble; les rangs avaient disparu, les richesses avaient changé de main: comme il était encore dangereux de se vanter de sa naissance et de rappeler une ancienne existence, les nouveaux enrichis voulaient donner le ton, et joignaient à tous les travers d'une mauvaise éducation tous les ridicules d'un patronage sans dignité. Une autre classe, plus recommandable, les artistes, trouva de la considération dans le besoin que beaucoup de gens éprouvaient de chercher des distractions, et même des ressources dans les arts de l'imagination. Ce goût des arts généralement répandu, acheva de jeter dans les modes, et jusque dans les mœurs de la capitale, un dévergondage inconcevable; les jeunes gens se coiffaient en victimes, les cheveux relevés sur le sommet de la tête, pour rappeler les infortunés qu'on conduisait au supplice; les femmes, au contraire, imitaient, dans

leurs vêtemens, les usages de l'ancienne Grèce. On ne croirait pas, sans l'avoir vu, que des femmes charmantes, bien élevées, et d'une naissance distinguée, portaient des pantalons couleur de chair, se couvraient les pieds de cothurnes, étaient à peine vêtues de robes de gaze transparente, et le sein découvert, les bras nus jusqu'aux épaules, se présentaient dans les lieux publics, et loin de révolter la pudeur, n'excitaient que l'admiration et les applaudissemens. Les anciens palais, les jardins particuliers, étaient transformés en asiles de plaisirs; c'était l'Élysée, c'était Paphos, Tivoli, Idalie, etc.; et partout une cohue, une étourderie turbulente, un débordement de mauvais ton, et un mépris de toutes les bienséances, qui excitaient la honte et le dégoût.

Mais entre ces deux extrêmes de la population du faubourg Saint-Marceau et de la Chaussée-d'Antin, se trouvait l'estimable bourgeoisie, et cette multitude d'hommes éclairés, amis de la patrie et de la liberté, dont l'indignation, comprimée par la terreur, se redressa avec une énergie qui amena enfin la catastrophe du 13 vendémiaire. J'ai besoin pour en développer les causes de jeter un coup d'œil sur le

gouvernement de l'Assemblée conventionnelle.

Cette assemblée s'était trouvée chargée d'un énorme fardeau. Le roi avait été précipité du trône, et la monarchie n'existait plus; elle établit la république par acclamation et sans consulter les Français; et elle fit mourir le roi, dont l'existence l'embarrassait. Bientôt elle sentit qu'elle était composée d'élémens trop hostiles pour donner à la marche des affaires une direction sûre et rapide. Elle forma donc dans son sein un gouvernement appelé Comité de salut public, chargé d'organiser l'administration générale, et de diriger tous les efforts de la France contre les ennemis du dehors; elle institua aussi un Comité de sûreté générale pour réprimer les attaques des ennemis intérieurs. Les succès des Vendéens et des étrangers poussèrent ces deux comités au-delà de toutes les idées raisonnables, et firent sentir à la Convention qu'il fallait vaincre à tout prix ou périr. La défense fut poussée avec tout l'acharnement et l'énergie qu'inspire le sentiment de la sûreté personnelle et de la vengeance. La direction savante imprimée aux armées, et suivie par elles avec un admirable courage, préserva la France du joug étranger; mais les progrès de la guerre civile, et les efforts se-

crets des royalistes, peuvent-ils servir de justification aux massacres et à l'affreuse tyrannie dont la patrie a été victime pendant si longtemps? non, les dominateurs de cette assemblée resteront à jamais chargés de toute la haine que ne cessera d'inspirer aux races futures un régime de barbarie dont l'histoire n'offre pas un second exemple. De toutes les leçons que présente l'histoire des passions humaines, il en est une surtout sur laquelle le moraliste doit insister avec force: c'est l'impossibilité où seront toujours, même les plus honnêtes gens, de s'arrêter dans la route de l'erreur, une fois que les passions les y auront entraînés. Certes, si, peu d'années avant l'époque de tant de crimes, on eût présenté à tous ces hommes, devenus si barbares, le tableau de tous ceux dont ils se sont rendus coupables, il n'en est pas un, Robespierre lui-même, qui n'eût reculé d'épouvante. On caresse d'abord les théories, l'imagination échauffée les présente sous un aspect utile et d'une exécution facile; on se met à l'œuvre, on avance, sans s'en apercevoir, d'erreurs en fautes, de fautes en crimes; bientôt l'esprit empoisonné gâte et dessèche toute sensibilité, et finit par décorer du nom

de raison d'État les plus horribles excès.
Il faut le dire aussi, beaucoup de ces hommes affreux ont trouvé leur justification, et peut-être des encouragemens, dans les éloges que les historiens de tous les temps ont prodigué aux fléaux de l'humanité; l'éloquence de la chaire elle-même n'a pu se garantir de cette funeste manie. Quel est l'écolier auquel on n'a pas fait apprendre le magnifique portrait de Cromwell, par Bossuet : *un homme s'est rencontré*, etc.? Quel est l'ambitieux qui peut balancer dans le crime, en lisant un tel éloge, par le premier des orateurs sacrés? Le cardinal de Richelieu a trouvé pour apologiste même le grave et sage auteur de l'*Esprit des Lois;* sa cruauté, ce besoin du sang et de la vengeance, sont considérés par la plupart des historiens comme des combinaisons d'un esprit supérieur, ou tout au plus comme un superbe dédain de l'humanité. La mémoire de cet homme a peut-être fait plus de mal à la France, que son génie ne lui a fait de bien. L'exécrable maxime : *les morts ne reviennent pas*, est écrite en lettres de sang dans toute son histoire; et j'ai de bonnes raisons de croire que les meneurs de la Convention l'avaient pris pour modèle. Cet affreux système de tuer ses

ennemis, au lieu de les soumettre, de régner enfin par la terreur, est commode pour les esprits médiocres et les ames étroites; mais les génies élevés ont d'autres maximes : ils savent très-bien que les supplices sont de misérables moyens de gouvernement. Henri IV fut le plus indulgent des souverains, et il ne réussit qu'en s'attirant toutes les affections; une seule fois il se laissa séduire par cette fatale et sanguinaire politique; ce fut un tort grave : la mort de Biron, quoi qu'on en dise, fut inutile à son autorité et à la génération suivante.

Les fureurs de la Convention devaient avoir un terme. Le gouvernement qu'elle avait établi dans son sein lui fit sentir cruellement sa tyrannie; la peur enfanta le désespoir : des milliers de victimes égorgées jusque sous ses yeux avaient trouvé cette assemblée insensible; elle ne sacrifia les tyrans qu'à sa sûreté; mais elle ne prévit pas que le mépris universel allait succéder à la terreur. En vain elle chassa de son sein et fit punir ceux de ses membres qui s'étaient couverts de sang; en vain elle fit rentrer ceux qui s'étaient honorés par leur courage et leur humanité; la haine et l'indignation vinrent l'assaillir de toutes parts; et telle était sa triste position,

qu'elle ne pouvait retourner au bien qu'entourée des défiances des hommes honnêtes, et à travers les clameurs et les menaces d'une populace dont elle avait complété la perversité en encourageant tous ses excès. Au mois de prairial, le faubourg Saint-Antoine vint l'assiéger et chercher des victimes jusque dans son sein; si elle ne succomba pas, on le doit à l'héroïque vertu de Boissy-d'Anglas, dont l'admirable courage subjugua la multitude. Elle prit enfin un parti sévère, le seul qui pouvait réussir : des troupes de ligne furent appelées, et Pichegru les conduisit jusque dans le faubourg. Les factieux furent désarmés et humiliés. Cette victoire, qui ne coûta pas une seule goutte de sang, nous délivra pour long-temps, j'espère, des fureurs de la populace.

Quand j'arrivai à Paris, ces événemens avaient eu lieu. La Convention alors achevait une constitution qui n'était pas bonne, mais qui donnait de l'indépendance et de la force au pouvoir exécutif, et qui conservait le système représentatif; mais on ne voulait plus rien recevoir de ses mains souillées, et, malgré tous ses efforts, elle obtint peu de suffrages. Les conventionnels n'avaient pas voulu renouveler la faute commise

par l'Assemblée constituante, qui avait abandonné son œuvre à des mains jalouses et ennemies; ils avaient rendu une loi qui portait que les deux tiers de ses membres seraient conservés dans les nouveaux conseils établis par la constitution. L'opinion publique les repoussait presque tous; aussi, les citoyens, réunis en assemblées primaires pour voter sur cette constitution et sur cette loi des deux tiers, furent bientôt publiquement exaspérés par des orateurs que le malheur et le ressentiment avaient aigris, et secrètement par des royalistes adroits. « Verrons-« nous encore siéger, pendant plusieurs années, « parmi les législateurs, chargerons-nous de nos « destinées les plus chères, des hommes qui ont « favorisé et exercé de concert la plus affreuse « tyrannie? Nous ne voulons plus d'eux, qu'ils s'é-« loignent; c'est bien assez d'accepter leur ouvrage « et de consacrer leur impunité par un généreux « oubli de tous leurs forfaits. » Ces discours passionnés, répétés dans toutes les assemblées avec véhémence, émurent les esprits; et, après avoir fait de vains efforts pour rejeter l'acte constitutionnel et la loi sur les deux tiers, les citoyens résolurent de repousser, les armes à la main, ceux qu'ils n'avaient pu parvenir à écar-

ter par leurs votes. Le général Menou commandait en chef la division militaire. Le général d'Hilliers m'associa à tous les détails de son état-major. Les troupes de ligne dont on pouvait disposer ne s'élevaient pas à cinq mille hommes. C'était assez pour maintenir la tranquillité ; mais c'était insuffisant contre une garde nationale hostile, et qui était composée de trente mille hommes bien armés. Il était alors impossible de tirer des troupes des armées : la guerre était active ; les troubles de la Vendée n'était pas calmés, la répression des brigandages des chouans exigeait beaucoup de monde. On prit donc le parti d'en imposer sur le nombre, en multipliant les mouvemens de la garnison ; c'était de faire sortir les troupes par une porte pour les faire rentrer par une autre. Ce petit manège fut bientôt connu ; l'audace des meneurs des sections s'en accrut, et l'attaque fut décidée. Le 12 vendémiaire au soir (2 octobre), plusieurs bataillons de la garde nationale avaient pris les armes ; les bataillons des Petits-Pères et des Filles-Saint-Thomas s'étaient rassemblés dans la rue Vivienne. Le général Menou les fit cerner par des troupes de ligne, et les somma de se séparer : il pouvait les y contraindre sans engager un combat ;

mais un orateur sortit des rangs, et se mit à haranguer le général avec une chaleur qu'il communiqua à ses camarades. Menou eut la faiblesse de l'écouter, et même de lui répondre; alors tout fut manqué; les bataillons restèrent; le général se retira en donnant une preuve de son indécision, et des soupçons au gouvernement sur sa fidélité. La Convention sentit qu'un tel homme pouvait tout perdre : on lui ôta le commandement pendant la nuit, et le député Barras en fut investi; elle nomma aussi une commission de salut public, à laquelle elle donna des pouvoirs étendus. Barras était un homme de résolution qui avait puissamment contribué à la chute de Robespierre, le 9 thermidor; commissaire de la Convention à l'armée du Midi, en 1793, il y avait remarqué un jeune officier d'artillerie, dont le courage et les conseils avaient eu une grande influence sur la reprise de Toulon. Ce jeune homme, destitué, après le 9 thermidor, par un de ses anciens camarades, appelé Aubry, qui siégeait à la Convention, était arrivé à Paris depuis quelques mois, sollicitant sans succès sa réintégration dans son grade de général de brigade; le dépit et le dégoût lui avaient fait solliciter, dit-on, la mission d'aller, à la tête d'une

compagnie de canonniers, chez les Turcs, pour leur enseigner les manœuvres d'artillerie ; il se disposait à partir, lorsque Barras le fit venir, le présenta au comité, qui le consulta sur la crise dont il fallait se tirer à tout prix. Les membres de ce comité n'étaient d'accord que sur un point, c'est que tout était perdu si les sections l'emportaient. La guerre civile allait étendre ses ravages sur toute la France, et les plus habiles ne pouvaient en calculer les suites; mais commencer par tirer sur le peuple leur paraissait épouvantable. Les uns voulaient faire des concessions qui auraient rendu le mal sans remède; d'autres voulaient attendre stoïquement la mort à leurs places comme de vrais Romains. L'officier d'artillerie se moqua de leurs scrupules et de leur ridicule résolution ; il leur prouva que les Parisiens n'étaient que des fous conduits par des intrigans; que le gouvernement avait pour lui la force et son bon droit; que rien n'était plus facile que de dissiper sans beaucoup d'effusion de sang des bataillons sans expérience, sans chefs habiles, et qui n'avaient pas de canons. Sa fermeté, son éloquence, le sentiment d'une grande supériorité qui se faisait sentir jusque dans sa contenance, inspirèrent la confiance, et firent

entrer la persuasion dans tous les esprits. Ce jeune homme s'appelait Bonaparte. On lui donna le commandement de l'artillerie, et on le laissa maître de toutes les dispositions de défense. Il rassembla sur-le-champ tous les officiers, s'assura de leur obéissance; il fit ensuite placer deux pièces de canon à l'entrée de la rue Saint-Nicaise, une autre en face l'église Saint-Roch, au fond de la petite rue du Dauphin, deux autres dans la rue Saint-Honoré, près la place Vendôme, enfin deux autres en face du Pont-Royal, sur le quai Voltaire; des réserves d'infanterie furent postées derrière les pièces pour les protéger, et sur la place du Carrousel; la cavalerie se rangea sur la place Louis XV. Bonaparte fit ensuite savoir aux bataillons insurgés qu'ils étaient bien libres de rester à leur poste tant qu'ils en conserveraient l'envie; mais que, s'ils dépassaient d'un pas les limites fixées, ou s'ils tiraient un seul coup de fusil, on les repousserait à coups de canon. Cette fermeté, loin d'imposer aux ennemis, leur persuada qu'on avait peur, et qu'on n'oserait pas tirer sur eux. Après beaucoup d'hésitation, et les derniers poussant les premiers, les bataillons s'ébranlèrent, et quelques coups de fusil annoncèrent l'attaque.

A l'instant, la mitraille des trois pièces de canon, portant le ravage et l'épouvante, détermina la fuite, mais si brusque, si rapide et si complète, qu'un coup de canon à boulet, tiré presque au même moment dans le prolongement de la rue Saint-Honoré, n'atteignit personne. On avait placé le général Carteaux sur le Pont-Neuf avec un bataillon d'infanterie de ligne pour couper la communication entre les deux rives de la Seine. Je fus chargé d'aller lui porter l'ordre de tenir ferme; mais il s'était déjà retiré sous le jardin de l'Infante, et les colonnes des sections débouchaient déjà sur le quai de la Monnaie, pour s'emparer du Pont-Royal et attaquer les Tuileries de ce côté. Le général qui commandait au bas du pont leur envoya l'ordre de ne pas avancer; ils n'en tinrent aucun compte, et ils reçurent en plein la décharge des deux pièces de canon, et se dispersèrent. C'en était assez pour dégoûter les citoyens; mais les plus échauffés, dont la terreur s'était calmée quand ils se crurent loin du péril, voulaient encore recommencer l'attaque; ils s'étaient emparés du Palais-Royal, et, en vrais fous, ils prétendaient pouvoir se défendre dans cette mauvaise enceinte. La nuit heureusement porte conseil; le

matin, les chefs se mirent en sûreté, et chacun rentra chez soi. La paix fut signée le lendemain, et tout rentra dans l'ordre. Je ne crois pas que la troupe de ligne ait perdu plus de quatre ou cinq hommes; du côté des sections, la perte a été considérable : les détails les plus exactement recueillis portent le nombre des morts à quarante, et à près de deux cents celui des blessés. Ce calcul ne paraîtra pas exagéré si l'on considère que les marches de l'église Saint-Roch étaient couvertes de monde, que la pièce de canon qui fut tirée dans cette direction n'était pas à plus de soixante pas, et que les bataillons de la rue Saint-Honoré remplissaient tout l'espace à une grande profondeur. Toute cette armée avait pour chef principal un général Danican, homme à peu près inconnu, même dans l'armée où il avait servi quelque temps, et qui n'est pas sorti de son obscurité, même depuis la restauration.

Le gouvernement sentit que des recherches trop sévères sur cette affaire ne contribueraient qu'à exaspérer les esprits, et qu'il devait jouir avec modération d'une victoire achetée par le sang des Français. Une commission militaire fut cependant établie pour effrayer les chefs; mais

elle acquitta tous ceux qui lui furent présentés, à l'exception d'un malheureux émigré nommé Lafont, qui s'était glissé dans Paris pour intriguer en faveur de ses maîtres, et qui s'était signalé par beaucoup d'emportement; il fut condamné à mort; cependant il aurait été sauvé, si son dévouement extrême à la cause des Bourbons ne lui eût pas fait rejeter tous les moyens dont il pouvait user pour éviter sa condamnation.

Les royalistes prétendent, depuis quelques années, que cette insurrection des Parisiens était un généreux effort en faveur des Bourbons; j'affirme que cela n'est pas vrai. J'étais placé dans une position avantageuse pour suivre le jeu des passions et des intrigues qui ont amené cette malheureuse catastrophe du 13 vendémiaire. J'étais lié avec beaucoup de gens estimables qui avaient pris parti pour les sections; je n'ai trouvé aucun penchant ni dans la multitude, ni dans la plupart des chefs, à désirer le retour des Bourbons, encore moins aucun projet de les rappeler. La mort du roi était détestée par tous les hommes sensés; mais on aimait la liberté : la haine de la Convention était portée au plus haut point, mais à cause de toutes les

horreurs dont elle avait couvert la France. Je demandais aux plus échauffés ce qu'ils voulaient mettre à la place de ce gouvernement expirant; ils me répondaient : Nous ne voulons plus de lui, nous ne voulons rien de lui; nous voulons la république et d'honnêtes gens pour gouverner. Ils n'allaient pas plus loin. Quelques insinuations furent faites, il est vrai, dans les sections, en faveur de la famille royale; mais si faibles, si détournées, qu'on y fit peu d'attention. Personne ne s'avisa de prononcer le nom de cette famille; je crois bien que si les sections l'eussent emporté, les tentatives auraient été plus directes et plus hardies, peut-être même serait-elle parvenue à rentrer; mais alors la guerre civile aurait éclaté partout, et si dix-huit ans plus tard, à l'aide de toute l'Europe, elle n'a pu se maintenir sur le trône, quel eût été son sort à une époque où la France, non encore façonnée au joug, était travaillée par toutes les habitudes et les idées républicaines, et par une énergie qui ne pouvait souffrir aucun frein!

Deux jours après le 13 vendémiaire, Barras présenta à la Convention tous les officiers-généraux et d'état-major qui avaient contribué à la sauver. Le général Bonaparte y était, mais

confondu dans la foule : au moment où Barras dans son discours prononça son nom en l'accompagnant d'éloges, ceux qui entouraient le général voulurent le faire avancer au premier rang, il les repoussa avec une humeur et une confusion qui me firent grand plaisir. Il y avait dans cette action moins de hauteur qu'un sentiment délicat des convenances; il se sentait honteux d'être loué d'une telle victoire. Il est vrai qu'il n'avait pas une prodigieuse estime pour ceux en faveur desquels il avait combattu et qui lui prodiguaient des applaudissemens.

CHAPITRE X.

Directoire.—Le général Bonaparte épouse la veuve du général Alexandre Beauharnais. — Il part pour l'Italie. — Pacification de la Vendée.—Le général d'Hilliers reçoit des lettres de service pour l'Italie, où je le suis.

La Convention se hâta de terminer sa session si orageuse, si funeste à l'humanité, mais si mémorable par la vigueur incroyable avec laquelle elle sauva la France du joug de l'étranger; elle remit les rênes de l'État aux mains du directoire. Le général Bonaparte fut nommé

commandant en chef de la première division militaire et de la ville de Paris. Une des premières mesures que prit le nouveau gouvernement fut de faire désarmer tous les citoyens de la capitale. Ils donnèrent leurs armes sans beaucoup de répugnance; l'essai qu'ils venaient d'en faire avait été trop malheureux pour qu'ils les regrettassent beaucoup. Le désarmement fut exécuté avec une grande sévérité; les armes blanches étaient même comprises dans la confiscation. La veuve du général Beauharnais allait remettre à l'un des commissaires chargés de cette opération le sabre de son époux, lorsque son fils Eugène, à peine âgé de treize ans, s'empare de l'arme, et proteste qu'on ne la lui arracherait qu'avec la vie. Le commissaire consentit à la lui laisser s'il se procurait une autorisation du général en chef. Eugène courut chez lui; l'émotion profonde dont cet enfant était pénétré, son nom, sa figure agréable, la chaleur et la naïveté de ses instances touchèrent le général; il l'embrassa, lui permit de garder son arme chérie, et désira connaître madame de Beauharnais. Elle était jeune, aimable et plus que jolie; il en devint épris, et bientôt il l'épousa. Ainsi cette union qui fut long-temps si heu-

reuse, eut pour origine un aimable trait de piété filiale.

Le général Beauharnais, en quittant l'armée du Rhin, s'était retiré sur une de ses terres située à quelques lieues de Blois; il y vivait dans une profonde retraite, gémissant sur tous les déplorables excès qui déshonoraient la liberté, regrettant amèrement la gloire qu'il ne pouvait plus partager; mais son nom avait eu trop d'éclat pour qu'il pût espérer d'échapper aux persécutions dont les membres de l'Assemblée constituante étaient les victimes. Il fut arrêté et jeté dans les prisons de Paris, peu de temps avant le 9 thermidor, et lorsque le peuple commençait enfin à retrouver de la sensibilité et de l'effroi, à la vue des supplices dont on avait assouvi ses regards depuis si long-temps. Les Jacobins imaginèrent des conspirations de prisons, pour avoir un prétexte de prolonger leurs massacres; ils avaient mêlé avec les prisonniers quelques espions, qui trouvèrent des hommes assez lâches pour racheter leur vie aux dépens d'une atroce calomnie. L'un de ces misérables, furieux d'avoir été découvert par M. de Beauharnais, dans ses infames intrigues, et inquiet de le voir se déclarer avec toute l'indignation et

toute la hauteur d'un honnête homme, le dénonça; on l'en punit en l'envoyant à l'échafaud. Il périt le 7 thermidor, deux jours avant la chute de Robespierre.

Madame de Beauharnais avait été enfermée dix-huit mois dans une des prisons de Paris; elle y était tombée gravement malade, lorsque son acte d'accusation, c'est-à-dire l'arrêt de sa mort, lui fut remis. Heureusement, un honnête et courageux médecin polonais, dont je regrette de ne pas savoir le nom, fut chargé de la soigner; il déclara que la maladie allait en faire justice, et qu'elle n'avait pas huit jours à vivre: elle fut ainsi sauvée. A sa sortie de prison, elle employa avec une bonté courageuse tous les avantages que lui donnaient son nom, son malheur, et tous les dons de son esprit aimable, pour obtenir la liberté d'une grande partie de ses compagnons d'infortune. Elle était donc aimée et respectée par tout ce que la société présentait de plus recommandable; ses précieuses qualités l'ont rendue digne de son incroyable élévation. Il me sera doux de revenir souvent à elle dans le cours de ces mémoires. Les fonctions du commandant en chef de Paris donnaient de grands pouvoirs au général Bona-

parte, et sa conduite dans la journée du 13 vendémiaire lui assurait de justes droits à la confiance du Directoire; mais bientôt le gouvernement se sentit importuné et même humilié du joug de son jeune général. En effet, il ne faisait rien qu'à sa tête, se mêlant de tout, décidant sur tout, et ne répondant qu'à ses idées; l'activité et l'étendue de son esprit, la hauteur de son caractère, ne pouvaient s'accommoder de l'obéissance en quoi que ce fût. Le Directoire voulait encore ménager les Jacobins; le général fit fermer la salle de leurs assemblées, et le gouvernement ne l'apprit qu'au moment où il allait en délibérer. Des personnes de l'ancienne noblesse paraissaient dangereuses à Paris; le Directoire voulut les en éloigner, le général les couvrit de sa protection; il fallut céder. Il prescrivait des mesures, rappelait des généraux disgraciés, repoussait avec hauteur toutes les préventions, blessait toutes les vanités, se moquait de tous les préjugés, bravait toutes les haines, appelait gaucherie la marche lente et embarrassée du gouvernement; et quand, au Directoire, on s'avisait de lui faire des représentations, il ne se fâchait pas, mais il présentait ses idées et ses projets avec une lucidité, une facilité et une

éloquence qui ne laissaient rien à répondre, et deux heures après, tout ce qu'il avait dit était exécuté. Au reste, si le Directoire était fatigué de lui, le général Bonaparte ne l'était pas moins de cette vie de Paris, qui n'offrait aucune carrière à son ambition, aucune gloire à son génie; depuis long-temps il avait formé le projet de conquérir l'Italie. Un long séjour à l'armée de Nice lui avait donné le temps nécessaire de mûrir ses desseins, d'en calculer toutes les difficultés, et d'en saisir toutes les chances; il demanda au gouvernement le commandement de cette armée, de l'argent et des troupes. Il fut nommé général en chef, on lui donna des troupes, mais avec la modique somme de cent mille écus. C'est avec si peu de ressources qu'il devait conquérir l'Italie, à la tête d'une armée qui n'était pas payée depuis six mois, et qui n'avait pas même de souliers. Mais Bonaparte avait la conscience de sa force; et embrassant un immense avenir avec ivresse, il fit ses adieux au Directoire, qui le vit partir avec un plaisir secret, heureux de se débarrasser d'un homme dont le caractère le subjuguait, et dont les vastes projets n'étaient, aux yeux de la plupart de ses membres, qu'une saillie de

jeune homme plein d'orgueil et de présomption.

Cependant le général d'Hilliers avait été destitué le lendemain du 13 vendémiaire, pour s'être exprimé avec force contre cette journée; il s'adressa au général Bonaparte qui lui fit rendre du service, et il fut envoyé comme chef d'état-major à la division de droite de l'armée de l'ouest, dont le quartier-général était à Alençon. Le feu de la guerre dans la Vendée s'éteignait par lassitude et faute d'alimens. Le passage de la Loire avait eu des suites trop funestes aux Vendéens, pour qu'ils pussent encore prolonger la lutte : leurs plus habiles chefs avaient péri. Les petits-fils d'Henri IV avaient dédaigné de paraître au milieu de ces courageux soldats, qui n'avaient point d'uniformes, qui se battaient sans ordre, et dont l'ensemble ne présentait pas l'éclat quelquefois si vain des troupes de ligne. Charette, le seul homme capable de soutenir encore son parti, avait été fusillé à Nantes par ordre du gouvernement, qui se serait honoré en lui laissant la vie. Enfin, la malheureuse tentative de Quiberon avait porté le dernier coup à l'enthousiasme et aux espérances des insurgés; des bandes éparses et agissant sans but concerté,

portaient encore le ravage dans quelques cantons. Le général Hoche, auquel on confia le commandement de tous les départemens de l'ouest, réussit en peu de temps par sa sagesse, sa modération et sa fermeté, à faire disparaître les derniers excès de la guerre civile. Il établit un système de colonnes mobiles, dont les mouvemens étaient calculés avec assez de précision pour qu'en parcourant le pays sans cesse, et dans tous les sens, elles pussent souvent se rencontrer et se prêter secours en cas d'attaque supérieure. L'ennemi, ainsi traqué, et n'ayant pas un moment de repos et de sûreté, tomba dans le découragement; et trouvant un refuge protecteur dans l'oubli du passé et dans l'acte de pacification, il prit enfin le parti de préférer à des efforts désormais sans but la certitude d'un meilleur avenir et une tranquillité qui lui assurait l'exercice de ses devoirs religieux, pour lesquels il avait pris les armes. Dans la Normandie, où j'étais, la guerre s'y faisait sans gloire, mais non pas sans dangers; les chouans, à l'abri des surprises derrière leurs haies élevées, nous ajustaient à bout portant, et nous tuaient beaucoup de monde. Pour entretenir leur caisse militaire, ils arrêtaient les voitures publiques, dépouil-

laient les voyageurs, et souvent les massacraient. Ces messieurs se persuadaient que leur titre de royalistes ennoblissait jusqu'au métier de brigand. On avait fait contre eux, peu avant notre arrivée, une battue générale et bien dirigée qui les dégoûta d'un métier qui ne leur offrait plus en perspective que le châtiment réservé aux voleurs de grand chemin. Le comte Frotté, qui commandait cette noble milice, permit à ses compagnons de s'arranger, et il se retira en Angleterre après avoir, nous dit-on, brisé son épée. Les chefs les plus marquans écrivirent donc au général Montigny, qui commandait la division, pour solliciter une entrevue. Il fut décidé qu'on se réunirait au château de Louvet, près d'Alençon. J'allai chercher ces messieurs dans un bois près du château; j'y fus conduit les yeux bandés, et après un quart d'heure de marche, je trouvai dans un fourré une douzaine de malheureux déguenillés, étendus sur le gazon, et exténués de fatigue et de misère; quelques-uns se faisaient remarquer par un caractère de fierté et de hauteur qu'ils ne démentirent pas dans le cours de la conférence. Leur soumission fut entière; plusieurs dûrent s'éloigner du théâtre de leurs exploits, et d'autres prirent parti dans les

troupes de la république. Le traité signé, nous passâmes tous dans une salle voisine où un splendide déjeuner avait été préparé; nous étions vingt personnes debout autour de cette table, nous regardant en silence. Le général Montigny les engagea à s'asseoir; un mouvement de tête qui n'était pas équivoque fut la seule réponse. Tout le monde sortit en échangeant gravement de froides politesses; on remonta à cheval, et l'on se sépara.

Une des clauses du traité portait la restitution aux chefs de leurs biens non vendus; ceux de l'armée de la Vendée l'avaient déjà obtenue. C'était non-seulement le prix de leur valeur et de leurs efforts, mais encore de leurs sentimens français, qui leur avaient fait préférer tous les dangers de la guerre civile, à la honte de servir sous des drapeaux étrangers. Maintenant que les émigrés sont heureux, du moins par le rang et la confiance que le souverain leur accorde, on doit s'expliquer librement sur leur conduite. Le premier mouvement qui détermina leur fuite ne peut être blâmé; mais peut-on excuser la honteuse résolution d'aller se mettre à la solde des ennemis de leur patrie? La révolution était une querelle de famille dont il fallait à tout prix

écarter l'étranger. Que pouvait-on attendre des Autrichiens, des Prussiens et des Anglais, si ce n'est l'asservissement de la France, son démembrement et sa honte? Les Vendéens combattaient aussi pour le maintien de la religion et de la monarchie; mais, loin de se livrer à l'ennemi extérieur, ils ne permirent jamais que les troupes anglaises vinssent à leur secours. Ils n'avaient point oublié que Henri IV avait été forcé de prendre les *reîtres* à sa solde; sa grande ame aurait été révoltée de se mettre aux gages des Allemands. La cause des Vendéens, ainsi défendue, était respectable. Ils ne pouvaient l'emporter sans doute contre la ferme volonté de toute une nation qui voulait la liberté, et qui ne pouvait alors l'obtenir sous le gouvernement des Bourbons; mais du moins ils étaient Français; et les troupes qui les ont combattus éprouvèrent un sentiment de fierté, à l'aspect de paysans français qui leur ont opposé un courage et une constance plus grands que ne le firent tous les rois de l'Europe réunis.

Cette guerre de chouans ne plaisait pas au général d'Hilliers plus qu'à moi. Il n'avait pas attendu la pacification pour solliciter du général Bonaparte l'honneur de servir sous ses

ordres. Les lettres de service ne se firent pas attendre. M. d'Hilliers se rendit en poste en Italie; je fus obligé de faire la route à cheval et par étapes. Le nom de Bonaparte retentissait partout sur mon passage; chaque jour apportait la nouvelle d'une victoire. Ses lettres au gouvernement, ses proclamations d'un style si élevé et d'une éloquence si remarquable, échauffaient toutes les têtes. La France entière partageait l'enthousiasme de l'armée pour tant de gloire et pour des triomphes si brillans et si multipliés. Les noms de Montenotte, de Millesimo, de Lodi, Milan, Castiglione, étaient répétés avec un noble orgueil, avec ceux de Jemmapes de Fleurus et de Valmy.

CHAPITRE XI.

Mon arrivée à Milan. — Je suis nommé aide-de-camp du général en chef. — L'armée se met en marche sur Vienne. — Batailles de Rivoli, de la Corona, etc., etc.

Quand j'arrivai à Milan, la victoire de Castiglione venait d'être remportée; M. de Wurmser, battu, fuyait sur Mantoue, et allait être forcé de chercher un refuge derrière ses murailles, lui qui était venu pour en faire lever le siège. J'étais persuadé que le général d'Hilliers était employé à l'armée active; et je caressais en route les plus brillantes illusions de gloire et d'avan-

cement. Quelle fut ma consternation de le trouver gouverneur de la Lombardie! Il fallait encore m'enterrer dans les paperasses d'un état-major, condamné à faire distribuer les bulletins de nos victoires, m'occuper de mille détails de bureau, si fastidieux pour un militaire, et finir pas n'oser même avouer que j'avais été à l'armée d'Italie, puisque je n'en n'aurais partagé ni les dangers ni les triomphes. Je n'avais d'ailleurs pour fortune que mon épée, et pouvais-je espérer de l'avancement si je ne l'avais pas mérité? Ces pensées m'affligèrent profondément, et me firent prendre le parti de solliciter le commandement d'une compagnie d'infanterie dans une demi-brigade d'avant-garde. Le général d'Hilliers voulut en vain me détourner de ce projet; forcé cependant de céder à mes instances, il allait m'expédier mon ordre de départ, lorsque la nouvelle de la victoire d'Arcole parvint à Milan. Deux aides-de-camp du général en chef y avaient péri : Muiron, officier d'artillerie, pour lequel il avait une vive amitié, et que de belles qualités en rendaient digne, et le jeune Elliot, neveu du général Clarke. M. d'Hilliers parla de moi au général Bonaparte avec beaucoup de chaleur, et il obtint que je remplacerais Muiron.

Cette faveur de la fortune me causa d'abord un mouvement de joie, mais il fut bientôt troublé par la crainte d'être jugé sévèrement par un si grand appréciateur du mérite. Cette inquiétude fut assez vive pour me faire regretter que la démarche du général d'Hilliers eût été couronnée du succès. Je me présentai chez le général en chef, qui habitait alors le palais Serbelloni. Il donnait audience; le salon était rempli d'officiers de tout grade et de hauts fonctionnaires du pays. Son air était affable, mais son regard était si ferme et si fixe, que je me sentis pâlir quand il m'adressa la parole. Je balbutiai mon nom et quelques mots de remerciemens, qu'il écouta en silence, et les yeux attachés sur moi avec une expression sévère qui acheva de me déconcerter. Enfin il me dit: « Revenez à six heures et prenez « l'écharpe: » Cette écharpe qui distinguait les aides-de-camp du général en chef, était de soie blanche et rouge et se portait au bras gauche.

Lorsque je revins au palais à l'heure fixée, l'officier de garde me fit entrer dans le salon des aides-de-camp. Nouvel embarras; je n'en connaissais aucun; mon écharpe leur apprenait que j'étais un nouveau camarade; mais aucun d'eux ne vint à moi: ils se communiquaient leurs ob-

servations, dirigeant sur ma personne des regards qui ne me paraissaient pas très-bienveillans; lorsque Marmont entra, et m'apercevant, il me prit la main et dit: « Voici un nouveau camarade « dont nous ferons bientôt un ami. — Au champ de bataille mon maintien sera moins embarrassé qu'ici, leur dis-je timidement. » Peu de jours suffirent pour établir entre nous une amitié qui ne s'est jamais démentie.

Les aides-de-camp du général en chef étaient alors au nombre de huit; Murat, qui venait d'être nommé général de brigade, ne comptait plus parmi eux. Le premier était le colonel Junot, depuis duc d'Abrantès. Il était né en Bourgogne, et s'était engagé comme simple soldat dans une compagnie de canonniers volontaires de son département. Au siège de Toulon, il se fit admirer par un trait d'intrépidité qui s'est peu renouvelé depuis. La fameuse redoute dite *des Sans-Culottes*, que défendaient les Anglais, était battue depuis plusieurs heures, mais ses feux nous faisaient beaucoup de mal. Le général Bonaparte ordonne à un bataillon de l'enlever à l'assaut. Junot, quoiqu'il ne fit pas partie de ce bataillon, s'élance le premier dans le fossé, gravit l'escarpe, se précipite dans la redoute à

travers une embrasure, y tue deux canonniers sur leurs pièces, et donne ainsi le temps à ses camarades de le joindre; la redoute fut emportée aux cris de: Vive la république! Le général Bonaparte le nomma sergent, et comme il avait une écriture nette et rapide, il s'en servit comme secrétaire pendant toute cette campagne. Quand je le vis pour la première fois, il était colonel et venait d'être blessé à la bataille de Castiglione. Junot joignait à une brillante valeur beaucoup d'esprit naturel. Après avoir fait la guerre pendant vingt ans et parcouru tous les grades, sa vie fut terminée d'une manière déplorable. Le froid qu'il éprouva dans la campagne de Russie jeta du désordre dans ses facultés mentales. L'infortuné vint mourir près de son père. La raison lui revint à ses derniers momens, il se retrouva dans la modeste chambre où il avait passé son enfance, et il sut apprécier à sa juste valeur le rêve brillant de la gloire et de la fortune.

Marmont, colonel d'artillerie, était aussi né en Bourgogne, d'une famille ancienne et considérée dans sa province. Entré fort jeune dans l'artillerie, son éducation avait été très-soignée; le trait principal de son caractère était alors une

passion effrénée de la gloire et une ambition sans bornes, et, pour son général, un attachement qui s'élevait jusqu'à l'enthousiasme. Duroc était le troisième aide-de-camp : moins brillant que les deux premiers, il avait plus de solidité dans l'esprit, et le caractère d'une ténacité remarquable; officier d'artillerie en 1789, il avait émigré, mais il était rentré promptement. Le général en chef l'aimait beaucoup; Duroc était reconnaissant, et je crois que sa fidélité aurait supporté noblement la périlleuse épreuve de la révolution de 1814. Le quatrième aide-de-camp était Le Marrois, jeune homme à peine âgé de dix-sept ans, et qui était déjà couvert de blessures. Venait ensuite Sulkowski, d'une valeur chevaleresque, passionné pour les aventures, d'un esprit romanesque et inquiet, plein d'instruction, parlant toutes les langues de l'Europe, un véritable Polonais. Il était à peine sorti de l'enfance, qu'il combattait pour la liberté de sa patrie : blessé au siège de Varsovie et forcé de fuir, il vint en France. Bientôt il fut envoyé à Constantinople, auprès de M. Descorches, notre ambassadeur. Le Comité de salut public désirait avoir un agent dans l'Inde, Sulkowski se chargea de cette mission; il était déjà arrivé au-delà d'Alep, quand les An-

glais le dépistèrent, et le firent piller par les Arabes pour connaître ses instructions. Échappé de leurs mains, il revint à Paris; il y obtint des lettres de service pour l'armée d'Italie. Il servait devant Mantoue lorsqu'un rapport de lui au chef de l'état-major-général tomba sous les yeux du général en chef; le lendemain, il était son aide-de-camp. Enfin, nous avions aussi pour camarade Louis Bonaparte, qui avait à peine seize ans, et que son frère n'épargnait pas plus que nous pour les missions les plus périlleuses. Il les remplissait, au reste, avec un plaisir qui annonçait qu'il savait supporter noblement son nom. Il fallait remplacer Elliot; le général en chef prit *Croisier*, brave et habile officier de cavalerie.

Tels étaient mes nouveaux camarades, avec lesquels je fis connaissance en attendant le général en chef. Il arriva vers sept heures, et l'on se mit à table. Il m'ordonna de me placer à côté de lui: tous les convives partagèrent mon étonnement de cette faveur insigne; mais je ne fus pas long-temps incertain sur les motifs qui me l'avaient attirée; le général voulait savoir à quoi s'en tenir sur la nouvelle acquisition qu'il venait de faire si légèrement. Les questions commencèrent avec le premier service, et ne se ter-

minèrent qu'en sortant de table, c'est-à-dire qu'elles durèrent trois quarts d'heure.—Où avez-vous servi ? A quelle armée, à quelle époque avez-vous commencé la guerre? Sous quels généraux avez-vous combattu? Quelle était la force de l'armée du Rhin? Quelle position avait-elle devant Mayence? Pourquoi n'est-on pas allé à son secours? Comment a-t-on perdu les lignes de la *Lutter?* Comment a-t-on débloqué *Landau?* Quels généraux ont le plus de réputation à l'armée du Rhin? Quelle était la force de l'ennemi au 13 octobre, et lors de la reprise des lignes? — Il écoutait avec attention chaque réponse; et il leur donnait une rédaction précise quand elles étaient trop longues. Je m'aperçus bientôt, à ses courtes remarques, que l'histoire de l'armée du Rhin lui était parfaitement connue; la distance et la position des lieux, l'habileté des généraux, leur système, leurs fautes, tout lui était familier. En sortant de table, il ne me parla plus; je craignis qu'il ne fût mécontent de mes réponses; cependant je me consolai en pensant que l'épreuve du champ de bataille me serait moins défavorable. . . . . . .

Nous restâmes à Milan environ quinze jours, attendant que l'ennemi descendît encore du

Tyrol, pour faire un nouvel effort sur Mantoue. Le général en chef était alors dans toute l'ivresse de son mariage : madame Bonaparte était charmante, et tous les soucis du commandement, tous les soins du gouvernement de l'Italie, n'empêchaient pas son mari de se livrer avec abandon à tout son bonheur intérieur. C'est pendant ce court séjour à Milan que le jeune peintre Gros, depuis si célèbre, fit le premier portrait qu'on ait du général : il le représenta sur le pont de Lodi, au moment où, armé d'un drapeau, il s'élance en avant pour décider les troupes. Le peintre ne pouvait obtenir un moment d'audience; madame Bonaparte le prenait sur ses genoux, après le déjeûner, et le fixait pendant quelques minutes. J'ai assisté à trois de ces séances; l'âge des époux, la modestie du peintre, et son enthousiasme pour le héros, excusaient cette privauté. Ce portrait était alors d'une étonnante ressemblance : quelques copies en ont été faites; mais l'original est entre les mains de la reine de Hollande, madame la duchesse de Saint-Leu.

Nous partîmes pour Vérone. Le lendemain de notre arrivée, je reçus l'ordre d'aller reconnaître l'ennemi établi sur les bords de l'Adige,

en face de Roveredo. Mes instructions me prescrivaient de lui faire faire quelques démonstrations, mais de ne point engager d'action; je devais rapporter une note exacte de tous les points qu'il occupait dans la vallée, avec des détails (et le général les aimait beaucoup) sur les positions respectives des deux avant-gardes. On mit à ma disposition quelques troupes, et je sus, quelques jours après, qu'un ordre secret avait été donné à l'un des généraux d'avant-garde de me suivre dans tous mes mouvemens, et de rectifier mes étourderies. Cette reconnaissance était bien peu de chose : je m'en acquittai sans trop de gaucherie; et si le général en chef ne loua ni ma conduite, ni mon rapport, du moins je ne reçus pas de reproches.

L'ennemi ne tarda pas à revenir en force. Le général Bonaparte avait prévu le côté par lequel il serait attaqué, puisque le but principal des Autrichiens ne pouvait être que le déblocus de Mantoue; il avait porté la masse de ses forces le long de l'Adige, à Rivoli et à la Corona : il savait que l'archiduc Charles s'obstinait à la prise de Kehl; que cette bicoque, devenue formidable, moins encore par les fortifications que par le général Desaix qui la défendait, coûterait au

prince beaucoup d'hommes et beaucoup de temps. La diversion de l'ennemi sur Porto-Legnago et sur Saint-Georges fut sans effet; il vint se faire battre par la division Masséna, à Rivoli, sous la direction du général Bonaparte. Cette bataille eut des suites incalculables pour l'armée d'Italie: le Tyrol nous fut ouvert; Mantoue ouvrit ses portes, et le général en chef eut le temps de s'expliquer avec le pape à Tolentino. Peu de temps avant cette bataille de Rivoli, le général Brune était arrivé à l'armée, envoyé par le Directoire. L'apparition de ce général fut signalée par un accueil flatteur qui nous étonna : son nom était complètement inconnu; le bruit courait qu'il venait faire sa première campagne; et nous étions curieux de juger jusqu'à quel point il allait mériter les distinctions que le général Bonaparte lui avait accordées, lui qui était assez peu prodigue d'éloges et si habile appréciateur du mérite; le général Brune les justifia. Je n'étais point à Rivoli, j'avais été envoyé à Saint-Georges; mais j'appris le lendemain, par Sulkowski, que Brune s'était battu à la Corona avec une grande intelligence et une rare bravoure. Cet officier-général avait acquis une réputation singulière comme républicain. En 1791, à l'époque à laquelle la mo-

narchie expirante luttait contre l'ennemi qui bientôt l'écrasa, Brune était un des chefs du club des Cordeliers, et commanda, dit-on, le mouvement qui eut lieu au Champ-de-Mars, et que le maire Bailly dispersa en proclamant la loi martiale. Il fut arrêté, mis en prison, et le bruit courut que les partisans de la cour avaient voulu s'en défaire par des moyens odieux. Au commencement de la guerre, Brune fut employé d'une manière assez obscure; et soit que le Directoire craignît un homme d'une audace peu commune, soit que lui-même ait senti que son courage serait mieux employé à l'armée, il obtint des lettres de service pour celle d'Italie. Le général Bonaparte, qui prévoyait qu'un jour il aurait beaucoup de démêlés avec le parti jacobin, fit honneur au général Brune d'une partie du succès de la bataille de Rivoli; et, soit qu'il eût découvert en lui des talens qu'il a, au reste, fait briller avec éclat dans quelques circonstances, soit qu'il voulût s'attacher un des chefs du parti qui comptait parmi ses membres des hommes de mérite, et remarquables par une grande énergie, il le nomma général de division, et, peu d'années après, commandant en chef de cette armée dont il avait été un des généraux

les moins illustres. La poursuite de l'ennemi et la conquête du Tyrol furent confiées au général Joubert, jeune homme qui avait fait ses premières armes à l'armée des Pyrénées, et que le général en chef éleva, en peu de temps, du grade de simple colonel à celui de général de division. Son mérite était si éclatant, que ses camarades, plus anciens que lui, ne se plaignirent point d'une préférence dont il s'était rendu digne par une audace, des talens et une sagesse à la guerre, à laquelle Masséna lui-même rendait une haute justice. Je fus chargé d'accompagner Joubert jusqu'à Trente, dont il s'empara cinq jours après avoir commencé l'attaque de l'ennemi.

Pendant que les Autrichiens faisaient un effort si malheureux pour délivrer Mantoue et chasser les Français de l'Italie, le pape, poussé par eux, et mécontent d'avoir perdu les trois légations, leva quelques troupes à la hâte, et résolut d'entrer dans cette lutte formidable. Le temps où les pontifes influaient si puissamment sur les destinées de l'Italie, était passé depuis long-temps; Pie VI, pontife fastueux, n'avait aucune des pernicieuses qualités de Jules II. Le général en chef marcha contre lui avec une seule division; son

aide-de-camp Junot fut chargé de tenir tête à ce nouvel ennemi; il le rencontra près de Faenza. Il y eut quelques coups de canons de tirés, mais tout ce qu'il trouva sur son chemin mit bas les armes avec une docilité telle, que le pape n'eut rien de mieux à faire que d'expédier en hate trois cardinaux pour signer un traité qui lui donna de longs repentirs sur sa levée des boucliers.

Par ce traité, la cession des trois légations fut confirmée, et le pape fut obligé de payer 15 millions pour sa périlleuse entreprise, et de livrer les plus précieux chefs-d'œuvre de l'antiquité, qui ornaient sa capitale et ses provinces. Cet épisode de la guerre fut très-court. L'archiduc Charles, après s'être enfin rendu maître de Kelh, marchait sur nous en toute hâte, pour aider le général..... à délivrer Mantoue et le Saint-Père. Il arriva trop tard. La ville avait livré ses portes et le pape ses trésors. Un certain nombre d'émigrés étaient renfermés dans cette place: les lois contre eux étaient loin d'être abrogées. Le général en chef ordonna au général Serrurier, chargé du siège, de les laisser passer sans les inquiéter; je ne sais s'ils sont restés reconnaissans de cet acte de générosité.

Le général en chef, prévoyant que sa nouvelle campagne allait lui coûter de grands efforts, avait demandé au gouvernement un renfort de troupes. Il ne pouvait pas toujours combattre dans la Lombardie épuisée; mais, sa ligne d'opérations bien appuyée sur Mantoue, il voulait aller à son tour chercher l'ennemi, lier ses opérations avec les armées du Rhin, et le dégoûter d'une guerre qui n'avait plus de but raisonnable, et que des passions haineuses entretenaient. C'était à qui en France solliciterait l'honneur de servir sous les ordres du général Bonaparte. Bernadotte obtint la préférence, et son corps d'armée arriva sur les bords de la Piave la veille du passage de cette rivière. Je fus chargé d'aller le complimenter, et de lui chercher un gué pour la traverser. Les formes de la plus élégante politesse distinguaient le général et son état-major. Ils me parurent enchantés de faire partie de l'armée, et surtout de servir sous les ordres du héros d'Italie. L'entrevue eut lieu le lendemain; il y régna une cordialité et une franchise qui produisirent un beau mouvement parmi les troupes présentes à ce spectacle.

Les premières attaques de l'armée française furent faites avec une telle impétuosité que l'en-

nemi sentit qu'il ne pouvait résister, et qu'il lui fallait choisir un autre terrain. Il recula jusqu'au Tagliamento, dont il se décida enfin à défendre le passage. Le général Bonaparte prépara tous les honneurs de cette journée à Bernadotte. Un corps de six mille grenadiers fut mis sous ses ordres. On lui donna le commandement du centre, où l'ennemi avait le plus de forces à nous opposer. Bernadotte passa les nombreux rameaux de la rivière à leur tête, aux cris de: Vive la république! et sous le feu le plus meurtrier; mais Masséna, qui commandait la gauche, avait mis dans ses attaques une telle vigueur, que l'ennemi devant nous ne se battit que pour gagner la fin de la journée, et ne pas être trop inquiété dans sa retraite.

Le succès de cette journée fit sentir au général en chef que l'archiduc reculait pour l'attendre au-delà des plaines de la Styrie, et qu'à mesure qu'il se rapprocherait de Vienne, les forces deviendraient plus égales, et la résistance plus opiniâtre. Bonaparte se décida donc à rappeler à lui la division Joubert qui était à Brixen; il laissait la Lombardie à peu près ouverte aux ennemis, qui ne manqueraient pas de l'attaquer; mais il était bien sûr qu'une fois les Autrichiens vain-

cus et forcés à la paix, il lui en coûterait peu pour reprendre sa conquête et rétablir l'ordre partout.

CHAPITRE XII.

Ma mission dans le Tyrol.—Ses dangers.—Préliminaires de Léoben.—Venise est cédée à l'Autriche.

Je fus chargé d'aller chercher le général Joubert, et l'on me confia deux compagnies de grenadiers de la 69e et quelques piquets de cavalerie. Le général Zayonjeck, Polonais nouvellement arrivé à l'armée, reçut l'ordre de m'appuyer avec quelques escadrons de dragons. J'arrivai jusqu'à Lienz sans obstacle; mais là des renseignemens

certains me convainquirent que je ne pouvais pas, sans perdre jusqu'au dernier homme, pénétrer où étaient nos premières troupes, commandées par le général Belliard. Je voulais cependant mettre à fin l'entreprise, et ce que je ne pouvais faire avec ma troupe, je pris la résolution de le tenter de ma personne. Je la laissai à Lienz, sous les ordres d'un bon capitaine; je pris avec moi un lieutenant nommé Acyorte, brave et d'un caractère décidé; nous nous jetâmes dans une calèche, bien enveloppés de nos manteaux, espérant traverser cette partie du Tyrol en la qualité de marchands italiens. Nous parcourûmes quelques postes sans être inquiétés. Déjà nous avions atteint les premières maisons de *Mülbach*, au commencement de la nuit, lorsque notre voiture fut arrêtée par le curé du lieu, qui me dit en latin : « N'entrez pas; sauvez-vous « dans les montagnes, ou vous êtes perdus; car « vous êtes attendus, et personne ne pourra vous « sauver. » Depuis ma sortie du collège, j'avais fort négligé la langue latine; je comprenais peu le curé, je lui faisais répéter son discours, lorsque des cris furieux, et la fuite de l'honnête ecclésiastique, nous avertirent qu'il n'y avait pas une minute à perdre. Sauter à bas de la voiture, fuir

à travers les montagnes, furent l'affaire d'un instant. Cachés tous deux dans un fossé, et enfoncés dans la neige jusqu'au cou, nous entendîmes passer les Tyroliens, et les coups de fusil se succédaient rapidement. La poursuite fut longue et pénible pour nous. Enfin nous nous hasardâmes à changer de position. Nous nous enfonçâmes dans la montagne, et le grenier d'une chaumière nous servit d'asile pendant le reste de la nuit. A la pointe du jour il fallut prendre un parti. Aller en avant devenait impossible; nous nous décidâmes à retourner à *Lienz* à pied, en évitant soigneusement les habitations. Nous y réussîmes pendant quelques lieues; mais après de vaines tentatives pour tourner un village, nous fûmes forcés de le traverser : les paysans étaient réunis dans l'église, dont les portes étaient ouvertes; de vieilles femmes crièrent après nous, et bientôt une douzaine de paysans les plus agiles nous atteignirent. Il fallut céder au nombre. Nous ne savions pas assez d'allemand pour nous faire comprendre par des gens qui d'ailleurs le parlaient fort mal, et ils se décidèrent à nous reconduire à Mülbach. La population entière de la ville et des environs s'y était rassemblée. On nous fit entrer à l'hôtel-de-ville, situé sur la place. Les

têtes étaient fort échauffées, et je m'aperçus, à la terreur peinte sur les visages de municipaux, que notre position devenait dangereuse. Plusieurs de ces brutaux nous entraînaient déjà, lorsque, après m'être dégagé brusquement de leurs mains, je demandai avec chaleur à être entendu; mais l'embarras de m'expliquer se renouvelait. Je m'assis, je pris une plume, et j'écrivis en italien que j'étais aide-de-camp du général en chef Bonaparte, que j'allais porter au général Joubert la nouvelle de la signature d'un armistice conclu avec l'archiduc Charles; qu'on était bien maître de nous assassiner, mais qu'alors, ma mission n'étant pas remplie, la guerre continuerait dans le Tyrol, et que notre mort serait vengée sur les habitans. Cette nouvelle, proclamée du haut du balcon et répétée dans la foule, parvint à la calmer; je demandai à continuer ma route, mais les cris recommencèrent. On me permit seulement de retourner à Lienz : nous y fûmes reconduits par un gentilhomme et un ecclésiastique respectés des paysans. Je leur donnai, en arrivant, une déclaration qui constatait leur généreuse conduite, et j'espère pouvoir un jour consigner leurs noms, et les recommander à l'estime des amis de l'humanité.

A peine étais-je arrivé à Lienz que j'appris que j'allais être attaqué par les Tyroliens, qui s'étaient rassemblés dans la montagne. Les dispositions des habitans de la ville étaient peu pacifiques; mais j'espérais leur imposer par ma fermeté. Mon intention ne pouvait être d'engager un combat sans but; je désirais cependant emmener avec moi une cinquantaine de Français blessés, que j'avais trouvés à l'hopital, et qui, prisonniers des Autrichiens, avaient été abandonnés par eux dans leur retraite. Au moment où je m'occupais des dispositions de transport pour ces malheureux, on vint m'annoncer qu'un des postes placés à la porte de la ville venait d'être égorgé par les Tyroliens, et qu'ils avançaient sur nous. Je retournai à mon auberge pour monter à cheval; mais comme j'en sortais, une douzaine de ces insurgés, embusqués à trente pas, firent sur moi une décharge qui tua mon cheval, ceux que mon domestique tenait en main, et m'atteignit au ventre par une forte contusion. J'eus le temps de me dégager, et de me réunir à la troupe: résister dans la ville était une folie; nous en sortîmes, mais à travers une grêle de balles tirées des fenêtres. Les Tyroliens nous attendaient à la porte; il fallut les repousser à la

baïonnette, et nous fûmes obligés de nous battre tout en nous retirant jusqu'à Spital, éloigné de plusieurs lieues. J'y trouvai le général Zayonjeck, qui enfin avait pu passer, et qui se préparait à venir me joindre. Cette petite échauffourée de Lienz coûta cependant vingt-cinq hommes tués ou blessés et trois officiers distingués. Cette perte me causa un profond chagrin, et quoique j'eusse fait tout ce que la prudence exigeait, je n'en étais pas moins inquiet de l'impression qu'elle ferait sur le général en chef. Mon rapport m'avait précédé : je fus bien reçu, quoiqu'il me blamât de m'être hasardé seul, et sans espérance d'être secouru.

Cependant l'ordre dont j'étais porteur avait été également confié à un officier qui partit de Trente, et qui fut plus heureux que moi : il arriva. Le général Joubert se hâta de venir joindre le général en chef avec tout son corps d'armée ; mais l'armistice venait d'être signé.

Le général Bonaparte, après le succès de Neumark, avait écrit à l'archiduc pour lui proposer la paix. Le cabinet de Vienne, fatigué d'une lutte si malheureuse et si prolongée, craignant surtout que la perte d'une bataille n'amenât l'ennemi jusqu'aux portes de la capitale, saisit avec

empressement le seul moyen qui pût arrêter les Français dans leur course victorieuse. L'armistice fut signé le 7 à Judenbourg, et le 18 octobre le traité préliminaire, par MM. de Gallo et Meerfeld, du côté des Autrichiens ; et du côté de la France, par le général Bonaparte et M. Clarke.

La fin des hostilités et l'espérance d'une paix prochaine et durable furent reçues par les nations belligérantes avec un enthousiasme d'autant plus vif que, depuis plusieurs années, la guerre n'avait plus pour but, ni la sûreté des peuples, ni la dignité des souverains. Le gouvernement de la république française était reconnu par une partie de l'Europe, et la conquête de l'Italie autrichienne était consommée par vingt victoires. L'empereur ne pouvait pas espérer que l'archiduc Charles, quelques talens qu'il eût développés dans la campagne d'Allemagne, pût venir à bout de vaincre l'armée d'Italie, avec des troupes découragées par tant de défaites, et dont le moral était affecté chaque jour davantage par un système de retraite, dans lequel elle voyait plutôt son infériorité que le plan secret de son chef, qui avait pour but d'attirer l'ennemi loin de l'Italie, d'où il tirait toutes ses ressources.

Cette marche de Bonaparte à travers les Etats héréditaires, s'obstinant à poursuivre un ennemi qui reculait sans cesse, a été fort critiquée à cette époque, où l'éclat de sa gloire lui avait attiré beaucoup d'envieux. On a dit que si le prince Charles avait repoussé l'armistice, Bonaparte se trouvait alors forcé de le suivre jusqu'aux rives du Danube; et que là, les chances de succès auraient été toutes en faveur des Autrichiens; qu'un premier échec, dans cette position, devenait le présage certain d'une défaite; qu'alors il ne lui restait aucun moyen de retraite, aucunes ressources pour éviter sa ruine complète. On ne mettait pas en doute que l'Italie n'eût été perdue, puisque le général Laudon était entré en Lombardie par le Tyrol, et que l'insurrection des Etats vénitiens avait jeté le désordre dans les troupes, et la consternation parmi les partisans des Français. Si toutes ces assertions étaient fondées, il faudrait reconnaître que le général Bonaparte a, non seulement manqué de prudence dans cette campagne, mais que par une vanité qui exclut tout bon sens, il a voulu livrer à toutes les chances du hasard son armée, sa gloire et l'Italie, pour satisfaire sa frivole ambition de vaincre le prince

Charles, et de se rendre maître de la capitale de l'empire d'Autriche. Mais il n'en fut pas ainsi: d'abord la nécessité de repousser l'archiduc était urgente et commandée, puisque ce prince était venu chercher Bonaparte jusque sur la Piave. Mais en le poursuivant jusqu'au-delà des Alpes Juliennes, le général français prit toutes les précautions qu'exigeaient l'art de la guerre et la prudence la plus consommée. La gauche de son armée s'était rendue maîtresse de la vallée de l'Adige et de celle de la Drave, sur les parties du Tyrol dont il avait besoin d'être le maître, pour assurer ses opérations. Quand il vit que la retraite de l'archiduc le forçait, pour l'atteindre, à s'enfoncer dans la Styrie, il rappela le général Joubert près de lui, et se renforça ainsi de vingt-deux mille hommes. Cette augmentation de troupes lui donnait une supériorité numérique que les Autrichiens n'auraient pu égaler, même sous les murs de Vienne, car toutes les forces de la monarchie étaient déjà épuisées; et les campagnes d'Austerlitz et de Wagram ont assez prouvé que les habitans de Vienne, et même tous ceux des Etats héréditaires, à l'exception des Tyroliens, n'étaient pas faciles à soulever, et qu'ils seraient restés spectateurs pacifiques d'une lutte

dont le but était sans avantage pour eux. Quant à la perte de l'Italie, elle était sans vraisemblance: le petit corps commandé par M. de Laudon, pouvait sans doute causer beaucoup de désordres dans les premiers momens; mais ce général était sans point d'appui, sans véritable ligne d'opération. Nous avions des places fortes bien approvisionnées, des garnisons nombreuses, un corps de troupes excellentes et bien commandées. Enfin l'insurrection des Etats vénitiens, sur laquelle l'ennemi comptait, a été beaucoup exagérée. Quelques centaines de misérables, poussés par le gouvernement vénitien, égorgèrent les malades à Vérone, et assassinèrent des Français isolés sur les grands chemins; mais il y a loin de ces exploits de bandits à une insurrection générale fortement organisée, puissante de l'exaltation de la haine et de la soif de la vengeance. Les peuples vénitiens aimaient peu leur gouvernement; la création d'une grande république au milieu d'eux leur inspirait le désir d'en faire partie; l'attrait pour les nouveautés leur avait fait fermer les yeux sur tous les sacrifices que les révolutions exigent, et leur imagination mobile leur avait exagéré tous les avantages qu'ils en espéraient. Sans doute les

partisans du gouvernement étaient nombreux, surtout parmi les employés et parmi les prêtres, qui ne peuvent que perdre dans les révolutions modernes; mais la masse du peuple était étrangère à ses desseins et à son ambition. Je me suis un peu étendu sur cette campagne, parce que je trouvai à Paris, peu de temps après, quelques personnes qui la blâmaient hautement, malgré son brillant et solide résultat; mais j'acquis promptement la conviction que ces réflexions chagrines partaient des membres du Directoire, lesquels avaient été beaucoup moins inquiets des suites de la conquête, que mécontens de l'indépendance altière du général Bonaparte, qui n'avait pas voulu se soumettre au plan tracé par le gouvernement. Le passage du Rhin par Hoche et Moreau, était une diversion puissante, et désirée par le conquérant de l'Italie; mais cette opération, pour qu'elle fût profitable, aurait dû, selon lui, être mise à exécution plus tôt. Enfin, une considération qui répond à tout, c'est la connaissance intime et de conviction que le général en chef avait acquise des dispositions du ministère de l'empereur et des personnes qui avaient une influence décisive sur son esprit.

Après la signature du traité de Léoben, l'ar-

mée prit position au-delà du Tagliamento, et le général en chef vint à Milan; mais en passant il crut devoir punir toutes les barbaries de l'insurrection. Il savait très-bien que le gouvernement de Venise l'avait commandée et dirigée, et il avait acquis la preuve qu'elle avait été faite de concert avec l'ennemi et dans son intérêt. Mais il sut se venger en habile politique; l'Autriche désirait vivement avoir Venise en sa possession; Bonaparte en détruisit le gouvernement, et put ainsi présenter cette riche proie comme une compensation dans les négociations. Elle fut reçue sans rougir par un gouvernement qui ne balance jamais à faire payer à ses amis toutes les fautes de sa mauvaise conduite.

Dans cet intervalle, un événement arrivé à Gênes fixa toute son attention. Le gouvernement de cette petite république n'avait pas voulu admettre une de nos escadres; le parti anglais, qui dominait dans le sénat de Gênes, avait excité une émeute dans la populace; un Français avait été tué, et même la frégate *la Modeste* avait été brûlée. Ces violences exigeaient une prompte et énergique répression; mais le général Bonaparte ne voulait pas que la punition fût infligée à la république de Gênes par le

gouvernement français, les émissaires secrets envoyés de Paris étant chargés d'obtenir, par tous les moyens possibles, la réunion de Gênes à la France; ce n'était point l'opinion du général Bonaparte : c'eût été ramener des discussions fâcheuses avec les Autrichiens, au moment même où le traité se mettait à exécution; l'armée d'Italie d'ailleurs tirait de grands avantages de la république génoise. Le général Bonaparte jugea donc à propos de m'envoyer à Gênes, avec des instructions précises, et de remettre au doge, en plein sénat, la lettre qu'il lui écrivait : il ne lui donnait que vingt-quatre heures pour l'exécution des mesures dont j'étais porteur. Mon entrée dans la ville causa beaucoup d'inquiétude, et l'imminence d'un danger vague, mais terrible, fit sentir au magistrat chargé de la sûreté publique, que la république était perdue si de nouveaux excès éclataient en présence d'un aide-de-camp du général Bonaparte. Le peuple se calma comme par enchantement; M. Faypoult, ambassadeur de France, était tombé dans un grand abattement; et lorsque je lui déclarai que j'étais chargé par le général en chef de remettre au doge, en plein sénat, la lettre qui lui était adressée, il re-

cula d'effroi, en me déclarant qu'il était inouï qu'un étranger fût jamais entré dans le petit conseil présidé par le doge. Je lui répondis qu'il serait inouï qu'un ordre du général Bonaparte ne fût pas exécuté; qu'il eût à prévenir, à l'instant, le doge de mon arrivée; qu'après une heure écoulée, je me rendrais au palais du sénat, et que je n'avais point à m'occuper des formes de la république, ni à m'inquiéter des dangers que je pourrais courir en exécutant les ordres de mon chef. Une demi-heure après, je fus averti qu'on m'attendait au palais. Lorsque j'entrai dans la salle, la colère et la consternation étaient peintes sur le visage des membres du conseil. Après avoir remis ma lettre et avoir demandé l'exécution des ordres qu'elle contenait dans les vingt-quatre heures, je me retirai, et déjà l'agitation était tellement vive dans l'assemblée, que j'entendis ces mots prononcés d'une voix forte : « *Ci battere-* « *mo* (1). » Cependant on ne se batit point. Trois sénateurs furent arrêtés, des députés furent envoyés au général en chef. Un gouvernement provisoire fut institué et une commission choisie pour modifier la constitution génoise. L'in-

(1) Nous nous battrons.

quiétude, l'agitation et l'effroi étaient au comble; je croyais pouvoir partir le lendemain, lorsqu'un bâtiment, qui entra dans le port, me causa de nouveaux embarras. Il amenait madame Bonaparte la mère, et deux de ses filles, connues depuis sous le nom de reine de Naples et de grande-duchesse de Toscane, avec M. Bacciochi, marié nouvellement. Ces dames n'avaient pas vu le général en chef depuis plusieurs années, elles arrivaient de Marseille et croyaient l'Italie fort tranquille. Le général Bonaparte n'avait pas reçu la lettre qui lui annonçait leur arrivée. Aucune mesure n'était prise, aucun ordre donné; les émeutes populaires pouvaient se renouveler; elles pouvaient en devenir victimes. Ma première pensée était de rester auprès d'elles, et de rassembler quelques moyens, pour les défendre, si elles étaient attaquées. Mais madame Bonaparte était une femme pleine de sens et de courage. « Je n'ai rien à craindre ici, me dit-elle, « puisque mon fils tient en ses mains comme « otages les personnes considérables de la « république. Partez promptement pour le « prévenir de mon arrivée, demain matin je « continuerai ma route. » Je suivis son conseil en prenant seulement la précaution de faire

marcher, au-devant d'elles, quelques piquets de cavalerie, que je trouvai sous ma main. Elles arrivèrent sans accident à Milan un jour après.

CHAPITRE XIII.

Marche embarrassée du Directoire.—Il médite un coup d'état. —Le général Bonaparte m'envoie à Paris.—Ses instructions. —Je lui transmets le résultat de mes observations.—Madame de Staël. — 18 fructidor. — Je repars pour l'Italie.

Tandis que la France et ses armées jouissaient enfin d'un repos acheté par des efforts si héroïques, le gouvernement laissait échapper le triste secret de sa faiblesse et de son impéritie, par ses dissensions intérieures. Les hommes éclairés avaient senti promptement que le Directoire

n'obtiendrait qu'une existence éphémère et orageuse. Outre l'impossibilité de conserver une harmonie parfaite entre cinq personnes, armées en commun de tous les pouvoirs, et dirigées par des passions, des préjugés et des caractères si différens, il était facile de sentir qu'un hommage rendu à la monarchie par cette concentration de la puissance, rappellerait trop de souvenirs et de regrets de l'ancienne forme du gouvernement, pour que ses partisans ne tentassent pas de nouveaux efforts en sa faveur. Pour les royalistes, le Directoire n'était donc qu'un passage à la monarchie. Ils espéraient que le trajet serait court, et bientôt leurs désirs, enflammés par l'espérance du succès, leur donnèrent de l'audace. Pour la première fois ils combinèrent un plan raisonnable, en s'adressant aux passions de leurs ennemis et à l'ambition ardente dans ses calculs. La constitution de l'an III avait créé deux Conseils, l'un appelé des *Cinq-Cents* et l'autre des *Anciens*. Parmi les personnes qui les composaient, se trouvaient encore beaucoup de membres de la Convention, qui ne pouvaient supporter l'idée du retour des Bourbons; mais avec eux siégeaient aussi d'anciens constitutionnels, qui avaient appelé, de tous leurs vœux et de tous leurs

efforts, la monarchie représentative. La plupart d'entre eux étaient des hommes de mérite. Tous avaient été persécutés sous le Comité de salut public. Les membres du Directoire sortaient tous de la Convention, et la majorité d'entre eux avait voté la mort du roi. Ces titres ne les recommandaient pas à la confiance du peuple, encore moins à celle des constitutionnels. Cette différence dans la conduite et les opinions éleva promptement, entre le gouvernement et une partie des chambres, une aigreur qui s'attachait à tout. Peut-être cependant n'aurait-elle pas amené une catastrophe, si l'un de nos généraux les plus célèbres n'était pas arrivé dans le Conseil des Cinq-Cents, déjà chargé, en faveur des Bourbons, d'une conspiration qu'il était bien résolu à faire réussir.

Pichegru, car c'était lui, avait depuis longtemps conçu ce funeste projet. Je tiens du général Lahorie, qui l'accompagna à Paris lorsque la Convention fit venir le vainqueur de la Hollande pour écraser les Jacobins, qu'en quittant la capitale après l'affaire du 12 germinal, Pichegru se plaisait à lui montrer son mépris pour cette assemblée; ce mépris était si exalté, qu'il s'indignait au souvenir des éloges et des honneurs

qu'on venait de lui prodiguer. C'est dans ces dispositions qu'il prit le commandement de l'armée du Rhin; bientôt commencèrent ses relations avec le prince de Condé. Elles ne purent rester long-temps secrètes; le prince hésitait, demandait des conseils, sollicitait des ordres du comte de Lille. Ces incertitudes, ces correspondances multipliées mirent tant de gens dans la confidence, que, loin de pouvoir révoquer en doute l'existence du complot, il ne manquait plus que des pièces matérielles pour en faire l'histoire complète. Ces pièces furent bientôt trouvées. Le comte d'Entraigues, émigré fougueux et d'un esprit actif, mais assez mal réglé, était un des agens de la correspondance. Attaché à la légation russe auprès de l'ancien gouvernement vénitien, il était resté à Venise, se croyant en sûreté sous un uniforme étranger; le général en chef le fit arrêter. On trouva chez lui une grande partie de la correspondance; elle fut envoyée au Directoire.

Un gouvernement qui se serait senti assez fort pour être juste, aurait fait arrêter le traître, et les lois auraient prononcé. Mais le Directoire vit Pichegru protégé par ses éminens services, par sa haute réputation, par son titre de dé-

puté, enfin par l'appui de tout un parti. L'examen du complot prouva d'ailleurs que, si le général Moreau n'y avait pas donné les mains, il en avait du moins eu connaissance. Quand il eut appris que le gouvernement était instruit, il s'était hâté de le dénoncer; mais cette révélation tardive, loin de détruire les soupçons, les avait confirmés. Enfin d'autres noms considérables pouvaient encore s'y trouver; toutes ces considérations firent craindre au gouvernement une procédure légale, dont l'éclat et l'issue lui semblaient ne pouvoir être que funestes, et il préféra envelopper dans une ruine commune, par un coup d'état, et les traîtres à la république et ses ennemis particuliers.

Le général Bonaparte suivait attentivement la marche et les progrès de ces tristes dissensions. Dans la chaleur des discussions du Conseil des Cinq-Cents, quelques attaques avaient été dirigées contre ses lieutenans, et même contre lui; il les repoussa avec hauteur; mais bientôt ramené à la réflexion, il résolut d'envoyer à Paris quelqu'un qui pût lui donner des notions exactes sur la situation des affaires, et je fus choisi pour remplir cette mission. « Voyez tout le monde, « me dit-il; défendez-vous de l'esprit de parti,

« donnez-moi la vérité, et donnez-la-moi dégagée « de toute passion. »

J'arrivai dans le mois de mai. Les membres du gouvernement au nombre de cinq étaient alors : Barras, Rewbell, Carnot, La Réveillère-Lépaux, et Barthélemy; les quatre premiers sortaient de la Convention, et quoique aucun d'entre eux ne s'y fût signalé, à l'époque de la terreur, par des actions atroces, les trois premiers avaient cependant prononcé la mort du roi. Ce vote, qui peut présenter pour excuses des considérations fatales, mais puissantes, les confondait cependant avec les plus fougueux Jacobins, et nuisait à la considération dont ils avaient besoin d'être entourés. On supportait, avec impatience, le joug de gens qui rappelaient de si tristes époques, et particulièrement les constitutionnels de 91, qui avaient à leur reprocher, et la destruction de leur ouvrage, et les persécutions qui avaient pesé si long-temps sur eux.

Quand j'arrivai, la lutte était violente, et les adversaires du gouvernement ne cachaient pas le projet de renverser la majorité. Ma première visite fut à Barras, qui paraissait avoir conservé de bons sentimens pour le général Bonaparte, et qui m'exprima le désir d'entretenir

l'amitié qui les unissait depuis long-temps. Je vis ensuite Carnot; celui-ci s'expliqua sans abandon avec moi; les rapports intimes du général Bonaparte avec Barras, lui imposaient une grande réserve. La différence de système et de vues sur des points de gouvernement, avait élevé entre ces deux directeurs une animosité qui éclatait par des invectives et des menaces, et qui fermait toute voie à une réconciliation. Cependant Carnot s'exprima avec sincérité. « Il est im-
« possible, me dit-il, de marcher plus long-temps
« dans la route révolutionnaire; si l'on ne veut
« pas adopter un système durable de modération,
« tout est perdu. La France a en horreur tout ce
« qui rappelle l'époque déplorable où la cruelle
« nécessité de la sauver a jeté la Convention; il
« y a dans les esprits une irritation dont les ef-
« fets, si l'on n'y prend garde, seront de nous
« dégoûter promptement du gouvernement répu-
« blicain, et de nous ramener des désordres dont
« nous ne sortirons plus que pour plier sous le
« joug des Bourbons. La faction contre laquelle
« je lutte, n'a pas honte de m'accuser d'être roya-
« liste, et cependant personne n'est plus con-
« vaincu que moi de la trahison de Pichegru, et
« de la nécessité de l'en punir; mais on veut gou-

« verner la France comme un club. Des vues « étroites, l'esprit passionné des factions, les pré-« jugés de l'ignorance, et la peur toujours soup-« çonneuse et aveugle, président à toutes nos ac-« tions; on ne veut s'attacher qu'à la violence qui « irrite, tandis que la modération et la fermeté « suffiraient pour tout adoucir. Ma situation est « triste, car je suis forcé de marcher avec un « parti dans lequel, sans compter Pichegru, se « trouvent des hommes qui ne m'aiment point, « qui peut-être conspirent avec lui, et qui per-« dront la république sans atteindre le but se-« cret de leurs efforts. J'ai cherché, ajouta-t-il, à « ramener Pichegru; je ne le connaissais pas per-« sonnellement: l'entretien que j'ai eu avec lui « m'a convaincu qu'il est plus habile que je ne « pensais, et qu'il a pris son parti. J'ignore quels « sont ses moyens d'exécution, maintenant qu'il « est éloigné de l'armée; mais ils échoueront « contre la fermeté vigilante du gouvernement, « et surtout contre l'opinion publique si pronon-« cée contre les Bourbons. » Cet entretien, dont je ne rapporte que la partie la plus saillante, fut le seul que Carnot m'accorda. Barras m'avait ouvert sa maison; j'y allais trop souvent pour que Carnot ne me regardât pas comme un

homme dévoué au parti de ce directeur: j'en étais cependant bien éloigné. Tous ses discours ne respiraient que haine et vengeance. Un mois avant la catastrophe, la résolution de la rendre terrible était irrévocablement prise, et les victimes désignées. Ma position et mon devoir m'interdisaient toute action dans cette lutte, mais j'écrivis la vérité au général Bonaparte; je lui représentai qu'il ternirait sa gloire s'il paraissait donner de l'appui à des violences injustes, et que la position du gouvernement ne justifiait pas; qu'on ne lui pardonnerait pas de se lier avec le Directoire pour opérer le renversement de la constitution et de la liberté; que des proscriptions allaient être dirigées contre la représentation nationale, et contre des citoyens recommandables par leurs vertus; qu'on allait punir sans jugement, et que la haine qui sortirait d'une telle tyrannie se répandrait non-seulement sur le Directoire, mais encore sur le système du gouvernement républicain; qu'enfin, il ne m'était pas démontré que le parti qu'on allait proscrire voulût le retour des Bourbons; et que d'ailleurs la punition légale, ou l'éloignement de Pichegru, seraient suffisans pour détruire tout projet de cette espèce. Ces considérations firent sur le

général Bonaparte assez d'impression pour qu'il s'abstînt promptement de s'exprimer, dans sa correspondance avec le Directoire, sur la situation intérieure de la France; bientôt même, il cessa de lui écrire. Ce silence prolongé parut extraordinaire à Barras, il en devina facilement la cause. Il continua de me recevoir; mais je m'aperçus à la gravité de son maintien, et aux insidieuses questions de ses favoris, qu'il me soupçonnait de ne pas être de ses amis. Je n'ai jamais aimé les fausses positions, je sortis promptement de celle-ci en déclarant franchement mes sentimens à l'un de ses confidens. « Je connais « assez les dessins du gouvernement, lui dis-je, « pour ne pas lui nuire auprès de ses ennemis si « je les divulguais; ce serait d'ailleurs une espèce de « trahison; vous savez que je n'en vois aucun, « mais comme citoyen et comme honnête homme, « je ne dois pas vous cacher que je n'approuve « pas le coup d'état que l'on médite; vous allez « fouler aux pieds les lois et la liberté; ce système « de violence tournera contre vous tôt ou tard. « après dix années d'efforts et de malheurs pour « obtenir un gouvernement représentatif, il est « affreux de ne recueillir que la tyrannie ou toutes « les convulsions de l'anarchie. » Il ne me répondit

que par des lieux communs, tirés de la nécessité de frapper une faction qui voulait renverser la république. Barras, à qui cet entretien fut rapporté, et c'était mon intention, crut devoir dissimuler, et ne m'en traita pas plus mal; mais il me fit surveiller avec un soin qui s'étendit sur ma correspondance avec le général Bonaparte; elle était en chiffres, et cette preuve de défiance et de mystère, en augmentant les soupçons, contribua peut-être à hâter la catastrophe, dans la crainte que Bonaparte ne prît un parti qui aurait embarrassé le Directoire.

Je crois convenable de tracer ici quelques traits de ces membres d'un gouvernement dont l'existence a été si courte, mais dont les opérations ont eu tant d'influence sur les destinées de la France et sur les affaires de l'Europe.

Barras, qui remplissait alors les fonctions de président, était issu d'une des plus anciennes familles de Provence. Une jeunesse orageuse et le désir d'avancer rapidement dans la carrière militaire l'avaient conduit dans l'Inde, où il servait dans un régiment colonial. De retour en France en 1789, il prit parti dans la révolution; il n'y obtint cependant aucune célébrité. La nature lui avait refusé tous les moyens d'éclat par

lesquels on acquiert des succès de tribune; mais il était homme de résolution; et sa conduite à la chute de Robespierre, en lui attirant la haine des Jacobins, lui fit partager la reconnaissance de la France entière avec ceux qui contribuèrent à détruire cette effroyable tyrannie.

A l'époque dont je parle, Barras était le plus violent des trois membres du Directoire qui voulaient un changement dans les Conseils. Sa haine contre Carnot était si implacable, que, peu de jours avant le 18 fructidor, un de ses confidens, à qui je faisais la remarque que Carnot saurait bien sans doute se soustraire à la persécution, me fit cette réponse : *Nous le tuerons.* Il avait sans cesse à la bouche les expressions les plus injurieuses contre ceux qu'il soupçonnait d'être royalistes. Cependant comment concilier cette haine des Bourbons et de leurs partisans avec les révélations publiées par Fauche Borel depuis la restauration, et que Barras n'a point démenties? Cet agent de Louis XVIII assure que le directeur avait souscrit aux projets du comte de Lille, pour opérer une révolution royaliste; qu'un pardon en formes lui avait été envoyé, et une amnistie pour son vote dans le procès du roi défunt; enfin que plusieurs millions lui avaient

été promis en indemnité de sa place de directeur. Si l'assertion de Fauche-Borel est vraie, l'acharnement de Barras contre le parti royaliste ne peut s'expliquer que par l'impossibilité où il se vit d'accomplir ses promesses, ou par le chagrin jaloux d'être obligé de partager la gloire et le profit de la restauration avec des gens qu'il détestait, et dont la réputation et les talens présentaient plus de garanties au roi. La conduite que tint Napoléon pendant tout son règne avec cet homme, s'expliquerait aussi par la connaissance qu'il aurait acquise de sa trahison.

Rewbell, qui venait ensuite, était un jurisconsulte de l'Alsace; son nom tiendra peu de place dans l'histoire. On l'accusait alors de soigner sa fortune avec une avidité qui lui aurait donné des richesses immenses. Cette imputation, que personne ne révoquait en doute, a été démentie sans réplique. Après avoir vécu pendant quinze ans dans l'obscurité, Rewbell est mort il y a peu d'années, et il n'a laissé qu'une fortune très-médiocre.

Le troisième des directeurs s'appelait Laréveillère-Lépaux. C'était aussi un jurisconsulte. Une probité inattaquable, et une réputation de talent proclamée par quelques comités, l'avaient

fait juger capable de gouverner l'État. Carnot l'a fort maltraité dans un de ses écrits. Je crois qu'il y a beaucoup d'exagération dans ce portrait tracé par le ressentiment. Cependant plusieurs traits approchent de la vérité. Il se faisait appeler le *bonhomme* par ses amis et ses laquais, et il pleurait de joie le 18 fructidor, en apprenant que trente législateurs allaient être jetés sur les sables brûlans de Cayenne. Ce philosophe s'était fait chef de secte; et sa théophilanthropie, qu'il chercha à propager, n'était autre chose que le pur déisme. Il présentait en offrande des fleurs sur ses autels; mais les pauvres prêtres chrétiens expiaient dans les cachots le crime d'enseigner la religion, et Laréveillère était tout-puissant.

Le seul homme qui dans le conseil était digne de ses hautes fonctions, et qui jouissait d'une considération non contestée, c'était Carnot. A cette époque il n'avait pas encore entièrement développé cette inflexibilité de conscience et ce rare désintéressement qui l'ont rendu jusqu'à présent inaccessible aux séductions de la puissance autant qu'à ses menaces et à ses rigueurs; mais ceux qui l'approchaient, admiraient en lui cette dignité du caractère qui ne s'attache qu'à la vertu, et de vastes connaissances consacrées

au soutien de la liberté et à l'indépendance de la patrie. La nature de son esprit et l'inébranlable fermeté de son ame, lui ont donné pour le gouvernement républicain une prédilection que l'expérience ne paraît pas avoir altérée. Étranger à toutes les petites passions qui animent et soutiennent l'état social, il ne tient compte ni de la corruption ni de la vanité de ses concitoyens. La république étant à ses yeux le meilleur des gouvernemens, rien ne lui parut difficile pour le maintenir, et peut-être rien ne fut trop sévère à ses yeux pour le faire triompher. Cependant ce républicain austère était un homme bon, aimable dans sa famille, indulgent pour la faiblesse et l'erreur. Ses ennemis même ne le confondent point avec ses cruels collègues de la Convention. A l'époque dont je parle, il combattait pour adoucir la position des émigrés, et pour assurer le repos de leurs familles. Il repoussait toutes les mesures oppressives, il voulait que la prospérité de l'État fût fondée sur de bonnes lois, et qu'elle fût le prix d'une paix durable.

Les ministres qui administraient sous cette *pentarchie* n'ont pu échapper à l'oubli, à l'exception d'un seul, dont le nom se recommande à

l'histoire par les rôles nombreux qu'il a joués. M. de Talleyrand avait quitté la France en 1792, comme évêque d'Autun. Il y revint en 1796, comme républicain, et avec toute la modestie docile d'un disgracié qui désire rentrer en faveur, avec un esprit très-remarquable, et fort exalté par ses amis. Il n'était pas cependant encore arrivé à cette haute renommée de l'un des plus habiles diplomates de l'Europe. Aussi, sous ce rapport, le Directoire pouvait se passer de ses services. De nombreux et importans traités avaient été conclus par des gens obscurs, et n'en étaient pas plus mauvais; mais la vanité des directeurs fut flattée d'avoir sous leurs ordres un ci-devant grand seigneur, qui avait donné des gages nombreux à la révolution, qui avait perdu le droit de s'irriter contre ses excès, puisqu'il en avait provoqué tous les principes, et dont la souplesse de caractère assurait l'obéissance. Il avait d'ailleurs des avantages considérables sur son prédécesseur et même sur ses nouveaux maîtres, c'étaient ses liaisons avec des hommes influens dans les pays étrangers, et un goût prononcé pour la politique et la science des bienséances; malgré la rude fierté républicaine, les directeurs sentirent que, dans leurs relations avec les cours

étrangères, un homme de naissance et d'habitudes monarchiques pourrait leur être utile.

Lorsque M. de Talleyrand entra au ministère, les dissensions étaient dans toute leur violence; il écarta doucement de lui ses anciens amis qui luttaient dans les Conseils contre la majorité du Directoire, en feignant de croire qu'ils voulaient tous le retour des Bourbons, et il resta froid spectateur de leurs désastres. Ce qui lui importait avant tout, c'était la conservation de sa place et le prompt rétablissement de sa fortune, que d'anciens désordres et les événemens avaient détruite. Il parvint promptement à ce but sans en être détourné ni par les clameurs de ses ennemis, ni par les humilians et grossiers reproches de ses maîtres, auxquels il n'opposa jamais qu'une résignation calme, patiente, et je dirais presque nonchalante. J'en ai vu quelques exemples, et j'ai senti que l'ambition ne peut inspirer que du dégoût quand il faut l'acheter à ce prix. A côté de lui, et dans son intimité, vivait madame de Staël, depuis long-temps célèbre par un esprit supérieur, et par une passion de renommée qui s'alliait avec une élévation et une bonté de cœur qu'on n'a pas assez connues. Il est vrai que c'est un peu sa faute; je suis resté

persuadé qu'elle n'avait pas prévu les proscriptions cruelles qui accablèrent le parti vaincu, mais je n'ai jamais vu une telle chaleur à les poursuivre. Elle ne voyait sans doute dans cette lutte que le triomphe de ses opinions, je dirais volontiers, de ses sentimens politiques; mais il faut avouer que l'absence de toute réflexion a pu seule la pousser à prendre parti avec tant d'éclat pour des hommes qui foulaient aux pieds la liberté et la représentation nationale, les deux plus chers objets de son culte. A cette époque elle portait jusqu'à l'enthousiasme son admiration pour le général Bonaparte. Je la vis pour la première fois chez M. de Talleyrand; pendant tout le dîner, ses éloges du vainqueur de l'Italie avaient toute l'ivresse, tout le désordre et toute l'exagération de l'inspiration. En sortant de table, la société se dirigea vers un cabinet pour y voir le portrait du héros; et comme je me reculais pour la laisser entrer: « Comment oserais-je « passer, dit-elle en s'arrêtant, devant un aide- « de-camp de Bonaparte? » Ma confusion fut si visible, qu'elle lui en donna un peu, et qu'elle fit rire jusqu'au maître de la maison. J'allai la voir le lendemain; elle me reçut assez bien pour que j'y retournasse souvent, et j'atteste que son entraî-

nante imagination, son incroyable activité ne se sont pas démenties un instant jusqu'à la catastrophe. Elle ne voyait que la contre-révolution, le retour des Bourbons, les vengeances des émigrés et la perte de la liberté.

Enfin, le dénouement devint inévitable; la rage des partis était arrivée à son comble; les journaux, les pamphlets, et jusqu'aux placards contenaient les provocations les plus violentes. La constitution n'ayant pas fait au Directoire la voie assez large pour se défendre, il prit le parti de renverser toutes les barrières. Cependant un général de réputation lui manquait pour mettre son plan à exécution. Augereau vint à son secours. La veille de son arrivée d'Italie, je reçus une lettre du général Bonaparte dans laquelle il me disait : « Augereau se rend à Paris; ne « vous livrez pas à lui; il a jeté le désordre dans « l'armée; c'est un factieux. » J'appris à mon retour en Italie que la mésintelligence entre les généraux et les officiers des deux divisions Augereau et Bernadotte, était descendue jusqu'aux soldats : on se traitait publiquement de jacobin et de royaliste. Le général Augereau s'était hautement prononcé pour la majorité du Directoire; Barras, qui comptait sur lui, l'appela

à Paris, et lui donna le commandement militaire.

Le gouvernement, assuré de l'appui de son général, désigna ses victimes; et dans la nuit du 17 fructidor ses ordres d'arrestation furent délivrés; comme elles pouvaient échapper pendant la nuit, on attendit le point du jour; et par une misérable combinaison, digne d'un théâtre de mélodrame, cet attentat fut annoncé avant le jour par la décharge d'une pièce de vingt-quatre placée sur le terre-plein du Pont-Neuf; l'explosion brisa toutes les fenêtres du voisinage, et jeta l'épouvante dans la ville. A huit heures du matin, le directeur Barthélemy, trente membres des deux Conseils et plusieurs écrivains étaient arrêtés. Peu de jours après, une partie de la France vit traîner ses représentans, enfermés comme des bêtes féroces, dans des charettes grillées; ils furent conduits à Rochefort, et de là embarqués pour la Guyane, dont le climat empesté tua une partie de ces infortunés. Plusieurs des victimes désignées parvinrent à se sauver. Carnot trouva un asile dans la maison de M***, l'un des plus fougueux partisans de cette journée; mais il était compatriote et ami du directeur, et son ame généreuse sut concilier les devoirs de

l'amitié avec les passions de l'esprit de parti.

J'avais passé la soirée du 17 chez Barras. L'agitation mal déguisée de ses courtisans, et quelques mots que je saisis, m'avaient appris le secret de la nuit. Je me retirai de bonne heure, bien décidé à ne pas me montrer le lendemain, ne voulant pas faire supposer, par ma présence, que le général Bonaparte approuvait cette violence inouïe. J'allai cependant chez Barras le surlendemain; à peine m'eut-il aperçu, qu'il me fit entrer dans son cabinet, et là, prenant une attitude et un ton de voix menaçans: « Vous avez, « me dit-il, trahi la république et votre général: « depuis près de six semaines le gouvernement « est sans lettres particulières de lui; vos opinions « sur ce qui se passe nous sont connues, et nous ne « doutons pas que vous n'ayez présenté notre con- « duite sous les couleurs les plus odieuses; je vous « déclare qu'hier au soir le Directoire a mis en déli- « bération si vous ne deviez pas partager le sort des « conspirateurs qui sont en route pour Guyane: « par égard pour le général Bonaparte, vous res- « tez libre; mais je viens de faire partir mon secré- « taire afin de l'éclairer sur ce qui s'est passé et « sur votre conduite. » Je lui répondis avec sang-froid: « Vous avez été trompé; je n'ai trahi per-

« sonne; la journée du 18 est une calamité; on ne « me persuadera jamais que le gouvernement ait « le droit de punir, sans jugement, des représen- « tans du peuple au mépris de toutes les lois; je « n'ai pas écrit autre chose depuis six semaines; et « si vous voulez vous en assurer, voici la clef de « mon secrétaire; faites saisir mes papiers, et leur « vérification couvrira de confusion les calomnia- « teurs. » Cette réponse modérée, mais ferme, et surtout ma proposition, le calmèrent; il voulut entrer en explication, mais je me retirai. En rentrant chez moi, je brûlai ma correspondance; elle pouvait compromettre mon général, il n'y avait donc pas à balancer. J'expédiai ensuite en courrier extraordinaire un officier d'état-major qui était à Paris, pour rendre compte au général de tout ce qui s'était passé; et ne voulant pas que mon départ précipité pût être attribué à la peur, je restai encore huit jours dans la capitale. J'allai cependant chez le général Augereau pour prendre ses commissions. La tête lui avait tourné depuis son séjour à Paris; il me parla du général en chef avec assez de légèreté, et du 18 fructidor avec plus d'enthousiasme qu'il ne l'aurait fait de la bataille d'Arcole. « Savez-vous bien, « me dit-il, que vous mériteriez d'être fusillé pour

« votre conduite? mais soyez tranquille et comp-« tez sur moi. » Je le remerciai en souriant; mais je sentis promptement qu'il était inutile de mettre sa bienveillance à l'épreuve, et je pris le lendemain la route d'Italie.

CHAPITRE XIV.

Mon retour de Paris après le 18 fructidor. — Première idée de l'expédition d'Egypte. — Ses motifs.—Son but. — Mission de M. Poussielgues à Malte.

Je quittai Paris le 1er vendémiaire, au moment où le Directoire, les ministres, et toutes les autorités constituées, se dirigeaient vers le Champ-de-Mars pour célébrer la nouvelle année; c'était la coutume alors. Le président du gouvernement montait sur l'autel de la Patrie, y prononçait un discours, dans lequel, au milieu

des éloges donnés aux armés, se trouvaient souvent des insinuations menaçantes contre les ennemis du gouvernement, et beaucoup d'injures contre les souverains en guerre avec la république. C'était sous la voûte du ciel et en présence de l'Etre Suprême, comme l'on disait encore alors, que ces espèces de prédications étaient prononcées devant la foule, qui s'y rendait en grande affluence, si le temps était beau.

Il me tardait beaucoup de traverser les Alpes et de savoir ce que penserait le général en chef de ma conduite. Au passage du Mont-Cenis, je rencontrai un aide-de-camp du général Augereau, nommé Deverine, qui s'en retournait consterné de la dure réception qu'il avait reçue du général Bonaparte, et qui me raconta sa déconvenue. Il avait été envoyé en Italie, peu de jours après la journée du 18 fructidor, par son général, pour réclamer du payeur de l'armée 600,000 francs qu'on ne lui devait pas, mais qu'il croyait qu'on n'oserait pas lui refuser. Cet officier était aussi porteur des copies de la correspondance secrète de Clarke avec le directeur Carnot, depuis son entrée en Italie. Les généraux de l'armée, auxquels Augereau envoyait copie de ces lettres, y étaient fort maltraités par le diplomate militaire;

et le général en chef y était attaqué jusque dans sa vie privée. Furieux contre Clarke, ils crurent devoir remettre à leur chef ces lettres injurieuses, en ne cachant pas leur mépris pour un homme qu'ils n'avaient jamais vu dans leurs rangs. Le général Bonaparte, instruit de la demande d'argent par le payeur de l'armée, lui ordonna de ne pas payer, fit venir le malencontreux aide-de-camp, et après l'avoir sévèrement réprimandé, le renvoya à Paris plus vite qu'il n'était venu. Le pauvre jeune homme était au désespoir, et maudissait surtout Augereau qui l'avait exposé à cette avanie.

Ce léger accident me fit connaître en partie les dispositions du général Bonaparte, et je doublai de vitesse pour arriver près de lui.

J'allais entrer dans la longue avenue qui conduit au château de Passeriano, lorsque j'aperçus Clarke, qui fit arrêter ma voiture. Le Directoire venait de lui ôter sa mission diplomatique, et de le destituer comme général en activité. « Je me trouve dans la plus triste position, me « dit-il, mais tu peux cependant m'être utile : « garde le silence sur l'irritation du Directoire « contre moi; présente ma destitution comme « une conséquence naturelle de la chute de Car-

« not : cela suffira pour que le général Bona
« parte me garde près de lui. Il sait à quoi s'en
« tenir sur ce que j'ai écrit contre les généraux;
« il saura bien les faire taire. » Clarke était malheureux, je le connaissais depuis long-temps, et je lui donnai ma parole de le servir. Cela ne fut pas difficile au reste : le général en chef avait du goût pour lui; le Directoire l'oublia, on n'insista pas pour qu'il fût éloigné de l'armée.

A peine arrivé au château, le général Bonaparte me fit descendre dans le jardin, et là, pendant quatre heures de suite, il ne se lassa pas de me questionner. Ma correspondance l'avait bien mis au fait de tous les détails de l'événement; mais il fallut encore lui conter par le menu l'histoire des hésitations, des emportemens, et, pour ainsi dire, jusqu'aux gestes des principaux acteurs. Son opinion était arrêtée depuis long-temps sur les membres du Directoire, et même sur la nature de ce gouvernement; « mais, di-
« sait-il, avec des formes si rudes pourquoi
« tant de faiblesse? Pourquoi ensuite tant de
« témérité, quand la fermeté suffisait? C'est
« couardise de n'avoir pas fait faire le procès
« à Pichegru; la trahison était flagrante, et les
« pièces plus que suffisantes pour le convaincre.

« A tout prendre, si la haute cour l'eût absous, « il n'en était pas moins déshonoré devant « l'armée et la France entière. La force quand « on ne peut faire autrement, soit; mais quand « on est le maître, justice vaut mieux. » Puis, suivant son usage, il continua long-temps sa promenade en silence. Enfin il ajouta en me quittant : « A tout prendre, cette révolution aura « été un vigoureux coup de fouet donné à la na- « tion. » En rentrant au château, il fit venir Botteau, le secrétaire de Barras, eut un long entretien avec lui, et le fit repartir pendant la nuit.

Peu de jours après, Bernadotte revint de Paris. Je m'aperçus promptement qu'il avait présenté les événemens du 18 fructidor sous un point de vue plus favorable au gouvernement; mais à travers tous les détails qu'il donna, les critiques nombreuses de l'administration de la guerre, et ses conjectures sur la reprise des hostilités, le général Bonaparte n'eut pas de peine à pénétrer son ambition et ses projets. Le Directoire l'avait comblé d'éloges, le ministère de la guerre lui était promis, et lorsque, peu de temps après, le général en chef apprit la nomination du général Augereau au commandement de l'armée du Rhin, il sentit qu'avec un aussi faible

compagnon et un ministre de la guerre si ambitieux, il lui serait impossible de marcher librement et d'obtenir des résultats glorieux. La paix fut donc décidée dans sa pensée. Je suis loin de douter que des considérations d'un ordre plus élevé, celle surtout de donner la paix à la France, qui succombait sous le poids des sacrifices, ne dominèrent pas sa résolution; mais le choix de ces deux hommes y entra pour beaucoup.

Pendant les longues journées de désœuvrement que lui laissaient les vagues discussions diplomatiques, le général en chef passait une partie de ses soirées avec le savant Monge, qu'il avait fait venir près de lui. Parmi les entretiens variés et instructifs dont le général en chef faisait ses délices, le projet de la conquête de l'Egypte si souvent présenté au ministère, sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, fut mis sur le tapis. Le général, qui allait toujours au fond des choses, désira lire tout ce qui avait été écrit à ce sujet. Monge, qui avait été quelque temps à la tête du ministère de la marine, parvint à lui procurer promptement les papiers les plus intéressans. Les moyens projetés d'exécution parurent mauvais au général en chef; mais la fertilité de

son esprit lui fit découvrir tous les avantages qu'il pourrait retirer de sa position, pour créer un plan d'une exécution plus facile et plus riche en résultats. Il est probable que cette idée fut dès-lors communiquée au Directoire; car bientôt les premiers germes de l'exécution commencèrent à se développer en secret. La légation française à Gènes avait alors pour premier secrétaire M. Poussielgues, ancien chef de division au trésor public. Ce diplomate avait plusieurs de ses parens à Malte, qui exerçaient la profession de négociant. Poussielgues fut appelé au quartier-général, et bientôt après se rendit à Malte. Sa mission avait pour but de sonder les dispositions du gouvernement et celles des chevaliers français, de bien connaître celles du peuple, et les ressources ainsi que les obstacles que l'on pourrait rencontrer; enfin de tâcher d'envoyer au quartier-général quelques-uns des chevaliers de Malte que le général Bonaparte pouvait avoir connus à l'École Militaire. Cette mission fut remplie avec beaucoup de secret et d'intelligence; et en attendant le retour de Poussielgues, les travaux secrets sur cette partie avancèrent rapidement. Pour donner le change aux curieux, il mit en avant un projet de voyage,

après la paix conclue. Il se proposait de parcourir l'Allemagne et tout le nord de l'Europe, avec sa femme, Monge, le général Berthier et Marmont. J'étais destiné à accompagner Eugène Beauharnais, qui avait à peine dix-sept ans à cette époque. Le général Bonaparte s'amusait à nous dresser un plan d'études et d'observations, dont nous aurions à lui rendre compte aux différentes stations où nous devions nous rejoindre. Ce projet était d'autant plus raisonnable, que le général Bonaparte pouvait difficilement vivre en repos, en France, si la paix était durable. Il n'aurait pu éviter le choc des dissensions qui animaient les diverses factions, et peut-être de prendre part aux mesures qu'elles auraient tentées pour triompher. Le Directoire le craignait; sa gloire l'importunait, son influence allait être immense sur l'armée. D'un autre côté, sa jeunesse le repoussait d'une place au Directoire, et la pensée d'être le ministre de Barras et de Laréveillère-Lépaux lui était insupportable.

Toutes ces réflexions le décidèrent à faire la paix malgré les ordres du pouvoir. Cette désharmonie entre les Directeurs et le général Bonaparte et le mécontentement qu'il en ressentit éclatèrent dans les lettres qu'il leur écrivit à cette époque.

On trouve dans la correspondance inédite trois de ces lettres adressées au Directoire exécutif, où toute son humeur est développée avec une énergie et une hauteur qui le fit trembler, et fut le germe de la haine qui amena depuis le 18 brumaire. Le Directoire ne voulait pas sacrifier Venise à l'Autriche, le général Bonaparte voulait conserver Mantoue, et quoique les instructions qui lui servaient de direction dans la marche du traité ne lui prescrivissent pas impérieusement de ne pas abandonner Venise, il se décida à signer, le 4 vendémiaire (25 sept.), le traité de Passeriano, bien persuadé que le gouvernement n'oserait pas manifester son mécontentement, et que la France, heureuse de la paix, couvrirait de ses applaudissemens les rumeurs des ennemis du général. D'après nos conjectures, le courrier du Directoire devait arriver à Passeriano le jour même fixé pour la signature. Il calculait avec moi la distance que ce courrier devait parcourir, l'heure de son arrivée, et ne se dissimulait pas l'embarras dans lequel il se trouverait, si l'ordre de ne pas aller plus avant lui était prescrit par le gouvernement. Puis, se rappelant avec humeur la marche si lente de Moreau en Allemagne, lorsque lui-même était à

Léoben quelques mois avant; revenant sur la nomination d'Augereau au commandement de l'armée du Rhin, au lieu du général Desaix, qu'il avait demandé avec instance, il ajouta avec beaucoup d'humeur : « Je vois bien que ce sont des « défaites qu'on me prépare. Cet homme (en par-« lant d'Augereau) est incapable de concevoir « un plan un peu étendu. Il se fera battre ou n'a-« vancera pas; toutes les forces autrichiennes se « rejetteront sur moi, et ma chère Italie devien-« dra le tombeau de l'armée française. » Puis il me questionnait sur les dispositions de la France, que je venais de parcourir : je l'assurais avec chaleur de l'enthousiasme qu'y procurerait la paix, des bénédictions du peuple qui lui seraient adressées, et du bonheur public qui serait son ouvrage.

Enfin, le 27 vendémiaire, les ministres d'Autriche furent mandés à Passeriano, des secrétaires des deux légations firent les copies du traité. Le travail dura toute la journée. Le général était d'une gaieté charmante. Plus de discussions! Il resta une partie de la journée dans son salon; il ne voulut pas même qu'on apportât des bougies quand la nuit fut venue. On s'amusa à causer et même à faire des

contes de revenans, comme si l'on eût été en famille dans un vieux château. Enfin, vers dix heures du soir, on vint lui annoncer que tout était terminé. Il courut au cabinet, signa gaiement, et le général Berthier, porteur du traité, était à minuit sur la route de Paris. Douze heures après, le courrier du Directoire arriva. Ses ordres étaient positifs, et s'ils fussent arrivés la veille, le traité n'eût pas été signé. Dès le lendemain de la signature, le général en chef manifesta au Directoire le désir de quitter l'Italie pour venir prendre du repos en France; mais il était indispensable d'organiser la république cisalpine et de prendre des mesures de précaution contre le pape et le roi de Naples, qui manifestaient encore les intentions les plus hostiles. Une escadre et des troupes avaient été envoyées à Corfou, à Zante, à Céphalonie, pour s'emparer de ces îles vénitiennes, qui avaient été cédées à la France par le traité de Campo-Formio, et le général ne voulait pas s'éloigner d'Italie avant de recevoir des nouvelles de leur organisation.

Cependant M. Poussielgues commençait à donner les détails qu'on lui avait demandés, sur la disposition des esprits à Malte. Il était parvenu

à envoyer au général en chef M. N..., son ancien condisciple à l'École Militaire, et établi dans l'île comme chevalier depuis plusieurs années. Il résulta de son rapport et des lettres de M. Poussielgues, que les chevaliers de la langue française, ne recevant pas d'argent ni de nouvelles de leurs parens, et réduits aux plus tristes expédiens pour vivre, feraient bon marché de leur fidélité à l'Ordre, et ne demanderaient pas mieux que de sortir de l'île, pourvu qu'il leur fût permis de rentrer en France; que le grand-maître Hompesch, homme sans caractère et épouvanté de sa situation, ne tirerait sans doute aucun parti des ressources que lui présentaient sa position militaire et les forces de terre et de mer qu'il avait à sa disposition. Les personnes qui l'entouraient exerçaient sur son esprit une influence d'autant plus fâcheuse que les Anglais et les Russes convoitaient la possession de l'île. Ces derniers avaient un consul, homme d'un esprit audacieux et actif, qui épouvantait le gouvernement de ses menaces, et jetait le désordre et l'effroi dans tous les esprits. Il était donc d'une grande importance pour le général Bonaparte de prendre un parti, et d'arriver devant l'île avec des forces imposantes, qui détermineraient

le grand-maître en faveur de la France. Aussi se décida-t-il à quitter enfin l'Italie. Il fit une adresse à l'armée, et chargea le général Kilmaine de la commander.

CHAPITRE XV.

Départ du général Bonaparte pour Rastadt. — Assassinat des plénipotentiaires.

Il partit pour Rastadt, en traversant la Suisse; ses compagnons de voyage étaient le général Marmont, Duroc, moi, son secrétaire Bourrienne, et Ivan son médecin. Son unique station fut à Genève, où déjà le Directoire commençait, par ses manœuvres secrètes, à augmenter le nombre de ses partisans, qui devaient un jour contribuer à réunir cette république à la France.

Carnot s'était réfugié dans cette ville, et le général Bonaparte lui fit insinuer le conseil de s'en éloigner promptement, pour éviter l'éclat d'une persécution qu'il ne pouvait pas empêcher.

M. Necker habitait alors sa terre de Coppet, voisine de Genève. Il croyait encore à son illustration, et se flattait que le vainqueur de l'Italie lui ferait une visite. J'ignore quelle était l'opinion du général Bonaparte, à cette époque, sur les talens financiers de l'ex-ministre de Louis XVI; mais il faisait peu de cas de son caractère, et avait prononcé une désapprobation formelle du choix que le souverain avait fait de lui pour administrer la France. Nous avions forte envie de voir avec lui le château que Voltaire avait illustré dans la dernière partie de sa vie; mais le général en chef avait aussi des griefs contre Voltaire. Il trouva donc plus naturel de ne faire ni l'un ni l'autre pélerinage. Nous traversâmes la Suisse sans nous arrêter. Cependant sa voiture s'étant brisée à une lieue de Morat, nous fîmes cette partie de la route à pied; quoiqu'il fût à peu près sept heures du matin, déjà la route était peuplée de beaucoup de personnes, et particulièrement de femmes, qui avaient passé la nuit pour tâcher de voir le vainqueur de l'Italie. Arrivés

près de l'ossuaire où sont déposés les restes des soldats bourguignons tués à la célèbre bataille de Morat, il trouva un général d'Erlac, de la célèbre famille de ce nom, et qui attendait le général en chef, prévoyant bien qu'il s'arrêterait près de ce monument. Le général Bonaparte, qui ne portait point d'habit militaire, ne fut pas reconnu de cet étranger, et en reçut tous les détails qu'il désirait sur la victoire remportée par les Suisses. Après avoir examiné la position militaire, il se contenta de dire : « Il fallait que « Charles-le-Téméraire fût un grand fou. » Cette réflexion, prononcée d'un ton ferme, fit connaître à M. d'Erlac qu'il était en présence du héros qu'il désirait tant voir. Un salut respectueux et un compliment plein d'émotion furent les seuls hommages qu'il put lui rendre, car le général s'éloigna.

Le surlendemain nous passâmes à Offenbach, quartier-général du général en chef Augereau, nommé commandant de l'armée du Rhin. Le général Bonaparte s'arrêta devant sa porte, en lui faisant annoncer qu'il était là, que, trop pressé pour s'arrêter, il désirait le voir un moment; mais le lieutenant du général en chef commençait à l'oublier, et il se contenta de répondre

qu'il était à sa toilette. Cette impolitesse fut mal réparée, le lendemain, par l'envoi d'un de ses aides-de-camp. Les torts nombreux qu'il avait envers le général Bonaparte augmentèrent sa haine, qui n'a fini qu'avec sa vie.

Le traité de Campo-Formio portait qu'un congrès serait rassemblé à Rastadt pour y traiter de la paix entre l'empereur d'Autriche, les membres de l'Empire d'un côté et la république de l'autre. Il y avait dans le choix de cette ville une sorte de rapprochement avec l'époque célèbre qui réunit en 1707, dans le même château de Rastadt, le duc de Villars et le prince Eugène de Savoie. L'empereur, cette fois, n'avait pas jugé à propos de s'y faire représenter par un de ses guerriers. Tous avaient été battus par la France. Ce fut donc le comte de Metternich qui représentait l'empereur d'Autriche, le comte de Lerbach, le roi de Bohème et de Hongrie; le comte Cobentzel y était venu comme plénipotentiaire au traité de Campo-Formio, accompagné de quelques autres diplomates, également signataires. Du côté de la France, était M. Treilhard, ancien membre de la Convention, et qui avait non-seulement voté la mort du roi, mais qui, à cette époque, se van-

tait d'avoir décidé le duc d'Orléans à prononcer le même vote. C'était un jurisconsulte fort savant, d'un caractère sévère (c'est à lui qu'on doit le Code criminel), mais qui, loin d'avoir de l'éloquence, n'avait pas même une élocution facile. Avec lui était M. Bonnier d'Arcó, homme dur, d'un caractère sauvage et d'une humeur souvent farouche. Ces deux plénipotentiaires étaient loin de plaire à cette foule de diplomates couverts d'ordres, et dont les noms anciens et historiques étaient précédés des titres les plus pompeux. Le contraste était piquant, car ces deux plénipotentiaires de la république ne quittaient point le chapeau rond, et leurs souliers étaient fermés avec des cordons; mais il fallait plier devant la république française, et les plaisanteries contre ces deux messieurs expiraient à leur arrivée. Le général en chef n'avait nulle envie de rester à Rastadt. Les discussions obscures de la négociation qui allait s'entamer et toutes les finesses astucieuses de la chancellerie allemande, auraient été un triste dédommagement de toutes ses fatigues de l'armée et une plus triste récompense de ses victoires : tout se passa donc en politesse; il n'y eut qu'un trait saillant qui distingua cette courte période de son séjour.

Le roi de Suède, en sa qualité de grand-duc de la Poméranie, avait envoyé au congrès de Rastadt, le comte de Fersen, autrefois célèbre à la Cour de France et chef du fameux voyage de Varennes. La haine de son souverain pour la France était connue, et sa personne ne pouvait plaire. Il eut le fatal désir de se faire présenter au Général. Quand il se trouva devant lui, celui-ci lui dit : « Comment, monsieur, avez-vous « cru pouvoir servir utilement les intérêts de la « Suède, vous qui n'êtes connu que par vos « affections pour un gouvernement justement « proscrit en France, et par vos efforts si vai- « nement employés pour son rétablissement? » M. de Fersen répondit quelques mots confus, que nous n'entendîmes pas. Le général Berthier, qui était présent, s'approcha de lui, et, pour diminuer sa confusion, lui rappela qu'ils avaient fait la guerre d'Amérique ensemble. Ce court entretien permit à l'ambassadeur de se retirer avec un peu moins d'embarras, et le lendemain il quitta Rastadt pour n'y revenir que plus tard.

Deux jours après cette scène, le général Bonaparte partit pour Paris, me laissant au congrès avec M. Perret, secrétaire de la légation

à Campo-Formio. « Je ne peux vous emmener à « Paris, me dit-il, le Directoire ne vous par- « donne pas votre conduite au 18 fructidor, et « le moment n'est pas venu de vous justifier; je « vous dédommagerai plus tard, restez donc « ici. Écrivez-moi ce que vous apprendrez de « tout ce bavardage diplomatique. C'est un « moyen d'instruction que vous trouveriez rare- « ment. Je vous laisse quelques gens de ma « maison; car je veux entretenir la croyance que « dans peu de temps je reviendrai ici.»

Son intention n'était pourtant pas de retourner à Rastadt. Les difficultés élevées par les insinuations de M. de Thougeat arrêtaient à chaque pas la marche des affaires. Après trois mois de discussion, on n'était pas encore parvenu à s'entendre sur la manière de conclure. Les députés des puissances du second ordre en Allemagne, une foule de membres de la noblesse immédiate et les nombreux et riches bénéficiaires cherchaient un appui dans le roi de Prusse, qui n'avait ni la volonté ni la puissance de les protéger. Bien convaincus de la haine que leur portait l'empereur d'Autriche, et de sa résolution de les sacrifier, la plupart d'entre eux cherchèrent un autre appui, par des démarches secrètes

auprès des ministres plénipotentiaires de France.

Ma position devenait fort délicate. J'étais détesté par les membres du Directoire, et par conséquent en défiance vis-à-vis des plénipotentiaires de la République. Je ne pouvais pas faire connaître le véritable motif de mon séjour à Rastadt. Ma présence au congrès donnait de l'humeur à MM. Treilhard et Bonnier, et les ministres d'Allemagne, forcés par leur position à faire un accueil obligeant aux Français qui résidaient près d'eux, me regardèrent comme leur représentant, et, trouvant moins pénible de se rapprocher d'un militaire qui avait la confiance du général Bonaparte, ils réunirent sur moi seul tout l'accueil qu'ils auraient dû partager, et ne donnèrent aux autres que de froids égards. J'étais donc sans cesse dans la société du comte Cobentzel et de la famille Metternich. Mais j'avais pris la précaution de prévenir le général Bonaparte de ma nouvelle situation. Il l'approuva, en me recommandant toutefois d'y mettre la réserve convenable. Je ne rappellerai pas les détails de tout ce qui s'est passé pendant cinq mois dans cette petite ville d'Allemagne. Le bavardage diplomatique, les discussions, la plupart sans résultat, de grands dîners et beaucoup d'ennui

seraient sans intérêt pour le lecteur. Cependant je crois qu'il peut être intéressant que je communique ce que j'ai appris depuis sur l'assassinat des ministres plénipotentiaires de la République. J'ai appris ces détails du prince de Linange et du comte de Solms-Laubach, avec lesquels j'étais très-lié, qui étaient à Rastadt pour leur propre compte, et qui montrèrent dans cette catastrophe un courageux dévouement pour nos malheureux ministres.

Ceux-ci avaient profité avec empressement des démarches secrètes que faisaient près d'eux les ministres du second et du troisième rang, et plusieurs membres de la noblesse immédiate d'Allemagne. Dans l'espérance d'être épargnés, si la guerre recommençait, ils promettaient de reprendre le parti de la France. Ces menées secrètes n'avaient pu m'échapper puisque, par la disposition de mon appartement dans le château, je rencontrais souvent les secrétaires de légation des petits princes d'Allemagne, se glissant chez MM. Treilhard et Bonnier, auprès desquels je logeais. Ces manœuvres secrètes devinrent plus fréquentes lorsque M. Roberjot vint remplacer Treilhard : celui-là avait rempli plusieurs missions diplomatiques. Ses formes étaient plus po-

lies, plus attrayantes que celles de ses confrères. Le comte Lerbach, homme d'un caractère déterminé, plein d'énergie, et ennemi acharné des Français, connut sans doute promptement les dispositions des ennemis cachés de l'Autriche. A mesure qu'on avançait dans les négociations, il paraissait plus évident que la paix ne serait pas d'une longue durée, et la guerre fut résolue en secret lorsque l'on apprit l'embarquement du général Bonaparte, pour l'Orient, avec une partie des généraux français les plus habiles, et trente mille hommes des meilleures troupes de la République. Le comte de Lerbach quitta Rastadt peu de temps avant l'ouverture des hostilités, et on ne doute pas que ce ne soit lui qui ait fait décider, par le cabinet autrichien, l'arrestation des ministres de France.

Un régiment de hussards du nom de *seclairs*, espèces de pandours, recrutés sur les frontières de Turquie, entourait déjà Rastadt, lorsque les ministres de France reçurent l'ordre d'en partir. Le commandant badois de cette ville les avait en vain engagés à s'éloigner dans la matinée, pour se trouver sur la rive gauche du Rhin avant la nuit. Embarrassés de leurs préparatifs de départ, encombrés de papiers qu'ils voulaient conserver,

et convaincus que le caractère sacré de plénipotentiaire devait les mettre à l'abri de toute insulte, ils ne partirent que peu d'heures avant la nuit, et furent arrêtés et massacrés à quelques lieues de Rastadt. Je suis bien persuadé que l'ordre de les tuer n'a pas été donné par le gouvernement autrichien; mais le but de se rendre maître de leurs papiers a été atteint, et comme ils avaient beaucoup d'argent sur eux, les soldats, excités par la cupidité et enivrés avant l'action, trouvèrent commode de prévenir les plaintes en assassinant.

J'arrivai à Paris un mois environ avant notre départ pour Toulon.

CHAPITRE XVI.

Préparatifs et départ de l'expédition d'Egypte. — Malte. — Ma mission à Corfou et à Janina. — Retour en Egypte.

Je parlerai plus tard de mon mariage avec mademoiselle Emilie Beauharnais. Les préparatifs de l'expédition d'Orient avaient été faits avec un très-grand secret ; le Directoire n'avait pas même voulu confier à ses sous-ordres les expéditions des ordres nombreux qu'il devait donner, et le secret avait été si bien gardé, que l'Angleterre n'en soupçonna pas le but et ne put prendre aucune pré-

caution. Quatorze vaisseaux de ligne étaient réunis à Toulon. On ne put prendre que la moitié des matelots nécessaires sur chaque vaisseau; l'autre moitié de l'équipage était composée de tous les régimens de l'artillerie expéditionnaire. C'était l'amiral Brueyx qui commandait la flotte, et les officiers qui étaient sous ses ordres, tous pleins d'ardeur, avaient, pour la plupart, déjà la réputation d'hommes habiles.

Indépendamment de l'armement de Toulon, des troupes, embarquées à Gênes, à Ajaccio et à Cività-Vecchia, avaient reçu des ordres combinés pour rejoindre la flotte avant qu'elle fût arrivée devant Malte. J'étais embarqué sur la frégate *l'Artémise*, qui servait d'aide-de-camp à l'amiral. La flottille du général Desaix ne se trouva point au rendez-vous, et *l'Artémise* fut chargée d'aller à la découverte. Le général Murat vint nous joindre; et, comme nous n'étions pas loin de l'île de Malte, il força le capitaine à lui donner une barque pour qu'il descendît jusqu'aux défenses extérieures de la cité Valette. C'était une imprudence; il en fit une seconde, que je rappelle, parce qu'elle donne une idée du caractère de ce général. Tout en croisant devant Malte, le seul vaisseau de haut bord qui fût en

la possession de l'Ordre arriva sur nous pour rentrer dans le port. Murat voulait que ce bâtiment maltais passât sous le vent de la frégate. C'était contre les usages de la marine; mais le capitaine du vaisseau, troublé par cette inconcevable prétention, et intimidé à la vue du drapeau tricolore, obéit au mouvement sans hésiter, pour entrer dans le port; mais, à son arrivée, il jeta l'alarme partout, et la ville, qui aurait pu être prise à l'improviste, se trouva en état de défense quand nous débarquâmes.

Enfin, le 10 juin, la flotte parut devant Malte. La vue d'une flotte si considérable, et de quatre cents bâtimens qui portaient une armée formidable, jeta le grand-maître et son conseil dans un grand abattement, et porta le trouble parmi les chevaliers et le peuple de l'île. Le désordre allait être au comble, car déjà un chevalier de Malte français avait été assassiné par la populace de la capitale, lorsque le général en chef envoya son aide-de-camp Junot, pour sommer le grand-maître de lui ouvrir les portes. La réponse fit connaître que le gouvernement était décidé à se défendre. Alors une partie de l'armée débarqua, attaqua tous les fortins qui défendaient le rivage, s'en empara, et bientôt investit la

place. Les fortifications de la cité Valette consistaient en un fossé taillé dans le roc, et dont les dimensions rendaient l'attaque fort redoutable : la tranchée était impossible à ouvrir, et l'île entière ne pouvait nous donner assez de bois, ni même de terre, pour établir des batteries et nous mettre à l'abri de l'artillerie de la place. Heureusement la peur fit perdre la tête au grand-maître : le consul de Russie avait déjà exigé que l'île fût remise entre les mains des troupes moscovites, que l'on attendait. Le grand-maître, voyant que l'ordre de Malte était perdu, et sans songer que, d'un moment à l'autre, une flotte anglaise pouvait le délivrer, prit le parti de signer la capitulation avec le général Bonaparte. Le traité fut bientôt conclu, et, le surlendemain de notre arrivée, l'armée entière était maîtresse de la ville et des forts, et la flotte dans le beau port de la cité Valette. En examinant ces fortifications plus en détail, le chef du génie, général Caffarelli, dit au général en chef : « Il est fort heureux qu'il se soit trouvé « des gens dans la place pour nous en ouvrir les « portes ; car, si elle eût été déserte, tous les ef- « forts de l'armée n'auraient pu lui en procurer « l'entrée. » Le lendemain de la prise, le grand-

maître et tout son état-major monta sur un brick, et je fus chargé de les conduire, avec la frégate *l'Artémise*, jusqu'au fond du golfe Adriatique, pour qu'il ne tombât pas entre les mains des Barbaresques, qui en auraient fait un trophée. Deux jours après mon embarquement, nous rencontrâmes un bâtiment ragusain, qui nous annonça qu'il avait vu le matin une flotte anglaise, qui se dirigeait vers Malte. Heureusement que l'armée et son chef en étaient déjà partis. Notre grande flotte et nos quatre cents vaisseaux de transport longèrent, pendant la nuit, la côte-nord de l'île de Candie, tandis que l'amiral Nelson la côtoyait par l'autre côté.

On a long-temps agité, sur la flotte, ce qui serait arrivé si Nelson nous eût rencontrés. Les officiers de terre, et surtout ceux qui étaient sur les vaisseaux de ligne, étaient convaincus que nous aurions battu la flotte anglaise; le général Bonaparte appuyait cette opinion de toute l'autorité de son nom. J'avoue que je n'ai jamais été de cet avis : quatre cents bâtimens de transport, dont la plupart des capitaines étaient étangers, et qui s'étendaient sur tous les points de l'horizon, auraient été promptement dispersés par les frégates anglaises. Malgré tous

les efforts des nôtres, nous aurions éprouvé de grandes pertes : l'expédition d'Égypte devenait impossible ; mais l'armée se serait jetée sur les côtes de Sicile, et se serait emparée de cette île. La lâcheté du grand-maître et la misérable défense des chevaliers de Malte étaient un coup de la fortune, qui protégeait la destinée du général en chef.

J'avais reçu l'ordre (1) d'inspecter les fortifications de Corfou et les magasins de munitions dont cette ville devait être pourvue. Je devais ensuite me rendre auprès d'Ali, pacha de Janina, pour lui annoncer la prise de l'Égypte, lui persuader que nous restions amis du grand-seigneur, et qu'il était de son intérêt de ne pas se séparer de la France. Ma mission était fort délicate et très-difficile : Ali-Pacha nous était connu pour un homme sans foi, qui vivait bien avec les troupes répandues sur les îles Ioniennes et sur le littoral de cette portion de la Grèce, dont il était le commandant, mais qui nous abandonnerait et deviendrait notre ennemi, lorsque sa politique lui présenterait d'autres avantages. Arrivé à Corfou, je vis le général Chabot, qui

(1) Voir Pièces justificatives, n° 1.

d'abord me demanda si j'étais porteur de riches présens pour Ali-Pacha, et de beaucoup d'argent pour semer le long de la route; « car, me « dit-il, ce sont les meilleurs argumens que vous « puissiez lui présenter. » C'était précisément ce que le général Bonaparte avait oublié. « Mais « rassurez-vous, me dit-il, le pacha est sur le « Danube, où il se bat, bien malgré lui, devant « Udim, contre Paswan-Oglon. » Cette nouvelle me fut d'un grand soulagement; je me hâtai de remplir les autres parties de ma mission et de gagner l'Egypte.

CHAPITRE XVII.

Entrevue sur *l'Orient* avec l'amiral Brueyx. — Mon arrivée au Caire. — Mourad-Bey. — Son intrépidité et sa constance. — Administration oppressive des Mamelucks.—Combats de Salahieh.—Le général apprend la nouvelle de la perte de la bataille d'Aboukir.

A quelques lieues d'Aboukir, où j'avais ordre de me rendre, la frégate que je montais fut poursuivie par un bâtiment anglais, qui vint reconnaître la flotte. C'était le 21 juillet ; je montai sur l'*Orient* pour voir l'amiral Brueyx, commandant en chef. Je ne m'attendais pas à trouver la flotte embossée dans la rade d'Aboukir. Voici

mot pour mot ce que me dit l'amiral : « Le gé-
« néral Bonaparte, en quittant Alexandrie pour
« s'enfoncer dans le désert, m'a donné l'ordre ou
« d'entrer dans le port vieux d'Alexandrie, ou
« de me rendre à Corfou avec la flotte, après
« avoir débarqué tous les effets et les approvi-
« sionnemens de l'armée de terre; mais depuis, je
« n'ai aucune nouvelle de l'armée, ni de son chef.
« J'ai fait sonder les passes du port vieux; mais
« on ne peut y entrer que par un vent du nord-
« ouest à force de canots; ce travail a été long,
« et il n'est encore entré dans le port que le........
« Il est bien entendu que je ne peux m'éloi-
« gner des côtes de l'Egypte qu'après avoir reçu
« des nouvelles de l'armée. Puis-je partir et ren-
« trer dans un port de l'Europe, sans donner
« au gouvernement et à la France des nouvelles
« de ses enfans? Si, par impossible, le général
« Bonaparte trouvait dans le pays des obstacles
« insurmontables, et qu'il fût obligé de se rem-
« barquer, ne serais-je pas criminel de lui avoir
« enlevé le seul moyen de retraite qu'il a mis à
« ma disposition? Depuis que je suis ici, c'est
« aujourd'hui la première fois que je vois un
« vaisseau anglais. Il est probable que demain ou
« après je serai attaqué. Je vais faire revenir le

« bâtiment qui est dans le port vieux. Si vous « m'en croyez, restez auprès de moi, nous avons « bonne espérance, et vous aurez l'avantage « d'aller porter à votre général la nouvelle d'une « belle victoire. Puisque je ne pouvais entrer « dans le port vieux d'Alexandrie, ni m'éloigner « des côtes avant d'avoir reçu des nouvelles, je « me suis établi ici militairement. L'embossage « est de nécessité parce que, étant parti de Tou- « lon avec la moitié des équipages seulement, « je n'ai pas assez de monde pour me battre à la « voile. » Le major-général Gantheaume ajouta « ceci : Nous sommes un peu loin de cet îlot que « vous voyez, parce que le fond fait chasser sur « nos ancres, et qu'il y aurait danger à s'appro- « cher plus près; mais nous sommes gardés de « ce côté par une formidable batterie. »

Après avoir causé avec l'amiral, je me promenai seul, à la nuit, sur cet immense bâtiment, percé pour 130 pièces de canon. Je n'y rencontrais personne; il me semblait être dans l'église Notre-Dame; ce qui ajoutait à la singularité de cette solitude, c'est qu'avant le débarquement il était monté par 2,145 personnes; maintenant il n'y en avait plus que 600. Plus je considérais cette immense citadelle, moins j'avais l'envie

d'assister au combat. Dans le fait, je n'étais point officier de marine, mon devoir était de rejoindre mon général. Il ne manquerait pas de gens pour lui porter la nouvelle de la victoire, et je serais très-blâmé et très-peu plaint, si, par malheur, j'étais fait prisonnier, ou si je succombais. Je vins donc trouver l'amiral, et je lui dis: « Toutes réflexions faites, il faut que je pour-« suive ma route. Je dois aller rendre compte de « ma mission et de la position dans laquelle je « vous ai trouvé. » Il me procura un canot pour me conduire à Rosette; mais j'eus bientôt à me repentir du parti que j'avais pris. Le *bogare* formé par la lutte du Nil avec la mer, était alors très-mauvais, et une violente tempête ajoutait encore au danger qui nous menaçait. Un bâtiment chargé de vivres venait de périr corps et biens; un autre, beaucoup plus fort, luttait encore, et voulut bien nous jeter une corde pour nous remorquer, et nous préserver ainsi d'une course forcée en pleine mer, où nous aurions été engloutis, si même nous ne fussions allés nous perdre sur les brisans. Nous restâmes ainsi dix-sept heures. Enfin la mer devenant un peu moins haute, je pris le parti d'avancer rapidement pour gagner l'embouchure du Nil; les matelots n'en

avaient guère envie; mais je fus secondé par l'enseigne qui commandait le canot, jeune homme plein d'énergie et d'intrépidité. La première vague qui nous poursuivait nous couvrit d'eau. Il fallait encore un effort, et tandis que les matelots, pâles comme la mort, ramaient cependant avec vigueur, un compagnon de voyage, officier dans les guides, se mit à genoux et commença son *pater*, dont il ne manqua pas un mot jusqu'à la fin. Le danger passé, le courage lui revint, et tout honteux de son action à laquelle il ne comprenait rien, il me dit tout bas : « J'ai trente-huit ans, et depuis « l'âge de six, je n'ai jamais fait une prière, et je « ne conçois pas comment elle est revenue à ma « mémoire, car je vous déclare que maintenant « il me serait impossible d'en retrouver un seul « mot. » C'était certainement un des braves de l'armée d'Egypte. Je crois qu'il est mort en Espagne, général de brigade.

Je trouvai à Rosette le commandant Bidon Julien, qui n'avait pas plus de nouvelles de l'armée que l'amiral Brueyx : « cependant, me dit-il, je « suis tranquille, les gens du pays sont inquiets, « et par conséquent nous sommes victorieux. « Vous n'avez rien à craindre sur le Nil, je vais « vous donner un bâtiment armé, pour vous

« conduire au Caire, dont l'armée doit être main-« tenant en possession. » Le lendemain de mon embarquement sur le Nil je rencontrai Arrighi (maintenant duc de Padoue), qui venait du Caire, et qui portait à l'amiral la nouvelle des triomphes de l'armée, et l'ordre réitéré de se rendre à Corfou. Quand j'annonçai au général en chef que la flotte était encore à Aboukir, il montra beaucoup d'humeur, et, pensant qu'il serait possible qu'Arrighi trouvât des obstacles pour arriver promptement près de l'amiral, il expédia la nuit même de mon arrivée son aide-de-camp Julien, porteur de nouveaux ordres. Ce malheureux jeune homme descendit le Nil sur une djerme, escorté par une douzaine de soldats. Son inexpérience le perdit. Entré dans la branche d'Alexandrie, il crut pouvoir se reposer pendant la nuit; les Arabes le massacrèrent, ainsi que son escorte. Le général Bonaparte perdit en lui un des meilleurs officiers de son état-major, et moi un excellent ami.

Cependant les Anglais furent quatorze jours sans paraître, et Arrighi trouva l'amiral persuadé que les Anglais, ayant compté nos vaisseaux, ne voulaient pas livrer le combat. Ce ne fut que quatorze jours après (le 1er août) que Nel-

son parut devant Alexandrie avec quatorze vaisseaux et plusieurs frégates. Le récit de ce combat, auquel je n'ai pas assisté d'ailleurs, est trop connu pour que je le rapporte ici.

Le général en chef, quoique arrivé depuis peu de jours au Caire, s'y était fait précéder, comme partout, par des ordres si fermes et une administration si sage, que les soldats et tous les Français avaient déjà pris l'habitude de parcourir la capitale et tous les environs, sans concevoir la plus légère inquiétude. La ville du Caire présentait un curieux spectacle aux Européens qui la parcouraient la première fois. J'étais débarqué à Boulack sur le Nil. La distance était considérable pour arriver sur la place El-Bekir, où demeurait le général Bonaparte; les rues étroites de la ville étaient encombrées de chameaux en files nombreuses, attachés les uns aux autres, chargés de ballots, et conduits par un seul homme. Les habitans traversaient les intervalles avec une gravité lente, et la pipe à la bouche. Nos soldats, montés sur des ânes, galopaient joyeusement, et se glissaient entre les chameaux en riant aux éclats; une affreuse poussière et je ne sais quelle odeur de momies nous suffoquaient, et de temps en temps de graves

Musulmans, montés sur des mules, se frayaient un passage, précédés de bâtonniers, qui frappaient sur tout ce qui leur faisait obstacle, et même sur les hommes qui ne se levaient pas à leur approche. Enfin des mendians, cachant avec soin leur visage, peu soucieux de découvrir ce que les nôtres montrent, importunaient les passans par des cris bizarres, qui ressemblaient à des imprécations de colère, pour obtenir l'aumône.

Mourad-Bey, après la bataille des Pyramides, s'était réfugié dans la Haute-Égypte. Il lui restait encore plusieurs milliers de mamelucks. Son influence était considérable sur les peuples; comme elle pouvait être dangereuse, le général en chef, tout en préparant contre lui l'expédition confiée au général Desaix, essaya de le gagner par des négociations secrètes. Sa femme légitime et tout son harem étaient restés au Caire. Il envoya Eugène de Beauharnais pour lui porter ses complimens et des assurances pacifiques et bienveillantes. Eugène fut reçu avec politesse par cette dame, qui lui donna, en échange des cadeaux que lui avait envoyés le général en chef, un beau schall et des armes de son mari. Mais les égards prodigués à la femme de Mourad-Bey, n'eurent aucun effet sur lui. La vigueur et l'habileté du général Desaix, le

courage des troupes, qui le forcèrent plusieurs fois à se jeter dans les oasis, et réduisirent sa troupe à quelques fidèles amis, ne purent décider ce chef intrépide à prêter l'oreille à aucun arrangement, et ce ne fut qu'après plus de deux années de combats et d'adversités qu'il consentit enfin à se rapprocher du chef de l'armée française; mais alors le général Bonaparte avait quitté l'Égypte.

On avait supposé que toutes les richesses de l'Orient se trouveraient accumulées dans ce pays si fertile. Nous trouvâmes la misère partout. L'administration des mamelucks était sans bon sens et sans modération. Indépendamment du miri, et d'un autre impôt que le peuple d'Égypte était obligé de payer au Grand-Seigneur, il fallait encore acquitter tous les impôts que le caprice et la tyrannie des sous-ordres inventaient tous les jours. Les beys, chefs des mamelucks, les officiers particuliers cantonnés dans les provinces, et jusqu'aux simples cavaliers mamelucks, chargés de maintenir la police dans les villages, tous s'attribuaient le droit d'imposer et de lever des taxes plus ou moins pesantes. Le fellah, ou paysan, succombait sous le poids de tant d'exactions; et si le malheureux avait des enfans de l'un et l'autre sexe,

qui attirassent l'attention des chefs, ils étaient enlevés pour satisfaire à leurs brutales débauches.

Une des premières opérations du général en chef fut de rassurer le peuple sur ses propriétés, de lui bien expliquer le système simple et judicieux des impôts auxquels il allait être soumis, de lui faire connaître qu'à l'arbitraire dont il était victime sous les mamelucks, allaient être substitués des divans, composés dans chaque province des hommes les plus respectables, chargés de lui rendre la justice. Toutes ces déclarations commençaient à rassurer le peuple, et nous n'eûmes véritablement pas à nous plaindre de lui, pendant les six premiers mois de notre séjour dans le pays.

Les tribus d'Arabes étaient cependant fort dangereuses. On était parvenu à faire la paix avec quelques-unes; mais plusieurs d'entre elles, plus nombreuses et mieux armées, continuèrent à intercepter souvent nos relations et nos convois, soit par terre, soit sur le Nil. Il fallut donc organiser un système de poursuite, et il fut soutenu avec une telle énergie, que ces tribus sentirent enfin qu'il fallait se soumettre, ou aller chercher d'autres déserts.

Mourad-Bey, relégué dans la Haute-Egypte,

ne donnait plus d'inquiétudes; mais Ibrahim-Bey, le plus puissant des chefs mamelucks après lui, était allé au-devant de la caravane qui revenait de la Mecque, et, sous le prétexte de la défendre contre l'armée française, il l'arrêta dans sa marche, et se mit à la piller. Puis, revenant sur l'Egypte par Salahieh, il annonça le dessein de venir attaquer de ce côté l'armée française. Le général Régnier, que j'accompagnai dans cette courte expédition, eut bon marché des Arabes et des mamelucks de l'avant-garde; mais il ne se dissimula pas que sa faible division serait bientôt écrasée, si l'on n'arrivait à son secours. J'allai en instruire le général en chef, qui courut promptement à lui, à la tête de quelques régimens de cavalerie, que l'on était parvenu à monter avec les chevaux qu'on avait pu trouver dans la Basse-Égypte. Les mamelucks furent battus à Salahieh, qui a donné le nom à ce combat. Ce fut alors que le général en chef apprit le désastre de notre flotte à Aboukir. La nouvelle lui en avait été apportée par un aide-de-camp du général Kléber. Comme le cheval de cet officier ne pouvait plus avancer, il avait écrit quelques détails dans une lettre ouverte, que je trouvai entre les mains d'un paysan à qui il l'avait confiée. Je lus la

lettre, et je m'approchai du général en chef en le priant de s'écarter un instant du groupe de son état-major. Je lui remis alors le billet; après l'avoir lu : « Vous savez ce qu'il contient, « me dit-il; gardez le secret. » Nous retournâmes à Belbeys, où le déjeuner était préparé. Tout le monde était fort gai, et surtout les troupes, qui avaient repris aux mamelucks les marchandises dont la caravane avait été dépouillée par eux. Ils allaient les vendre à vil prix; mais le général en chef donna l'ordre qu'aucun officier n'en pût faire l'acquisition, et que ces dépouilles fussent vendues par les soldats à leur arrivée au Caire. Au milieu du déjeuner, le général en chef dit à ses convives : « Eh « bien, vous vous trouvez bien dans ce pays; « cela est heureux, car nous n'avons plus de « flotte pour nous ramener en Europe. » Puis il donna des détails sur la bataille d'Aboukir. Cette nouvelle fut reçue avec le calme que le général avait mis à la donner. Tout le monde eut bientôt pris son parti, et il n'en fut plus question.

CHAPITRE XVIII.

Ibrahim-Bey se retire en Syrie.—Projet de l'expédition de Syrie. —Révolte du Caire. — Mort du colonel Sulkowski, aide-de-camp du général en chef.—Mission de M. de Beauchamp.—La peste à Alexandrie.—Justice expéditive du cadi, au Caire.

Ibrahim-Bey s'était retiré en Syrie, et l'on ne devait pas douter qu'il n'organisât dans ce pays des rassemblemens assez considérables pour nous inquiéter sur les frontières. Le général en chef apprit aussi que la nouvelle de l'invasion de l'Égypte avait été reçue avec beaucoup d'irritation à Constantinople. Les Anglais, furieux de la prise de Malte, et sentant les graves consé-

quences de la conquête de l'Égypte pour leurs établissemens dans l'Inde, animaient les Turcs à la guerre. Le général en chef devait donc s'attendre non-seulement à être harcelé continuellement par Ibrahim-Bey, mais encore à voir les Anglais s'emparer des ports de la Syrie. Il se décida à les prévenir; mais auparavant il était important de connaître les dispositions du pacha qui commandait dans toute la Syrie. C'était alors Djezzar, homme d'une grande énergie, qui s'était maintenu depuis beaucoup d'années, malgré le sultan, et qui se faisait obéir par la terreur que ses cruautés inspiraient. Le général en chef lui envoya un jeune Français qui revenait de Mascate avec le consul Beauchamp, et qui savait très-bien l'arabe. La réponse de Djezzar était ambiguë, et le général Bonaparte vit bien qu'il fallait appuyer ses protestations d'une armée. Mais un incident fatal parut devoir reculer à une époque indéfinie cette expédition. Tout paraissait tranquille au Caire et dans les provinces, lorsque tout-à-coup un soulèvement, qui n'avait été provoqué par aucune cause apparente, éclata à l'une des portes du Caire.

Des blessés de l'affaire de Salahich et des malades de la division Régnier, qui remplissaient

plus de vingt transports, furent égorgés brusquement, et bientôt la révolte s'étendit, comme un incendie, dans toute la ville. Le général Dupuis, commandant de la place, monta à cheval aussitôt accompagné de tout ce qui se trouvait sous sa main; mais il fut assassiné dans une des rues, ainsi que plusieurs de ses compagnons. Se mettre aux prises avec la révolte dans les rues, était devenu chose impossible. On parvint cependant à contenir les révoltés, qui s'emparèrent d'une des plus grandes mosquées de la ville. Alors on se décida à tirer sur eux de la citadelle; les bombes et les obus en firent un grand carnage, et quelques bataillons d'infanterie fondirent sur la mosquée et achevèrent de tuer ou de faire prisonnier tout le reste. Cette révolte dura trois jours et coûta peu de monde à l'armée; mais le général en chef y perdit un de ses meilleurs aides-de-camp. Le colonel Sulkowski avait déjà été blessé à Alexandrie et au combat de Salahieh. Il était encore convalescent, lorsque, le général en chef voulant envoyer à la découverte hors de la ville, il se présenta, prétendit que c'était son tour de marcher, et qu'il était parfaitement guéri. Accompagné de quinze guides, il traversait la portion du désert qui

sépare cette partie du Caire de la citadelle. Des Arabes, cachés derrière de nombreux monticules, débouchèrent brusquement sur lui. Il fut tué avec la plus grande partie de son escorte, car il n'en revint que deux pour apporter cette triste nouvelle. Je n'étais pas alors au Caire (1). Par ordre du général en chef, j'accompagnais le général Andréossi dans une expédition sur le lac Mensalé et à Péluse. Nous ignorions complètement ce qui se passait au Caire, et je remontais tranquillement le Nil, lorsque j'appris qu'à Mansoura ou Lamansour, l'hôpital où étaient nos malades, nos blessés et un détachement de soldats, avait été surpris, et que tous ceux qui s'y trouvaient avaient été égorgés sans pitié. La révolte du Caire avait gagné les deux rives et particulièrement la branche de Damiette. Quelques villages insurgés furent brûlés, pour servir d'exemple. Le général en chef désirait vivement savoir si les habitans de Mansoura avaient conservé quelque souvenir de leur victorieuse résistance, lorsque le comte d'Artois les avait attaqués avec tant d'imprudence, pendant l'expédition de saint Louis. Mais il paraît, d'après toutes les

(1) Voir Pièces justificatives, n° 2.

recherches, que ces Égyptiens ne connaissaient ni le nom de saint Louis, ni l'action qui avait illustré leurs ancêtres.

Le général en chef n'avait pas encore reçu de nouvelles du Directoire, à l'époque du mois de décembre 1798. Le but politique de l'expédition avait rencontré un grand obstacle, par la perte de la flotte. Il n'était plus possible de penser, même dans l'avenir, à conduire l'armée jusque dans l'Inde, puisque la supériorité des Anglais était devenue incontestable, sur toutes les mers. Il fallait donc tirer parti de notre situation en Égypte pour ramener les Turcs à des sentimens d'amitié avec la France, les détacher des Anglais, et du moins tâcher que les deux empereurs d'Autriche et de Russie ne pussent pas s'entendre pour consommer le démembrement de l'empire Ottoman. Le général en chef supposait que M. de Talleyrand, nommé ambassadeur de France à Constantinople, s'était rendu à sa destination, et s'y était maintenu. Il était donc important de correspondre avec lui, et il ne trouva d'autre moyen que d'envoyer M. Beauchamp à Constantinople; mais il fallait qu'il échappât à la surveillance des vaisseaux anglais. Voici le moyen qu'imagina le général Bonaparte. Il y

avait dans le port d'Alexandrie une caravelle turque, chargée d'apporter au sultan le tribut annuel de l'Égypte. Le capitaine de ce bâtiment était un homme considéré dans son pays, et il avait avec lui ses deux fils. L'ordre lui fut donné d'en laisser un à Alexandrie comme ôtage, qui répondît de la sûreté et du retour de M. Beauchamp, et de conduire ce dernier à Constantinople. Ce consul était chargé d'exiger la liberté de tous les Français qui avaient été pris en Syrie comme commerçans ou agens consulaires, et les militaires qui avaient également été faits prisonniers, soit en venant en Égypte, soit en retournant en France. Il devait amener les discussions avec le grand-visir, au point de lui insinuer que la France abandonnerait l'Égypte et ferait un traité d'amitié avec la Turquie, si elle voulait rompre les liens qui l'unissaient à l'Angleterre, et que, dans ce cas, les troupes françaises se joindraient au sultan, soit pour terminer la guerre avec les deux empereurs par un traité commun, soit pour lui porter secours dans le cas où la paix n'aurait pas lieu.

Malheureusement M. Beauchamp fut découvert par les Anglais, et mis aux Sept-Tours à Constantinople.

C'est à cette époque que la peste recommença ses ravages à Alexandrie. J'avais été chargé d'accompagner M. Beauchamp jusqu'à Alexandrie, pour veiller aux préparatifs de son départ (1), et rendre compte au général en chef des travaux de fortification de cette place. En arrivant, je trouvai le général Marmont, qui commandait la province et tout le littoral jusqu'à Rosette. « Vous arrivez bien mal à propos, me dit-il ; la « peste s'est déclarée hier parmi nos troupes. « Il paraît que l'ordre donné, lors de notre « arrivée à Alexandrie, pour brûler les vête- « mens des pestiférés, a été mal exécuté. Les « habitans viennent de les employer de nou- « veau ; et comme nos troupes ont des relations « intimes avec une partie d'entre eux, le contact « a développé la peste chez les Français, et l'on « assure que les Turcs en seront également bien- « tôt atteints. Hier, quatre Français sont morts ; « huit sont malades aujourd'hui, et probable- « ment n'existeront plus demain ».

Les précautions de toute espèce avaient déjà été prises par le général Marmont ; les troupes étaient cantonnées, et toute relation

(1) Voir Pièces justificatives, nos 2 et 3.

était défendue entre elles et les habitans. Les ordres les plus précis avaient été également donnés pour que les bataillons, parmi lesquels se trouvaient les malades, n'eussent plus aucun point de contact avec les autres; mais l'insouciance du soldat déjoua toutes les précautions : pour eux, la peste était un ennemi qu'il fallait braver, et les relations des soldats entre eux continuaient malgré la plus sévère discipline. J'avais reçu ordre de faire venir de Rosette à Alexandrie l'ordonnateur Michaud, qui arriva accompagné de dix personnes; il logeait avec nous chez le général Marmont. Deux jours après son arrivée, il resta seul; tous les autres avaient péri. L'un de ses secrétaires, nommé Renaud, sortit de l'hôtel afin d'aller signer des bons pour la subsistance du soldat, dans le logement que son chef avait dans la ville. Le papier sur lequel il appuya la main suffit pour lui donner la maladie. Le lendemain matin, il fit dire à son chef qu'il était souffrant, et qu'il ne pouvait venir déjeuner à la table du général. Nous y courûmes; il était encore debout; mais déjà son visage portait tous les caractères de la funeste maladie : l'œil menaçant, la langue embarrassée, une sueur froide et abondante, des douleurs dans toutes

les articulations. L'officier de santé qui alla le voir se présenta seulement à l'entrée de sa chambre, armé d'un long et gros bâton. Après l'avoir examiné un instant, il fit déposer devant lui de l'eau chaude, et se retira sans lui administrer aucun autre secours. L'infortuné jeune homme nous fit demander du papier et de l'encre pour écrire à sa famille, et, dans l'après-midi, il expira au milieu des plus vives douleurs; ainsi la maladie n'avait duré que quinze heures.

Bientôt elle prit un caractère effroyable. Les médecins périrent successivement; les infirmiers s'éloignèrent, et il n'était plus possible d'entrer impunément dans les hôpitaux. On fut obligé de prendre des Turcs pour soigner les malades, en les payant très-chèrement, et la surveillance qu'on exerçait sur eux était si faible, à cause des dangers qu'elle présentait, que les plus affligeans désordres ne pouvaient être réprimés. Chez le général Marmont, nous avions été obligés de nous abstenir de linge de table et de lit; tous les habits étaient soumis à la fumigation; les domestiques du dehors n'avaient plus aucune relation avec ceux du dedans; la porte cochère était condamnée, et c'était par un guichet que l'on jetait dans un baquet plein d'eau tous les objets, et

même les alimens, qui venaient du dehors. Pour éviter la contagion entre nous, nous nous étions partagés en deux brigades, et la nuit nous nous poursuivions de chambre en chambre en nous jetant de l'eau; c'était là nos seules munitions de guerre. Parmi le petit nombre de soldats qui voulaient bien accepter la charge d'infirmiers, il se trouva un canonnier qui avait été à Constantinople, et prétendait avoir échappé à la peste. Son moyen, dit-il, était infaillible: c'était d'avoir toujours les mains et le visage baignés d'eau. Mais on découvrit qu'il se lavait les mains dans l'huile. Effectivement, on assurait qu'au Caire les allumeurs de lampe ne prenaient jamais la peste. J'étais déjà depuis six semaines dans cette malheureuse ville, lorsque je reçus l'ordre du général en chef de revenir au Caire, pour l'accompagner dans son expédition de Syrie (1).

Les Arabes de la province de Damanhour, qui connaissaient bien la situation des troupes à Alexandrie, en profitèrent pour recommencer leurs courses. Je partis avec trente hommes d'escorte et deux petits canons pris à Malte, que le général Marmont eut la bonté de me confier pour

(1) Voir les pièces justificatives, n° 4.

augmenter mes moyens de défense. Mais je fus obligé, suivant l'usage, de prendre sous ma protection une longue caravane de paysans, de femmes et d'enfans, qui profitèrent de mon départ pour retourner à Damanhour et à Ramanhieh. Nous n'eûmes pas fait deux lieues que les Arabes commencèrent à voltiger sur nos flancs. L'infanterie française qui, quelques mois avant, n'avait pas même le courage de se sauver devant un Arabe, avait pris si promptement l'habitude de les braver, que j'avais peine à les empêcher de s'écarter dans la plaine, pour les attendre et leur tirer des coups de fusil. Deux ou trois Arabes furent démontés, et pour les faire disparaître, il me suffit de tirer deux coups de canon. A mon arrivée au Caire, je n'y trouvai plus le général en chef; il en était parti deux jours auparavant, et il m'avait laissé l'ordre de parcourir le Caire dans tous les sens avec l'aga de la police, pour savoir si tout y était tranquille. C'était alors un Grec nommé Barthelemi. Il était accompagné de ses gardes, du bourreau et de ses valets. Nous marchions gravement au pas, et la vue du cadi faisait disparaître, suivant l'usage, tous les petits marchands des rues, et tous ceux de la populace qui pouvaient avoir quelque chose

à se reprocher. Dans la rue du Petit-Thouars, il s'arrêta devant un café, et ses bâtonniers, qui le précédaient, amenèrent au pied de son cheval, avec violence, un homme à qui il fit quelques questions. Le malheureux lui répondit dans un grand trouble. Après un moment de réflexion, le cadi se contenta de faire lentement de sa main droite un mouvement horizontal, et nous continuâmes gravement notre promenade. Ce geste du cadi m'avait paru singulier. A trente pas, je tournai la tête, et voyant un groupe de personnes rassemblées devant le café, je piquai des deux, et j'aperçus avec horreur un cadavre, et le bourreau mettant tranquillement une tête humaine dans son sac. « Qu'est-ce que cela? dis-je au « Cadi. — Oh! me répondit-il froidement, « c'est un drôle qui était chef dans la révolte du « Caire, et qui m'avait échappé. » J'exigeai de lui qu'il dressât un procès-verbal afin de le remettre au général en chef. Il est probable que ce malheureux était coupable; mais je crois que ma présence, et l'envie de donner une preuve de sa justice sévère, ont été la cause de sa mort. Au reste ces exécutions n'étaient pas rares. Le cadi marche toujours accompagné du bourreau. La plus légère contravention aux lois de police est

punie de coups de bâton sur la plante des pieds, et les femmes même ne sont pas exemptes de ce châtiment.

CHAPITRE XIX.

Motifs de l'expédition de Syrie. — Régnier. — Kléber. — Bon. — Lannes. — Murat. — Départ de l'expédition. — Prise d'El-Arish. — Prise de Jaffa. — Présence d'esprit du général en chef. — L'armée arrive devant Saint-Jean-d'Acre. — Perte de la flottille qui portait les munitions de siège.

Avant d'entrer en Syrie, il me paraît convenable de faire connaître les motifs de cette expédition.

Il était indispensable d'assurer la conquête de

l'Egypte par celle de la Syrie, et surtout par la possession des places maritimes.

Les deux pays ont besoin de se secourir sous le rapport des productions, comme sous les rapports politiques.

L'Égypte n'a point de bois; une partie de la Syrie en est couverte. Les échanges s'étendent même à beaucoup d'autres productions. Le désert seul les sépare, et la nécessité d'établir un ou deux forts à l'entrée du désert est indispensable pour la possession de l'Égypte.

A ces considérations générales et de tous les temps, il faut ajouter les circonstances particulières que la politique venait de faire naître.

En déclarant la guerre à la France, le sultan devait jeter contre nous toutes les peuplades armées de la Syrie. Le pacha qui commandait dans cette province trouvait son avantage à devenir notre ennemi : il se réconciliait avec la Porte en lui rendant service ; il tirait beaucoup d'argent des Anglais, et trouvait par la guerre moyen de soumettre ou d'éloigner de lui Ibrahim-Bey, dont la présence en Syrie l'importunait et l'inquiétait même.

De son côté, le général Bonaparte voulait ôter aux Anglais des moyens de communication

et de débarquement sur une étendue de quatre-vingts lieues de côtes. Il comptait s'emparer des places maritimes pour les fortifier. Il espérait mettre dans son parti une portion considérable des peuplades de Syrie, et particulièrement les Druses et les Maronites, musulmans schismatiques dont les mœurs ne s'accommodent point avec celles des Turcs, et qui n'ont d'autre point de contact avec eux que les impôts énormes qu'ils sont obligés de payer, et les vexations de toute espèce qu'ils sont forcés de subir. Enfin, il espérait contraindre, par là, la Porte à s'expliquer ouvertement, car il ne connaissait pas encore la déclaration de guerre des Turcs contre la France. Il mit à la tête de ses troupes d'expédition le général Régnier, qui commandait l'avant-garde, le général Kléber, le général Bon, le général Lannes, et Murat pour la cavalerie.

Il laissait en Égypte le général Desaix, acharné à la poursuite de Mourad-Bey, et qui contenait toutes les provinces du Haut-Nil, jusqu'aux cataractes; le général Dugua commandait au Caire, et dans le Delta depuis Rosette jusqu'à Damiette. Il avait sous ses ordres le général Lanusse, dont le courage et l'activité suffisaient pour maintenir la tranquillité dans toutes ces vastes provinces. La

saison était favorable pour l'expédition de Syrie; elle commença au mois de janvier 1799. Le désert qui sépare l'Égypte de la Syrie est de quatre-vingts lieues; dans cet espace se trouve le puits de Katieh, que le général fit enfermer dans un fort, pour que l'armée ne manquât pas d'eau. Deux journées plus loin, on trouve le fort d'El-Arish, qui contient de l'eau meilleure qu'à Katieh, mais dont l'ennemi s'était déjà emparé. Il fallut en faire le siège, qui fut soutenu avec beaucoup de valeur par des Arnautes, au nombre de 2,000 hommes. On les força de capituler après trois jours d'une attaque très-vive. Il fut stipulé dans le traité qu'ils se dirigeraient vers Damas; mais la plupart d'entre eux se jetèrent dans Jaffa, et augmentèrent la garnison. Il fallut donc faire le siège de cette place (1); Jaffa fut enlevée d'assaut peu

(1) En quittant El-Arish, pour se porter sur Kanjounes, le général Kléber fut égaré par des guides qui le jetèrent beaucoup à droite dans le désert. Le général en chef le suivit, et ne doutant pas que Kléber n'eût traversé ce village, il allait y entrer, escorté seulement de son état-major et de cinquante guides, lorsque deux cavaliers, qui formaient l'avant-garde, revinrent à toute bride, après avoir tiré deux coups de pistolet, et nous découvrîmes de l'autre côté du village le camp et la ca-

de jours après l'attaque ; on y trouva les Arnautes qui avaient capitulé à El-Arish, et suivant les usages de la guerre en Europe, ils furent fusillés pour avoir violé la capitulation. Je ne fis point cette partie de la campagne avec le général en chef; je le rejoignis le lendemain de la prise de Jaffa.

De Jaffa l'armée se porta sur Caïffa; mais l'ennemi l'avait abandonné, quoiqu'il y ait un fort et de bonnes murailles : on y laissa un poste peu considérable, et nous nous dirigeâmes sur Saint-Jean-d'Acre, près duquel nous arrivâmes le 27 mars au soir. Tandis qu'on dressait les tentes, le général en chef fut étonné d'entendre une canonnade en mer qui paraissait assez vive. Par son ordre je courus vers le rivage, et je m'a-

valerie d'Abdalla-Pacha, qui paraissait disposée à les charger. L'armée était à deux lieues derrière eux. Il n'y avait pas moyen de lutter contre six cents hommes bien armés, ou de ne pas être pris si l'on avait tenté de leur échapper. Heureusement le général en chef donna une preuve de son admirable sang-froid : il ordonna au chef du piquet de s'étendre sur une seule ligne de bataille; l'ennemi les crut plus nombreux qu'ils n'étaient, et après quelques instans d'incertitude il jugea à propos de lever son camp et de s'éloigner.

perçus promptement que le bruit s'éloignait; je craignis qu'il ne fût l'annonce d'un triste événement.

En entrant en Syrie, le général Bonaparte avait donné l'ordre à Marmont de lui expédier par quelque brick les munitions de guerre dont il avait besoin pour les sièges des villes de Syrie. Le capitaine de frégate Standley, qui était à la tête de cette expédition, n'eut pas le soin de s'informer si nous étions maîtres de Jaffa; on avait laissé le drapeau musulman sur la ville, afin d'y attirer les bâtimens turcs qui auraient pu être chargés de vivres, et nous donner des nouvelles de la mer. Standley, persuadé que nous n'étions pas à Jaffa, se dirigea sur Saint-Jean-d'Acre; mais le commodore Sidney Smith, qui était en station devant la ville avec un vaisseau et une frégate, le fit poursuivre, et lui prit une partie de ses bâtimens. C'était la cause du bruit que nous entendîmes; et le général Bonaparte ne douta pas, ainsi que moi, que l'armée avait perdu toutes ses munitions de siège. Le lendemain, l'armée établit son camp au nord de Saint-Jean-d'Acre, et le général en chef se posta pendant plusieurs heures sur une hauteur qui domine cette ville, à mille toises de distance. L'ennemi qui,

aperçut l'état-major, essaya sur lui l'habileté de ses canonniers. Les bombes furent tirées si juste, qu'une d'entre elles s'enterra à trois pas du général en chef, entre deux de ses aides-de-camp, Merlin et Beauharnais; une autre alla tomber et creva à deux pieds de terre, au milieu d'un groupe de soldats couchés, et qui préparaient leur déjeuner; de onze qu'ils étaient, pas un ne survécut un instant.

La ville de Saint-Jean-d'Acre est située à la pointe d'une langue de terre, fortifiée du côté de la mer par des batteries et par un pharillon que protégeaient aussi quelques pièces de canon. L'enceinte du côté de la terre se composait d'une haute muraille, coupée par une tour chargée de quelques pièces d'artillerie. Des jardins entouraient la place dans une assez grande étendue, et comme ils étaient tous fermés par des cactus ou raquettes d'Egypte, on eut assez de peine à repousser dans la place les tirailleurs qui nous harcelaient à travers ces espèces de haies.

Le voyageur Volney, que nous avions trouvé si exact dans sa description de l'Egypte, donne l'assurance que Saint-Jean-d'Acre n'était point entouré de fossés; cette prévention nous devint

fatale dans le commencement du siége; plusieurs officiers du génie confirmèrent cette opinion, et particulièrement le colonel Sanson, qui fut blessé à la main au fond d'une espèce de ruisseau fangeux, qu'il jugea être le fossé de la place.

Après avoir battu cette tour saillante pendant dix jours, elle se trouva percée, et la brèche parut assez considérable pour que l'on crût possible d'y loger quelques mineurs avec un officier d'état-major. Les troupes s'ébranlèrent pour s'élancer au pied de cette tour, mais elles se trouvèrent brusquement arrêtées par un fossé de quinze pieds de large sur dix ou douze pieds de hauteur, et revêtu d'une bonne contrescarpe; il fallut donc établir un globe de compression pour la faire sauter. L'ébranlement eut lieu, et le jeune Mailly Château-Renaud, officier d'état-major, fut chargé de pénétrer dans la tour avec quatre mineurs, de s'y loger pendant la nuit, d'y travailler pour la percer en attendant que l'infanterie pût se rendre maîtresse du fossé. L'intrépide jeune homme et ses soldats exécutèrent l'ordre; mais l'ennemi fit un feu tellement violent sur nos troupes, qu'elles furent

obligées d'abandonner le fossé. Mailly et les canonniers furent tués dans la brèche.

L'aide-de-camp Duroc avait été envoyé, une heure avant, dans le fossé pour juger du progrès de la brèche; un obus qui éclata lui fit une blessure profonde à la cuisse : il en est resté estropié. La nuit arrivant, il fallut bien abandonner l'attaque et attendre qu'une artillerie plus forte nous permît de faire brèche de tous les côtés; mais alors le général en chef apprit que toutes ses munitions, toute son artillerie, envoyées d'Alexandrie, avaient été enlevées par sir Sidney Smith, et nous eûmes en même temps le secret de l'étonnante adresse des artilleurs turcs.

Lorsque, quelques années auparavant, le général Aubert du Bayet fut envoyé par le gouvernement français à Constantinople, comme ambassadeur, il obtint de lui qu'une compagnie d'artillerie légère le suivrait, pour apprendre aux Turcs tout ce qu'ils ne connaissaient pas de l'artillerie, et particulièrement le tir des bombes. Cette compagnie était revenue depuis, et une partie était dans l'armée de Saint-Jean-d'Acre; mais leurs élèves étaient dans la place. Ainsi, c'était des bombardiers élevés par des troupes françaises qui nous envoyaient nos propres

bombes; ils en avaient environ dix-huit cents avec quatre mortiers.

Les boyaux de tranchée n'avaient pas été faits; on négligea même d'abord les règles prescrites, et beaucoup de soldats, n'étant pas assez couverts, furent victimes de cette précipitation. Le général Caffarelli, commandant le génie de l'armée, fut lui-même atteint d'une balle au coude du bras gauche; il fallut le lui couper. Il avait déjà perdu une jambe, plusieurs années avant, dans la retraite de Jourdan.

Les Turcs sont des soldats merveilleux derrière une muraille; ceux de Saint-Jean-d'Acre nous le prouvèrent pendant tout le siège. Il était presque impossible de se montrer à découvert sans être atteint. Au feu terrible des assiégés se joignait encore celui des batteries du vaisseau *le Thésée*, que montait Sidney Smith, ainsi que de sa frégate.

Bientôt les travaux du siège se compliquèrent. Smith avait avec lui un Français, nommé Phelippeaux, ancien camarade de classe du général Bonaparte, et officier du génie émigré. Il fit élever deux places d'armes en dehors du fossé, et les batteries de ces deux places enfilèrent bientôt une portion de nos boyaux de tranchée,

et nous forcèrent à de nouveaux travaux pour nous défiler (1).

Cependant l'artillerie de campagne étant trop faible pour détruire la tour d'attaque, on eut recours à la mine. Tandis qu'on y travaillait avec beaucoup d'activité et de secret, on continuait toujours à battre la tour. Plusieurs fois on eut l'espérance de s'y loger et d'achever de la détruire; mais ce fut en vain qu'à plusieurs reprises des grenadiers et des sapeurs essayèrent de s'y loger. La portion qui regardait la ville

(1) Je crois avoir dit que parmi les personnes envoyées à Saint-Jean-d'Acre, pour porter des paroles de paix à Djezzar-Pacha, se trouvait un jeune Mailly de Château-Renaud, revenant de Maskat avec M. Beauchamp. Ce malheureux jeune homme fut enfermé dans le pharillon d'Acre, avec environ quatre cents chrétiens qu'il avait fait ramasser sur les côtes de la Syrie. Le lendemain du non-succès du premier assaut, des soldats de tranchée avertirent le général Vial, qui était de service, que l'on voyait sur le bord de la mer beaucoup de cadavres enfermés dans des couffes de riz ou de café. Il alla les voir, et reconnut le pauvre jeune Château-Renaud, qui avait été étranglé dans la nuit. Ainsi, les deux frères qui, après une absence de six ans, s'étaient revus pendant quelques heures au Caire, furent tués tous deux autour de Saint-Jean-d'Acre, au même instant.

restait occupée par les assiégés, qui ne cessaient de jeter sur nos troupes des obus, des grenades, et jusqu'à des bombes, qui rendaient le poste trop dangereux. Malgré tous nos efforts, les deux places d'armes construites par l'ennemi, nous enveloppaient de leurs feux toutes les fois que nos troupes traversaient le fossé pour monter à l'assaut. L'officier du génie Phelippeaux devina bientôt nos travaux de mine, et s'appliqua à éventer celles que nous conduisions sous le fossé. Aussi, le 18 germinal, l'ennemi fit une sortie générale, mais cette fois, avec une violence si brusque, qu'une partie de nos boyaux de tranchées fut enlevée. La colonne ennemie était commandée par des officiers anglais bien instruits, car l'un d'eux arriva jusqu'à l'entrée de la mine, où il fut tué. Les papiers qu'on trouva sur lui nous apprirent que c'était le capitaine Haldfield, qui était monté le premier au Cap de Bonne-Espérance. Sa mort fit hésiter la troupe qu'il commandait, et bientôt, attaquée avec énergie, elle regagna la place en laissant derrière elle beaucoup de morts.

CHAPITRE XX.

Ibrahim-Bey reparait.—Combat de Gafarkala.—Bataille du mont Thabor.—Le général en chef va coucher à Nazareth.—Respect du général Bonaparte pour les préjugés religieux.—Mort de l'interprète Venture. — Retour devant Saint-Jean-d'Acre. — Mort du général Caffarelli. — Treizième assaut. — On pénètre dans la ville et on est forcé d'en sortir. — Quatorzième assaut.

PENDANT qu'on se battait sous Saint-Jean d'Acre à la manière des croisés, au-delà du Jourdain, Ibrahim-Bey rassemblait, avec les ordres de Djezzar-Pacha, tous les Arabes des montagnes de Naplouse et tous ceux qui avaient

été rassemblés jusque dans les environs de Damas. Le général en chef avait eu la précaution de se rendre maître du pont d'Iacoub et du poste de Saphet. Les bords du lac Tabarieh étaient constamment parcourus par la cavalerie du général Murat. Le général Junot avait pris poste à Loubi, près de Nazareth. Il fut bientôt attaqué à peu de distance de Gafarkala, et avec une partie de la 2me légère, trois compagnies de la 19me et cent cinquante dragons, il n'hésita pas à braver le choc d'une masse de plus de trois mille hommes de cavalerie; malgré tous les efforts de l'ennemi, il finit par gagner les hauteurs de Nazareth sans avoir pu être enfoncé, et parvint enfin, après huit heures du combat le plus acharné, à forcer l'ennemi de se retirer momentanément. Cette glorieuse défense fit sentir au général en chef la nécessité d'en finir avec ces ennemis dangereux, dont le projet était de venir l'attaquer jusque sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. Il y envoya le général Kléber, et peu de jours après, il marcha lui-même au secours de Junot et de Kléber avec le reste de sa cavalerie, la division du général Bon et huit pièces d'artillerie. Il marcha sur Fouli; à neuf heures du matin il avait gagné les dernières

hauteurs d'où la vue s'étend à trois lieues sur la vallée qui est terminée par le mont Thabor. De là nous aperçûmes les carrés du général Kléber qui ne présentaient qu'une ligne noire, entourés et pressés par une masse énorme de cavalerie et d'infanterie qui semblaient, à cette distance de trois lieues, être une immense fourmilière. Tantôt la ligne française disparaissait et nous la croyions écrasée, puis elle se remontrait distinctement, se couvrant de ses feux, pendant quelques minutes. Le général en chef commença par jeter sa cavalerie sur les hauteurs de sa droite, où était placé le camp des mamelucks et que l'on trouva désert. Il fit ensuite former deux carrés d'infanterie, et prit ses dispositions pour tourner l'ennemi à une grande distance. Arrivé à une demi-lieue du général Kléber, il fit diriger sur lui le général Rampon, à la tête de la 32me demi-brigade, et lorsque cette troupe fut en marche, il se fit connaître en faisant tirer une pièce de canon de douze. L'effet en fut théâtral. Nous vîmes à l'instant le général Kléber, quittant la défensive, s'avancer en s'emparant du village de Fouli, et l'ennemi prenant la fuite dans toutes les directions. Mais d'un côté, il rencontra devant lui le général Rampon; le général

Vial l'avait coupé vers les montagnes de Naplouse, le général Murat l'attendait au pont d'Iacoub; les guides à pied tombèrent sur lui vers Jenin; il ne lui resta plus de ressource que de fuir derrière le mont Thabor, d'où il gagna pendant la nuit El-Mékanieh, et de là le Jourdain, où un grand nombre se noyèrent en cherchant à le traverser.

Après la bataille, le général en chef alla coucher à Nazareth. Cette petite bourgade est assez avant dans les montagnes; sa situation très-pittoresque la présente entre deux bouquets de bois, l'un de sycomores et l'autre de dattiers; la majeure partie des habitans est chrétienne. Avant d'entrer dans le village, il s'arrêta près d'une fontaine antique où de nombreux bestiaux se désaltéraient; là les principaux du village attendaient le général en chef: tout rappelait ces scènes de l'antiquité décrites si naïvement dans la Bible. Les Français furent reçus avec de grandes démonstrations de joie, et le général Bonaparte et son état-major allèrent passer la nuit dans le couvent de Nazareth.

Ce couvent a évidemment été bâti du temps des croisés; la maison est peu considérable. Le lendemain matin le général en chef demanda au

supérieur de le conduire dans l'église. Cet édifice, qui rappelle assez nos églises de village, n'a rien de remarquable, si ce n'est la chapelle qui fut, dit-on, la chambre à coucher de la Vierge. Elle est placée sous le maître-autel; on y descend par quelques marches très-larges; un autel remplace le lit, et comme elle a été creusée dans le rocher, elle n'a pas plus de 7 pieds d'élévation. Le supérieur, qui était espagnol, mais qui parlait bien l'italien, nous fit remarquer à la gauche de l'autel une colonne de marbre noir, dont le fût est engagé dans le plafond, mais dont la base était brisée à quelques pieds du sol, de manière à ce qu'elle paraissait suspendue. Le prieur nous dit avec beaucoup de gravité, que lorsque l'ange Gabriel vint annoncer à la Vierge sa glorieuse et sainte destinée, il toucha du talon cette colonne qui se brisa. Le rire éclata parmi nous; mais le général Bonaparte, d'un regard sévère, nous rendit notre sérieux. Le long du cloître étaient étendus une trentaine des blessés du combat de la veille; plusieurs d'entre eux venaient d'expirer, mais beaucoup avaient reçu des moines les derniers secours de la religion: c'était probablement à l'instigation de ces pieux cénobites; car l'armée française, à cette époque,

était fort étrangère à tout sentiment religieux. L'aspect du pays dans lequel ils combattaient, les noms de la plupart des lieux avec lesquels ils avaient été familiarisés dans leur enfance, presque tous étant nés de 1775 à 1780, rien ne paraissait leur rendre les sentimens et les souvenirs du jeune âge. C'est là que nous perdîmes un des hommes les plus utiles au général Bonaparte et à l'armée, M. Venture, premier interprète du général en chef. Ce vieillard avait passé toute sa vie dans l'Orient; aussi la composition de sa famille se ressentait-elle de cette vie errante: sa femme était Grecque, sa fille Égyptienne, et son gendre Polonais (1). Il fut vivement regretté; mais il fut dignement remplacé

(1) J'assistai à son départ de Paris. Il se mit en voiture avec le colonel Sulkowsky. Sa femme et sa fille fondaient en larmes, persuadées, par je ne sais quel présage, que tous deux ne reviendraient plus. Après une heure de douleur, elles commençaient à se consoler, lorsque les deux voyageurs reparurent tout à coup. Leur voiture s'était brisée près de la barrière. Je m'attendais à de nouvelles lamentations, lorsqu'à mon grand étonnement cet accident les combla de joie, et leur douleur fut d'autant plus grande lorsqu'elles apprirent qu'ils avaient succombé.

par M. Jaubert, son élève, qui a été conservé aux sciences et à ses amis, malgré de nombreux et périlleux voyages.

Nous retournâmes devant Saint-Jean-d'Acre, et là, le général en chef apprit que le contre-amiral Perrée avait enfin débarqué à Jaffa trois pièces de 24, six de 18, avec des munitions. Les travaux de la mine avaient toujours continué; le 5 floréal il fut décidé qu'on la ferait sauter. Toutes les batteries commencèrent à jouer contre l'ennemi pour lui faire prendre le change, et le feu fut mis à la mine; mais un souterrain qui se trouvait dans la tour offrit une ligne de moindre résistance: un seul côté fut détruit, et la brèche fut aussi difficile à gravir qu'auparavant. Il fallut donc recommencer à battre en brèche et la courtine et la tour. L'affaire du 6 fut encore plus meurtrière que les autres, quoique sans succès. Pendant six heures, quatre cents hommes étaient sur la brèche qui regardait le fossé; l'ennemi, établi sur le revers, ne cessait de faire rouler des artifices au milieu de cette masse d'hommes, qui ne pouvaient pas avancer, et qui ne voulaient pas descendre. Enfin la naissance du jour éclaira cet affreux désordre et cette position impossible à conserver; il fallut encore

abandonner la tour. Nous avions fait des pertes énormes en officiers, et surtout dans l'arme du génie: le général Caffarelli, qui la commandait en chef, donnait quelque espérance de guérison, mais chaque jour il demandait pourquoi tous ses camarades ne venaient plus le voir. Quoi qu'on fit pour dissimuler la triste nouvelle de leur mort, l'inquiétude et le chagrin augmentaient sa maladie; il me disait quelquefois: « Tous ces « jeunes gens pleins d'espérance, c'est moi qui « les ai séduits, qui les ai entraînés. Faut-il qu'ils « périssent devant une misérable bicoque? » Enfin la mort du jeune Say, son chef d'état-major, qu'on ne put lui cacher, le jeta dans l'abattement, et bientôt il mourut.

Ce n'est pas seulement l'armée qui dut le regretter; Caffarelli joignait à des connaissances fort étendues une sensibilité et un charme de caractère qui le feront regretter toute la vie de ceux qui l'ont connu. Il aurait certainement joué un rôle fort important sous l'Empire; car le général Bonaparte l'estimait, l'aimait et le considérait beaucoup.

Déjà l'armée avait donné douze assauts à la place et supporté vingt-six sorties, lorsque le général Kléber et sa division furent rappelés

au camp. Une nouvelle mine avait été pratiquée; on était près d'arriver au point où elle devait être chargée, lorsque l'ennemi l'éventa encore; malgré tous nos efforts il parvint dans le boyau; on fut alors obligé de faire sortir nos mineurs avec précipitation des boyaux de mine, et de les combler par explosion. Cet événement était d'autant plus funeste, qu'il n'y avait plus de ressources pour se rendre maître de la place par ce moyen; on en revint donc à la canonnade, mais il fallut bientôt la ralentir, parce que les poudres qu'on attendait de Gaza n'étaient point arrivées. Enfin, le lendemain nous en reçûmes une quantité suffisante; les soldats redoublèrent de courage, et apprenant que la division de Kléber arrivait, tout le camp alla au devant d'elle, en la félicitant et lui présageant tout l'honneur de la prise de la place. Les batteries avaient détruit une grande partie de la courtine qui présentait un large espace pour monter à l'assaut. Ce furent les grenadiers de la division Kléber qui furent chargés de cette honorable mais périlleuse mission; mais, au moment où ils descendaient dans le fossé pour le traverser, l'ennemi les prit en flanc, par une vigoureuse fusillade des deux côtés du fossé.

Cependant les grenadiers pénétrèrent dans la ville; mais là ils trouvèrent de nouveaux feux partant de tous les côtés d'une vaste place et du palais de Djezzar; la difficulté de monter à la brèche ne permettait pas à nos troupes de s'élancer facilement dans cette nouvelle enceinte; les plus braves y périrent, les autres hésitèrent. Il fallut ramener les troupes dans les tranchées. Le général en chef hésitait à donner le quatorzième assaut; mais les grenadiers et la plupart des officiers qui étaient entrés dans la ville le pressèrent avec tant d'instance de les laisser remonter encore une fois, que le général en chef, après avoir fait élargir la brèche, leur permit de se lancer de nouveau. Le général Kléber se plaça sur le revers du fossé, et là, l'épée à la main, d'une voix de Stentor il animait les troupes au milieu des morts te des mourans. En voyant cette grande figure qui dépassait les soldats de toute la tête, on l'aurait pris pour un des héros d'Homère. Le bruit et la fumée du canon, les cris des soldats, les hurlemens des Turcs, toutes ces troupes se précipitant sur l'ennemi, faisaient battre le cœur d'enthousiasme et de rage. Personne ne doutait que la ville ne fût à nous, lorsque tout à coup la colonne s'arrêta.

Le général Bonaparte s'était établi dans la batterie de brèche pour examiner le mouvement de l'armée; il avait placé sa lunette entre les fascines de la batterie, lorsqu'un boulet, parti de la place, vint frapper la fascine supérieure; le général en chef tomba dans les bras du général Berthier: nous le crûmes mort: heureusement il n'avait point été frappé; ce n'était qu'un effet de la commotion de l'air. En vain le général Berthier l'engagea-t-il à se retirer; il reçut une de ces réponses dures et sèches, qui ne permettaient à personne d'insister. Tandis que nous examinions cette singulière absence de tout mouvement de la part des troupes, une balle vint traverser la tête du jeune Arrighi, qui était placé entre le général en chef et moi. D'autres ensuite furent bientôt tués sans qu'il fût possible d'éloigner le général Bonaparte. Enfin nous apprîmes quel était l'obstacle qui ne permettait plus aux troupes d'avancer. Dans l'intervalle des deux assauts, l'ennemi avait rempli un vaste fossé de toutes sortes de matières inflammables, et des décharges furieuses et répétées tuaient tout ce qui se présentait devant lui; il était trop large pour pouvoir être traversé; il n'y avait pas moyen de le tourner, et nos soldats restaient

devant cet obstacle insurmontable, furieux de ne pouvoir avancer, et obstinés à ne pas s'éloigner. Là furent blessés plusieurs généraux, et un grand nombre d'officiers et de soldats furent tués. Nous eûmes à regretter le général de division Bon, l'adjudant-général Fouler, et Croisier, aide-de-camp du général en chef.

Continuer le siège était payer trop cher la conquête d'une ville où la peste faisait déjà des ravages; elle nous avait été apportée au camp par la deuxième demi-brigade légère, qui en avait été atteinte à Damiette; l'armée l'avait retrouvée à Jaffa; et quoique cette peste n'eût pas les terribles caractères qu'elle avait développés à Alexandrie, quoiqu'on l'appelât peste bénigne, elle faisait beaucoup de victimes, et en aurait sans doute immolé davantage, si nous avions pris Saint-Jean-d'Acre.

Le général Bonaparte était convaincu que cette fièvre était bien la peste; le médecin en chef Desgenettes prétendait, au contraire, que ce n'était qu'une simple fièvre. Son opinion et ses raisonnemens calmaient un peu les soldats; mais ils avaient l'inconvénient de disposer les esprits à éloigner les précautions indispensables dans une maladie contagieuse. Il voulut même

joindre la démonstration la plus éclatante à ses raisonnemens en s'inoculant la peste : au milieu de l'hôpital, devant tous les malades, il fit pénétrer une lancette dans le bubon d'un pestiféré, et s'en fit une blessure sur le côté gauche. Cette action, d'autant plus courageuse qu'il a avoué depuis que la maladie avait les caractères de la peste, fit l'admiration de toute l'armée, et lui assure, dans la postérité, une gloire durable.

CHAPITRE XXI.

Le général en chef se décide à retourner en Égypte.—Évacuation des blessés.—Emportement du général Bonaparte.—Prétendu empoisonnement des blessés.—Retour à Jaffa.— Pestiférés.— Trait d'humanité du général.—Retour dans la capitale de la Basse-Égypte.—Jugement sur la campagne de Syrie.—Bataille d'Aboukir.—Nouvelles de France.—Le général en chef s'embarque sur *la Muiron*.—Occupations et amusemens du voyage. —Arrivée à Ajaccio.

Le général en chef se décida donc à retourner en Égypte. La saison des débarquemens approchait : il avait appris que les Anglais, réunis aux Turcs, devaient opérer un débarquement dans la Basse-Égypte. On s'occupa dès lors de

l'évacuation des malades et de l'approvisionnement d'El-Arish et de Catieh; tous les postes furent repliés; et, dans la nuit du départ, la brigade qui était de tranchée fit évacuer peu à peu l'artillerie de la place, et ne s'éloigna que le lendemain, protégeant tout ce qu'elle avait devant elle, et protégée elle-même par la cavalerie. Les blessés, au nombre de dix-huit cents, tous frappés de coups de feu, furent mis au milieu des divisions auxquelles ils appartenaient; et, comme il n'y avait point de moyens de transport, tous les chevaux de selle et même tous les ânes, dont les soldats s'étaient servis, pendant l'expédition de Syrie, pour porter l'eau et les vivres, dûrent être consacrés, au retour, à porter les blessés; mais à Jaffa, voyant devant eux le terrible désert, et sachant par expérience ce qu'ils auraient à souffrir en le traversant sans eau, ils murmurèrent d'abord, et ensuite se mutinèrent. Ce fut alors que le général Bonaparte donna tous ses chevaux, sans en garder un seul. Le chef de son écurie eut l'imprudence de demander grace pour la jument favorite du général: furieux, il alla sur lui, et lui donna un coup de cravache à travers le corps; c'est la seule fois que je l'aie vu frapper quelqu'un.

Je dois m'expliquer ici sur une odieuse imputation dont le général Bonaparte a été l'objet depuis longtemps : je veux parler du prétendu empoisonnement des soldats attaqués de la peste.

Il est tellement contre toute vérité que le général Bonaparte ait proposé de faire empoisonner ces malheureux, que M. Larrey, chirurgien en chef de l'armée, n'a cessé de déclarer que c'était une calomnie atroce, et qu'il a proposé plusieurs fois à M. Desgenettes, depuis quinze ans, de protester par la voie de la presse, conjointement avec lui. Celui-ci, maltraité par le gouvernement royal, a sans doute reculé devant une déclaration, qui aurait pu rendre sa position plus pénible. En outre, il est impossible de trouver un homme à qui cette proposition ait été faite ; enfin, cette calomnie a été répandue parmi les Anglais, lorsqu'ils étaient en Égypte, et s'est propagée par un écrit de sir Robert Wilson, qui était fort jeune alors, et qui, dans un âge plus mûr, a déclaré hautement qu'il s'était trompé.

Lorsque, au retour de Saint-Jean-d'Acre, nous nous arrêtâmes à Jaffa, où la peste avait cessé d'exercer ses ravages, je reçus l'ordre du

général en chef de parcourir les nombreux jardins qui étaient autour de cette place, et où on avait établi une espèce de lazaret pour les malades, afin d'emmener tous ceux qui ne seraient pas assez attaqués pour ne pas suivre l'armée. Je trouvai cinq ou six malheureux soldats couchés au pied des arbres; en me voyant, ils me criaient: « Mon commandant, emmenez-nous, nous pour« rons encore faire la route. » Je leur répondais: « Essayez de vous lever; tâchez de mar« cher. » Mais déjà tous les symptômes de la peste se manifestaient; aucun d'eux ne put se soulever, et je fus obligé de m'éloigner, car pas un soldat n'aurait voulu les aider. Je vins rendre compte au général Bonaparte qui se promenait sur le rivage : il m'écoutait en marchant, et nous arrivâmes près d'un jeune chasseur à cheval, qui criait aussi qu'on l'emmenât, et qui parvint à se lever. Le général, touché de compassion, donna l'ordre à un de ses guides de donner son cheval au pauvre malade. La dignité du général, la crainte d'une punition ne suffirent pas pour faire obéir le cavalier. Son colonel fut obligé d'aller à lui, de lui promettre tout bas beaucoup d'argent, et ce ne fut que cette dernière raison qui le décida. Il fallut de plus que le colo-

nel exerçât long-temps une surveillance sévère, pour que le malade ne fût pas jeté en bas du cheval. Je crois qu'il est resté à El-Arish, et je ne sais ce qu'il est devenu. Quant aux pauvres soldats dont j'ai parlé, il faut espérer qu'ils seront morts dans la nuit ou, au plus tard, le lendemain, et qu'ils auront ainsi échappé à la mort cruelle que préparaient les Arabes à tous ceux qui tombaient entre leurs mains. Je n'ai aucun remords de ma conduite : ce que j'ai vu de la peste à Alexandrie m'a convaincu que c'était une pitié funeste que de se mettre en point de contact avec les pestiférés, quand ils sont arrivés au dernier degré de la maladie ; cependant le souvenir de ces malheureux m'est encore pénible ; et, s'il eût été possible de les sauver, je l'aurais fait.

L'armée conduisait au milieu d'elle dix-huit cents blessés ; on était parvenu à construire une vingtaine de litières pour les officiers-généraux que l'on ramenait blessés, entre autres, les généraux Lannes et Veaux, Duroc et Croisier, aides-de-camp du général en chef : celui-ci est mort dans le désert. Les pestiférés qui ne pouvaient supporter un voyage plus long furent déposés à El-Arish, mais placés en dehors du fort,

sous la garde d'un piquet d'infanterie pour les défendre de l'attaque des Arabes. Plusieurs sont parvenus à guérir; je dois citer particulièrement le jeune Digeon, capitaine commandant la batterie de brèche pendant tout le siège, officier plein d'intrépidité et que le sort a respecté; il est maintenant lieutenant-général. Nous perdîmes très-peu de nos blessés dans la traversée du désert, et l'armée fit avec un grand éclat son entrée dans la capitale de l'Égypte.

Cette campagne de Syrie a été jugée avec une grande sévérité par nos ennemis; et, sous le règne de l'Empereur, il n'a pas été permis de se prononcer sur son résultat avec impartialité. Il était sans doute indispensable d'entrer en Syrie pour y repousser Ibrahim-Bey et les troupes que Djezzar-Pacha s'apprêtait à lancer en Égypte. La guerre y était conduite avec beaucoup d'habileté. Le non-succès de Saint-Jean-d'Acre ne peut être attribué qu'à des circonstances fatales indépendantes du général en chef; mais il ne faut pas conclure, avec le général Berthier, que l'armée française a obtenu tous les résultats qu'elle était venu chercher en Syrie. Nous y avons perdu trois mille hommes, plusieurs généraux habiles et des officiers d'une grande

espérance. Les villes que nous avons prises, nous avons été obligés de les évacuer. En quittant la Syrie, nous l'avons laissée ce qu'elle était avant notre entrée. Ce ne sont pas de stériles victoires qu'on peut regarder comme de grands avantages; et si le général Bonaparte était resté en Égypte, il aurait certainement battu le grand-visir lorsqu'il est venu, l'année suivante, pour nous chasser d'Égypte, et repoussé les Anglais qui ont pris Aboukir; mais très-certainement il n'aurait pas pu recommencer la campagne de Syrie, puisqu'il ne pouvait recevoir de secours de la France, et qu'il aurait eu d'ailleurs beaucoup de peine à se maintenir en Égypte, quelques années de plus.

Pendant cette campagne de Syrie, le général Desaix était parvenu à contenir la Haute-Égypte, et à réduire Mourad-Bey à la condition d'un fugitif. La Basse-Égypte avait été le théâtre de beaucoup de troubles, occasionés par une espèce de fanatique qui se faisait appeler l'ange El-Modi; mais le général Lanusse le poursuivit avec une si grande vigueur qu'il détruisit bientôt ce rassemblement.

La saison des débarquemens commençait à approcher. Le général en chef ne voulait pas

s'éloigner du Caire ; il reprit donc l'administration du pays ; il s'occupa à remplir les cadres de son armée, et à la préparer à de nouveaux combats. Il s'était posté, avec une partie de sa cavalerie, près des Pyramides, en attendant que le général Desaix pût lui donner des nouvelles de Mourad-Bey, qu'il poursuivait à outrance, et que l'on supposait devoir se jeter dans les oasis, qui ne sont pas éloignées des Pyramides.

On sait que la grande pyramide a été ouverte il y a plusieurs siècles par les Arabes. Le général Bonaparte résolut d'y pénétrer avec MM. Monge, Berthollet et Duroc. Je ne fais mention de cette particularité que parce que son nom a été écrit dans la grande galerie qui conduit à la chambre appelée chambre du roi. Il était à peine sorti de cette pyramide, qu'un exprès envoyé par le général Marmont, qui commandait à Alexandrie, lui annonça qu'une armée turque venait de débarquer à Aboukir, qu'elle s'était emparée de la grande redoute et du fort, et que nos soldats, qui les défendaient, avaient été égorgés. L'attaque avait été brusque, et l'armée turque était si considérable, que le général Marmont ne crut pas devoir marcher contre elle à la tête de sa garnison, dans la crainte de ne pou-

voir empêcher le débarquement, et aussi de compromettre la ville d'Alexandrie, dont les fortifications n'étaient point achevées, et qui renfermait d'ailleurs toutes nos ressources en artillerie et en munitions.

Après la prise du fort, on devait supposer que l'ennemi se répandrait dans le pays, et attaquerait soit Rosette, soit Alexandrie; mais il se retrancha dans la presqu'île d'Aboukir, et il était clair que son but était d'attendre Mourad-Bey, dont il ne connaissait pas encore la position désespérée.

Le général Bonaparte prit donc la résolution de marcher avec rapidité sur lui. La distance des Pyramides à Aboukir est de plus de quatre-vingts lieues. L'armée était arrivée à Alexandrie le quatrième jour. Le 7 thermidor, elle était rassemblée à une lieue d'Aboukir, sous les ordres des généraux Lannes, Lanusse, et la cavalerie commandée par le général Murat. L'ennemi s'était retranché en avant d'Aboukir, sur les mamelons de sable, dont il avait fait des redoutes, et sous la protection des chaloupes canonnières anglaises. Sa force était d'environ dix-sept mille hommes, avec douze pièces de canon. Le général fit promptement ses dispositions, et il char-

gea le général Destaing d'attaquer la gauche de l'ennemi, qui prit la fuite après une vive résistance, et se sauva sur le village d'Aboukir; mais une partie de la cavalerie, qui était au centre, poursuivit les Turcs pendant ce trajet, et les sabra jusque dans la mer. La droite de l'ennemi fut attaquée avec la même violence. La division Lannes emporta la redoute; et comme un escadron l'avait tournée, les Turcs n'eurent d'autre ressource que de se jeter dans les flots. C'était un spectacle terrible de voir près de dix mille hommes dont on n'apercevait que les têtes couvertes de turbans, et qui cherchaient en vain à gagner la flottille anglaise, mouillée à plus d'une demi-lieue. Deux autres mille hommes s'étaient réfugiés sur la plage au pied d'un rocher qui les couvrait. Il n'y eut pas moyen de leur faire comprendre qu'ils pouvaient se rendre, en mettant bas les armes. Il fallut les tuer jusqu'au dernier; mais ils n'expirèrent qu'en vendant chèrement leur vie. Le général Murat y fut blessé d'un coup de feu à la tête. Guibert, aide-de-camp du général en chef, y fut tué, et l'arme du génie, déjà si malheureuse, perdit encore dans le colonel Cretin le chef qui avait succédé au général Caffarelli. Cet officier, blessé de deux

coups de feu, était gissant devant une maison du village occupé par les Turcs. Déjà huit personnes avaient été blessées ou tuées en voulant le retirer de là. Bertrand, qui était alors chef de bataillon du génie, se sacrifia pour sauver son chef. Il s'élança dans la maison, suivi d'une vingtaine de sapeurs, et parvint à tuer jusqu'au dernier des Turcs; mais il y fut gravement blessé, et le colonel Cretin ne put survivre à ses blessures.

Après la victoire, il restait encore le fort d'Aboukir, dont il fallait s'emparer. Le général Lannes, qui n'était point encore guéri de sa blessure de Saint-Jean-d'Acre, fut chargé de commander les troupes d'investissement. J'étais resté également auprès de lui. Le lendemain du départ du général en chef, j'accompagnai le général Lannes dans une visite des postes, lorsqu'une sortie furieuse des troupes turques surprit nos avant-postes, et le malheureux général reçut une balle dans la jambe; c'était le huitième coup de feu qui venait l'atteindre.

Heureusement l'ennemi n'avait point d'eau dans le fort d'Aboukir; il se rendit donc quatre jours après la bataille.

Pendant le court séjour du général en chef à

Aboukir, il y eut quelques communications avec Sidney-Smith, par l'entremise de son secrétaire. Nous étions sans nouvelles d'Europe depuis long-temps, et le commodore anglais se donna le malin plaisir de nous faire connaître par les journaux la situation de la république. Nous apprîmes que tout le midi de l'Italie était évacué, que l'on se battait sur les frontières du Piémont, et qu'enfin la France était aux abois. Le général Bonaparte se garda bien de laisser percer dans l'armée ces tristes nouvelles; mais dès ce moment il se décida à repasser en Europe, bien convaincu que lui seul pouvait réparer les maux que le mauvais gouvernement du Directoire avait accumulés sur le pays.

Après la reddition du fort d'Aboukir, dont la défense n'avait duré que quatre jours, le général Bonaparte remonta au Caire, mais après avoir donné l'ordre secret au général Gantheaume, qui commandait la marine à Alexandrie, de faire armer et approvisionner les deux frégates *la Muiron* et *la Carrère*. Il laissa courir le bruit qu'il allait faire le voyage de la Haute-Egypte; mais qu'auparavant peut-être il irait faire une excursion dans le Delta. La supposition de son voyage mit tout le monde en haleine; on voulait mériter ses

éloges. Il passa quinze jours à régler de nouveau l'administration de l'Égypte, à faire approvisionner ses places, à écrire au grand-visir, et enfin il descendit de nouveau le Nil, après avoir donné rendez-vous au général Kléber, près d'Alexandrie, pour lui remettre le commandement; mais ce général n'étant pas arrivé, ses dépêches lui furent expédiées, et à dix heures du soir, le général en chef, accomgné de son état-major, laissa les chevaux sur le rivage, et s'embarqua sur *la Muiron*. Il y admit les généraux Berthier, Gantheaume, messieurs Monge et Berthollet, ses aides-de-camp, Eugène Beauharnais, Duroc, Merlin, moi et son secrétaire particulier. Sur la frégate *la Carrère* se trouvaient les généraux Lannes, Murat, tous deux blessés, Marmont, messieurs Denon, Costaz et Parseval-Grandmaison. La commission des savans était, depuis quelques mois déjà, dans la Haute-Egypte.

Le passage présentait beaucoup de difficultés. Il était échappé au secrétaire de sir Sidney-Smith de dire, en causant avec moi, qu'il y avait beaucoup d'avantage à bloquer hors de vue; nous devions donc nous attendre à trouver le commodore anglais sur notre route.

Dans ce cas, l'ordre avait été donné à la frégate *la Carrère* de présenter le combat, pour donner à *la Muiron* le temps d'échapper; mais ces deux frégates étaient vénitiennes, et mauvaises marcheuses. Il fallait donc user de stratagème pour n'être pas vus; l'amiral Gantheaume imagina de se tenir pendant trente jours le long des côtes plates de l'Afrique, que les vaisseaux ne vont jamais reconnaître, et de courir de petites bordées d'une demi-lieue, en ne s'élevant jamais sur la haute mer; ce temps nous parut fort long à tous, car il eût été imprudent d'avoir de la lumière la nuit, et par conséquent il fallait se coucher avec le jour. Les journées se passaient donc en lectures ou en discussions; les connaissances inépuisables des deux savans remplissaient nos journées d'une manière très-agréable. Souvent Plutarque venait à notre secours; et quelquefois, dans nos longues soirées, le général en chef nous faisait des contes de revenans, genre de narration auquel il était fort habile. La situation de la France et son avenir étaient souvent l'objet de ses réflexions. Il se prononçait sur le gouvernement du Directoire avec une sévérité qui tenait du dédain. Rien encore dans ses discours ne perçait de ce qu'il allait faire; mais quelques

mots échappés, quelques rêveries et des insinuations indirectes nous donnaient beaucoup à penser. Son administration d'Egypte avait été pure, ses opérations militaires pleines de génie; mais cela suffisait-il pour l'absoudre, aux yeux du Directoire qui le craignait, et qui était sans bienveillance pour lui? Il allait encore être obligé de faire la guerre; mais fallait-il se soumettre aux plans d'un gouvernement sans vues militaires, qui pourrait le placer dans une position fâcheuse, et donner à ses rivaux des moyens de succès, que peut-être on lui refuserait à lui-même? Toutes ces idées le préoccupaient profondément.

Enfin le vent d'est commença à souffler avec constance. Nous passâmes le cap Bon pendant la nuit, et nous arrivâmes promptement à Ajaccio. Cette petite ville était le lieu de naissance du général en chef; il l'avait quittée huit années auparavant, n'étant encore que simple capitaine d'artillerie. A la vue de sa ville natale, son cœur s'émut profondément. Comme nous revenions d'Égypte, où la peste existait encore, nous n'avions que des *patentes brutes*, par conséquent impossibilité de débarquer. Les habitans étonnés de voir au grand mât flotter le pavillon ami-

ral; se précipitèrent sur le rivage; mais quand ils apprirent la présence de leur illustre compatriote, ses anciens amis et ses parens se précipitèrent dans les barques, abordèrent le bâtiment, et bientôt la quarantaine fut rompue. Il y avait au reste peu d'inconvénient, puisqu'après quarante-quatre jours de traversée, nous n'avions pas un seul malade à bord. Parmi la foule qui s'agitait dans les barques autour de la chambre de poupe, une vieille femme vêtue de noir tenait ses bras élevés vers le général, en criant : « *Caro figlio!* » sans pouvoir attirer les regards du général; enfin il la distingua, et se mit à crier : *Madre!* c'était sa nourrice, qui vit encore, au moment où j'écris ceci.

Le général en chef apprit, mais confusément, tout ce qui s'était passé en France pendant son absence. L'Italie était perdue, Masséna se battait comme un lion en Suisse; en dedans, le désordre avait été grand; Treilhard et Merlin n'étaient plus au Directoire; ils avaient été remplacés par l'avocat Gohier, et par le général Moulin. A ce dernier nom, le général en chef se tourna vers Berthier : « Qu'est-ce que c'est que « le général Moulin? — Je n'en ai jamais entendu « parler, » lui répondit celui-ci. Il fit la même

question à chacun de nous, et reçut la même réponse. La nomination de cet homme lui donna beaucoup à penser. Étonné de ne voir arriver aucune des autorités du pays, il apprit bientôt que les membres de la municipalité, ceux du directoire du département, s'étaient mutuellement mis en prison. Un commissaire du gouvernement, étranger au pays, était le seul maître au milieu de ce désordre. Les révolutions de cabinet étaient promptement arrivées jusqu'à Ajaccio, et les différens partis trouvaient tout naturel de se persécuter.

CHAPITRE XXII.

Le général Bonaparte rétablit un peu d'ordre à Ajaccio.—Il débarque à Fréjus.—L'enthousiasme de la population.—Son arrivée à Lyon et à Paris.—État des choses.—Le Directoire donne un diner dans l'église Saint-Sulpice au général Bonaparte.—Conspiration pour renverser le Directoire.—Le général se présente au Conseil des Anciens.—Translation des deux Conseils à Saint-Cloud.—Le Conseil des Cinq-Cents s'établit dans l'Orangerie.—Le général Bonaparte et Sieyes.—Résolution du premier.—Tumulte général.—Il donne l'ordre de faire évacuer la salle.—La constitution de l'an III est abolie.—Trois Consuls : Bonaparte, Cambacérès et Lebrun.

Il fallait rétablir un peu d'ordre au milieu de cette anarchie. Le général en chef descendit donc dans sa maison, fit sortir les magistrats de prison,

leur prêcha la paix et l'union, et dans la matinée du lendemain, les deux frégates sortirent du port pour se diriger vers les îles d'Hyères. Toute la journée la navigation fut très-bonne. Nous apercevions déjà les montagnes de Provence, et la joie de revoir enfin notre chère patrie était au comble, lorsque le matelot de vigie se mit à crier qu'il apercevait dix gros bâtimens à l'ouest. Evidemment ils étaient ennemis; et bientôt de nombreux coups de canon parurent indiquer qu'ils nous avaient aperçus. Le général en chef tint conseil, et l'opinion générale, même celle de l'amiral, fut que le général Bonaparte n'avait d'autre parti à prendre que de se jeter sur un bateau de poste qui nous accompagnait, et de rentrer à Ajaccio. Ce conseil l'indigna : « Croyez-« vous, dit-il, que je consentirai à m'échapper « comme un malheureux, lorsque la fortune n'a « cessé de m'être favorable ? marchons en avant; « ma destinée n'est pas d'être pris et de mourir « ici. » Et l'on continua; mais au lieu de se diriger sur les îles d'Hyères, le cap fut mis sur Fréjus. Le général en chef avait bien jugé; l'ennemi que nous avions distingué facilement, parce qu'il était sous le soleil couchant, ne nous avait pas aperçu parce que nous étions dans l'ombre.

Après avoir couru toute la nuit, les deux frégates gagnèrent la rade de Fréjus. L'établissement de la Santé est situé environ à un quart de lieue de la ville. Un officier de la frégate se dirigea dans un canot vers le rivage. Nous le distinguions fort bien. Quelques hommes vinrent au-devant de lui; mais peu d'instans s'étaient à peine écoulés que nous aperçûmes un grand mouvement; on courait vers la ville, et bientôt après le rivage fut couvert d'une multitude immense. Les barques se chargèrent d'hommes, et, comme à Ajaccio, une foule de gens se jetèrent par les sabords sur le bâtiment, et les cris de *Vive Bonaparte!* retentirent bientôt dans tout le pays. Un cheval blanc lui fut amené, et il alla descendre chez le frère de l'abbé Sieyes, qui habitait cette ville. Il ne fut bientôt plus possible au général de se tromper sur les sentimens qui animaient toute la population. « Vous seul pouvez sauver la « France, lui criait-on de toutes parts; elle périt « sans vous; c'est le ciel qui vous envoie; prenez « les rênes du gouvernement. » Sa marche jusqu'à Lyon fut un triomphe. Nous arrivâmes dans cette ville à sept heures du matin. Son débarquement y était déjà connu, et son arrivée désirée avec un emportement difficile à peindre. Cette ville

était restée célèbre par sa haine contre le gouvernement républicain, et nous supposions que le général en chef ne voudrait pas y rester; mais, à notre étonnement, il déclara qu'il y passerait la journée. Il y reçut toutes les autorités constituées, les citoyens les plus distingués; ne s'expliquant pas sur les insinuations directes qu'on lui présentait pour qu'il se mît à la tête des affaires; mais accueillant avec une froideur sévère les républicains qui s'étaient organisés en cercle constitutionnel, et qui vinrent le féliciter. On l'avait invité à se rendre au spectacle des Célestins, où une pièce impromptu et des couplets avaient été préparés. Il fit choisir une loge au rez-de-chaussée, et comme, par son ordre, Duroc s'était mis sur le devant, les cris de *Bonaparte!* devinrent si violens et si unanimes, que le général en chef fut obligé de prendre sa place, pendant tout le spectacle.

Vers minuit il se remit en route, et passa par le Bourbonnais, voulant éviter Mâcon, où le club des républicains avait irrité les classes moyennes aristocratiques. Dès le premier jour de son arrivée à Paris, le général en chef s'appliqua à échapper aux regards de la multitude, si empressée de le voir et de lui témoigner son

enthousiasme. Son entrevue avec le Directoire, faite sans éclat, fut assez froide. Les membres qui le composaient à cette époque étaient Barras, le général Moulin, Gohier, unis des mêmes sentimens, et dans l'opposition Sieyes et Roger-Ducos. On racontait alors que ces deux derniers, désespérant de conserver le régime républicain, et voulant cependant échapper à tout prix au rétablissement de la maison des Bourbons de France, avaient jeté leurs vues sur un des princes de la maison d'Espagne, dont le pouvoir aurait été circonscrit dans des limites si fortement tracées, que la liberté et tous les principes de la révolution auraient été en sûreté. Quoi qu'il en soit de cette anecdote, il est certain que ces deux directeurs, en exposant au général Bonaparte la disposition des esprits et l'impossibilité de marcher davantage avec la forme du gouvernement directorial, le pressèrent de se mettre à la tête d'un mouvement pour le renverser. Un sentiment d'affection que le général avait conservé pour Barras, le décida à lui faire quelques ouvertures indirectes pour l'entraîner dans ce parti. Barras refusa, soit qu'il eût des engagemens secrets avec la maison de Bourbon, soit plutôt par défaut de vues et par le sentiment

d'un penchant républicain qu'il a toujours conservé.

Dès lors il fallut se passer de lui, et prendre promptement un parti. La France était accablée des charges de la guerre et dégoûtée d'un gouvernement violent qui, voyant ses ennemis se multiplier chaque jour, et s'obstinant à confondre les mécontens que son administration créait autour de lui avec ses adversaires naturels, ceux qu'animait le regret du passé, faisait peser ses rigueurs sur toutes les masses. La crainte de l'influence des émigrés et du retour au système monarchique, le faisait pencher vers les mesures rigoureuses qui avaient fait le succès du Comité de salut public, et la plupart de ses actes en portaient l'empreinte. Ses partisans, qu'on ne pouvait plus trouver que dans une partie des fonctionnaires publics, ne cessaient de l'inquiéter sur l'esprit de l'armée, et le général Bonaparte leur inspirait des alarmes, qui devaient amener promptement une attaque violente contre lui. Ces partisans du Directoire étaient cependant en minorité partout, et surtout dans les deux Conseils; mais leur activité et leur esprit audacieux compensaient leur petit nombre. Le général en chef était arrivé le 26

vendémiaire; la conjuration pour le renversement du Directoire était arrêtée et décidée dans les premiers jours de brumaire, et beaucoup de membres des deux Conseils en avaient reçu la confidence. Cependant le gouvernement, voulant donner au général Bonaparte un témoignage public de sa satisfaction, prit la résolution de lui offrir un dîner splendide. Il fut décidé qu'il aurait lieu dans la nef de l'église Saint-Sulpice. On fit des dispositions pour y réunir les deux Conseils et tous les fonctionnaires éminens. Le général en chef s'y rendit avec quelques généraux et son état-major. Une immense table en fer à cheval occupait toute la nef. Le général en chef prit place à côté du président du Directoire. Il avait alors si peu de confiance dans le gouvernement, ou plutôt tant de défiance contre lui, qu'il avait fait apporter un pain et une demi-bouteille de vin. J'ignorais cette particularité, et je ne l'appris que parce que Duroc vint me demander dans l'église ces deux objets, qu'on avait placés dans la voiture du général en chef, et qu'il fut obligé d'aller chercher. Je n'ai jamais vu d'assemblée plus silencieuse, et où les convives montrassent moins de confiance et de gaieté. A peine parlait-on à son voisin, et

ceux qui étaient dans la confidence du complot, aimaient mieux se taire que de hasarder des conversations dangereuses avec des voisins, qui pouvaient n'être pas dans le secret. Les toasts qu'on y porta furent accueillis sans enthousiasme, même celui adressé au général Bonaparte, tant la préoccupation avait saisi tous les esprits; après une demi-heure, le général se leva, se promena lentement le long des tables, en adressant quelques mots aux convives; puis il s'échappa par une porte latérale, et il était rentré chez lui avant qu'on se fût aperçu de son absence.

Les officiers généraux les plus célèbres dans l'armée étaient presque tous à Paris. Moreau, Macdonald, Beurnonville, généraux en chef, et beaucoup d'autres, étaient entrés dans le complot. Augereau, membre du Conseil des Cinq-Cents, n'avait point été prévenu, non plus que Bernadotte, que leurs opinions fort exaltées, et un sentiment de jalousie peu honorable avaient rendus ennemis du général Bonaparte. Son ancien commandement à Paris lui avait donné pour partisans tous les officiers de l'état-major de la place, les colonels des régimens de la garnison lui étaient également tous dévoués.

Malgré les précautions que l'on avait prises pour garder le secret, il s'était cependant répandu dans toutes les classes élevées, et parmi presque tous les militaires qui résidaient à Paris. Les trois membres du Directoire en étaient instruits; mais alors seulement la violence de l'opinion les fit reculer devant les mesures qu'il leur était facile de prendre pour anéantir la conjuration. Il suffisait sans doute d'enlever le général en chef pendant la nuit, mais qu'en auraient-ils fait? Comment constater un délit? Où trouver des juges?.... Le général en chef sentait si bien sa position, qu'il ne prit aucune mesure pour sa sûreté personnelle. Il n'avait autour de lui que ses aides-de-camp; il sortait peu et travaillait particulièrement avec Rœderer, dans lequel il avait mis toute sa confiance.

Dans la journée du 17 brumaire il y avait si peu d'apparence que le complot dût éclater le lendemain, qu'Eugène et moi nous allâmes passer la soirée au bal, où il resta une partie de la nuit, et que je quittai à minuit, parce que mon service commençait à cette heure. Le lendemain à six heures du matin, les soixante officiers de quartier étaient réunis dans la cour du général, rue de la Victoire. Le général leur expliqua avec

chaleur l'état désespéré de la république, et leur demanda un témoignage de fidélité à sa personne, et le serment de rester fidèles aux deux Chambres. Il monta ensuite à cheval, et courut au Carrousel, où il trouva Sébastiani à la tête de son régiment, le cinquième de dragons. En entrant aux Tuileries, il trouva également la garde du Directoire, que le colonel avait amenée à la disposition du Conseil des Anciens. Le ministre de la guerre avait cependant donné, deux jours avant, l'ordre aux chefs des corps de ne pas faire un mouvement sans son ordre, sous peine de mort. Mais outre que ce ministre (Dubois de Crancé) n'inspirait ni estime ni confiance, les troupes étaient enchantées de se trouver sous les ordres du général Bonaparte. Leur enthousiasme était tel, qu'elles n'auraient pas balancé un instant à tirer sur le Directoire, si elles en avaient reçu l'ordre.

Le 18 brumaire, le général Bonaparte se présenta à la barre du Conseil des Anciens, présidé par M. Lemercier. Il y reçut l'arrêté par lequel il était nommé général en chef des troupes de la première division, et l'ordre de se porter le lendemain matin sur Saint-Cloud, où les deux Conseils devaient tenir leur séance. Effectivement,

le lendemain la majorité des deux Conseils se réunit au château de Saint-Cloud. Le général avait exigé du président du Directoire, Gohier, qu'il donnât sa démission; mais celui-ci refusa, et, en véritable homme de loi, établit son refus sur l'inconstitutionnalité de l'ordre. Sa femme était restée près de madame Bonaparte, et il fallut lui faire peur pour obtenir la soumission de son mari.

Le Conseil des Anciens, peu nombreux, avait été établi facilement dans un des grands appartemens; mais le Conseil des Cinq-Cents, qui devait tenir séance dans l'Orangerie, ne pouvait encore se réunir, parce que les préparatifs n'étaient point achevés. La séance ne s'ouvrit donc que vers trois heures. C'était Lucien Bonaparte qui la présidait. Les esprits étaient fort animés; les amis du Directoire paraissaient plus nombreux que la veille; tous se montraient indignés d'une mesure qui, avec les caractères d'un coup d'état, présentait encore une violence liberticide, selon leur expression, et une violation odieuse de la constitution. A peine la séance fut-elle ouverte, que l'un des membres fit la motion de faire le serment individuel, et à la tribune, de fidélité à la constitution de l'an III. Le général

m'avait donné l'ordre de rester dans la salle et de venir lui rendre compte toutes les cinq minutes de ce qui s'y passait. Cette opération de serment avait sans doute pour but de gagner du temps, et surtout de la prolonger jusqu'à la chute du jour. Pendant les cinq minutes, il n'y eut que trois sermens de prêtés. Il était donc clair qu'il se serait écoulé plus de cinq heures avant que l'opération fût terminée. J'allai en rendre compte au général Bonaparte; je le trouvai se promenant avec assez d'agitation dans une pièce qui n'avait pour tous meubles que deux fauteuils. Sieyes était seul avec lui, assis près de la cheminée, devant un fagot d'auberge qu'il excitait à brûler avec un morceau de bois, car il n'y avait pas même de pincettes. Après m'avoir écouté, le général Bonaparte se tourna vivement vers Sieyes, et lui dit : « Eh bien ! vous voyez ce qu'ils « font. — Ho ! ho ! répondit lentement ce dernier, « jurer une partie de la constitution, passe; « mais toute la constitution, c'est trop. » Je me retirai dans la pièce voisine, où je trouvai une trentaine d'officiers d'état-major, et le général Berthier au milieu d'eux. Toutes les figures étaient allongées, tous avaient l'air pensif, et quand je racontai tout bas au général Berthier

ce qui se passait aux Cinq-Cents, je le vis pâlir et soupirer. Mais tout à coup les deux battans de la porte s'ouvrirent avec fracas, et le général Bonaparte parut battant de son fouet le parquet, en s'écriant: « Il faut en finir. » Tous se précipitèrent sur ses pas, et nous nous trouvâmes bientôt à l'entrée de la cour, où venait de se mettre en bataille un régiment d'infanterie qui arrivait de Paris. Il fit rassembler les officiers, les harangua pendant quelques minutes, puis, tournant son cheval, il revint au galop au pied du grand escalier qu'il monta rapidement, et il se présenta à la barre du Conseil des Anciens. Le discours qu'il prononça est fidèlement rapporté dans les journaux du temps; mais l'agitation de son ame était portée à un tel point, qu'il hésitait, et que ses paroles ne pouvaient sortir qu'avec un extrême désordre. A cette partie du discours, où il parlait d'un grand complot ourdi contre la liberté, un membre du Conseil lui dit froidement: « Général, il faut nous découvrir ce complot. » Loin de lui répondre, le général continua encore un peu à se brouiller; mais enfin, retrouvant sa présence d'esprit, il continua d'une voix plus ferme, et acheva son discours. Une partie du Conseil

avait partagé son émotion, l'autre jouissait de son désordre; et comme le Conseil devait délibérer, il sortit. Au lieu de rentrer dans les appartemens, il se dirigea vers le Conseil des Cinq-Cents. Dans le vestibule étaient les grenadiers qui prirent les armes. Le bruit qu'ils firent jeta l'effroi dans l'assemblée, et quand il s'y présenta, une foule de membres se précipita au-devant de lui avec des cris de fureur, au milieu desquels on distinguait le mot de Dictateur. Il était tellement pressé entre les députés, son état-major et les grenadiers qui s'étaient précipités à l'entrée de la salle, que je crus un instant qu'il allait être étouffé. Il n'y avait pas moyen d'avancer ou de reculer. Enfin, ceux qui l'accompagnaient sentirent qu'il fallait lui ouvrir un passage, et ils y parvinrent après de violens efforts. Il redescendit alors dans la cour, monta à cheval, et se tenant au bas de l'escalier, il donna l'ordre qu'on allât chercher le président, qui put s'échapper, et vint se placer à côté de lui. Cependant le désordre était au comble dans la salle, et bientôt plusieurs membres, se précipitant aux fenêtres qui donnaient sur la cour, se mirent à crier, en le désignant du doigt: « A bas le Dictateur! Hors la loi! » Dans ce moment, M. de Talleyrand,

Arnault le poète, et quelques autres personnes avec lesquelles je causais, devinrent pâles comme la mort; tous s'échappèrent, à l'exception de ceux que j'ai nommés. Ce terrible mot. *hors la loi*, avait encore toute sa magie, et si un général de quelque renom se fût mis à la tête des soldats de l'intérieur, on ne peut calculer ce qui serait arrivé; mais le général prit son parti, en donnant l'ordre à Murat de faire évacuer la salle. Celui-ci mit le colonel Dujardin à la tête d'un piquet de grenadiers qui, traversant la salle au pas de charge, se retourna, quand il fut au bout, vers les membres qui remplissaient les bancs; alors ceux-ci, sortant par toutes les issues, disparurent bientôt en se débarrassant de leurs costumes, qui consistaient en une espèce de toge à la romaine et un bonnet carré.

Lorsque le général Bonaparte était entré dans la salle du Conseil des Cinq-Cents, un des grenadiers qui l'avaient suivi reçut un coup de poignard dans son habit, et tout semblait indiquer que cet attentat était dirigé contre le général: ce grenadier a été récompensé, et est mort, je crois, capitaine. Le député qui fut désigné comme assassin était Corse, et s'appelait Arena; il a péri peu de temps après, impliqué dans la

conspiration dont Ceracchi et Topineau-Lebrun étaient les chefs, et qui avait pour but d'assassiner le premier consul à l'Opéra, à la faveur du trouble qu'ils comptaient exciter en jetant des pétards dans la salle. Comme je quittai la France peu de temps après le 18 brumaire, je ne pus obtenir aucun détail sur cette affaire.

Immédiatement après l'expulsion des députés, les membres des deux Conseils, qui avaient été désignés pour aviser aux mesures à prendre, se réunirent, et, le 20, tout Paris et bientôt la France entière apprirent que le général Bonaparte était nommé premier consul, et que MM. Cambacérès et Lebrun lui étaient adjoints avec les titres de second et de troisième consuls. Le premier était un ancien magistrat du parlement d'Aix, renommé par une instruction profonde et un esprit conciliant. Il avait été membre de la Convention; son vote mitigé dans le procès du roi donnait la mesure de son caractère faible. Le troisième consul, M. Lebrun, passait pour avoir écrit les belles ordonnances du chancelier Maupeou, dont il avait été le secrétaire. C'était un homme d'une instruction profonde, dont nous avons deux traductions remarquables,

l'une de l'Iliade et l'autre de la Jérusalem délivrée. Il avait la réputation de posséder des connaissances profondes en finances. Le choix que fit de lui le premier consul fut généralement applaudi.

Le ministre de la police de cette époque était M. Fouché, depuis duc d'Otrante. Le 18 brumaire il avait donné sa parole au général Bonaparte de le servir sans réserve; mais, le 19, me promenant dans les appartemens de Saint-Cloud, je rencontrai un de mes anciens compagnons d'études, qui s'appelait Thurot, et que je n'avais pas vu depuis ma sortie du collège; il m'apprit qu'il était secrétaire-général de la police; et, en le poussant de questions, il m'avoua que son ministre l'avait envoyé à Saint-Cloud, pour être témoin de l'événement; mais qu'il fallait réussir à tout prix, car il connaissait assez son patron pour nous faire payer chèrement le crime de la défaite. En effet, l'on apprit depuis que les mesures de ce ministre avaient été prises de manière à nous faire arrêter, et probablement nous faire fusiller, si l'entreprise de Saint-Cloud n'avait pas eu un succès complet. L'empereur a su cette particularité; et, comme il était fort, il en plaisantait quelquefois avec son ministre.

Quoique je n'eusse pas conservé de liaisons avec la famille Metternich, le premier consul, qui espérait pousser les Autrichiens si vivement, que la paix devait être le résultat de la première campagne, me fit partir pour la Saxe en me donnant des pouvoirs secrets pour signer un armistice, dans le cas où les événemens de la guerre y porteraient les Autrichiens.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

NOTE, PAGE 270.

Toulon, le 28 floréal an VI.

Le général divisionnaire, chef d'état-major-général de l'armée.

Ordonne au citoyen Lavallette, capitaine aide-de-camp du général en chef, de se rendre à bord de la frégate *l'Arthémise*, pour faire partie de l'expédition.

ALEX. BERTHIER.

NOTE 2, PAGES 287 ET 290.

Au quartier-général de Malte, le 29 prairial an VI.

Au citoyen Lavallette, aide-de-camp.

L'Arthémise, citoyen, a ordre de vous faire mouiller sur les côtes de l'Albanie, pour vous mettre à même de conférer avec Ali pacha.

Vous lui remettrez la lettre ci-jointe qui ne contient autre chose que d'ajouter foi à ce que vous lui direz, et d'appeler un truchement qui ait sa confiance pour pouvoir parler seul avec lui. Vous lui remettrez ladite lettre en mains propres et vous aurez soin qu'il en prenne lui-même lecture.

Après quoi vous lui direz que, venant de m'emparer de Malte, et me trouvant dans ces mers avec trente vaisseaux et cinquante mille hommes, j'aurai des relations avec lui; que je désire savoir si je peux compter sur lui.

Que je désirerais qu'il envoyât près de moi, en l'embarquant sur la frégate, un homme de marque et qui eût sa confiance. Que sur les services qu'il a rendus à la république, et sur ses qualités personnelles, sa bravoure, et son courage, s'il me montre de la confiance et qu'il veuille me seconder, je puis accroître de beaucoup sa gloire et sa destinée.

Vous prendrez en général des renseignemens sur la situation politique et militaire des différens états de ces contrées.

Vous prendrez note de tout ce que vous dira Ali pacha, et vous vous rembarquerez sur la frégate pour venir me rejoindre et me rendre compte de votre mission.

En passant à Corfou, vous verrez le général Chabot; vous lui direz qu'il nous envoie du bois et qu'il fasse une proclamation aux habitans de Corcyre et autres îles pour qu'ils envoient à l'escadre du vin, des raisins secs et autres choses qui leur seront bien payées.

BONAPARTE.

NOTE, 3 PAGE 290.

Au quartier-général du Caire, le 22 frimaire an VII.

Bonaparte, général en chef, au citoyen Lavallette.

Vous partirez sur la djerme *la Vénitienne*, avec le citoyen Beauchamp, pour vous rendre à Alexandrie.

Vous y verrez la situation de toutes les fortifications, des magasins et de notre escadre, bâtiment par bâtiment.

Vous remettrez le sabre ci-joint au contre-amiral Perrée.

Vous verrez à Rosette le fort de Rosette.

Vous tâcherez de faire venir d'Alexandrie à Rosette ma voiture de voyage et ma voiture de Malte : de Rosette vous les ferez embarquer sur une djerme pour Boulac.

Vous ne reviendrez qu'après que vous aurez vu le citoyen Beauchamp mettre à la voile.

BONAPARTE.

NOTE 4, PAGE 293.

Au quartier-général du Caire, 18 nivose an VII.

Bonaparte, général en chef, au citoyen Lavallette.

J'ai reçu vos lettres du 28 et du 1er nivose; restez à Alexandrie jusqu'à ce que la caravelle soit partie, et revenez immédiatement après.

Le général BONAPARTE.

Au quartier-général du Caire, le 18 vendémiaire an VII.

Bonaparte, général en chef, au citoyen Lavallette.

Vous partirez aujourd'hui, citoyen, sur la petite *Cisalpine*, vous aurez avec vous la cange *le Corcyre*, et le canot *le Rhône*.

Vous conduirez le convoi destiné pour Salahieh jusqu'à Mit-Kamas, où il sera sous les ordres du général Murat, qui sera chargé de le faire passer.

Vous continuerez votre route avec les bâtimens armés : vous vous rendrez à Mansoura. Vous y verrez le général Dugau pour connaître ce qu'il pourrait y avoir de nouveau, soit à Damiette, soit à Menzalé. Vous continuerez votre route pour Damiette. Vous prendrez à bord des trois bâtimens toutes les troupes qu'ils pourront porter, et vous irez avec, rejoindre le général Andréossi afin de remonter sa flottille. Vous suivrez ce général dans sa reconnaissance de Peluze.

Vous m'écrirez de Mansoura, de Damiette; s'il y a des bâtimens dans la rade de Damiette qui soient arrivés depuis peu, vous irez les interroger, et vous me ferez passer le rapport.

BONAPARTE.

Rapport fait au général en chef sur mon voyage à Peluze.

Je suis parti de Boulac, le 18 vendémiaire au soir, sur la cange *la Corcyre*, allant à Damiette avec *la Cisalpine*, les canots *le Rhône* et *la Seine*.

J'ai rencontré le général Vial, devant *Mit-el-Koli*, au moment où ce village venait d'être pillé pour avoir assassiné des Français. Il avait avec lui deux cent cinquante hommes de la 13ᵉ et de la 25ᵉ demi-brigade. On n'a trouvé aucun habitant dans le village; il en a été de même des deux autres qui étaient aussi coupables. En retournant à Damiette, dans la journée du 23, le général s'est arrêté à *Farescout*, l'a fait cerner, et a exigé des chefs qu'ils lui livrassent les armes des habitans; il n'a obtenu que dix-huit fusils et a pris en otages deux cheiks qui sont partis pour le Caire. *Farescout* est le village le plus dévoué à *Hassan-Toubar*, c'est là que s'est décidée la révolte du 24 *fructidor*.

J'ai quitté Damiette le 24, et j'ai passé la nuit à la tour de Bogaz, le vent ne m'ayant pas permis d'aller plus loin. Il y a dans cette tour une garnison de vingt à trente hommes; l'enceinte qui a été élevée la met à l'abri d'une surprise; mais les pièces qui la défendent sont assez mal placées, et les plates-formes incapables de les supporter long-temps.

Le 25, je me suis rendu à *Dibbé* par terre. La route, depuis le *Bogaz* jusqu'à cette embouchure du lac, est de huit lieues, d'un sable ferme; la plus forte artillerie peut y passer sans danger.

Dibbé est formé par une trentaine de cabanes de pêcheurs, beaucoup sont venus au-devant de nous et nous ont apporté des vivres.

Poussé par un vent favorable, j'ai mis douze heures pour me rendre à *Menzalé*. Cet endroit est considé-

rable et peut contenir environ cinq mille habitans. Il n'y en avait que le cinquième à mon passage. *Hassan-Toubar* y était propriétaire de deux maisons, il avait tout emporté; on y a trouvé quelques bestiaux et de mauvais meubles. Quoique ses habitans fassent le commerce sur le lac, les bateaux sont obligés d'aller mouiller à une lieue de distance, le laç ne donnant pas assez d'eau pour s'avancer plus près de *Menzalé*, qui d'ailleurs n'est pas situé sur la rive. Ce mouillage est sans protection, mais il offre de l'eau douce apportée à peu de distance par le déversement des canaux du Nil dans la saison du *débordement.*

Le 27, j'ai quitté Menzalé, à six heures du matin, pour aller joindre le général Andréossi, à qui j'apportais de l'eau et des vivres. Je l'ai joint le 28 à l'embouchure d'*Aroum-Farregge.*

Il avait avec lui quinze barques; ses troupes étaient composées d'un bataillon de la 25e et d'un détachement de la 2e d'infanterie légère.

Le 29, à quatre heures du matin, je me suis mis en route pour Peluze, avec le général et un détachement de trente hommes.

La distance de la bouche d'*Aroum-Faregge* à *El-Farameh* est de trois lieues. Cette ville ruinée ne nous a présenté rien de remarquable. A quinze cents toises de la mer, nous avons trouvé un amas énorme de poussière et de briques, que l'on présume avoir été la forteresse de *Peluze.* Il y a encore un mur debout et quelques arcades qu'on a pu fouiller. Les ruines de la ville ont une étendue d'environ trois

mille pas; dans cet espace nous n'avons trouvé que quelques colonnes de granit d'une belle dimension, et une espèce de tour ruinée en partie.

En retournant, à dix-huit cents toises de Peluze, nous avons observé un bâtiment que l'on croit une mosquée ruinée. Il ne reste plus que ses murailles en briques et une partie de la voûte. Nous y avons vu plusieurs canons hors d'état de servir et des boulets de granit.

Le 30, nous avons quitté *Aroum-Faregge*, et je me suis séparé du général Andréossi à la hauteur de Tanis.

J'ai trouvé, en arrivant à Damiette, le convoi d'artillerie destiné pour Salahieh. On l'embarquait sur le lac, et le lendemain il devait partir pour *Sann*.

Le général Dugua était arrivé la veille à Damiette. Il me dit que les administrations de cette province n'étaient pas encore organisées, mais qu'il allait y travailler.

Le citoyen *Barras* se plaint des difficultés qu'il éprouve dans ses fonctions; on lui a donné pour secrétaire ou adjoint un jeune homme qui n'entend rien à cette besogne, et sa santé lui permet peu de faire tout lui-même. Il n'a pu me donner une idée bien juste des propriétés d'*Hassan-Toubar*. Dès qu'il aura recueilli des renseignemens sur cet objet, il vous les fera passer.

Le général Vial se plaint d'avoir trop peu de troupes pour garder *Mansoura*. Il n'a pas deux mille hommes

en état de faire le service, et le marché de cette ville rassemble chaque semaine vingt mille paysans.

J'ai accompagné le général Murat dans son expédition sur *Rameleh*. Ce village, qui avait tué la veille plusieurs dragons du 14ᵉ et pillé les chevaux, a été entouré à dix heures du soir, et le lendemain matin, le général y a fait entrer deux compagnies de grenadiers qui ont massacré les paysans au nombre de plus de cent. On a trouvé dans les maisons deux fourreaux de sabres de dragons et des casques.

Au Caire, le 6 brumaire.

LAVALLETTE.

Au quartier-général du Caire, le 27 nivose an VII.

Bonaparte, général en chef, au citoyen Lavallette.

Vous voudrez bien, citoyen, revenir au Caire le plus tôt possible; j'ai reçu votre rapport.

BONAPARTE.

Au quartier-général du Caire, le 9 pluviose an VII.

Bonaparte, général en chef, au citoyen Lavallette.

Vous voudrez bien, citoyen, vous rendre au Caire le plus tôt qu'il vous sera possible. J'ai besoin de vous dans la nouvelle campagne qui va s'ouvrir.

BONAPARTE.

Au quartier-général du Caire, le 20 pluviose an VII.

Bonaparte, général en chef, au citoyen Lavallette.

Vous partirez, citoyen, le plus tôt possible pour me rejoindre. Il n'est pas nécessaire que vous attendiez le départ de la caravelle. Arrivé au Caire, vous y resterez trois jours pour prendre une connaissance exacte de la situation des choses, et vous ne partirez qu'avec une bonne occasion.

BONAPARTE.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES CHAPITRES.

Pages.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

